

50790  
JUILLET—DÉCEMBRE 1916 — TOME XVIII

# REVUE DE HONGRIE

NEUVIÈME ANNÉE

DIRECTEUR-GÉRANT :

GUILLAUME DE HUSZÁR



BUDAPEST

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ ANONYME ATHENAEUM

MCMXVI



# REVUE DE HONGRIE

NEUVIÈME ANNÉE — TOME XVIII

JUILLET—DÉCEMBRE 1916

NEUVIÈME ANNÉE

---

**TABLE DES MATIÈRES**

DU

DIX-HUITIÈME TOME

JUILLET—DÉCEMBRE

*Série entièrement consacrée à la guerre.*

**Livraison du 1<sup>er</sup> juillet—15 août :**

|  | Pages |
|--|-------|
| L'ALLIANCE DE L'EUROPE CENTRALE ET DE L'ORIENT, par M. GUILLAUME DE RUTTKAY, ancien délégué du Ministère r. h. du Commerce à Londres ..... | 1     |
| PAS DE PAIX INDÉCISE ! par R. ....   | 19    |
| LES TURCS EN PERSE, par KARA CHEMSI .....  | 26    |
| LE PREMIER FORTIFICATEUR DES DARDANELLES, par M. JULES DE PEKÁR, Député .....  | 40    |
| «LA VÉRITÉ», par X. ....   | 48    |
| UN LIVRE ALLEMAND SUR LA BATAILLE DE LA MARNE .....  | 54    |
| CHRONIQUE DE LA GUERRE, par HISTORICUS .....   | 57    |

**Livraison du 15 septembre :**

|   |    |
|---|----|
| L'ASSISTANCE AUX AVEUGLES DE LA GUERRE EN HONGRIE, par M. ÉMILE DE GRÓSZ, Professeur à la Faculté de Médecine de l'Université r. h. de Budapest ..... | 1  |
| L'ÂME ANGLAISE, par M. MAURICE RÉVAI, ancien Député .....   | 8  |
| LES TURCS EN PERSE, par KARA CHEMSI .....   | 17 |
| COMMENT LA RUSSIE A PROVOQUÉ LA GUERRE, par M. ALFRED NÉMET, Secrétaire à la Présidence du Conseil des Ministres de Hongrie .....                     | 31 |
| LES EMBARRAS INTÉRIEURS DU CONTINENT AMÉRICAIN, par M. ÉTIENNE DE ZOMBORY .....   | 41 |
| LA HONGRIE ET «LA PAIX SÉPARÉE», par DIPLOMATE .....  | 49 |
| L'INTERVENTION DE LA ROUMANIE, par X. ....  | 54 |
| CHRONIQUE DE LA GUERRE, par HISTORICUS .....  | 57 |

## Livraison du 15 octobre :

(Numéro spécial consacré à la trahison roumaine.)

|   | Pages |
|---|-------|
| LE TRAITÉ D'ALLIANCE DE LA ROUMANIE AVEC L'AUTRICHE-HONGRIE ... ..  | 1     |
| COMMENT ON DÉCLARE LA GUERRE ... ..   | 3     |
| «NOBLE PAYS.» ( <i>La trahison roumaine jugée par un journal neutre</i> ) ... ..  | 7     |
| ROUMAINS DE HONGRIE ET D'AUTRICHE. ( <i>La fidélité de nos concitoyens de nationalité roumaine et la propagande irrédentiste</i> ) ... .. | 10    |
| SOUS LE JOUG ROUMAIN. ( <i>Les nationalités étrangères et l'oligarchie des boyards en Roumanie</i> ) ... ..                               | 13    |
| ROUMAINS ET RUSSES. ( <i>La politique russe en Roumanie jugée par des Français</i> ) ... ..   | 23    |
| ROUMAINS DE SERBIE. ( <i>L'oppression des Roumains assujettis aux Serbes</i> ) ... ..   | 30    |
| LES AVATARS DE M. TAKE JONESCO. ( <i>Ses opinions sur la Russie, l'ennemie héréditaire de la Roumanie</i> ) ... ..                        | 38    |
| UN PLAN DE GUERRE ROUMAIN CONTRE LES PUISSANCES CENTRALES ... ..  | 43    |

## Livraison du 15 novembre :

|  |    |
|--|----|
| LE PALAIS DE SAINT-MARC DIT PALAIS DE VENISE A ROME. — Considérations historico-politiques, par M. PHILIPPE DENGEL, Professeur à l'Université d'Innsbruck ... .. | 1  |
| ENSEIGNEMENTS PSYCHOLOGIQUES DE LA GUERRE EUROPÉENNE, par M. TULLIO DE BÜLOW ... ..  | 13 |
| LA VICTOIRE DE L'ORGANISATION, par M. LE DR. FRANÇOIS ALEXANDER ... ..   | 41 |
| DIX ANNÉES DE DIPLOMATIE SECRÈTE ... ..  | 50 |
| FRANÇAIS ET HONGROIS, par DIPLOMATE ... ..   | 56 |
| CHRONIQUE DE LA GUERRE, par HISTORICUS ... ..  | 61 |

## Livraison du 15 décembre :

|   |    |
|---|----|
| FRANÇOIS-JOSEPH I <sup>er</sup> † ... ..  | 1  |
| SOLIDARITÉ D'INTÉRÊTS ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA HONGRIE, par M. LE COMTE JULES ANDRÁSSY, ancien Ministre, Député ... .. | 3  |
| LA GUERRE MONDIALE ET LA PAIX FUTURE, par M. FR. DU BOIS ... ..   | 34 |
| EN ATTENDANT «LA VICTOIRE DÉFINITIVE». — <i>Vers la paranoïa</i> , par DIPLOMATE ... ..                               | 51 |
| LES NEUTRES ET LA TERREUR ENTENTISTE, par X. ... ..   | 56 |
| CHRONIQUE DE LA GUERRE, par HISTORICUS ... ..   | 61 |



# REVUE DE HONGRIE

## Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le C<sup>te</sup> ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÓTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C<sup>te</sup> ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C<sup>te</sup> MARC WICKENBURG, JULES de WLISSICS, C<sup>te</sup> JEAN ZICHY

*GUILLAUME de HUSZÁR, Directeur-Gérant.*

*Mente hungarica,  
Verbo gallico.*

## SOMMAIRE:

|   |    |
|---|----|
| I. — L'ALLIANCE DE L'EUROPE CENTRALE ET DE L'ORIENT, par M. Guillaume de Ruttkay, ancien délégué du Ministère r. h. du Commerce à Londres ..... | 1  |
| II. — PAS DE PAIX INDÉCISE! par R. ....   | 19 |
| III. — LES TURCS EN PERSE, par Kara Chemsî .....  | 26 |
| IV. — LE PREMIER FORTIFICATEUR DES DARDANELLES, par M. Jules de Pekár, Député .....   | 40 |
| V. — «LA VÉRITÉ», par X. ....   | 48 |
| VI. — UN LIVRE ALLEMAND SUR LA BATAILLE DE LA MARNE .....   | 54 |
| VII. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par Historicus .....   | 57 |

## BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — BERLIN (SW 48), BERNHARD STAAR. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK.  
 MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE. — BRUXELLES, J. LEBÈGUE ET CIE. — LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES  
 AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS. — BERNE, A. FRANCKE. — GENÈVE, PH. DÖRR  
 ZURICH, C. M. EBELL — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE. — LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN.  
 STOCKHOLM, C. E. FRITZE — COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ.  
 BARCELONE, VERDAGUER. — ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH  
 BUCAREST, SOCEC & CIE. — CONSTANTINOPE, OTTO KEIL — SMYRNE, ABAJOLI.  
 NEW-YORK, G. E. STECHERT & CIE. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,  
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS  
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

---

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assuré la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est entièrement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

---

## LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.*

---

LA REVUE DE HONGRIE  
PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

---

### PRIX D'ABONNEMENT :

|                                       |         |   |            |
|---------------------------------------|---------|---|------------|
| HONGRIE ET AUTRICHE ... ..            | } un an | { | 25 cour.   |
| ALLEMAGNE ... ..                      |         |   | 25 marcs.  |
| AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE ... .. |         |   | 30 francs. |

*Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.*

---

## L'ALLIANCE DE L'EUROPE CENTRALE ET DE L'ORIENT<sup>(1)</sup>

---

De quoi demain sera-t-il fait ? La confédération de l'Europe centrale et des pays d'Orient quels États embrassera-t-elle ? L'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Bulgarie et la Turquie . . . ?

C'est ce qu'on ne saurait encore dire avec certitude. Après la guerre on verra peut-être un nouveau groupement de puissances. Il se peut que tous les membres de l'Entente ne continueront pas à en faire partie. Il n'est pas impossible que l'un ou l'autre d'entre eux gravitera vers la sphère d'intérêts du nouveau groupement. Ce dernier, outre la Bulgarie et la Turquie, pourra embrasser d'autres pays : la Roumanie, la Grèce et même, si toutefois elle recouvre son indépendance, la Serbie.

En face de la nouvelle confédération se dressera le groupement opposé dont l'Angleterre et la Russie, ces empires de proie, seront les puissances directrices.

La nouvelle confédération devra d'une part défendre son intégrité territoriale contre les ambitions conquérantes de ces deux empires, et d'autre part se faire au soleil une place en rapport avec sa puissance et dans la mesure exigée par ses intérêts vitaux.

Pour y parvenir, il faudra qu'elle ait toujours en vue les intérêts des confédérés. Telle sera sa devise.

Elle devra aussi, et c'est de la plus haute importance pour atteindre les buts qu'elle se propose, gagner les sympathies

(1) Nous extrayons cet article de l'ouvrage très intéressant de l'auteur : *La guerre générale (L'Italie, les Balkans et l'Autriche-Hongrie.)* (En hongrois.)

des peuples tant en Europe que dans les autres parties du monde. La sympathie est un facteur moral qui supplée souvent à la force brutale. Notre alliée, la puissante Allemagne, devra y veiller tout particulièrement.

Les Allemands en ont eux-mêmes conscience. Ainsi Wolfgang Heine, député au Reichstag, dit dans une de ses études intitulée *Weltmachtspolitik* : « Toute tentative de l'empire allemand en vue de soumettre les petits États du continent ne ferait que diminuer sa véritable puissance. L'Allemagne ne peut arriver à ses fins que si elle n'a d'ennemis ni sur ses flancs ni sur ses derrières, si elle ne pousse pas les petits peuples dans les bras de la Russie ou de l'Angleterre. La guerre a prouvé que la force morale vaut souvent plus que les canons et les munitions. Il faut que l'Allemagne se fasse comprendre des autres peuples, que sa politique mondiale ne leur inspire pas de craintes touchant leur indépendance. Sachons apprécier les facteurs moraux en politique et reconnaître de quel poids pèsent les sympathies ou l'aversion des neutres. L'Allemagne doit se transformer, se discipliner pour inspirer confiance à son propre peuple et gagner les sympathies de l'étranger. »

Est-il possible d'inspirer des sympathies en politique ? Il semble que oui. La preuve en est que dans ce grand conflit des nations, les sympathies des neutres semblaient acquises à la Russie et à l'Angleterre, deux pays conquérants par excellence. Il en était ainsi surtout au commencement de la guerre.

La nouvelle confédération, laquelle ne visera point à des conquêtes mais aspirera uniquement à sauvegarder les intérêts vitaux de ses adhérents, n'aura pas de peine à gagner les sympathies des peuples. Elle y réussira d'autant plus facilement que les grandes puissances conquérantes ont déjà, par leurs procédés arbitraires au cours de la guerre générale, beaucoup perdu dans la sympathie des neutres. La cruauté des moyens mis en œuvre par la Russie et l'Angleterre pour réaliser leurs visées ambitieuses ont dessillé tous les yeux.

Jetons un coup d'œil sur ces ambitions démesurées.

Dès le début de la guerre l'Entente démasqua ses projets de conquête. Elle menaçait en premier lieu l'empire turc. En provoquant la guerre balkanique de 1912—13, ces puissances étaient parvenues à mettre fin à l'empire turc d'Europe. Elles avaient réussi à attirer dans leur sphère d'influence la plupart

des peuples balkaniques, la Serbie agrandie, la Grèce et le Monténégro. Elles regardaient même comme gravitant dans leur orbite non seulement la Roumanie, — laquelle, grâce à la ligue balkanique, avait obtenu un agrandissement de territoire assez considérable sans coup férir et sans sacrifice, et était devenue le premier État des Balkans, — mais encore la Bulgarie humiliée et terrorisée.

L'Angleterre crut le moment venu de réaliser ses plus hardis projets, de terrasser, avec l'appui de la Russie, l'Allemagne devenue une redoutable rivale, puis, après le démembrement final de la Turquie, de s'ouvrir une route terrestre de Port-Saïd aux Indes à travers l'Arabie, la Mésopotamie et la Perse méridionale, comme le prédisait déjà Frédéric List vers 1840, alors que l'Égypte n'était pas encore aux mains des Anglais. L'Angleterre voulait créer une route directe faisant le tour du globe en territoire anglais.

Mais pour réaliser ce grand projet, il fallait d'abord que le souverain de la Turquie régénérée par la révolution de 1908 ne pût se mettre à la tête du mouvement panislamiste et soulever en Égypte un mouvement insurrectionnel qui menacerait le canal de Suez, la principale artère commerciale entre l'Angleterre et l'Inde, sa plus grande et sa plus riche possession. C'est pour affaiblir le pouvoir du kalife que l'Entente fomentait des troubles en Macédoine et en Albanie, que l'Angleterre essayait de prendre pied dans la région méridionale de la Mésopotamie, qu'elle s'efforçait d'empêcher que la ligne de Bagdad, que construisaient les Allemands, n'aboutisse au golfe Persique à Bassorah, en territoire turc. L'Angleterre voulait posséder une voie ferrée à elle allant jusqu'à Calcutta, comme elle en a déjà une du Caire au Cap ; c'est pourquoi elle a signé avec la Russie le traité par lequel les deux empires se partageaient l'Asie centrale. Le même traité plaçait la Perse méridionale dans la sphère d'influence de l'Angleterre et contenait en outre la reconnaissance de la neutralité afghane par la Russie, ce qui mettait l'Inde à l'abri du danger qu'elle courrait en cas de guerre avec cette dernière.

La convention relative à l'Asie centrale fut rendue publique en 1911, mais en même temps ces puissances signaient un accord secret, à teneur duquel l'Angleterre donnait son consentement à la conquête de l'Arménie et même de Constanti-

nople par la Russie. Ces projets étaient connus à Berlin depuis longtemps ; c'est pour les déjouer que l'empereur d'Allemagne avait pris à tâche depuis une dizaine d'années de défendre la Turquie contre les visées conquérantes de l'impérialisme anglais, lesquelles constituaient aussi une menace pour le commerce allemand d'outre-mer.

Dès les premiers jours de la guerre balkanique on comprit à Constantinople que l'Angleterre avait rompu avec sa politique traditionnelle en Orient, qu'elle avait fait alliance avec la Russie par crainte de l'Allemagne. On reconnut qu'elle n'avait plus l'intention de faire obstacle à la réalisation du rêve séculaire de la Russie : la conquête de Constantinople. Sa politique nourrissait peut-être aussi l'arrière-pensée qu'une guerre avec l'Allemagne affaiblirait la Russie pour longtemps et détournerait ainsi de l'Inde le péril moscovite, qui avait été le cauchemar des hommes politiques anglais pendant le XIX<sup>e</sup> siècle.

Quand la guerre générale éclata, la Russie se trouva coupée de ses alliés par suite de la fermeture des Dardanelles ; elle ne put ni recevoir des munitions ni exporter son blé en Occident. Elle exigea donc que ses alliés lui ouvrirent les Détroits. Elle l'exigea d'autant plus énergiquement que ses armées subissaient de graves défaites et qu'elle voyait par suite se dissiper son rêve de démembrer l'Autriche-Hongrie. Pour les énormes sacrifices qu'elle faisait, la Russie voulait du moins mettre la main sur Constantinople, « son unique objectif ».

Les Turcs sentirent que l'heure décisive avait sonné pour l'empire ottoman et, en octobre 1914, ils se joignirent aux empires de l'Europe centrale.

Si la Turquie était restée neutre, l'Entente eût peut-être différé son démembrement, sans y renoncer, puisque la politique conquérante des puissances de l'Entente visait déjà depuis longtemps à la destruction de l'empire des kalifes. Quand les Turcs furent entrés en lice et que le siège des Dardanelles eut commencé, la diplomatie anglaise dévoila ses projets relatifs à l'Asie-Mineure. Elle tâcha de recruter de nouveaux alliés contre les Turcs, promettant en récompense aux Russes l'Arménie et Constantinople avec les Détroits, aux Français la Syrie, aux Italiens Adalia, aux Grecs le vilayet d'Aidin et même Smyrne.

Ce plan ne devait surprendre personne, les puissances de l'Entente faisant successivement depuis plus d'un siècle la conquête des pays musulmans. La Perse et le Maroc ne sont plus indépendants que de nom.

Il n'existait plus qu'un État mahométan souverain : la Turquie. Mais les grandes puissances la tenaient aussi en tutelle. Leurs ambassadeurs — ceux d'Angleterre et de Russie en particulier — revendiquaient une influence décisive sur les affaires intérieures de l'empire turc. Les Russes réclamaient en Arménie, les Français en Syrie et dans le nord de l'Anatolie des concessions de chemins de fer qui devaient hâter la liquidation générale.

L'Angleterre mettait tout en œuvre afin que le dernier tronçon du chemin de fer de Bagdad aboutisse au golfe Persique, à Koweit, soumis au protectorat anglais. De fait les Anglais, les Français et les Russes regardaient l'empire turc et tout le Levant comme un héritage qui devait tôt ou tard leur échoir. Chacun s'efforçait d'en avoir une part plus considérable que ses cohéritiers.

\*

La nouvelle confédération soudée au feu de la guerre générale ne se propose point de partager le monde entre ses membres. Sa politique consistera à réfréner les tendances impérialistes de ses adversaires et, en raison de sa puissance, elle sera à même d'y opposer son veto. Elle aura les moyens d'établir un équilibre stable des forces entre les deux groupes de puissances faisant ainsi cesser l'inégalité qui existait entre eux.

La nouvelle confédération s'inspirera des principes proclamés dès longtemps par ses hommes d'État, elle s'appliquera à gagner du terrain dans le domaine économique par des moyens pacifiques.

Jetons encore un regard sur le passé. Voyons ce que fut la politique orientale des puissances centrales et tirons-en des inductions pour l'avenir. Il est évident tout d'abord qu'en raison même de notre situation géographique, nous n'avions pas des visées conquérantes comme la Russie, l'Angleterre et la France.

Là où l'occasion s'en présentait l'Allemagne prenait toujours les musulmans sous sa protection. Au Maroc, elle s'effor-

çait, vis-à-vis de la France, de maintenir le principe de la porte ouverte ; à la Perse, elle promettait un raccordement avec la ligne de Bagdad, c'est-à-dire une voie de communication directe avec la Turquie. Dans l'empire ottoman même, le long du chemin de fer de Bagdad, lequel a pour la Turquie une si grande importance politique, économique et stratégique, elle inaugurerait une œuvre grandiose de civilisation. Elle s'efforçait d'y introduire des méthodes de culture modernes, œuvre à laquelle nous contribuons aussi. C'est ainsi qu'une banque de Budapest fondait à Smyrne une succursale qui s'occupe de la vente de machines agricoles et emploie plus de quarante agents.

Nous donnâmes encore à la Turquie un témoignage de notre bienveillance en consentant, dès 1908, à l'abrogation des capitulations, ainsi qu'au relèvement des droits de douane de 11 % à 14 %, ne faisant dépendre notre adhésion que de celle des autres puissances.

Si une alliance entre la Russie et l'Angleterre qui se combattent en Asie depuis plus d'un siècle, ou de la France et de l'Italie qui luttent pour la suprématie dans la Méditerranée paraît contre nature, une alliance entre la Turquie et nous semble dans l'ordre des choses. L'empire ottoman est, dans notre voisinage, un territoire sur lequel nos ennemis n'ont pas encore mis la main, où nous trouvons encore des débouchés pour les produits de notre industrie, dont les richesses naturelles encore inexploitées ouvrent une libre carrière à notre esprit d'entreprise et assurent un placement rémunérateur à nos capitaux en quête d'emploi et, par contre, lorsqu'il aura augmenté sa production agricole, il pourra nous fournir les denrées alimentaires et les matières premières nécessaires à l'industrie que nous tirons aujourd'hui de l'étranger.

A cette fin il faudra que nos communications avec la Turquie soient toujours assurées. C'est là une *conditio sine qua non* en temps de guerre, puisque nos ennemis peuvent nous barrer la route maritime qui conduit en Asie-Mineure. Mais il importe aussi que nous puissions communiquer directement avec la Turquie en temps de paix, car nous pouvons être certains que nos ennemis feront leur possible pour y faire obstacle. Nous le savons par expérience. Déjà en 1908, ils mettaient tout en œuvre pour empêcher l'ouverture de la ligne du Sandjak. Il est hors de doute qu'ils nous empêcheront d'utiliser au mieux

de nos intérêts le raccordement du réseau balkanique à la ligne d'Athènes — auquel ils ne sauraient faire obstacle — et que nous nous y heurterons aux mêmes difficultés qu'ils nous firent naguère pour les chemins de fer serbes.

Nous avons rétabli les communications directes avec la Turquie. Par suite de la conquête du Danube serbe aucune barrière ne s'élève plus entre nous, la Bulgarie et la Turquie.

Ainsi nous sommes entrés en étroites relations d'amitié et d'intérêts avec le peuple bulgare. L'appui mutuel que se prêtent les « Prussiens du Balkan » et les Hongrois est d'une grande importance pour la victoire finale. Cette détermination du peuple bulgare rappelle aussi le rôle que la Hongrie joue dans cette guerre.

On peut dire que la décision prise par la Bulgarie ne lui a pas été dictée uniquement par des raisons d'intérêt, mais que le sentiment y est aussi pour quelque chose. C'est ce que prouve le passage suivant de la lettre que le président de la Sobranjé a envoyée à la Chambre des députés hongroise en réponse à ses salutations : « Le peuple bulgare est en parfaite communauté de sentiments ainsi que d'intérêts avec la nation hongroise. C'est la raison déterminante de la décision que nous avons prise de nous joindre aux puissances centrales en qualité de modestes alliés ».

L'Autriche-Hongrie et l'Allemagne pourront toujours compter sur l'alliance bulgare. Les graves raisons qui ont poussé la Bulgarie à rompre avec la Russie « libératrice » et ses protecteurs traditionnels, les Anglais, subsisteront encore après la conclusion de la paix. Pendant la guerre la Bulgarie a acquis la conviction que ses intérêts vitaux étaient incompatibles avec les visées de la Russie. Elle s'est convaincue que s'est uniquement pour faire face à des nécessités momentanées d'ordre militaire que la France et l'Angleterre lui ont fait des promesses qu'elles n'étaient pas en mesure de tenir et qu'elles n'avaient peut-être pas même l'intention de tenir au cas qu'elles auraient remporté la victoire. La Bulgarie aura tout intérêt à ce que la grande ligne de Berlin—Budapest—Constantinople—Bagdad passe par Sophia, à faire partie intégrante de l'immense front politique, économique et militaire qui, s'étendant de Hambourg à Bassorah, ne peut être ni enfoncé ni tourné par une puissance ennemie,

L'intérêt primordial de la Bulgarie exige, pour ce qui touche à sa prospérité future, qu'elle fasse partie du vaste territoire économique qui, embrassant le centre et le sud-est de l'Europe et l'Asie-Mineure, s'étend de la mer du Nord et de la Baltique à la Mer-Morte et au golfe Persique et lequel, grâce à une exploitation intensive de ses richesses minières et agricoles, sera à même de faire face à l'alimentation de l'Europe centrale et de son industrie et qui, par suite de sa prospérité croissante, sera un excellent débouché pour les produits de l'industrie allemande, autrichienne et hongroise.

A ce groupement politique et économique se joindront peut-être la Roumanie, laquelle était menacée de voir, en cas d'une victoire de l'Entente, la mer Noire devenir une mer russe, et la Grèce qui, forcée de subir l'occupation des plus belles îles de l'Archipel par l'Angleterre et l'Italie, voit avec colère comment les puissances de l'Entente se sont fait de Salonique une sorte de condominium.

Quelle position les Serbes, les Monténégrins et les Albanais prendront-ils vis-à-vis de la nouvelle confédération, c'est ce qu'il est encore impossible de savoir ; mais il est certain que les expériences qu'ils ont faites pendant la guerre leur inspireront de salutaires réflexions. Ils ont pu voir que l'autre groupe de puissances les a, pour se tirer d'embarras, jetés en proie à l'Italie, laquelle avait déjà occupé Valona dans l'automne de 1914 pour faire de l'Adriatique une mer italienne. Ils ont pu voir que la Russie, leur grande protectrice, incapable de les défendre, était forcée à les livrer.

On ne saurait dire aujourd'hui avec une pleine certitude ce que sera le Balkan dans l'avenir. Mais il est sûr et certain que notre alliance avec la Bulgarie nous garantit une solution du problème balkanique conforme à notre intérêt, car elle nous ouvrira la route du Levant. Elle nous créera une situation telle que les Roumains et les Grecs auront tout intérêt à se ranger de notre côté.

\*

La Bulgarie en brisant avec la Russie et en adhérant à la nouvelle Entente a rompu la glace dans la presqu'île et montré aux autres peuples balkaniques la route qu'ils doivent suivre pour sauvegarder leurs intérêts vitaux. La prise de position de

la Bulgarie influera nécessairement sur l'attitude que ces Etats observeront à l'avenir.

Quelle sera cette attitude ? Prendront-ils position pour ou contre la Bulgarie ?

Selon toute vraisemblance, les voisins de la Bulgarie — guidés en cela par leur intérêt — se conduiront en bons voisins. Les Bulgares ont donné le bon exemple en faisant le premier pas. La convention turco-bulgare relative à une cession de territoire a jeté la base d'une entente sincère entre les deux pays. La Bulgarie a rassuré la Grèce et la Roumanie en leur prouvant qu'elle n'a point d'intentions hostiles à leur égard. Il existe sans doute des divergences de vues entre ces trois nations et il ne sera pas très facile de réaliser à la satisfaction générale leurs aspirations à des agrandissements de territoire. Mais comme on dit : quand tout le monde le veut, on finit toujours par tomber d'accord.

Ces États sont voisins et, par leur situation géographique, ils gravitent dans la sphère d'intérêts de l'Europe centrale. Il faudra bien qu'ils trouvent le moyen de vivre en paix les uns avec les autres ainsi qu'avec les États du nouveau groupement.

La politique suivie dans le passé par l'Autriche-Hongrie à l'égard des peuples balkaniques doit leur inspirer toute confiance pour l'avenir. Depuis Andrassy, l'Autriche-Hongrie a pour devise de ne pas chercher à faire des conquêtes dans les Balkans. Mais elle ne saurait non plus permettre que d'autres puissances en fassent, car il est dans notre intérêt que les Balkans soient aux peuples balkaniques.

Friedjung, qui connaissait à fond la politique austro-hongroise, dans les Balkans, avait raison de dire que la ligue balkanique forgée en 1912 sous les auspices de l'Entente était une alliance offensive dirigée contre la Turquie et l'Autriche-Hongrie. Elle ne pouvait être de longue durée, parce que le traité de Bukarest avait consacré une injustice et que, dans le cours de la guerre générale, les protecteurs de la ligue, poussés par l'intérêt du moment, foulaient sans cesse aux pieds le principe des nationalités tantôt au profit des Serbes, tantôt à celui des Grecs ou des Italiens. C'est ainsi que la France, l'Angleterre et la Russie voulaient acheter le secours des États balkaniques. A chacun d'eux elles faisaient des promesses différentes,

en opposition les unes avec les autres et propres à semer pour l'avenir les germes de nouvelles discordes entre les pays que nos adversaires voulaient attirer dans leur camp. Bien au contraire, la ligue balkanique que nous envisageons reposerait sur la justice et n'aurait pour objet que le maintien de la paix et l'établissement de rapports cordiaux entre les nations.

Les peuples balkaniques tireront les conséquences nécessaires des expériences qu'ils ont faites pendant la guerre générale. Ils reconnaîtront que leurs intérêts sont absolument irréconciliables avec les visées de l'Entente, que la suprématie russe dans les Balkans, au lieu de contribuer au libre développement politique de ces Etats, y faisait plutôt obstacle. Aujourd'hui la Russie a perdu tout prestige aux yeux de ces peuples. Désormais les Balkans ne compteront plus sur la protection du tsar, car ils n'en auront plus besoin.

Leur situation géographique, leurs intérêts politiques et économiques les rattachent à l'Europe centrale et, par conséquent, à la nouvelle confédération. C'est en elle seule que ces Etats peuvent trouver aide et protection contre le péril russe et les visées conquérantes de l'Italie, c'est elle seule qui peut les émanciper de la tutelle et du despotisme maritime de l'Angleterre.

C'est ainsi que les leçons de l'histoire et les lois de l'évolution font entrer les Etats balkaniques dans la sphère d'intérêt de la confédération des pays d'Orient et de l'Europe centrale. La politique de cette confédération qui prendra pour devise : les Balkans aux peuples balkaniques, protégera ces pays contre les intrigues séculaires de la Russie et de l'Angleterre, qui voulaient l'une et l'autre les placer sous leur dépendance politique et économique.

La Russie, le plus dangereux ennemi de l'indépendance des peuples balkaniques, a perdu tout son prestige pendant la guerre mondiale. Au reste, ce prestige n'aura plus guère d'emploi à l'avenir, car si la Russie s'est acharnée jusqu'ici à exercer une tutelle sur les peuples balkaniques, elle l'a fait pour aplanir les chemins qui mènent à Constantinople. Or le rêve de Constantinople s'est dissipé, et cela à l'instant même où l'Angleterre, son antagoniste d'autrefois, voulait lui faire cadeau de Byzance.

L'impérialisme russe en sera réduit à chercher des compensations en Asie. Il pourra en chercher dans la Perse méridionale, où il croisera aux Anglais la route des Indes ; en Chine où il se retrouvera en face du Japon et, peut-être, de l'Angleterre. La Russie pourra faire des conquêtes en Afghanistan, d'où elle menacerait les Indes.

Ces projets de nature à brouiller la Russie avec l'Angleterre, son alliée d'aujourd'hui, ne constituent pas une menace directe pour les intérêts des peuples faisant partie de notre confédération éventuelle. Mais cette dernière ne permettra point que la Russie menace l'empire turc soit du côté des Balkans, soit dans l'Anatolie septentrionale.

\*

Du reste, les changements qu'apportera la guerre dans la situation générale auront pour effet de mettre automatiquement un terme à l'expansion russe en Asie.

La période deux fois centenaire de l'exploitation des peuples asiatiques par les Européens touche à sa fin. L'instinct qui poussait l'empire russe à s'étendre vers l'Orient se heurtera à un nouvel obstacle : le désir qu'éprouvent toujours plus vivement les Asiatiques de se soustraire à la domination européenne. Ce sentiment est encore plus vif chez les peuples un peu avancés du continent africain. Par suite de cette évolution naturelle dans les esprits, la domination anglaise devra nécessairement prendre fin dans ces pays.

Il y faudra du temps, cela va sans dire. De pareilles évolutions ne font sentir leurs effets que lentement, graduellement ; il y a même parfois des rechutes ; mais le processus a commencé et ce qui l'a déclanché, c'est la crise provoquée par la grande conflagration actuelle et qui fera époque dans la vie des peuples.

C'est d'abord en Chine et au Japon que la régénération de l'Asie fera sentir ses effets. Mais ceci ne nous touche pas encore directement. Nous sommes intéressés à la régénération de l'Asie en tant qu'elle a rapport à l'empire turc. Ce qui nous importe, c'est le monde musulman, ce vaste territoire qui s'étend de la mer de Marmara aux cîmes neigeuses de l'Afghanistan et même jusqu'à la pointe sud de l'Inde. Dorénavant la Turquie figurera comme puissance asiatique

par excellence. La perte de ses provinces d'Europe fortifiera sa situation en Asie. La consolidation de l'empire turc comme puissance asiatique s'effectue aujourd'hui avec la coopération des puissances européennes.

A part l'alliance anglo-japonaise, laquelle n'a eu d'effet que dans le domaine colonial, c'est la première fois que l'Asie et l'Europe coopèrent à titre de facteurs égaux dans le domaine de la politique étrangère. Cette coopération dénote le caractère des nouveaux rapports qui vont s'établir entre l'Europe et l'Asie.

Pour ce qui concerne leur politique étrangère, les deux continents ne sont plus séparés par des principes fondamentaux. L'Europe centrale et l'Asie-Mineure se sont associées sur le pied de l'égalité pour mener à bien la guerre générale et sont désormais solidaires l'une de l'autre.

Cependant les victoires remportées dans la lutte commune n'ont résolu que la question militaire. Après le rétablissement de la paix, il faudra se mettre au travail dans le domaine économique et propager la civilisation, et c'est ici que l'Allemagne, la Monarchie et, en raison de sa situation, la Hongrie en particulier pourront déployer une féconde activité.

Cette activité dans lesdits domaines aura certainement de plus beaux résultats que ceux que les Français et les Anglais ont obtenus sous ce rapport dans leurs colonies. Ces puissances n'ont fait qu'exploiter les pays tombés sous leur tutelle et, en fait de culture intellectuelle, l'œuvre qu'ils ont accomplie dans les colonies ne marque pas un véritable progrès. Ceci est encore plus vrai pour ce qui concerne les possessions anglaises que pour les colonies françaises.

Notre alliance sera le point de départ d'un mouvement de progrès chez les Turcs et les Arabes. La supériorité intellectuelle et morale que les puissances centrales ont manifestée pendant la guerre a dû ouvrir les yeux aux musulmans les plus conservateurs, et les intellectuels de Stamboul, Damas et Bagdad qui suivent les modes de Londres et de Paris ont dû reconnaître que Berlin, Vienne et Budapest sont les sources de l'enseignement des sciences abstraites et techniques. Il faut espérer que les musulmans de l'empire turc sont assez bien doués pour être capables un jour, grâce à nos méthodes, de cultiver par eux mêmes les sciences.

On peut donc espérer que l'empire turc — lequel fait preuve de tant d'énergie et de persévérance dans cette crise — renaîtra à une nouvelle vie tant dans le domaine intellectuel que sur le terrain de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. L'ancienne Turquie n'était pas un État mais un empire, la nouvelle sera un État dans la véritable acception du mot.

Il ne faut pas s'imaginer que les États asiatiques vont se transformer en États européens. C'est impossible et ce ne serait même pas à désirer. L'ère nouvelle qui s'ouvre différera essentiellement de l'ancienne en ce qu'elle ne se bornera pas comme l'autre à créer une civilisation toute de surface et uniquement à l'usage des peuples européens, mais qu'elle donnera à ces peuples une vie intellectuelle et économique autonome en rapport avec le caractère propre de ces peuples, le climat et autres circonstances locales.

La Hongrie doit contribuer pour sa part à asseoir la nouvelle ère sur des fondements solides. Nous le pouvons, mais nous devons aussi profiter de l'occasion qui s'offre et nous mettre énergiquement, consciencieusement à l'œuvre en temps utile, autrement c'est l'Autriche et plus encore l'Allemagne qui tireront seules profit de l'œuvre de régénération de l'Asie.

\*

Le nouveau groupement de puissances est appelé à donner une nouvelle orientation à la politique générale. Ce sera une Renaissance politique, économique pour l'Europe centrale, le Levant et l'Asie et, par là, un tournant dans l'histoire de l'humanité.

L'alliance de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, des Balkans et de la Turquie inaugure une nouvelle ère dans l'économie mondiale et, par la route de Hambourg—Bagdad, donne une nouvelle orientation au commerce universel.

Cette route conduit par terre de la mer du Nord à l'océan indien. Le groupement ennemi ne peut plus nous mettre en état de blocus économique. L'ouverture de cette route a fait pencher le bilan de la guerre en faveur des puissances centrales et rendu illusoire le monopole maritime de l'Angleterre, qui tendait à fermer les mers à ses concurrents. « C'est la lutte de la tyrannie maritime contre la liberté des mers », disait naguère le comte Tisza à un journaliste américain.

Jetons un coup d'œil sur cette tyrannie maritime. C'est Cromwell qui a jeté les fondements de la domination anglaise sur les mers et, depuis ce temps, l'Angleterre a toujours suivi cette politique de conquêtes. Elle a brisé tous les États dont la marine pouvait faire concurrence à la sienne, ainsi l'Espagne, la Hollande, le Portugal. Le traditionnel antagonisme anglo-français vient aussi de ce que la France voulait créer une puissante marine, ambition que les Anglais voyaient de mauvais œil. Après la paix de Hubertsbourg, Pitt, l'aîné, déclarait au Parlement qu'il regrettait « qu'on eût permis à la France de reconstituer sa flotte. » Lord Chatam disait : « Le seul péril que l'Angleterre ait à redouter, c'est que la France ne devienne une grande puissance maritime et coloniale. »

Par sa ténacité, son sens pratique des affaires, une dureté de cœur qui ne connaît pas de ménagements et grâce aussi à la sagesse de ses hommes d'État, l'Angleterre, profitant de toutes les circonstances favorables, a réussi à établir sa suprématie sur les mers et à fonder un empire qui s'étend sur toutes les parties du globe. C'est ainsi qu'elle est devenue une puissance dont la volonté faisait presque loi pour ce qui touche à l'évolution politique du monde entier et qu'elle tenait sous sa tutelle une partie du continent européen.

La puissance de l'Angleterre repose sur la domination absolue des mers. Au XVII<sup>e</sup> siècle, James Harrington proposait déjà de donner le nom d'Océana à l'empire britannique. De fait, c'est par son hégémonie navale que l'Angleterre s'est assuré des avantages qui rendent illusoire les droits des autres peuples. Le monde en avait déjà le sentiment il y a plus d'un siècle. Dans son décret de Berlin du 20 novembre 1806, Napoléon déclare que les abus du droit de blocus avaient pour but d'entraver le commerce entre les autres nations et à favoriser celui de l'Angleterre aux dépens des peuples du continent. « Ce procédé de l'Angleterre — dit Napoléon — rappelle les âges de barbarie les plus reculés. »

Ce décret semble avoir été rendu hier. C'est de ce point de vue qu'est parti M. Jules Wlassics, notre éminent jurisconsulte et autorité en matière de droit international, lorsqu'il disait : « Dans le passé comme pendant la guerre actuelle, l'Angleterre a tellement abusé de sa suprématie navale, surtout vis-à-vis des neutres, que la politique allemande rend un ser-

vice signalé à la cause du droit, de la liberté et à l'humanité en général en s'efforçant de faire contre-poids à cette hégémonie. Sur mer, l'Angleterre ne voit que son intérêt et ne reconnaît point de droits. Les personnes qui s'occupent de droit international savent que les neutres ont toujours été obligés de se défendre contre ses empiètements. Elle ne respectait les traités que tant que l'exercice des droits reconnus par elle aux neutres profitait à l'Angleterre ; dès que l'exercice de ces droits internationaux cessait d'être à son avantage, l'Angleterre imposait aux neutres de nouvelles règles de droit. Voilà ce qu'elle a fait dans le passé et ce qu'elle fait encore dans la guerre actuelle.»

L'empire britannique est fondé sur la négation des droits d'autrui, comme s'exprime cyniquement Pitt le jeune. « On parle de justice, dit-il ailleurs ; or, si nous voulions être justes, nous n'en aurions pas pour une année de vie. »

La fortune et le pouvoir ont tourné la tête aux Anglais. A la fin du siècle passé, un homme politique de grand talent, sir Charles Dilke, aboutit dans ses *Problems of Greater Britain* à la conclusion que l'avenir est aux Anglo-Saxons, aux Russes et aux Chinois, mais de sorte que l'influence anglaise domine en Chine. Partant de la même idée, l'éminent historien Seeley affirmait que l'Angleterre avait une mission providentielle, « c'est pourquoi il ne fallait pas confondre la morale d'État anglaise avec la morale privée. »

Cette politique égoïste qui ne connaît pas de bornes a fait de l'Angleterre ce que le publiciste allemand, comte de Reventlow a mis en frontispice de son dernier ouvrage : « le vampire du Continent ».

Cette hégémonie maritime à laquelle l'œuvre des sous-marins et l'ouverture de la ligne de Hambourg—Bagdad a déjà porté un coup sensible, ne sera plus tolérée désormais par les puissances alliées de l'Europe centrale et de l'Orient. Ébranler le monopole du commerce maritime est un devoir impérieux pour le bien de l'humanité.

Briser la suprématie navale de l'Angleterre, est-ce possible ? N'est-ce pas un rêve utopique ?

Non, c'est possible.

Parviendra-t-on à ébranler un empire tel que l'Histoire n'en a pas connu de plus grand ? Et pourquoi faut-il l'ébranler ?

Il le faut, parce qu'il ne peut se maintenir que par une politique d'agression et en faisant toujours obstacle au développement pacifique d'autres peuples.

Et il peut être ébranlé parce que la puissance que l'Angleterre exerce dans le monde est hors de proportion avec la force matérielle, intellectuelle et morale du peuple anglais.

C'est ce que prouve le rôle joué par l'Angleterre dans la guerre générale.

\*

Comment briser la tyrannie maritime de l'Angleterre ? Un immense empire allié à une autre puissance de premier ordre telle que la Russie peut-il être écrasé ?

Ce qui faisait dans le passé la force de l'Angleterre en dehors de sa flotte — laquelle est aujourd'hui, sous le rapport de la qualité, inférieure à celle de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie — c'est qu'elle était plus avancée que les autres pays au point de vue de la civilisation, de la politique et de la richesse. Ceci lui assurait une supériorité — une supériorité légitime — il y a un siècle. Aujourd'hui cette supériorité n'existe plus. L'Angleterre moderne est fortement distancée par l'Allemagne tant au point de vue de la valeur intellectuelle que de l'habileté dans les arts techniques et de la force matérielle. L'Autriche-Hongrie, pourvu qu'elle continue à progresser comme dans ces dernières décades, distancera aussi l'Angleterre d'aujourd'hui dans un avenir plus ou moins lointain.

La puissance matérielle et morale de l'Angleterre — qui s'était tellement accrue qu'elle n'était plus en rapport avec la puissance réelle de la population anglaise — ne s'est pas montrée à la hauteur des circonstances dans cette suprême épreuve de la guerre générale.

Son prestige, un des principaux facteurs de sa puissance, en a subi une éclipse. Le monde s'est aperçu qu'il était tout fictif. C'est le premier pas vers la décadence. Le reste n'est plus qu'une question de temps.

Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans des détails à ce sujet. N'étant pas homme du métier, je laisserai aussi de côté les questions d'ordre militaire. Je me bornerai à montrer comment l'alliance de l'Europe centrale et de l'Orient parviendra — soit pendant la guerre en cours, soit plus tard — à ébranler l'hégémonie mondiale de l'Angleterre.

Les succès militaires et diplomatiques de la nouvelle coalition lui ont gagné Constantinople et l'Asie-Mineure, de sorte que l'Europe pourra bientôt prendre énergiquement en main l'œuvre de régénération de l'empire turc. Quand les chemins de fer d'Asie-Mineure seront construits — les projets sont en voie de préparation — la Turquie deviendra en peu de temps si forte au point de vue militaire et économique que la domination anglaise en Egypte ne reposera plus que sur le sable mouvant du désert. La Turquie sera à même d'envoyer, d'un jour à l'autre, une puissante armée contre le canal de Suez.

Cette lutte est inévitable, car l'Angleterre, dont la puissance est déjà affaiblie, ne peut maintenir sa suprématie qu'à condition de rester maîtresse du canal, qui est une des grandes artères du commerce britannique. La perte du canal lui fermerait la route des Indes, la perle des colonies anglaises.

D'autre part, l'Allemagne ne pourra acquérir dans le monde la situation qui lui est due en raison du chiffre de sa population, de sa civilisation et de sa richesse qu'en écartant de sa route ce qui y fait obstacle, c'est-à-dire le monopole du commerce maritime que l'Angleterre s'est arrogé. Nous, ses alliés, avons tout intérêt à lui prêter notre appui et le nouveau groupement de puissances regardera comme un des principaux objectifs de sa politique d'aider l'Allemagne à atteindre son but.

Est-il nécessaire que notre confédération se déclare solidaire avec l'Allemagne lorsque celle-ci se propose d'écartier de sa route ce qui fait obstacle à ce qu'elle occupe sur le globe la situation à laquelle le peuple allemand a droit? Oui, il le faut.

L'Allemagne vise à affranchir l'Europe de la tyrannie maritime de l'Angleterre, à forcer ce pays à ne plus abuser de sa puissance navale comme il l'a fait durant des siècles.

L'Allemagne y a un intérêt vital. Des publicistes anglais annoncent d'ores et déjà que l'Angleterre maintiendra après la guerre le blocus économique de l'Allemagne. Dans la revue *New Statesman*, Harry Johnston, ancien gouverneur de l'Afrique du Sud, déclarait que si l'on réussit à prendre les Dardanelles, l'Angleterre gardera les colonies allemandes d'Afrique qu'elle a occupées pendant la guerre et que l'Allemagne ne pourra plus faire le commerce avec l'Orient sans

la permission de l'Entente, car ses voisins y feront obstacle par des droits prohibitifs et d'autres moyens.

Ce qui n'est aujourd'hui une menace qu'à l'adresse de l'Allemagne, pourra demain frapper un autre État, la Grande-Bretagne changeant souvent d'alliés et ayant souvent asséné des coups mortels à ses alliés de la veille.

C'est aussi implicitement une menace à l'adresse de l'Autriche-Hongrie, des États balkaniques et de la Turquie. Bientôt ce sera peut-être le tour de la Russie ou de l'Italie lorsque, trouvant qu'elles payent trop cher en sang versé les intérêts des avances que l'Angleterre leur a faites en vue de la guerre, elles voudront un jour se dégager de son étreinte.

La liberté des mers a une importance capitale non seulement pour l'Allemagne et ses alliés, mais encore pour les neutres que l'Angleterre tient sous sa tutelle par l'intermédiaire des trusts d'importation qu'elle contrôle. La liberté des mers importe aussi aux alliés actuels de l'Angleterre, qui seront peut-être ses ennemis demain.

Pour faire contre-poids aux prétendues visées de l'Allemagne à l'hégémonie mondiale, l'Angleterre a posé le principe de *l'équilibre des puissances continentales*. Comme le montre l'histoire, elle avait jusqu'ici réussi à maintenir ce principe grâce à sa suprématie navale et à l'influence qu'elle lui donnait sur les États du Continent.

En regard de cela, les puissances de l'Europe centrale prendront désormais pour mot d'ordre de leur politique la *balance of Sea power*.

La confédération de l'Europe centrale et de l'Orient veut établir cet équilibre.

Cet équilibre maritime ouvrira les routes de l'Océan à toutes les nations, et ainsi s'accomplira le vœu qu'Elisabeth d'Angleterre exprimait en 1580 à l'ambassadeur d'Espagne : *Maris et æris usus omnibus esse communis !*

GUILLAUME DE RUTKAY.

---

## PAS DE PAIX INDÉCISE!

---

Le président du conseil des ministres autrichiens, M. le comte Stürghk a trouvé, dans son discours aux députés bulgares, un mot heureux pour caractériser l'état d'esprit de nos adversaires en disant qu'ils avaient « peur de la paix », par quoi il entendait sans doute *la peur de la responsabilité que doivent sentir les provocateurs de la guerre*. Lord Edward Grey n'est pas aussi naïf qu'il en a l'air lorsque, agitant la question de la paix, il revient sans cesse aux fauteurs de la conflagration qu'il cherche, naturellement, en Austro-Allemagne. Car ce n'est pas seulement pour en avoir la conscience nette que le ministre anglais des Affaires étrangères s'efforce de rejeter sur nous la responsabilité du conflit actuel : il vise beaucoup plus haut ; car, n'est-ce pas, si ses sophismes prenaient, il pourrait déclarer à bon escient que les Alliés qui font une guerre défensive, « ne sont point battus » ?

MM. Asquith et Grey ont donc de bonnes raisons pour s'engager dans des discussions théoriques sur les origines de la guerre mondiale. Ces messieurs ont l'air de dire : « Nous, l'Angleterre, la Russie, la France, l'Italie, le Japon etc., nous sommes des brebis innocentes ; tout le monde le sait ; même M. Wilson, dont l'impartialité ne saurait être suspecte, paraît être de cet avis ; lorsque des États comme les nôtres, d'une faiblesse notoire, se trouvent impliqués dans une guerre sanglante comme la guerre actuelle, cela ne peut être que malgré eux, c'est-à-dire : la pauvre Angleterre, la pauvre Russie, la pauvre France, la pauvre Italie (au sujet de ce pays aucun doute ne peut subsister qu'il a été trahieusement assailli par l'Autriche-Hongrie), le pauvre Japon et les autres pauvres, ont été forcés de se défendre contre une agression brutale,

mais Dieu, ententiste lui aussi, est juste et il n'a pas permis que nous soyons écrasés par les barbares — car nous nous défendons héroïquement dans le présent comme nous nous défendrons dans l'avenir!» En prenant le rôle d'attaqués, MM. Asquith et Grey croient donc pouvoir lancer à la face du monde entier leur phrase ronflante que les Alliés «ne sont et ne seront pas vaincus». (Le futur est, depuis longtemps, en faveur chez les Alliés.)

Pardon, MM. Asquith et Grey! Fussiez-vous des rhéteurs brillants à faire pâlir Démosthène, vous n'arriverez jamais à ôter son vrai caractère, son caractère essentiel, c'est-à-dire *le caractère défensif à notre guerre* contre vous, qui représentez la supériorité numérique écrasante, comme vous vous en étiez souvent vantés en disant que c'était précisément cette «rage du nombre» (il est vrai que, tout dernièrement, M. Charles Humbert parlait déjà d'un «mirage trompeur du nombre») qui assurerait notre «victoire définitive», c'est-à-dire l'anéantissement de l'Austro-Allemagne! Votre prétention de «n'être pas vaincus», est donc révélatrice d'un revirement significatif de votre façon de juger les événements de la guerre: elle nous dit que vous ne croyez plus à la victoire et que vous cherchez une planche de salut en intervertissant les rôles d'attaqués et d'assaillants. Mais jamais vous ne ferez accroire à ceux qui pensent objectivement qu'au nom du principe sacré des nationalités, de la liberté et du droit, c'est l'Autriche-Hongrie — pour s'annexer des territoires serbes, russes et italiens —; l'Allemagne — pour se venger de 1870/71 —; la Turquie — pour s'emparer de St-Pétersbourg — qui ont mis le feu à l'Europe, en un mot qu'en assassinant l'héritier du trône serbe, nous avons déclenché le conflit actuel et qu'étant donnée notre force numérique écrasante, nous vous avons attaqués, avec la certitude de vous anéantir, oh! pauvre Angleterre, pauvre Russie, pauvre France, pauvre Italie, pauvre Japon et tutti quanti poveretti!

\*

A propos de la paix, nous voudrions signaler un article paru dans le n° du 1 mars 1916 de la *Revue de Paris*. Son auteur, M. Jules Sageret tâche de prouver «l'impossibilité de la paix indécise» (tel est aussi le titre de son article). Notons tout

d'abord que, dans presque tous ses développements, il fait preuve d'une objectivité louable laquelle, le plus souvent, brille par son absence dans les publications françaises.

M. Sageret rejette tour à tour la famine et l'épuisement financier comme facteurs décisifs dans la guerre actuelle. L'hypothèse d'une victoire par l'épuisement matériel, c'est-à-dire l'épuisement des armées en forces humaines, est également écartée par lui. « Il est établi, dit-il, que l'épuisement serait, s'il jouait seul et d'une manière continue, la perte certaine des Austro-Allemands. Mais ils ont un moyen de salut, c'est de constituer tout autour du théâtre de la guerre un front fortifié analogue au front occidental. On sait ce qu'il en coûte de rompre un tel obstacle. » Bref, la guerre d'usure, si longtemps en faveur auprès de la Quadruplice, est condamnée à faire faillite dans l'esprit de M. Sageret. En effet, on peut constater que le concept ententiste, selon lequel le temps était l'allié des Alliés, est en train de disparaître de la phraséologie de nos adversaires. M. Lloyd George lui-même, ce grand prophète aux prophéties irréalisées, déclarait naguère que tout au plus le temps était-il « un neutre » et que tout dépendait de l'emploi qu'en sauraient faire les Alliés. En bon français, cela veut dire qu'on « ne peut vaincre qu'en battant l'armée ennemie », comme M. Charles Humbert l'a dit avec une clarté digne d'un Français à l'esprit lumineux. Par le temps où nous vivons, il faut lui savoir gré d'avoir dit une chose simple, il est vrai, mais que l'avalanche de mensonges menaçait de submerger comme tant d'autres vérités plus simples encore.

Reste donc la victoire par les armes. « Actuellement, dit M. Sageret, la situation militaire géographique des Austro-Allemands est très supérieure à celle de leurs ennemis ; cela n'est pas niable. *Cette simple constatation, avant qu'on aille plus loin, permet de voir combien une paix indécise est éloignée.* <sup>(1)</sup> Les conquêtes d'un parti belligérant ont augmenté, mais aussi les forces du parti adverse. Loïn donc de s'annihiler réciproquement, les deux volontés ennemies se tendent davantage l'une contre l'autre. Plus l'Austro-Allemagne fait figure de vainqueur, moins elle accepte l'inutilité de ses victoires, mais, en même temps, elle n'excite que mieux les Alliés *chez qui la résignation à une*

(1) C'est nous qui soulignons.

*défaite finale recule en raison de la conscience qu'ils ont d'accroître leurs moyens de vaincre.*»<sup>(1)</sup> Tout en acceptant la thèse de M. Sageret qu'une paix indécise, c'est-à-dire où il n'y a ni vainqueurs ni vaincus, ne saurait résulter de la guerre actuelle, nous ne pouvons nous empêcher de sourire lorsqu'il tombe en extase devant «les moyens de vaincre» dont «peuvent» disposer les Alliés. C'est une vieille chanson ! M. Sageret, si sobre dans ses développements, semble faire ici une concession aux journalistes de l'Entente qui, depuis des longs mois, ne cessent de faire miroiter à nos yeux la force et la puissance illimitées des Alliés. Mais, demandons-nous, s'ils ont tant de «moyens de vaincre», et s'ils se vantent constamment d'en avoir aussi la volonté, pourquoi, diantre, ne remportent-ils point leur célèbre succès dit final ?

Cependant, pour ne pas être injuste envers M. Sageret, suivons-le sur le terrain où il croit pouvoir découvrir des possibilités pratiques d'une victoire pour les Alliés. Il considère comme avéré que, si l'impuissance à déloger les adversaires d'où ils sont est définitivement établie, l'Entente est battue. Pour ce qui concerne sa thèse, il est très catégorique sur les suites d'une telle situation. La paix, dit-il, sera, «ou désastreuse pour nous si nous ne brisons pas le front allemand, ou désastreuse pour l'Allemagne, si nous le brisons». Cela revient à dire que s'ils ne parviennent pas à réoccuper par les armes les territoires très considérables que nous avons conquis — conquis presque malgré nous — les Alliés devront subir notre paix ; dans le cas contraire, ce sera à nous d'accepter les conditions imposées par eux.<sup>(2)</sup> Admettons qu'il en soit ainsi et tâchons d'envisager d'un œil impartial la question d'une percée du front allemand. Disons tout de suite que M. Sageret ne se dissimule nullement qu'une telle entreprise exigerait des sacri-

(1) C'est nous qui soulignons.

(2) Nous laissons ici hors de compte cette autre éventualité, également envisagée par M. Sageret, que les attaques continuelles de l'Austro-Allemagne aboutiront à un succès décisif : «Nos ennemis n'ont à aucun moment cessé d'attaquer, sinon afin de mieux prendre leur élan. Mais si les empires centraux poursuivent jusqu'au bout l'offensive, il arrivera de deux choses l'une : ou ils obtiendront une victoire décisive, c'est-à-dire qu'ils imposeront «leur» paix, ou ils s'useront et subiront la «nôtre». Ni la «leur» ni la «nôtre» n'étant indécises, la thèse du présent article recevrait sa pleine démonstration et je pourrais en rester là.»

fices immenses, sans que le succès cesse d'en être problématique. Nous lui ferons seulement remarquer qu'il se trompe peut-être en ne parlant que « d'un front allemand » ; à notre avis, pour arriver au résultat préconisé par lui, il faudrait que les Alliés brisassent plusieurs fronts, c'est-à-dire le front allemand en France et en Belgique, le front austro-hongrois-allemand en Russie, le front austro-hongrois-bulgaro-allemand dans les Balkans, le front austro-hongrois en Italie, le front turc au Caucase, etc. Est-il croyable que les Alliés dont l'impuissance militaire s'est assez révélée au cours de cette longue guerre, accompliront jamais ce miracle ? Jusqu'à présent il y a eu quelques fronts brisés — le front à Gorlice-Tarnow, le front serbe et tout récemment le front tyrolien — mais c'était toujours les armées des puissances du Centre qui en ont été les auteurs. Par contre, les offensives tentées par la Quadruplice se sont toutes écroulées plus ou moins piteusement, voyez Gallipoli, Ctésiphon, Kut-el-Amara, pour ne pas mentionner ses efforts sanglants demeurés stériles en vue de rompre le front occidental.

Nous savons très bien que l'Entente croit avoir en main un « atout décisif » : probablement « l'offensive générale » tambouriné avec fracas par les organes de la presse et les hommes d'État adverses. Et il est très probable que M. Sageret compte sur cette opération militaire de grande envergure pour que les Austro-Allemands soient « vaincus et assez vaincus », comme il le dit éloquentement dans son article. Mais cette « offensive générale » aura-t-elle jamais lieu ou sera-t-elle ajournée au grand jamais ? La prédiction est un métier ententiste dont nous ne voulons pas nous mêler pour ne pas contester à nos ennemis les beaux succès qu'ils ont remportés sur ce terrain difficile. Toutefois, nous croyons pouvoir affirmer, sans risquer d'être démentis par les événements à venir, que les enseignements de cette guerre ne plaident nullement en faveur de la Quadruplice pour amener un changement radical de la situation militaire actuelle. Si donc, les conclusions de M. Sageret — conclusions qui nous semblent justes — démontrent « l'impossibilité d'une paix indécise », nous avons tout lieu de considérer cette paix comme avantageuse aux puissances centrales.

En écrivant les lignes précédentes, nous ne savions pas encore que la «grande offensive générale» était sur le point d'être déclanchée. Nos adversaires, très loquaces, voulaient bien nous informer de leurs projets forgés en vue de notre anéantissement, mais ils n'avaient pas fixé ponctuellement le jour où leur action allait commencer. Ceci est en contradiction évidente avec leur coutume louable de prédire les événements. Le fait est que «la grande offensive générale» qui doit amener la décision, — il va de soi que cette décision ne peut aboutir qu'à la «victoire définitive» de l'Entente — est en train de se développer. Reste à savoir si les stratèges ententistes dont l'optimisme frise quelquefois une naïveté puérole, auront raison cette fois et si les Alliés seront à même de marcher sur Berlin, Vienne, Budapest, Sofia, Constantinople, Bagdad : car les stratèges susmentionnés ne manquent jamais de radoter sur des pareils coups décisifs en criant sur tous les toits leurs plans tactiques. De notre côté, nous ne pouvons nous empêcher de les taxer de faiblesse d'esprit lorsque, avec un sérieux imperturbable ils font toujours figurer les capitales des puissances du Centre comme des points à atteindre.<sup>(1)</sup> En effet, n'est-il pas ridicule de parler d'une paix dictée dans ces capitales lorsqu'on s'en trouve séparé par plusieurs centaines de lieues et par des armées victorieuses qu'on n'est pas parvenu à refouler d'un seul pouce pendant près de deux années ?

Mais, pour en revenir à la question de la paix, il sera instructif de confronter les buts que les deux parties se sont proposé d'obtenir. Aurions-nous été assez présomptueux de vouloir annihiler les grandes puissances coalisées contre nous ? Aurions-nous conçu le projet de démanteler l'Angleterre, la France, la Russie, le Japon, l'Italie, pour ne pas parler des petits États qui sont à leur remorque ? Un tel projet irait à l'encontre du bon sens que nous autres adversaires de la pauvre petite coalition ententiste, n'avons pas encore perdu, comme cela semble être le cas — ailleurs. Si donc nous ne pouvions avoir d'autre but que de nous défendre contre une alliance de puissances dont chacune avait des visées sur quelque bien appar-

<sup>(1)</sup> Voir, par exemple, *Les conditions de l'offensive générale*, par M. le général Malleterre. (*Revue des Deux Mondes*, 1 juin 1916.)

tenant aux puissances du Centre ou à leurs alliées : il va sans dire que nous ne pouvions nous lancer dans une guerre agressive. Conformément au caractère défensif de la lutte qu'on nous a imposée, nous n'aspirons donc qu'à une paix honorable, c'est-à-dire à une paix qui n'exclut pas les compromis, tandis que nos ennemis, furieux d'avoir été troublés dans leur innocent amour de la paix, ne veulent pas du tout négocier sur une base éventuelle de concessions mutuelles : ils tiennent à dicter les conditions de la paix future, et quelles conditions ! Nous préférons plutôt tous mourir que de nous y soumettre.

Heureusement, nous n'avons aucun sujet d'appréhender de tomber à la merci des libérateurs des peuples. Car jamais, oui, nous osons prononcer le mot jamais, ceux-ci ne parviendront à remporter la victoire dite définitive de laquelle ils parlent toujours comme d'une marchandise qui leur est réservée et qu'il ne tient qu'à eux de prendre, pourvu qu'ils s'en donnent la peine. Non, ils ne nous dicteront jamais « leur » paix, fussent-ils continuer « jusqu'au bout » à se suicider et à prolonger la guerre, selon la formule anglaise, plusieurs années encore. Notre rôle à nous, sans être facile, est cependant moins ardu, car nous n'aspirons qu'à démontrer que le but odieux où visent nos adversaires de nous anéantir ne saurait être atteint.

R.

---

---

## LES TURCS EN PERSE<sup>(1)</sup>

---

### VI.

#### *Les Karadaghlous.*

Les Karadaghlous qui sont peut-être les plus anciens nomades tchagatâïs établis au nord de la Perse forment aujourd'hui un groupe de huit clans. Ils tirent leur nom actuel de la grande chaîne de montagnes, dite de Kara-Dagh, comprise entre l'Aras au nord, le Zounous-Tchaï à l'ouest, l'Aher-Tchaï et le Kara-Sou à l'est. Les Karadaghlous ont presque toujours fait cause commune avec les Chahsévens, dont plusieurs clans comme les Sarihanbeylous, les Hamislous, les Délikanlous reconnaissent l'autorité de Rahim-Khan en même temps que celle de leur propre ilkhani.

Bien que les données exactes manquent à leur sujet, nos renseignements reposant sur des traditions orales donnent lieu de croire que, juchés sur leurs montagnes et situés à une certaine distance des chemins de migration qui suivaient tantôt la vallée de l'Aras, tantôt la route de Zendjan-Tauris, ils échappèrent aux racolages forcés des grandes invasions qui entraînaient ou écrasaient tout sur leur passage. Ils n'ont été forcés de prendre parti que dans les guerres du nord au sud, en raison de leur position géographique. Hulagou, établi à Méraga, les trouve et les laisse au Kara-Dagh. Sous Abagha-Khan, fils de Hulagou, qui avait épousé la fille de Michel Paléologue, la propagande chrétienne s'exerce parmi eux ; le frère même d'Abagha, Takoudar embrasse le christianisme avec son neveu

(1) Voir la *Revue de Hongrie* du 1<sup>er</sup> avril et 15 juin 1916.

et successeur Argoun, auprès de qui le pape Nicolas IV envoya une mission en 1284. Les habitants de Kara-Dagh qui suivirent la fortune des Mongols, principalement dans leurs expéditions contre le Caucase, ont dû plus ou moins être christianisés à cette époque. Convertis à l'islamisme sous Gazan-Khan au XIV<sup>e</sup> siècle seulement, ils embrassèrent le chiisme avec Euldjaïtou.

Bien que leur nom ne figure pas parmi les sept tribus turques privilégiées (les Oustadjalous, Chamalous, Nikallous, Béharlous, Zulkadrs, Kadjars et Afchars) qui fondèrent la monarchie des Séfévis, il est certain qu'ils contribuèrent à la formation de chacune de ces tribus et portaient en signe distinctif le bonnet rouge qui les fit appeler Kizil-bachs.

Quand Schah-Abbas (1590), conseillé par les Anglais Antony Jenkinson et Robert Sherley, voulut à l'imitation des janissaires ottomans, créer le fameux corps des Tufenkdjis recrutés parmi les jeunes Arméniens et Géorgiens, les Karadaghlis se joignirent aux tribus privilégiées pour s'opposer à cette institution immorale, anti-nationale et disperser les nouvelles recrues. C'est par nécessité et non de gaîté de cœur que Schah-Abbas transporta alors sa capitale à Ispahan en y emmenant les 5000 familles arméniennes qu'il avait précédemment réunies à Djoulfa de l'Aras et qui n'y pouvaient plus tenir. Nous avons dit que des débris de tribus privilégiées amalgamés avec d'autres éléments turcs, mongols et les prisonniers ottomans, il constitua, faute de mieux, la tribu des Schahsévens. Bien qu'entretenant les meilleures relations avec ceux-ci, les Karadaghlous n'entrèrent pas dans la confédération dynastique de Schah-Abbas et préférèrent conserver leur autonomie locale.

Quand, au commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, Pierre le Grand rencontra les troupes iraniennes au Daghestan, les Karadaghlous furent de ceux avec qui se mesurèrent ses cosaques. Pourtant, soucieux de garder leurs montagnes plutôt que de s'aventurer en des expéditions lointaines d'où il y avait des chances de ne pas revenir ou d'en revenir désagrégés comme les Afchars qui perdirent leur unité, les Karadaghlous ne jouent globalement aucun rôle à part dans l'histoire des derniers siècles.

Ce n'est qu'en 1906 timidement, et en 1910 catégorique-

ment qu'ils s'érigent en champions de l'ancien régime et que soudoyés par les Russes, en mesure de les appuyer et de les ravitailler avec facilité, ils se posent en adversaires résolus de la constitution. Rahim-Khan, leur chef, dissimulait si peu ses accointances russes, qu'au moment où les troupes expéditionnaires iraniennes, sous la conduite de l'arménien Yephrem, se dirigeaient vers ses montagnes, il envoyait circuler à Téhéran une photographie le représentant avec son état-major d'officiers russes. Quand, après avoir mitraillé quelques bandes de Schahsévens, que ces nouvelles armes meurtrières effrayaient horriblement, Yephrem voulut faire face aux Karadaghlis, il aperçut devant lui les batteries russes et préféra s'en retourner à Téhéran avec ses lauriers d'Aher et de Halhal. Plus tard, en 1911, quand les constitutionnalistes iraniens démasquant leurs batteries prirent une attitude résolument anti-turque et s'attaquèrent à leurs propres compagnons turcs de la veille, Rahim-Khan et ses Karadaghlis, que les Arméniens au service de Téhéran se flattaient d'avoir réduits à l'impuissance, descendirent encore de leurs montagnes et, agissant dans le sens de leurs impulsions ancestrales, prirent le parti des Turcs traqués par les Bakhtyaris. Alors, une vraie expédition fut organisée contre eux ; pour la première fois dans les annales iraniennes on vit trois ou quatre batteries à la fois participer à une opération ; les Russes, retenus par les Anglais sur la sollicitation des Bakhtyaris, et préférant étendre leur occupation sur toute la zone impartie au tsar par l'accord de 1907, plutôt que de la restreindre à la défense de Kara-Dagh, se contentèrent de laisser à Rahim-Khan quelques canons qu'il ne sut pas utiliser, alors que les bombes de Yephrem et les mitrailleuses fournies aux Bakhtyaris par le gouvernement de Téhéran faisaient des ravages parmi ses troupes.

Cernées dans les plaines au-dessous d'Alkana Geduk, elles allaient être taillées en pièces quand se produisit l'intervention personnelle de quelques patriotes ottomans qui essayèrent de réconcilier les combattants. Comme cette intervention isolée ne répondait à aucune vue officielle, et ne reposait sur aucune préparation politique et diplomatique, elle manqua de l'autorité nécessaire au succès. Sur ces entrefaites, les Russes qui avaient été tenus au courant de notre démarche par leurs espions tant auprès des Karadaghlis que des gouver-

nementaux persans, firent chorus avec les Anglais pour protester contre ce qu'ils appelaient une « immixtion contraire au droit des gens ! » Pour comble d'inconséquence et d'ingratitude, le gouvernement persan lui-même osa s'en plaindre. Faute de préparation diplomatique et de l'autorité morale requise, les Ottomans durent désavouer une tentative de conciliation humanitaire due à l'initiative zélée d'un agent agissant sans instructions et, par un effet de réaction, fournirent aux Russo-Anglais une occasion nouvelle de se poser en champions de l'indépendance iranienne contre les tentatives d'une soi-disant immixtion ottomane. Entre-temps (1910—1911), les Russes occupaient Erdébil, Séra b, Recht, Tauris, Kazvine et Hamadan avec un contingent total de 20 à 30.000 hommes, amplement suffisant pour tenir en respect la Perse entière et laissaient Turcs et Bakhtyaris s'entretuer en Azerbeïdjan. La lutte et l'extermination réciproque des Touraniens et des Iraniens nettoyait pour la Russie le terrain en Perse comme celles des Turco-Kurdes et des Arméniens facilitait sa tâche ultérieure en Arménie ottomane. Les Russes ne voulaient ni des Turcs, ni des Arméniens, mais voir l'Azerbeïdjan et l'Arménie purgées de tous les éléments turbulents qu'ils faisaient disparaître les uns par les autres pour trouver place nette lors de l'entrée en scène de leurs propres troupes auxquelles ils voulaient éviter la honte d'un massacre direct. De tout le sang turc qui, de 1906 à 1912, coula en Azerbeïdjan, ils se lavèrent les mains. La famine s'en mêla. La faim réduisit encore les tribus turques à la merci des Russes qui pour quelques sacs de farine achetèrent ce qui subsistait encore de leur indépendance. Sous prétexte de mesures d'ordre, la lieutenance du Caucase empêcha Karadaghlis et Schahsévens d'aller faire paître leurs troupeaux dans les plaines de Moghan, leur pâturage multiséculaire ; les Turcs vendirent à vil prix leurs troupeaux ; beaucoup émigrèrent en Russie, d'autres quittèrent la montagne pour se fixer dans les vallées basses des environs de Tauris et dans l'Irak ; des milliers de Karadaghlis pris les armes à la main par les Arméno-Bakhtyaris furent passés au fil de l'épée. Aujourd'hui le Kara-Dagh se trouve presque dépeuplé et c'est là le résultat le plus tangible de la constitution persane anti-touranienne à laquelle nous avons applaudi de toutes nos forces.

## VII.

*Le khanlik de Makou.*

Ikbal-us-saltanah, seigneur à demi indépendant, de pure descendance turque, résidant à Makou, commande trois grandes tribus, les Aroussanlous, les Milanlous, les Djéllalous, de mille familles chacune, qui lui fournissent en temps de guerre une troupe de 4 à 5000 cavaliers de toute robustesse. Ces tribus, peut-être métissées de kurde, par suite de leur contact permanent et de leurs relations constantes et séculaires avec les Kurdes ottomans, russes et iraniens, sont en partie bilingues, mais de souche touranienne sans conteste.

Le khan de Makou qui exerce aussi son autorité sur beaucoup de beys kurdes des environs, occupe une position géographique et stratégique de tout premier ordre aux points de vue ottoman et russe. Ce territoire, situé entre l'Araxe affluent du Kour, le mont Ararat, la vallée ottomane de Bayézid, le Doumanlou Dagh et l'Ak-Tchaï, forme comme un coin enfoncé à l'Est du vilayet d'Erzérourm, au nord de celui de Van, avec deux couloirs de descente vers Bayézid par la vallée de Makou-Tchaï et vers Van par le fameux défilé de Kotour, au sujet duquel les Russes avaient fait insérer une clause particulière au traité de Berlin.

Le khanat comprend le plateau historique de Tchaldiran par où, jadis, les armées de Yavouz Sultan Sélim s'épandirent librement en Azerbeïdjan ; il détient la voie d'accès des plus grandes invasions turques et mongoles en l'Asie Mineure, ainsi que la seule route des caravanes qui font le commerce de la Perse avec l'Europe par Bayézid et Trébizonde. Les Russes qui, du temps de Paskiévitich, furent les premiers à apprécier l'importance extraordinaire de cette situation de tout premier ordre au double point de vue militaire et économique, circonvinrent depuis lors les khans de Makou, les prirent directement sous leur protection, à leur solde, et défendirent leur autonomie contre les empiétements et l'autorité des schahs. Ikbal-us-Saltanah touchait en 1909 une pension de 20.000 roubles de la vice-royauté du Caucase, recevait gratuitement des fusils et des munitions russes, envoyait ses fils et ses neveux s'instruire

à Tiflis, acceptait le concours des officiers et ingénieurs russes pour le repérage, le tracé et la construction de chemins rayonnant du territoire russe vers la frontière ottomane ; faisait passer des armes aux Kurdes insoumis et aux révolutionnaires arméniens contre le gouvernement de Stamboul ; protégeait et encourageait les tribus kurdes rebelles qui, poursuivies par les troupes ottomanes, se réfugiaient sur le territoire persan et refusait de les livrer malgré les ordres platoniques et les injonctions de Téhéran qui n'osait et, même l'eût-il pu, n'aurait jamais voulu user de rigueur à son égard ; le khan participait et contribuait ainsi de toutes ses forces à tous les mouvements et à toutes les menées hostiles aux Ottomans.

Pour compléter le portrait moral et politique d'Ikbal-us-Saltanah, nous ajouterons que les agents de Voronzoff-Dachkoff lui ont fait épouser, il y a quelques années, la fille du khan de Nachtchévan du Caucase, élevée à Paris. L'influence de cette femme chez qui la culture européenne avait éveillé des idées de nationalité, aurait pu nous être favorable si elle n'avait été accompagnée dans sa nouvelle résidence de toute une cour de satellites à la solde de Tiflis.

Le premier résultat visible de cette alliance fut l'établissement de rapports d'affaires incessants avec Nachtchévan, alors qu'Ikbal-us-Saltanah se pourvoyait jusque là en Turquie.

Les Russes qui, pour monopoliser toutes les importations de la Perse du nord au profit exclusif du commerce moscovite, interdisaient tout transit européen par le Caucase, cherchaient par tous les moyens à faire délaïsser la route de Trébizonde à Tauris, grâce à laquelle l'Iran pouvait économiquement échapper aux griffes moscovites et profiter d'une concurrence sérieuse des importations française, allemande, austro-hongroise, italienne et turque par Constantinople et Trébizonde. Depuis un demi-siècle, surtout depuis la construction du chemin de fer Rostow-Bakou et l'établissement des services maritimes de la Caspienne, toute la politique économique du gouvernement du Caucase a constamment tendu à éliminer le transit ottoman qui empêchait la prise de possession économique de la Perse par le commerce de Moscou. Les attentats, les attaques, les pillages des caravanes sur la route de Bayézid à Khoy ne furent que les machinations ourdies par les Russes qui payaient pour entretenir dans ces parages une agitation, une

insécurité factice de nature à faire dévier au nord, vers Djoulfa, le chemin des caravanes d'exportation de Tauris qui suivaient jusque-là la route traditionnelle de Bayézid—Erzérroum—Trébizonde. Tandis que le chemin de Tauris à Djoulfa était macadamisé et soigneusement entretenu, et que les convois qui le parcouraient étaient escortés de cosaques russes, les Kurdes des frontières ottomanes recevaient des subsides pour inquiéter et attaquer les caravanes qui suivaient la voie de Bayézid. De notre côté, nous ne laissions échapper aucune occasion pour faciliter l'œuvre de nos rivaux. Malgré les plus vives instances des intéressés et des gens du métier, la route séculaire de Bayézid à Trébizonde était laissée dans un état à peine carrossable en été et absolument impraticable en hiver. Par un ridicule préjugé stratégique qui voulait que nos routes en deçà de la frontière russe fussent aussi impraticables que possible, — alors qu'en dehors de leur innombrable réseau de routes parfaitement entretenues les Russes possédaient quatre terminus ferrés à Batoum, Sarikamisch, Erivan et Djoulfa, perpendiculaires à notre frontière, — nous ne construisîmes pas un seul nouveau chemin, voire à mulets, dans nos provinces limitrophes aussi bien pour les transports militaires que commerciaux. Cependant les Russes prolongeaient dans la direction d'Ourmiah la route macadamisée de Djoulfa à Tauris, sur laquelle il ne restait qu'à poser des rails pour en faire une voie ferrée à la première occasion.

Pour en revenir à Ikbal-us-Saltanah, c'est encore sous son égide et avec son appui que Simicco, simple bandit kurde échappé de Turquie et devenu chef de clan en Perse, put tenir le défilé de Kotour, clef du vilayet de Van et recevoir continuellement, depuis six ans surtout, des officiers d'état-major russes qui y venaient faire de longs et fréquents séjours. Tout indiquait, et la Sublime Porte a dû certainement en être avertie, que c'est par la Perse et Kotour que les Russes assailliraient le territoire ottoman en cas d'hostilité et que leur premier objectif serait Van, Seerd et Diarbékir, de façon à couper la seule voie de communication praticable en hiver entre l'Anatolie et la Mésopotamie.

Tels sont la position et le rôle du khan turc de Makou dont les autorités ottomanes n'essayèrent jamais de gagner les sympathies et le dévouement, tandis que le gouvernement

persan l'encourageait en sous-main dans son attitude hostile à notre égard, d'accord en cela avec le vice-roi du Caucase.

On n'oubliera pas que depuis des siècles jusqu'à cette guerre-ci, les Persans ont, presque sans exception, profité de tous nos embarras et de nos luttes avec la Russie, pour envahir les marches orientales de notre empire, quittes à être facilement refoulés dès que nos troupes retournaient des autres fronts de combat. En cela, les Turcs de Perse, galvanisés par leur fanatisme chiite, aussi bien que par l'argent russe, et par haine séculaire du Kurde sunnite qui représentait le Turc-Ottoman aux frontières, furent contre nous les meilleurs auxiliaires des Russes en Asie.

Alors que la seule neutralité passive de l'Iran constituait déjà pour nous un danger stratégique d'une grande importance, par cela même qu'elle ne pouvait empêcher la violation de son territoire et l'échelonnement des troupes russes le long de nos frontières persanes dans la quinzaine suivant l'ouverture des hostilités, l'attitude du gouvernement de Téhéran et le concours rémunéré des Turcs-Iraniens, de même que ceux du khan de Makou en faveur de nos ennemis, ne pouvaient qu'aggraver considérablement la situation.

Ceci donné, il paraissait impossible néanmoins de ne pas prévoir cette éventualité.

## VIII.

### *Les Karapapaks.*

Les Karapapaks d'aujourd'hui sont les descendants directs de la tribu turque des Boztchalou fixée autour de Hamadan vers 1280. Au XVI<sup>e</sup> siècle, Schah-Abbas qui, dans un but de sécurité dynastique, modifia l'emplacement de la plupart des tribus iraniennes, partagea les Boztchalou en trois groupes principaux dont il envoya le plus considérable s'établir entre Tiflis et Geuktchégoeul au Caucase, le second entre Kara-Koundouz, Kara-Khan et Basch-Kalé à l'est de Van, tandis que le troisième était incorporé dans la tribu des Schah-sévans. Le groupe du Caucase, dont le centre était à Akstafa, recula peu à peu devant les conquêtes successives des Moskofs

et rejoignit celui de Van vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ayant adopté au Caucase le bonnet noir en peau de mouton, il reçut lors de son exode, le surnom de Karapapaks, qui devint par la suite le nom de la tribu entière.

Devenus Schiis depuis les Séfévis, les Boztchalou-Karapapaks ne purent vivre longtemps entre les Chakkaks-Sunnites de l'est de Van qui leur y rendaient le séjour difficile et, réfractaires à l'assimilation comme tous les Turcs, ils optèrent pour l'émigration, demandèrent des terres à Abbas-Mirza, Ferman-Ferma d'alors en Azerbeïdjan, qui agréa leur requête et leur céda le district de Souldouz au Sud du lac d'Ourmiah entre le Lahidjan, Ouchnou, le Zurba-Tchaï et le Gelou-Tchaï. Pour mieux exploiter la haine qu'ils nourrissaient contre les Sunnites qui leur avaient rendu la vie impossible en Kurdistan ottoman, Abbas-Mirza combla leur chef Naki-Han de prévenances et de privilèges, exempta sa tribu entière de l'impôt et de la conscription militaire et le reconnut comme ilkhani héréditaire avec des pouvoirs complètement autonomes, à charge seulement d'assurer la sécurité de la route méridionale de Tauris à Ourmiah contre les incursions des Kurdes, Diboukris, Beyzadés, Tajan, Ihtiareddine, Keurek, Menkours, Pirans, Mamichs et Zerzas qui peuplent le cercle de montagnes du bassin de Saoudjboulak. Le chef actuel des Karapapaks est Hadji Nedjef Kouli-Khan, Emir-i-Touman (maréchal) qui est le neveu de Naki-Khan. Sa tribu qui compte environ 17.000 familles peut fournir un contingent de 2.500 cavaliers et près de 4.000 fantassins ; elle se subdivise en sept fractions possédant chacune son serdesté.

Hadji Emir Touman réside à Djagana sur le cours supérieur de Gelou-Tchaï ; trop vieux pour diriger lui-même les affaires de la tribu, il a laissé passer la prépondérance à son neveu Réchid-us-Saltanah, chef direct des clans de Schirvanahlous et Karabaghous, lequel demeure à Nagada considéré aujourd'hui comme le centre de l'agglomération. La solution désavantageuse de notre différend de frontière avec la Perse est due en partie à l'attitude nettement hostile de cette tribu, attitude provoquée encore par les maladresses et les exactions de nos propres agents civils et militaires. C'était déjà une grosse faute politique que de laisser partir de Van ces Turcs qui y constituaient un contre-poids ethnique indispensable

pour faire obstacle à la prédominance kurde dans ces régions. Non contents de favoriser leur exode, nous continuâmes à les poursuivre jusqu'en Perse par les déprédations et les exactions des Kurdes.

Tous nos démêlés de frontière avec l'Iran depuis 1830 se ressentent de nos fautes continuelles et de l'hostilité des Karapapaks. En réussissant à les gagner à notre cause, non seulement nous aurions résolu à notre avantage l'affaire du contesté turco-persan, pris pied sur la rive méridionale du lac d'Ourmiah, occupé ainsi une position stratégique de premier ordre, prévenu une offensive russe, protégé au besoin Tauris et dominé l'Azerbeïdjan par le lac, mais encore, résultat beaucoup plus précieux, nous serions entrés en communion intime avec tous les Turcs schiites de Perse par l'intermédiaire de ces Karapapaks qui, ayant longtemps vécu parmi nous, ont, de plus fraîche date, des relations et des habitudes communes avec les Ottomans d'une part et les Iraniens de l'autre. Quand en 1907, les troupes ottomanes occupèrent les territoires contestés, le domaine des Karapapaks échut de nouveau à l'administration provisoire de nos autorités. Toutefois, cette seconde incorporation (1907—1910) ne réalisa pas la prétention initiale de Tahir pacha qui portait la frontière ottomane au Tchagatou-Tchaï ; nous nous contentâmes cette fois d'occuper les districts de Bana, Pessova, Ouchnou, Merkuvar, Terkuvar, Decht, Bradost, Somay, Euzel-i-Sufla, Euzel-i-Oulia, Barandiz et Barandiz-Ourmiah avec deux bataillons à effectif très réduit cantonnés autour des centres de Tchari et de Mavana.

De 1907 à 1911, cinq ans se passèrent avant que nous décidâmes à doter ces nouveaux territoires d'un rudiment de régime administratif, aucun département à Constantinople ne prenant la responsabilité de ce qui se faisait ou allait se faire dans ces pays occupés par nos troupes. Soustraits au régime persan et à l'administration de leurs chefs féodaux dont nous refusions de reconnaître l'autorité sous prétexte que nous ne pouvions tolérer l'assujettissement de la population au joug des potentats locaux, les habitants ne savaient à qui adresser leurs doléances, par qui faire trancher leurs différends. Les grands propriétaires fonciers de Tehran et de Tauris qui y possédaient des villages se voyaient frustrer de

leurs biens et de leurs revenus, parce que le régime fiscal persan ne pouvait être appliqué sous l'administration ottomane ; le mécontentement de ces grands personnages eut des échos au sein des ministères et du parlement persans ; quelle que soit la forme du gouvernement, l'oligarchie foncière a toujours une influence prépondérante dans le pays ; la plupart des présidents de conseil et des ministres sont des grands propriétaires ; le sipehdar, à lui seul, possède plus de quatre-cents villages à Ténékaboun. Au mécontentement des seigneurs s'ajoutait celui de leurs serfs et cultivateurs mis en coupe réglée par les bandes kurdes qui suivaient partout nos troupes et sous la protection de celles-ci occupaient les villages schiis, en chassaient les Turcs et se partageaient le butin. On ne sut même pas préserver des déprédations kurdes, les propriétés des sujets ottomans résidant en Perse. L'occupation ottomane équivalait à la pleine liberté donnée aux Kurdes d'agir à leur fantaisie. Nos officiers détachés du corps d'armée de Bagdad, pour la plupart Kurdes ou Arabes d'origine, ne voyaient pas les conséquences graves et multiples de cet état de choses ; le moindre sous-lieutenant, dénué de toute expérience des choses administratives, tranchait sans appel les questions, civiles, judiciaires ou fiscales surgissant dans sa circonscription provisoire et, inconsciemment ou de propos délibéré, favorisait les éléments kurdes au détriment des Schiis qui étaient nos frères de race. Le résultat de cette mauvaise politique et de la non moins mauvaise administration ne tarda pas à se faire sentir. Les chefs turcs de la région se réunirent en assemblée secrète et décidèrent de solliciter la protection et l'envoi de forces russes, dans le cas où les Kurdo-Ottomans n'évacueraient pas le pays au printemps 1912 ; le kâkim ou gouverneur persan de Saoudj-boulak, Bâssir-us-Saltanah, Turc d'origine et protégé russe, que nous fîmes destituer plus tard, se mettait de son côté en relations officieuses avec les consuls du tsar à Tauris et à Ourmiah pour se plaindre de nos agissements dans les territoires contestés. C'est ainsi qu'une fois de plus nous donnâmes à la diplomatie anglo-russe l'occasion de s'immiscer dans nos démêlés avec la Perse et plaçâmes les Turcs-Iraniens dans l'obligation de recourir aux Russes pour se préserver de nous. Ce serait trop espérer d'une confraternité de race que de s'attendre à ce

que les peuples subissent, sans se plaindre, un joug pour l'unique raison qu'il est imposé par des congénères. Le joug est le même d'où qu'il vienne, voire plus lourd lorsqu'il est exercé par des frères. Et puis il n'y a pas de patriotisme ethnique qui tienne quand on est soi-même attaqué, honni, traqué par ses congénères et surtout quand on les voit prendre le parti de ceux qui vous ont fait le plus de mal.

Quelque odieuse que puisse paraître au point de vue de la nationalité, cette compromission et complicité des Turcs-Iraniens avec les Russes, elle nous semble excusable en égard aux circonstances et à nos fautes. Nous considérant comme plus avancés en civilisation, c'était à nous à prévenir ces résultats funestes par un système de mesures politiques plus raisonnables et plus adéquates. Pour empêcher les Turcs-Iraniens de tomber dans les erreurs que nous leur reprochons et qui font en ce moment leur malheur ainsi que celui de l'islam et du turquisme, il aurait fallu que, comme frères aînés, nous eussions commencé par mieux agir envers eux, apporter plus de mansuétude dans nos rapports avec ces peuples, leur rendre plus de services. J'ai dit envers eux, j'aurais pu dire envers nous-mêmes. Abstraction faite des Turcs-Iraniens, on ne voit pas que les intérêts ottomans auraient été plus soignés. Par un donquichottisme inexplicable, nous repoussâmes les avantages que nous offraient les Russes en échange de la reconnaissance de leur situation au nord ; nous aurions pu garder la rive sud du lac d'Ourmiah à condition de laisser la route d'Ourmiah-Khoy aux Russes ; des avances nous ont été faites dans ce sens ; nous les déclinâmes en arguant de l'intangibilité de l'intégrité iranienne, comme si nous étions et serions jamais en force de faire sortir les Russes d'Azerbeïdjan.

Les Russes n'évacuèrent naturellement pas la Perse, mais nous prirent au mot et, de concert avec les Anglais et les Persans, nous obligèrent à commencer par respecter l'intégrité iranienne que nous déclarions défendre, en rendant les territoires contestés au gouvernement de Téhéran. La commission Mixte qui se réunit à Constantinople en 1913, fit échouer toutes nos tentatives, défit l'œuvre de soixante ans d'efforts et remit entre les mains des Russes des territoires de la plus haute importance stratégique que nous aurions pu conserver

avec un peu d'habileté diplomatique. La Russie, l'Angleterre et la Perse séparément étaient chacune disposées à nous reconnaître et assurer beaucoup plus d'avantages dans un accord à deux. Nous nous laissâmes entraîner à une conférence à quatre où nous fûmes littéralement roulés par des antagonistes incomparablement plus habiles et maîtres de leur sujet.

C'est ainsi que les Karapapaks rentrèrent sous la domination persane ou plutôt sous le contrôle russe en 1914, c'est-à-dire quelques mois avant la conflagration mondiale. La même faute se répéta en ce qui concerne la navigation du lac d'Ourmiah. Le prince kadjar Imam-Kouli-Mirza qui s'était fait confirmer par Nasreddine, Mouzaffereddine et Mehmed-Ali-Schah la concession héréditaire exclusive de la navigation sur ce lac accordé par Feth-Ali-Schah à son père Mélek-Casim-Mirza, rencontra, surtout depuis la Constitution, toutes sortes d'obstacles de la part des dirigeants tehraniens et des Russes, pour l'exécution de son programme. Du temps de Chazdé-Mélek-Mirza, un petit navire avait été commandé en Angleterre par les soins du consul britannique à Tauris. Vers 1904, Imam-Kouli-Mirza fit venir d'Allemagne un bateau, sorte de moteur à pétrole, commandé par le capitaine Neumann. Depuis, sous les prête-noms de Mouhbir-us-Saltanah et de Bâssir-us-Saltanah, anciens gouverneurs de Tauris et de Saoudjboulak, — que nous fîmes relever de leurs postes pour leurs attaches russes, trop évidentes, — la vice-royauté de Tiflis fit mille démarches indirectes à Tehran en vue de reprendre la concession octroyée à Imam-Kouli-Mirza ; les consuls russe et anglais de Tauris et d'Ourmiah allèrent trouver le prince et lui proposèrent ouvertement de céder au moins l'exploitation à une société russe. Imam-Kouli-Mirza rejeta nettement leur proposition.

Par l'entremise du négociant et consul allemand de Tauris, Schönmann, il avait commandé en Europe deux bateaux démontables de 25 mètres de long sur 4 mètres soixante de large, dont la douane russe retenait depuis des années les agrès et machines au Caucase ; bref, on voulait le mettre dans la nécessité de passer sa concession aux Russes, les Anglais se désintéressant de toute entreprise de ce genre dans la zone septentrionale fixée par l'accord de 1907. De guerre lasse et craignant que les intrigues parlementaires de Tehran ne lui

fissent retirer, même sans indemnité, sa concession, le prince était déjà en négociations à Tiflis pour vendre ses titres au gouvernement russe quand, par acquit de conscience et un sentiment de solidarité panislamique, il songea à adresser un dernier appel de secours aux Ottomans. Il demandait formellement qu'on lui accordât la nationalité ottomane à l'instar des princes us-Saltanah et Salar-us-Devleh qui étaient déjà considérés comme Turcs et tant d'autres princes persans protégés par la Russie. Il s'attendait naturellement à jouir de la protection efficace de l'empire pour sa vie et ses biens, assurait que cela ne coûterait rien au gouvernement turc qui occupait déjà militairement une partie des rives du lac et ne sollicitait que des facilités pour le transport de ses bateaux démontés par la voie de Trébizonde-Bayézid. Le précédent des deux princes susnommés, dont les intrigues avaient fatigué le gouvernement ottoman à qui leur naturalisation n'attirait que des ennuis et des embarras, fit décliner, à tort, la demande d'Imam-Kouli-Mirza, prince animé de sentiments autrement nobles et qui se trouvait dans une situation toute différente de celle des autres.

KARA CHEMSI.

---

## LE PREMIER FORTIFICATEUR DES DARDANELLES

(Le général-brigadier baron de Tóth.)

---

Le canon des Dardanelles réveille des échos millénaires, car l'Europe a souvent bataillé contre la mystérieuse Asie sur les rives de ce détroit. L'Histoire se répète. C'est dans ces environs qu'eut lieu la grande lutte entre les deux continents aux temps de Troie, de Xerxès qui faisait châtier la mer, puis sous Mahomet II, le conquérant de Byzance. Le Génie de cette pittoresque contrée si riche en mythes doit garder le souvenir de bien des choses ; il a vu Hellé montée sur le bélier à la toison d'or tomber dans la mer à laquelle elle a donné son nom ; il a vu passer Héraklès, Jason et les Argonautes ; il a vu Troie en flammes et, trois mille ans plus tard, lord Byron traverser le détroit à la nage. Il a entendu le cri de guerre d'Achille, les soupirs d'Héro et Léandre et écouté avec les réfugiés hongrois de Rodosto «l'éternel murmure des vagues»... Le canon d'aujourd'hui réveille en moi les mélancoliques souvenirs de Rodosto, puisque c'est de là, de l'entourage de Rákóczi exilé que sort l'homme au bras de fer qui a jeté les premières bases de la glorieuse défense des Dardanelles par les Turcs d'aujourd'hui. A qui appartient ce bras ? Oublié de ses ingrats concitoyens, nous voyons apparaître dans la perspective du XVIII<sup>e</sup> siècle un général français à cheveux poudrés, un «hussard de Bercsinyi,» — qui dans ses *Mémoires* (par suite de l'indolence naturelle à notre peuple, ils ne sont pas encore traduits en langue magyare) se donne le nom de baron de Tott et se dit Hongrois. Comme son plus récent biographe,

M. Edgar Palóczi le démontre par l'identité des armoiries, il est de la famille des Tóth de Csáford du Transdanube. Son titre complet est donc : le baron François Tóth de Csáford, maréchal de camp du roi de France, général-brigadier du sultan, — il est soldat, diplomate, mathématicien, géologue et archéologue, mais surtout ingénieur militaire, fondeur de canons, constructeur de vaisseaux et de forteresses, créateur d'armées, organisateur de l'enseignement militaire... le devancier des Goltz et des Usedom pachas d'aujourd'hui, le premier qui a mis le sceau de son génie aux fortifications des Dardanelles.

Un Hongrois organisant la défense des Dardanelles, voilà qui semble incroyable et pourtant c'est vrai, aussi vrai que le grand-maître de l'artillerie de Mahomet II au siège de Byzance 320 ans auparavant était aussi un Hongrois, Orbán, ce mystérieux fondeur de canons dont le nom est aussi tombé dans l'oubli chez nous, mais dont le génie et le rôle décisif sont si bien mis en relief par le célèbre historien français Schlumberger. C'est cet Orbán qui, au printemps de 1453, fonda, pour renverser les murailles cyclopéennes de Byzance, ce canon géant, lequel, au dire de l'historien grec Phrantzes, avait une gueule de trois pieds de diamètre, lançait des boulets de pierre du poids de 1800 livres et ouvrit la brèche par laquelle les Turcs montèrent à l'assaut final. « Un monstre horrible », dit l'historien Dukas ; et tel devait être en effet cet ancêtre des 42 d'aujourd'hui ; il fallut cent, et même au dire de quelques auteurs, cent vingt bœufs pour le traîner d'Andrinople jusque sous les murs de Byzance, et le bruit des détonations s'entendait à treize lieues à la ronde. Le sultan en avait prévenu les populations en arrière du front de bataille, « de crainte que les femmes enceintes ne mourussent de peur en les entendant... » Ces boulets de 1800 livres s'enfonçaient à six pieds dans la terre à une lieue de distance, d'un seul coup démolissaient des tours et, en certains endroits, ils jonchaient encore le sol au pied des remparts de Stamboul. Selon l'historien Chalkondylas, le canon d'Orbán tirait sept coups pendant le jour et un coup la nuit. Le canon ayant éclaté, Orbán et ses aides périrent dans l'accident, « mais, » ajoute Schlumberger, « le canon monstre fut bientôt refondu par un autre artilleur hongrois envoyé par le brave Jean Hunyadi... »

Ainsi des artilleurs hongrois assistèrent à la naissance de l'empire turc et, ajoutons bien vite que ce fut encore un artilleur de notre pays qui vint défendre les Dardanelles quelques siècles plus tard, lorsque l'empire commença à décliner et éprouva les premiers revers. Si nous recherchions le fil d'Ariadne du destin, nous dirions que Rákóczi a donné le baron de Tóth à la Turquie par reconnaissance pour l'hospitalité qu'il en avait reçue à Rodosto. Reconnaissance instinctive sans doute, mais ne sommes-nous pas tous des instruments aveugles entre les mains du sort ? Rákóczi ne pouvait guère avoir prescience du rôle historique que jouerait le fils de son fidèle André de Tóth, aide-de-camp de ses généraux Forgách et Bercsényi. Tóth, émigré, avait d'abord servi en Pologne et en Turquie avant de rejoindre le prince à Rodosto ; de là il s'était rendu en 1720 à Paris pour y organiser le régiment franco-hongrois des «hussards de Bercsényi». Entré au service de France, il y devint colonel, puis général en 1747 avec le titre de baron de Tott. Il était marié ; sa femme s'appelait Marie Pesselier, croit-on, et il n'est pas impossible qu'il l'ait épousée pendant un de ses voyages à Constantinople. Le fait est qu'il servit jusqu'à sa mort d'intermédiaire officiel entre le gouvernement français et les émigrés hongrois de Rodosto. C'est aussi là qu'il mourut en 1757 entre les bras de son vieil ami, le comte Csáky qui ne lui survécut que de huit jours. Ses ossements ont été dispersés lors de la destruction du cimetière, le «Hortus Hungarorum», en 1830. Mais quelque part que le vent ait emporté ses cendres, que la bénédiction de Dieu repose sur lui, car ce fut un brave homme, un fidèle serviteur de son prince et le père de l'illustre général-brigadier.

François baron de Tott naquit le 17 août 1733 à Chamigny, près de La Ferté sous Jouarre. Comme il montrait déjà tout enfant de remarquables aptitudes pour les mathématiques, on lui fit suivre un cours d'ingénieurs à une École d'artillerie. Hussard de Bercsényi dès le berceau, pour ainsi dire, à l'âge de onze ans il se comporta en héros, assure-t-on, pendant la guerre de Bohême. Il avait une sœur cadette qu'épousa le célèbre comte de Vergennes, et lorsque ce dernier fut nommé ambassadeur de France à Constantinople, François de Tóth l'y suivit. Le jeune capitaine se met aussitôt avec ardeur à l'étude du turc dont il prend deux leçons par jour et, pendant que sa

femme Marie Rambaud et sa sœur la comtesse de Vergennes sont admises dans l'intimité des filles du sultan, son savoir d'ingénieur lui gagne de plus en plus la confiance du gouvernement turc. C'est son projet pour la construction du canal de Nicée qui est adopté . . . Mais cette sphère d'activité ne lui suffit pas ; il tourne les yeux vers la France et remet au ministre Choiseul un mémoire où il lui expose les moyens d'ouvrir la mer Noire au commerce français. Là-dessus Choiseul l'envoie en 1768 à Arslan Ghireï, khan des Tatars de Crimée. Ici, tout en ayant l'air de s'occuper uniquement d'archéologie et de géologie, Tóth se révèle diplomate hors ligne. Il amuse le khan par des feux d'artifice et des expériences de physique, mais prépare en même temps la rupture avec la Russie. Il prend part au coup de main de 1768 qui mit le khan Ghireï sur le trône tatar et part avec lui contre les Russes. Du théâtre de la guerre il entretient une correspondance avec Mustapha, le nouveau sultan ; il lui envoie une carte dessinée de sa propre main ainsi que le *Manuel de l'artilleur* de St-Rémy. Le sultan commence à s'intéresser à lui et le fait appeler en 1770. Il était temps : la flotte turque venait d'être détruite par les Russes à Tchesmé entre Smyrne et Chios, et la route Constantinople par les Détroits leur était ouverte. L'épouvante était générale, mais le sultan prit rapidement une décision : il confia à Tóth la défense des Dardanelles et de la capitale et plaça sous ses ordres avec Moldoványi pacha toutes les forces du pays. Toth accepta avec l'autorisation du comte de Saint-Prie, ambassadeur de France.

L'instant était critique, l'entreprise presque surhumaine. Pendant que dans les mosquées s'élevaient d'ardentes prières, c'est pour ainsi dire sous les yeux de la flotte russe se rapprochant d'heure en heure qu'il mit la main à la réforme de la défense des Dardanelles. Par où commencer ? Que faire de ces quatre vieux châteaux dont deux gardent l'entrée du détroit du côté de la mer de Marmara et deux du côté de l'Égée à trois lieues de ces mers. Il y a bien sur le rivage de gros canons, mais sans tourillons et sans affûts, les pièces reposent sur des poutres pourries . . . il y a aussi des mortiers, mais à moitié enlisés faute de supports ! Pas moyen de s'en servir, d'autant plus qu'on manque d'artilleurs exercés. Puis si l'ennemi vient à bombarder les vieilles murailles de trente pieds de haut datant

du moyen âge qui surplombent les batteries, les remparts en s'écroulant risquent d'ensevelir sous leurs débris pièces et artilleurs. La situation semblait désespérée, car la flotte russe arriva de Lemnos trois jours plus tard sous la conduite d'Alexis Orlov. Mais le favori de Catherine avait compté sans le génie de Tóth. Celui-ci réussit si bien à dissimuler les côtés faibles de la défense, il fit avec les huit artilleurs qui lui restaient si bon usage du *seul* canon en état de servir qu'il arrêta les Russes et sauva la capitale ! Le traité de paix rendit la sécurité à Stamboul, mais la leçon avait porté ses fruits et donné raison à l'ingénieur hongrois. Tóth put dès lors mettre la main à l'organisation de la défense des Dardanelles *pour l'avenir*. Il construisit quatre nouveaux forts, deux sur la côte d'Europe et deux sur celle d'Asie, de l'entrée au cap de Nagara. Les parapets avaient deux pieds d'épaisseur et ils étaient armés de cinquante canons chacun.

Manque d'ouvriers, peste, indolence des bureaux : il eut d'innombrables obstacles à surmonter. On n'avait pas confiance. Les soldats mêmes ne croyaient pas que les murailles qu'il construisait résisteraient aux boulets. Exaspéré, il se résolut à tenter une singulière épreuve : il se plaça derrière un parapet sur lequel il fit lancer des boulets de trente par la batterie d'en face . . . Quand les soldats virent Tóth sortir sain et sauf de l'épreuve, ils se montrèrent mieux disposés à son égard ; il dut cependant répéter l'expérience avec les parapets de toutes les autres batteries. Son œuvre achevée, il put dire avec droit qu'il avait travaillé pour des siècles et que « de longtemps les Russes ne tenteront pas de forcer les Dardanelles ».

Après la construction des forts, il fallut réformer le service de l'artillerie et former des artilleurs. Tóth avait gagné la confiance des Turcs et le sultan ordonna au grand-vizir de le seconder de tout son pouvoir. Bientôt il put inviter Sa Hautesse à assister à l'essai de charge des premiers pontons et à la fête d'inauguration de la nouvelle fonderie impériale de canons. Tout cela fut son œuvre personnelle ! Il écrit qu'il n'avait jamais vu fondre de canons auparavant, mais son ingéniosité ne connaissait point d'obstacle. Au grand étonnement des Turcs, il fit fondre 31.000 livres de métal et 20 canons en l'espace de treize heures. Dès lors c'est par centaines qu'on en fondit . . .

Mais il fallait aussi des canonniers. Tóth reçut l'autorisation d'organiser un corps d'artilleurs, les *suratchi*. C'est ainsi qu'il mit sur pied une troupe de six cents hommes en uniformes albanais, et c'est aussi lui qui dota l'armée turque de la bayonnette et de corps de garde. Il vise toujours plus loin : non seulement il assure au sultan la possession d'Otchakov et de la Crimée, mais en prévision d'une agression russe, il fait encore construire deux forts sur le Bosphore pour mettre Constantinople à l'abri d'un coup de main. Enfin, pour élever des générations capables de continuer son œuvre, il fonde en 1773, près de l'arsenal de Stamboul, l'École impériale turque de *mathématiques* où l'on formera des ingénieurs militaires et des officiers de marine. Lui, baron de Tóth, y donne des cours en turc et ses élèves font des progrès si réjouissants qu'au bout de l'année, il peut faire frapper des médailles d'or pour récompenser les plus appliqués. Cet homme infatigable crée un vaisseau-école, construit des grues, fait des plans pour la construction d'une flotte et, en même temps, apporte des perfectionnements à ses canons, dont il envoie en réduction les types les plus récents au tombeau du prophète à la Mecque. Aussi est-il comblé d'honneurs. Le nouveau sultan, Abdul Hamid, le nomme général-brigadier et lui envoie un manteau d'hermine. Cependant le moment de la séparation est arrivé. Après avoir — selon l'expression de Voltaire — réformé d'une manière redoutable l'armée turque, Tóth fait voile pour la France au milieu des acclamations de ses élèves reconnaissants. Une nouvelle carrière s'ouvre devant lui : le gouvernement de Louis XVI le renvoie dans la Méditerranée en qualité « d'inspecteur du commerce dans le Levant et les pays barbaresques ». Il est accompagné de toute une troupe de savants. Quelle joie ce fut pour lui de retrouver devant Jaffa la flotte turque construite sur ses plans et battant le pavillon vert d'un nouveau modèle qu'il avait proposé . . . Arrivé devant Suez, il envoie un message au sultan Mustapha pour lui recommander d'y creuser *un canal entre les deux mers*, et il dessine immédiatement les plans du canal que Lesseps, plus heureux que lui, devait exécuter quatre-vingts ans plus tard . . .

La Révolution trouva Tóth gouverneur de Douai. Il vola au secours du roi, mais fut bientôt obligé de s'enfuir de

Paris. Il se réfugia d'abord en Suisse et de là à Vienne, car, vieux et malade, il se sentait attiré vers la patrie de ses ancêtres et aurait voulu y mourir... Sur la demande qu'il lui en fit, l'empereur François lui accorda l'amnistie pour le crime de conspiration dont son père s'était rendu coupable et lui rendit même la noblesse. Il pouvait donc rentrer au pays. Il y rentra en effet avec un petit bagage, mais qui renfermait un trésor : il rapportait au pays (on a du moins tout lieu de le croire) les immortelles lettres de Mikes. Il se rend à Tarcsa, comitat de Vas, chez un ancien ami de la famille, le généreux et hospitalier comte Théodore de Batthyány. Sa réputation est-elle parvenue jusqu'à nous ? Hélas ! non. Le seul Étienne Sándor parle de lui dans son Encyclopédie (hongroise) et dit : «ingénieur en chef et spécialiste en artillerie... qui a gagné une grande fortune...» Non, le pauvre Tóth n'avait point rapporté de trésors, néanmoins il s'estimait riche, car il avait atteint le but de ses désirs : reposer dans la terre sacrée du pays de ses pères. La mort ne se fit pas attendre longtemps : six mois après son retour, Tóth mourait à Tarcsa chez Batthyány à l'âge de soixante ans. Le même jour, sa fille se mariait dans la lointaine Hollande au duc de La Rochefoucauld... Sa dépouille mortelle repose toujours dans le vieux cimetière de Tarcsa et aucun monument n'a été élevé sur sa tombe ; les gens du pays disent seulement qu'«ici gît un général français...»

Général français, c'est vrai, mais aussi un Hongrois de la vieille roche : un grand homme, un homme complet, un génie créateur et pratique, tel qu'une génération plus tard Széchenyi voyait en espérance le peuple hongrois. Qu'on lise dans l'édition du Croissant Rouge l'étude si documentée d'Edgar Palóczi. Encore un conseil : au lieu des méchants produits à la mode des littératures étrangères qu'on traduise enfin les *Mémoires* de Tóth, dont les quatre volumes écrits en français ont paru en danois, en anglais, en allemand, mais pas en hongrois. Est-ce que l'Académie ou la Société d'histoire ne pourraient pas se charger de les éditer ?... Ce serait leur devoir, tout comme pour la nation celui d'élever un monument sur sa tombe que rien ne distingue des autres. Ce n'est pas lui qui en a besoin, mais nous, car ce baron de Tott hongrois s'est élevé à lui-même là-bas aux Dardanelles un monu-

ment impérissable de gloire. Son nom est indissolublement lié à la glorieuse défense des Détroits, et aujourd'hui que l'Histoire rend hommage à la bravoure de nos frères de Turquie, nous demandons seulement qu'un coin du drapeau s'incline aussi avec reconnaissance devant la tombe du général-brigadier baron de Tóth, le premier fortificateur des Dardanelles.

JULES DE PEKÁR.

---

## LA VÉRITÉ

---

Un ancien diplomate de pays neutre nous écrit : *La Vérité*, tel est le titre d'un volume in-octavo de 125 pages qui a paru récemment en français à Genève et qui est en vente dans beaucoup de librairies suisses. Et le fait est que l'on y trouve la vérité vraie, celle qu'ont connue non seulement les diplomates belges au témoignage desquels on doit attacher le plus grand prix, mais aussi les autres diplomates de pays neutres que le secret professionnel a toujours empêché de parler. L'auteur est un Français... oui, un Français de France... assurément un bon Français qui souffrant, comme il l'avoue, de voir son pays demeurer plus longtemps plongé dans les ténèbres de l'erreur, veut soulager son cœur et son conscience. Son nom ? Joseph Bertourieux. Sa profession ? Je ne saurais dire... Peut-être un diplomate, peut-être un professeur... Dans tous les cas, un homme informé, très-bien informé, et après avoir lu son livre qui témoigne d'une parfaite connaissance des hommes et des choses depuis une vingtaine d'années, on ne peut que lui reconnaître l'autorité voulue pour lancer — nouveau Zola — son « J'accuse » dans le monde. Je suis assuré pour ma part que les diplomates de pays neutres qui sont de bonne foi, souscriront à tout ce que raconte ce bon Français. Il est à désirer que son livre soit beaucoup lu, qu'il soit surtout lu et médité par les pacifistes qui y trouveront de précieuses inspirations et d'utiles indications pour jeter les fondements d'une paix durable.

Après être remonté jusqu'aux causes premières de la guerre, M. Bertourieux, servi par une excellente mémoire, redescend le cours des années jusqu'aux causes déterminantes. Dans une langue aisée et limpide, il expose les faits tels qu'ils

se sont passés, il dépeint les personnages de premier plan tels qu'ils ont été, il s'appuie fréquemment sur les témoignages irréfragables des diplomates belges. Il montre que le peuple français a été trompé et il dresse un terrible réquisitoire contre ceux qui l'ont abusé et qui, sous les apparences d'innocence qu'ils ont conservées jusqu'ici, ont véritablement voulu et provoqué la guerre. Quelques citations serviront à donner un avant-goût du volume.

On lit par exemple : « Les reproches que mes compatriotes adressent au militarisme allemand sont absurdes et il est d'autant plus surprenant de les entendre approuver par des gens informés et raisonnables que la pudeur devrait le leur interdire, étant donné que nous avons nous-mêmes agi comme nous accusons nos adversaires de l'avoir fait. L'objection serait aisément réfutée de prétendre que nous nous sommes améliorés depuis l'époque où nos armées dévastaient la Prusse ou l'Espagne. En ce qui concerne la fausse accusation que le militarisme allemand violerait les traités existants, nous devrions nous rappeler qu'à l'époque où l'on signait l'acte d'Algésiras, trois des puissances signataires, notamment la France, formaient entre elles des arrangements secrets qui allaient à l'encontre du susdit acte . . . Qu'elle corresponde ou non à des sympathies populaires réelles qui nous soient conservées dans les provinces revendiquées (Alsace-Lorraine), l'idée de revanche française est directement et principalement responsable du militarisme allemand et du nôtre . . . L'auteur nous fait voir que l'empire allemand, réformé le 18 janvier 1871, fut rapidement menacé par la jalousie anglaise, par les intentions de revanche de la France et par l'envie que la Russie portait à la haute civilisation allemande. De ce fait, il dut assurer sa défense pour n'être pas pris au dépourvu, et il fut entraîné dans la voie des armements excessifs par ses adversaires qui y forçaient toujours le pas, de manière à avoir, au moment décisif, la supériorité numérique. « Les neutres impartiaux, lisons-nous, jugent évidentes de telles raisons, car elles ne sont que l'application du vieil adage *si vis pacem, para bellum*. Au surplus, dans une lettre au corps enseignant, M. Paul Deschanel admet que l'on peut aimer l'armée, la développer et la vouloir prépondérante, tout en étant opposé à la guerre . . . Toute la force qu'aurait pu avoir l'Allemagne n'aurait

peut-être pas suffi, si elle était demeurée seule, à la sauvegarder contre les multiples jalousies qui la guettaient. Il lui fallut donc constituer un groupement défensif et c'est ce qu'elle parvint à faire par la formation de la Triplice. Aussi, était-il injuste d'attribuer à celle-ci un but offensif. Comme l'expérience l'a démontré, la crainte inspirée par ce faisceau de volontés bien armées, fut le meilleur, le principal facteur du maintien de la paix européenne depuis 1881 jusqu'à la guerre actuelle.» L'auteur montre ensuite combien il a toujours été stupide de vouloir représenter Guillaume II comme un monarque avide de plans de guerre. «Un souverain vraiment belliqueux, écrit-il, aurait-il laissé échapper les excellentes occasions qui s'offraient d'attaquer l'Angleterre ou la Russie lorsqu'elles étaient engagées avec la plus grande partie de leurs forces, l'une dans l'Afrique du Sud et l'autre en Extrême-Orient ? Pourquoi mes compatriotes, aveuglés par la haine, ne tiennent-ils pas compte des faits historiques qui les désabuseraient ? La France équitable se doit de rendre noblement justice à ses adversaires. Elle devrait surtout ne pas s'abaisser à combattre par la calomnie, arme vile et indigne d'elle.»

Pour ce qui est de ceux qui ont voulu, préparé et provoqué la guerre, M. Bertourieux n'y va pas par quatre chemins. Il les démasque et les stigmatise sans pitié. «Il fut, dit-il, une personnalité puissante, habile, intrigante dont l'influence, longtemps occulte, agit fortement sur les relations internationales en Europe pendant le quart de siècle qui précéda la présente époque. Toute son opiniâtre volonté tendit exclusivement à préparer la guerre actuelle. Ce principal auteur moral des calamités qui bouleversent le monde depuis tant de mois, fut Edouard VII d'Angleterre. Par châtement de la divine Providence, il mourut sans avoir atteint son but, mais sa disparition prématurée allège peu la responsabilité qui pèse sur son mémoire . . .» L'auteur nous fait voir le souverain anglais tramant son vaste complot contre l'Allemagne, s'assurant la coopération de M. Delcassé qui demeura son fidèle acolyte, conseillant à ce dernier en 1905 de provoquer brusquement les Allemands, etc., etc. «Depuis la mort d'Edouard VII, ajoute-t-il, c'est l'autorité de Sir Edward Grey qui s'est employée le plus âprement à maintenir la coalition contre l'empire allemand, pour mettre toute l'Europe en lutte, au profit des jalousies britanni-

ques. Ce fut souvent au moyen de fausses allégations qu'il opéra (ce disant, l'auteur se fonde sur les témoignages des diplomates belges) . . . »

M. Bertourieux ne ménage pas M. Poincaré sur lequel il fait retomber en bonne partie la responsabilité de la guerre. « L'avenir, dit-il, nous fera probablement faire des découvertes qui nous apprendront, peut-être trop tard, les projets individuels formés depuis quelques années par M. Raymond Poincaré. Nous saurons alors à quel degré ses intérêts intimes contribuèrent à faire naître la bonne volonté — émue certes, mais hardie, sinon presque joyeuse — avec laquelle notre gouvernement accepta la guerre . . . oui la guerre qui seule devait apporter l'occasion, la possibilité d'un changement rapide de régime en France . . . » Ici, citation du rapport envoyé le 10 mars 1916 à son gouvernement par le baron de Guillaume, ministre de Belgique à Paris, et dans lequel on lit entre autres : « Dans toutes les régions du pays, on invite M. Poincaré et il se rend presque toujours à ces appels qui le flattent et servent sa politique. » Plus loin : « La France possède quelques hommes d'État clairvoyants que ne séduisirent aucunement les intérêts astucieux de l'Angleterre. Ils auraient peut-être sauvé la paix, s'ils avaient pu agir assez longtemps, assez fortement, dans de meilleures conditions, mais M. Poincaré s'est efforcé de les éloigner du pouvoir ou ne le leur a confié que contraint, et il a favorisé ensuite les cabales destinées à les renverser . . . »

« La réalité tant méconnue, continue M. Bertourieux, des efforts conciliateurs de l'Allemagne pendant les courtes négociations qui précédèrent la guerre, est attestée par le rapport du baron de l'Escaille, ministre de Belgique en Russie, qui écrivit de Pétersbourg le 30 juillet 1914 : « Ce qui est incontestable, c'est que l'Allemagne s'est efforcée autant ici (Pétersbourg) qu'à Vienne d'éviter un conflit général ». Les hommes d'État français savaient parfaitement que l'empire germanique voulait vivre en paix avec nous, nous favoriser, nous aimer même, si nous lui avions facilité tant soit peu la conciliation. Il appert que, si notre gouvernement n'a pas déclaré la guerre spontanément, du moins l'a-t-il très-volontiers acceptée. Elle répondait à ses vœux secrets. Elle était le but d'une coalition dont il faisait partie depuis fort longtemps. Enfin, elle aurait été provoquée par lui un peu plus tard, si des causes extérieures

ne l'avaient pas amenée auparavant. Nos gouvernants ont été trompés dans leurs prévisions par la promptitude du conflit. Ils le croyaient proche, mais non pas imminent. Ils ne se jugeaient pas encore assez prêts à la lutte, quoiqu'ils eussent déjà décidé d'attaquer bientôt, dès qu'ils auraient eu suffisamment mûri l'opinion publique pour être certains d'être soutenus. Cette particularité d'extrême rapidité imprévue leur a quelque peu nuï matériellement, mais les a beaucoup servis moralement, car le désarroi momentané qu'elle a produit, comme aussi les apparences de confiance surprise qui en ont résulté — puisque le président de la République et celui du Conseil voyageaient alors à l'étranger — ont permis de feindre l'étonnement, l'indignation, la volonté pacifique, avec la plus parfaite vraisemblance et d'abuser jusqu'à présent mes infortunés compatriotes ainsi qu'un grand nombre de neutres. Puissé-je par ce simple raisonnement et les quelques observations qui l'ont précédé, avoir démasqué les politiciens qui croient pouvoir répudier la responsabilité de leur œuvre parce que, surgies trop tôt, les atroces conséquences de cette œuvre ont semblé les surprendre dans le calme de l'innocence.»

On lit encore : « Comme preuve des mauvaises intentions préconçues par Guillaume II, on cita avec étourderie ses prudentes précautions militaires qu'il n'ordonna cependant de prendre qu'au moment où existait déjà un imminent danger de conflagration européenne, mais on excuse le Tsar, on ignore ou l'on feint d'ignorer et l'on omet de rappeler qu'il avait fait avancer ses troupes sibériennes vers les frontières occidentales de la Russie, plus de quatre mois avant l'attentat de Sarajevo . . . comme s'il eut secrètement prévu les événements qui devaient survenir. » L'auteur défend avec chaleur le bon droit de l'Autriche-Hongrie dans son conflit avec la Serbie. « Les effroyables malheurs actuels auraient peut-être été évités si le conflit austro-hongrois-serbe avait été localisé comme le demanda instamment l'Allemagne qui déploya les plus grands efforts en faveur de la paix et fit tout ce qui était possible, sans pourtant exiger, ce qui n'était que juste, que son alliée austro-hongroise s'humiliât jusqu'à abdiquer ses droits les plus légitimes. Mais il aurait fallu qu'une démarche aussi sincère qu'énergique fût faite par la France et l'Angleterre pour imposer la neutralité à la Russie . . . »

M. Bertourieux n'est pas tendre pour l'Italie qui, ayant eu à choisir entre les conseils pacifiques d'un homme de noble caractère comme le prince de Bülow et les tirades grandiloquentes d'un individu traité autrefois d'histriion par la presse italienne, jugea préférable de se prononcer pour ce dernier.

Dans sa conclusion, l'auteur recommande à son pays de faire honnêtement son examen de conscience, de reconnaître ses fautes et de s'empresse de conclure la paix avec l'Allemagne. « Cela mettra peut-être nos dirigeants en fâcheuse posture vis-à-vis du peuple, mais ce ne sera que la juste conséquence de leur coupable, imprévoyante et opiniâtre propagande de l'erreur . . . Il faut avouer que nous comptions sur l'assistance anglaise et que ce motif nous détermina à ne rien faire d'efficace pour éviter une guerre que nous voulions. Il faut avouer qu'en vue d'inspirer à nos foules l'enthousiasme guerrier et la persévérance indispensables, nous avons employé contre nos ennemis, à la suggestion de l'Angleterre, l'arme vile de la calomnie, etc., etc. La surprise sera grande en France et la colère y sera légitime lorsqu'on y apprendra de quelle manière la candeur des patriotes a été abusée. — Mais qu'importe que les fauteurs du mal soient forcés de se nuire . . . »

Oui, ce volume mérite d'être lu, relu et longuement médité. Il porte bien son titre : *La Vérité*. Le seul reproche que l'on pourrait faire à l'auteur, c'est de n'avoir pas assez mis en évidence l'influence néfaste exercée en Europe depuis près d'un quart de siècle par M. Isvolsky, ce diplomate russe hautain, ambitieux et vindicatif à qui il importait peu, pourvu qu'il eût des satisfactions d'amour-propre, que des millions d'hommes fussent envoyés à la tuerie. Sauf cette lacune, le livre expose et détaille avec sincérité les causes lointaines et immédiates de la guerre et établit nettement les responsabilités. M. Bertourieux a accompli un acte de courage dont — nous tous, neutres qui connaissons la vérité — nous devons le féliciter, en souhaitant que sa voix soit entendue par le peuple français tout entier.»

X.

(Correspondance Européenne.)

---

## UN LIVRE ALLEMAND SUR LA BATAILLE DE LA MARNE

---

Le *Daily Telegraph* publie l'analyse d'une brochure qui vient de paraître à la librairie militaire de Berlin Siegfried Mittler, et qui est intitulée: *Les Combats de la Marne du 6 au 12 septembre 1914*. L'auteur réfute la thèse française que les armées allemandes écrasées sur les lignes de la Marne, furent obligées de se replier précipitamment sur l'Aisne. L'auteur s'attache à démontrer que la retraite s'effectua en bon ordre sur des positions plus fortes au nord et au nord-est.

L'auteur, qui garde l'anonymat, mais qui a eu évidemment connaissance de documents officiels inédits, indique le plan élaboré par le haut commandement allemand. La majorité des forces allemandes disponibles devaient être jetée sur le front occidental, le soin de défendre le front oriental restant confié à quelques corps d'armée seulement. Ces unités, opérant en conjonction avec les armées austro-hongroises, devaient être suffisantes pour faire échec au colosse moscovite pendant quelques semaines, jusqu'au moment où de nouvelles formations allemandes, mais surtout l'armée active revenue du front français et les corps de réserve, prendraient l'offensive sur le front oriental.

L'état-major allemand ne se proposait pas de prendre l'offensive sur tout le front occidental à la fois. Il inclinait à rester sur la défensive de la Suisse au Donon, et à prendre éventuellement l'offensive entre le Donon et Verdun, selon les circonstances.

Le rôle des troupes massées dans ces régions devait être, avant tout, de servir de pivot au gros d'armée qui,

lancée de Thionville et d'Aix-la-Chapelle, entrerait en France après avoir traversé le Luxembourg et la Belgique.

Dans ses grandes lignes, le plan de l'état-major allemand était de rejeter les Français à l'ouest de Paris et de les déborder au sud de Fontainebleau, ce qui aurait eu pour résultat de disloquer complètement leurs lignes. En même temps, d'autres unités allemandes, notamment des corps de réserve et de landwehr, seraient dirigées en toute hâte sur la côte entre Dunkerque et Calais, afin de s'opposer au débarquement des troupes britanniques.

L'auteur, après avoir insisté sur les difficultés d'exécution de ce plan, décrit la retraite des armées franco-anglaises. Il montre à ce propos l'habileté dont firent preuve, en ces circonstances critiques, les généraux alliés s'efforçant avec succès d'éviter une bataille décisive.

Voici maintenant l'attaque du 6 septembre, dirigée par Maunoury et French sur l'Ourcq et secondée les jours suivants par les troupes de renfort envoyées de Paris.

Le 9, von Kluck, malgré la fatigue de ses hommes, fit un effort pour rompre les lignes franco-anglaises, qui ne lui réussit pas. Les légions de fer de von Kluck, épuisées par les combats acharnés des jours précédents, étaient incapables d'un nouvel effort. Le 9 à midi, le général von der Marwitz, auquel incombait principalement la tâche de tenir en échec les forces britanniques, informa son chef qu'il lui était impossible de résister plus longtemps aux attaques combinées de l'armée anglaise et du 18<sup>e</sup> corps d'armée français.

«C'est alors, déclare l'auteur, que le cœur lourd, le général von Kluck, pressé de plus en plus sur son aile gauche, dut, d'accord avec son chef d'état-major général, donner l'ordre de rompre le combat.»

La retraite s'effectua en bon ordre vers le nord dans la nuit du 9 au 10. Lorsque, le 10 au matin, les Français voulurent poursuivre la bataille, ils s'aperçurent que von Kluck et son armée avaient disparu.

L'auteur fait ensuite un vif éloge de l'habileté manœuvrière de von Kluck qui, après avoir essayé de déborder les Français sur leur extrême gauche, sut, lorsqu'il battit en retraite, ne pas se replier sur Reims, mais réussit à étendre ses lignes dans la direction de Compiègne et de Soissons.

«Si cette manœuvre n'avait pas été couronnée de succès, déclare l'auteur, il est extrêmement probable que les Allemands, après la chute d'Anvers, n'auraient pas été en mesure de prolonger leur front jusqu'à la côte et de s'y maintenir malgré tous les efforts des alliés.»

Cette retraite cependant nécessita un redressement complet des lignes allemandes, et le général comte Hausen, le général von Bülow, le duc Albert de Wurtemberg et le kronprinz durent se replier eux-mêmes.

La brochure se termine par un résumé des raisons qui ont déterminé le général von Moltke à battre en retraite.

1. Les armées de droite et du centre étaient complètement épuisées par les combats et les marches continuels. Elles avaient perdu une grande partie de leurs effectifs ;

2. La marche en avant très rapide à travers la Belgique et le nord de la France avait désorganisé le ravitaillement ;

3. L'état-major allemand croyait que Liège, Namur et Maubeuge tomberaient beaucoup plus rapidement. Leur résistance imprévue ralentit la marche en avant des première et deuxième armées, et le général Joffre fut ainsi en mesure de terminer ses préparatifs en vue d'une résistance acharnée sur la Marne :

4. Plusieurs corps d'armée allemands, qui auraient pu rétablir l'équilibre en faveur des Allemands sur la Marne, étaient retenus à Anvers.

5. La rapidité de la mobilisation russe surprit vivement l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. L'opinion générale était que les armées russes ne seraient pas en mesure d'attaquer avant le milieu de septembre. Or, avant que les forces destinées au front occidental pussent y être expédiées, il fallut, dès la fin du mois d'août, diriger en toute hâte plusieurs corps d'armée sur le front oriental, où l'offensive russe avait commencé, non seulement en Prusse orientale, mais contre l'Autriche-Hongrie elle-même.

---

---

---

## CHRONIQUE DE LA GUERRE

---

20 juillet 1916.

Enfin! Le jour de gloire est arrivé! La grande offensive générale des Alliés a commencé! Nous approchons de la débâcle de l'Austro-Allemagne et, par conséquent, de la paix qui va enfin jeter les bases de l'Europe future, d'une Europe où régneront désormais la justice et la liberté ententistes; le militarisme prussien sera anéanti, et le principe des nationalités mis en vigueur par la Russie, la France, l'Angleterre, «rédemptrices des peuples opprimés», comme le disait éloquemment M. Barthou, ancien président du Conseil français.

Hélas! cette riante perspective s'est révélée fallacieuse. On nous a prédit l'écroulement subit des empires du Centre qu'un formidable coup de bélier devait acculer à la capitulation et maintenant... maintenant les journaux ententistes entonnent une autre chanson. Ils nous exhortent à la patience, car la rupture du front occidental ne peut être l'œuvre de quelques jours ou de quelques semaines, il faut des mois pour y parvenir;<sup>(1)</sup> un plan stratégique n'est pas quelque chose de fixe ou d'absolu: les circonstances

(1) L'offensive à peine déclanchée, Français et Anglais commencent déjà à se chamailler, ce qui prouve que cette action de grande envergure est loin de donner les résultats attendus. Le *Morning Post* écrit que maintenant que l'Angleterre a mis en jeu ses meilleures troupes, les reproches devraient cesser du côté français que l'Angleterre épargne ses propres forces. Le *Morning Post* insinue à son tour que ce sont surtout les Français qui envoient des troupes noires à l'assaut. Notons en passant que cette indication paraît être confirmée par le *Petit Journal*. Le témoin oculaire qui écrit à ce journal dit qu'après la préparation de l'artillerie, ce furent d'abord les troupes noires qui allèrent à l'assaut, puis l'infanterie coloniale et en troisième lieu les

exigent parfois qu'on y apporte des changements ou des modifications. C'est clair comme la lumière du jour. Donc de la patience! Les Alliés, maîtres de l'univers, ont décidé de progresser lentement et aucun pouvoir au monde ne saurait les en empêcher. Ils emploieront donc la tactique que bon leur semble et si quelques publicistes, comme MM. Clemenceau ou Humbert par exemple, trouvent que la France se saigne à blanc, c'est leur affaire; les Anglais n'ont-ils pas déjà déclaré à plusieurs reprises que la guerre ne faisait que commencer? Quiconque connaît la ténacité britannique sait bien que ce peuple est capable de répéter ce mot d'ordre en 1917 ou en 1918 encore, si «la victoire définitive» ne peut pas être obtenue autrement; ce n'est pas sa faute si l'Austro-Allemagne ne veut pas entendre raison et ne se laisse pas vaincre plus tôt.

Nous devons donc attendre patiemment jusqu'à ce que les Alliés daignent nous battre. Cependant, les combats acharnés qui se livrent autour de la Somme ont beau être les plus sanglants de cette guerre épouvantable, leur issue ne semble guère d'un augure favorable pour les Franco-Anglais.

L'offensive russe semble avoir dépassé son point de culmination. Grâce aux masses concentrées contre nos lignes, le général Broussiloff a remporté des succès assez considérables et que nous ne tenons aucunement à rabaisser. Les Russes ont occupé presque toute la Bucovine et se sont emparés de Loutsk et de Koloméa, mais ils commencent

troupes purement françaises. Le critique du *Morning Post* dit encore que le terrain sur lequel opèrent les Français est beaucoup plus favorable que celui sur lequel opèrent les Anglais. Le journal anglais explique ainsi les progrès absolument nuls réalisés par les Anglais. De son côté, *Le Temps* fait remarquer, non sans amertume, que d'après les témoignages allemands les Anglais ont fait encore beaucoup moins de progrès que les Français. L'offensive est condamnée à un échec si les troupes anglaises n'arrivent pas à la hauteur des troupes françaises. Comme on voit, l'accord n'est nullement parfait entre les deux alliés. Les Français ont presque raison de se plaindre d'être insuffisamment soutenus, mais il faut ajouter que si les progrès anglais ont été quasi nuls, ceux des Français ont été insignifiants. La seule chose que les Français et les Anglais ont obtenue de façon à peu près équivalente, ce sont leurs pertes énormes.

à se rendre compte que désormais toute avance se heurte à une résistance croissante de nos armées. Autour de Loutsk, ils ont déjà perdu une partie du terrain gagné au prix de sacrifices immenses (le nombre des Russes était souvent six fois supérieur à celui des défenseurs : jugez leurs pertes !) et qui sait si un avenir tout proche ne réserve pas aux soldats du tsar d'autres surprises désagréables en Galicie et en Bucovine où ils ont déjà essuyé tant d'échecs.

Sur le front austro-hongrois-italien nous avons, comme on sait, raccourci notre front entre l'Adige et la Brenta. Les Italiens, avides d'enregistrer un petit succès quelconque qui leur avait toujours fui depuis une campagne de quatorze mois bientôt, ont saisi cette occasion pour crier à la victoire. Nous espérons pouvoir nous flatter d'avaloir sans broncher beaucoup d'« allégations erronées » de nos ennemis, mais diantre ! c'était le comble de l'insolence que ces hymnes au Dieu de la guerre chantés par les organes de la presse italienne. Attaquer sans motif sérieux l'allié d'antan, être forcé par la main de fer de nos soldats de piétiner sur place pendant douze mois sur la ligne qu'il nous a plu de lui assigner, puis subir une défaite décisive par suite de notre offensive foudroyante et, lors d'une retraite volontaire et sans aucune signification stratégique — retraite qui, peut-être, n'est pas sans rapport avec les opérations sur le front russe — avoir le toupet de prononcer le mot de victoire : c'est vraiment italien... Rappelons-nous à ces représentants de la sainteté des traités que, malgré leur victoire récente, ils sont encore loin de « marcher sur Vienne », qu'ils n'ont encore pris aucun chef-lieu des provinces « irrédimées » et que c'est nous, les Hongrois et les Autrichiens, si méprisés au point de vue militaire, qui nous nous trouvons en territoire italien ? A quoi bon ? Ne soyons pas méchants : souhaitons à nos ex-alliés beaucoup de victoires semblables à celle qu'ils ont remportée au cours de leur guerre sainte, et conseillons à nos compatriotes de ne pas rire à gorge déployée — faire rire est cependant quelque chose par ces temps tristes — à la nouvelle que certains députés italiens caressent le rêve d'investir le roi Victor Emmanuel du sobriquet de victorieux...

Autour de Verdun, les Allemands progressent méthodiquement: les Français mêmes ne le contestent plus. La prise du fort de Thiaumont a causé un désarroi indicible dans le camp de nos adversaires et les allusions franco-anglaises à une évacuation éventuelle de la place forte deviennent de plus en plus fréquentes. En vain les Alliés ont-ils entamé leur grande offensive, les Allemands, tout en repoussant les attaques avec un héroïsme auquel l'ennemi lui-même rend justice, continuent à rétrécir leur cercle de fer autour de Verdun. Voici comment M. Clemenceau constate que la pression allemande sur cette place forte va augmentant en intensité: «Les Allemands mettent leur orgueil militaire à prendre Verdun, et ils ne négligent rien pour parvenir à leur but. Les progrès des armées du kronprinz sont extrêmement lents, mais acquis méthodiquement, et exploités avec une rigueur scientifique.

Leur puissance en artillerie lourde permet d'aborder des positions qu'aucune infanterie ne pourrait approcher si elles n'étaient pas préalablement écrasées sous des projectiles de tout calibre. Tenues par nos troupes, dont pas une épithète ne peut qualifier la valeur, elles ne sont cédées qu'à la dernière extrémité, après les plus durs combats.

Mais, quel que soit le courage de nos soldats, leur ténacité et leur force de résistance, il n'en est pas moins vrai que, servie par des moyens matériels extraordinairement puissants, l'avance des Allemands, depuis février, a été à peu près constante.

Sur la rive droite de la Meuse, elle est parvenue à nos positions de la deuxième ligne de défense, qui ont été légèrement entamées. C'est aujourd'hui que se fait sentir l'effet de la prise du fort de Vaux.

Il n'est pas impossible d'arrêter les Allemands qui manœuvrent pour déborder les ouvrages de Sauville.

Nous avons marqué quelques petits progrès dans le village de Fleury et dans le secteur de Thiaumont; puissions-nous les développer et contenir la présente attaque allemande, qui comptera parmi les plus vigoureuses d'une longue bataille où il y en eut tant d'effroyables...»<sup>(1)</sup>

(1) *L'Homme enchaîné*, n° du 26 juin 1916.

Il sera également intéressant de reproduire la réplique de M. Clemenceau à un discours de M. Briand aux membres de la Douma russe où le président du Conseil français avait déclaré que «toutes les espérances étaient permises». M. Clemenceau insistait avant tout sur la situation militaire peu enviable où se trouvait la France en disant: «Si vous, M. Briand, après deux années de la plus lourde responsabilité que vous avez acceptée gaillardement, pour ne pas dire convoitée, vous prenez la parole devant la représentation nationale de la France, vous avez le devoir de nous dire autre chose que de nous annoncer l'heure où il nous sera permis d'espérer. Vous devez nous rendre des comptes et rien que sur vos actes. C'est dépasser les limites de l'effronterie que de nous dire que pour juger votre œuvre, nous devons attendre que les canons cessent de gronder. Notre front n'a pas bougé, depuis vingt mois, malgré des sacrifices comme l'histoire n'en a jamais vu de semblables. Il a, au contraire, subi un repliement près de Verdun, malgré la résistance qui constitue la plus grande gloire de notre patrie. Nous avons droit à des déclarations sur vos actes, afin de réparer les fautes si fautes il y a.»<sup>(1)</sup>

(1) On commence en France à reconnaître le véritable caractère de M. Poincaré et la terrible responsabilité que cet homme politique a endossée en lançant son pays dans une guerre néfaste. Mais M. Poincaré et son gouvernement ont institué un régime pour empêcher la vérité de se faire jour en France; toutes les attaques contre le président et le gouvernement sont impitoyablement punies par la censure. Le journal socialiste *Bonnet Rouge* fût interdit le onze juin pour deux semaines, sans qu'il lui fut même permis de révéler à ses lecteurs les raisons de cette interdiction.

Le *Bonnet Rouge* chargea alors le député socialiste M. Brizon de lire à la Chambre l'article en question. Sous le titre «Le mauvais président», le *Bonnet Rouge* fait semblant de raconter l'histoire de Yuan-Shi-Kai, le président de la république chinoise qui vient de mourir, mais en réalité il attaque M. Poincaré, sans aucune équivoque possible.

Voici les passages principaux de l'article lu par M. Brizon au milieu du profond désarroi des députés gouvernementaux et de l'hilarité croissante de l'opposition, qui témoigna, par ses applaudissements répétés, qu'elle est également fixée sur le rôle joué par M. Poincaré avant et pendant la guerre :

«Yuan-Shi-Kai est mort pour avoir bu du mauvais thé. Lorsqu'il fut élu, il y a quelque années, quelqu'un déclara qu'il nous mènera à la guerre, et la prédiction s'était réalisée.

D'autres républicains crièrent au jour de l'élection : A bas le

Sur le front caucasien, les Turcs infligent aux Russes défaite sur défaite. On n'entend pas parler non plus dans la presse ententiste d'une «marche sur Bagdad». Fanfarons incorrigibles que sont nos adversaires, ils nous annonçaient déjà la chute prochaine de cette ancienne ville des kalifes pour se voir maintenant forcés de battre en retraite. Après avoir battu les Anglais, les Turcs délogent les Russes peu à peu de toutes les positions où ceux-ci ont réussi à prendre pied au courant de leur offensive de printemps, et les succès du

dictateur — et en effet il a institué dans son pays, avec sang-froid et calcul, une dictature sanglante. C'était un pauvre petit homme ; un égoïsme impitoyable assombrissait son regard terne. De pareils hommes sont capables de sacrifier un pays, une génération, pour leur propre avantage.

Il voulait instituer un empire, même si la Chine devait se noyer dans un déluge de sang, car une ambition farouche dominait sa personne entière ; il se croyait grand orateur, mais ses discours étaient vides, il se nommait ministre des finances, mais quand on y regardait de près, on apercevait un aveugle essayant de discuter sur les couleurs ; il voulut devenir ministre des affaires étrangères et le devint, mais l'ambassade de Russie trouvait qu'il n'était qu'un perroquet. Sa vanité se développa aux dépens de son courage ; au moindre danger il courait se cacher dans sa cave.

Obsédé par le souci de sa popularité, il institua une censure pareille à celle du régime impérialiste et se faisait protéger par elle. Si notre député Favre avait été Chinois, il lui aurait dit dans une interpellation :

Des bruits courent, monsieur le président, qui sont beaucoup plus forts que votre censure, parce qu'ils émanent de la nation qui les colporte.

Pour sa vanité, sa gloire et son amour-propre, il a le cœur léger. Il a trahi la république, servi la réaction et souillé de sang la patrie. M. Louis Seize fut notre premier mauvais président : la Convention le lui prouva, en lui faisant couper la tête, mais depuis lors, nous avons perdu en France l'habitude de cette opération. Vive la république ! A bas la réaction ! Vive la paix !»

M. Brizon termina en disant :

«Messieurs,

J'ai parlé du président de la république chinoise et je pense que le fait de ne pas oser parler du mauvais président de la république chinoise, suffit à condamner notre censure politique».

Il faut croire que cette polémique à la manière des lettres persanes de Montesquieu fut extrêmement désagréable à M. Poincaré, puisque, jusqu'à présent, le *Bonnet Rouge* n'a pas le droit de paraître.

Il est aussi probable que dans les séances secrètes de la Chambre, les députés ont dû en entendre bien d'autres choses, relativement à la responsabilité de MM. Poincaré, Delcassé, Millerand, Viviani et autres, sans qu'il fût nécessaire de remplacer leurs noms par ceux des hommes d'Etat chinois.

grand-duc Nicolas tambourinés avec fracas menacent de devenir bientôt problématiques : nos vaillants alliés s'approchent d'Erzérroum et de Trébizonde.

Encore un mot à propos de la bataille du Skagerak. Nous avons dit, dans notre dernière chronique, que les journaux ententistes s'évertuent à transformer la défaite de la flotte anglaise en une victoire analogue à « celle de Trafalgar ». Parlant du communiqué officiel allemand relatif aux dépositions des prisonniers anglais de la bataille du Skagerak, le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* dit ceci :

« Les Anglais n'ont pas repêché un seul de leurs compatriotes et pas un seul Allemand. Cela n'est-il pas bizarre, alors que les vaisseaux anglais d'après le récit anglais seraient demeurés maîtres du champ de bataille, tandis que la flotte allemande aurait pris la fuite ? »

Ce même journal apprend de source bien informée au sujet des raisons militaires qui déterminèrent l'amirauté allemande à ne pas annoncer la perte du *Rostock* et du *Lutzow* :

« Au moment où le premier communiqué sur la bataille fut publié, les deux navires n'avaient pas encore coulé, mais furent remorqués jusqu'au poste allemand. Comme ils étaient fortement avariés, le remorquage dura très longtemps. Finalement les navires coulèrent tout de même, après que tous les survivants, inclusivement les blessés, eurent été sauvés. Si le premier communiqué de l'amirauté allemande avait annoncé qu'on essayait de sauver les navires, les contre-torpilleurs anglais auraient été certainement envoyés pour couler ces navires avariés. C'est pour ces raisons que l'on a dû garder le silence sur leurs avaries. »

Le témoignage du grand journal hollandais sur la bataille du Skagerak constitue un verdict définitif sur le véritable résultat de la bataille du Skagerak. On pouvait presque croire à une plaisanterie quand on lisait les journaux français et anglais sur la bataille navale. La presse française notamment parle aujourd'hui encore du désastre naval allemand. C'était toujours le même argument qui revenait à savoir : que les Anglais étaient demeurés maîtres du champ de bataille. Les personnages officiels anglais et français faisaient tout pour accréditer la version de la victoire navale anglaise. Le roi

d'Angleterre félicitait sa flotte, l'amiral Beatty, MM. Balfour et Asquith persiflaient dans un discours la flotte allemande. M. Poincaré et l'amiral Lacaze félicitaient télégraphiquement le roi d'Angleterre, etc. Bref, tout le monde participa à ce bluff. Le second communiqué allemand, annonçant la perte du *Rostock* et du *Lutzow* survenue postérieurement, fut salué par la presse ententiste avec des cris de triomphe. On réussit ainsi à convaincre l'opinion publique de France et d'Angleterre. Mais les neutres impartiaux ne se laissèrent pas impressionner. Le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* vient par ses courtes observations de rappeler Anglais et Français à la réalité. Aucun télégramme royal ou présidentiel ne pourra changer les faits suivants :

1. La flotte anglaise a perdu plus du double tonnage que la flotte allemande.

2. Les seuls prisonniers dans la bataille furent faits par les Allemands, malgré que ceux-ci, au dire des Anglais, aient fui du champ de bataille.

3. L'amirauté anglaise a gardé plus de 48 heures après la bataille un silence complet et a confirmé en général toutes les affirmations du communiqué allemand relativement aux pertes anglaises, sauf celles concernant la perte du *Warspite* : or, les témoignages des prisonniers anglais concordent à dire que ce navire a également coulé.

HISTORICUS.



## BAINS DE HERKULES

BAINS THERMAUX ET VILLÉGIATURE DE L'ÉTAT, situés dans le comitat de Krassószörény, à 168 mètres d'altitude, dans la pittoresque vallée de CSERNA, au milieu de montagnes boisées, s'élevant jusqu'à 1200 mètres de hauteur ; à 20 minutes de la station des chemins de fer de l'État. SOURCES NATURELLES SALÉES ET SULFUREUSES A 56° CELSIUS. LES BAINS SALÉS SONT EXCELLENTS contre la faiblesse générale, l'anémie, la neurasthénie, les affections des reins, de la vessie, les scrofules, le gonflement des glandes ; LES BAINS SALÉS ET SULFUREUX sont très efficaces contre la goutte, les rhumatismes articulaires et nerveux, et contre l'ichorie. Eau de table excellente. TRAITEMENT HYDROTHERAPIQUE. PISCINE. EAU DE RÉGIME. CURSALON DE PREMIER ORDRE. Climat très tempéré, magnifique végétation. — Saison : commencement mai, l'établissement est en partie ouvert toute l'année. PRIX MODÉRÉS. Pour renseignements s'adresser à la DIRECTION ROYALE HONGROISE DES BAINS, HERKULESFÜRDŐ (HONGRIE).

### HORAIRE DES TRAINS

|       |       |                    |             |                             |      |       |      |      |
|-------|-------|--------------------|-------------|-----------------------------|------|-------|------|------|
| 9.40  | 2.40  | 11.30 <sup>1</sup> | Dép. ... .. | Budapest-Ouest              | Arr. | 12.50 | 1.30 | 6.25 |
| 6.53  | 12.34 | 8.29               | Arr. ... .. | <b>Herkulesfürdő</b>        | Dép. | 3.45  | 3.24 | 8.55 |
| 10.15 | —     | —                  | Dép. ... .. | Budapest-Ouest <sup>2</sup> | Arr. | 7.15  | —    | —    |
| 9.25  | —     | —                  | Arr. ... .. | Báziás                      | Dép. | 4.15  | —    | —    |
| 10. — | —     | —                  | Dép. ... .. | Báziás <b>Bateau</b>        | Arr. | 2.10  | —    | —    |
| 3.10  | —     | —                  | Arr. ... .. | Orsova <b>Bateau</b>        | Dép. | 6. —  | —    | —    |
| 3.15  | 6.05  | 8.16               | Dép. ... .. | Orsova                      | Arr. | 1.00  | 1.42 | —    |
| 3.45  | 6.44  | 8.55               | Arr. ... .. | Herkulesfürdő               | Dép. | 12.34 | 1.45 | —    |

<sup>1</sup> Express.

<sup>2</sup> Entre Budapest et Báziás Wagons-Lits.



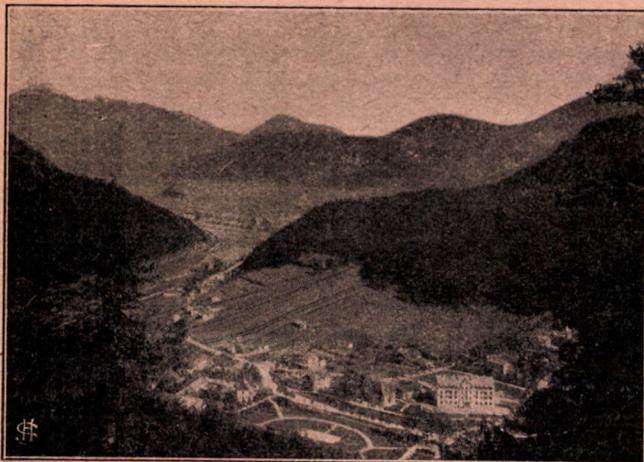
# TÁTRALOMNICZ

STATION D'ÉTÉ ET D'HIVER POUR CURES D'AIR, au milieu d'immenses forêts de sapins, situé à 848—1030 mètres au-dessus du niveau de la mer. **Air des glaciers très fortifiant et vivifiant. Traitement hydrothérapeutique moderne.** Hôtel *Palota*, modèle de confort moderne, ascenseur, hall magnifique, salle à manger luxueuse, salle de lecture, nombreuses villas particulières, terrains à prix modérés. Vue splendide sur la vallée de Poprád et sur les glaciers. Musique, concerts, représentations artistiques, bals, **excursions sur les montagnes, courses de chevaux, chasse, tennis. Sports d'hiver.** Saison d'été: du 15 mai au 15 septembre. Saison d'hiver: du 15 décembre à fin février, bains de soleil, sans brouillard. — Pour notice s'adresser à la DIRECTION, TÁTRALOMNICZ (HONGRIE).

## HORAIRE DES TRAINS

|       |           |                   |      |       |
|-------|-----------|-------------------|------|-------|
| 10 45 | Dép. .... | Budapest-Est      | Arr. | 6.50  |
| 4.04  | Arr. .... | Kassa (Ránkfűred) | Dép. | 1.10  |
| 4.10  | Dép. .... | Kassa             | Arr. | 1.00  |
| 6.30  | Arr. .... | Poprádfelka       | Dép. | 10.33 |
| 6.47  | Dép. .... | Poprádfelka       | Arr. | 9.27  |
| 7.35  | Arr. .... | Tátralomnicz      | Dép. | 8.45  |

Entre Budapest et Tátralomnicz Wagons-Lits.



# FENYŐHÁZA

**Bain thermal et villégiature de l'État**, dans le comitat de Liptó, dans la vallée du Fáttra, à 450 mètres au-dessus du niveau de la mer, au milieu de montagnes couvertes de forêts de sapins, 6 hôtels modernes appartenant à l'Etat, nombreuses villas particulières, terrains à prix très modérés. Excellente eau de table. Conduites d'eau, canalisation et éclairage électrique. **Saison** : du 15 mai à fin octobre. **Traitement hydrothérapeutique moderne, bains de sapins, de sel et d'acide carbonique.** Station de chemin de fer, poste, télégraphe et téléphone. Recommandé contre les troubles de l'alimentation, l'anémie, la chlorose, la goutte, les affections des appareils respiratoires et les maladies nerveuses. Pour renseignements s'adresser : **Au bureau royal hongrois de Surveillance des Bains, Fenyőháza (Hongrie.)**

## HORAIRE DES TRAINS

|      |      |                   |      |      |       |      |
|------|------|-------------------|------|------|-------|------|
| 7.05 | 5.55 | Dép. Budapest-Est | Arr. | 7.10 | 9.50  | 9.15 |
| 1.47 | 4.25 | Arr. Ruttka       | Dép. | 8.30 | 11.24 | 2.43 |
| 2.30 | 4.42 | Dép. Ruttka       | Arr. | 7.50 | 7.57  | 2.28 |
| 3.04 | 5.27 | Arr. Fenyőháza    | Dép. | 7.01 | 7.14  | 1.56 |



# VIZAKNA

**BAINS DE SEL DE L'ÉTAT**, Comitat de Alsó-Fehér, à 424 mètres au-dessus du niveau de la mer, sur la ligne des chemins de fer de l'État Nagy-szeben-Kiskapus. Surpassant de beaucoup en résultats thérapeutiques les bains de Aussee, Gmunden, Ischl, Reichenhall et Nauheim. Bains dans 6 grands lacs salés contenant 30% de sel. **Établissement moderne de bains chauds** nouvellement construit. Appartements meublés à l'hôtel du Trésor, dans les maisons particulières et hôtels de la ville. Poste, télégraphe et téléphone. — Pour renseignements s'adresser: **Au bureau royal hongrois de Surveillance des Bains, Vizakna (Hongrie).**

## HORAIRE DES TRAINS

|      |       |       |                      |      |      |       |
|------|-------|-------|----------------------|------|------|-------|
| 7.20 | 2.00  | 12.20 | Dép. ... .. Budapest | Arr. | 7.40 | 6.40  |
| 6.20 | 12.59 | 9.44  | Arr. ... .. Kiskapus | Dép. | 6.56 | 1.00  |
| 7.10 | 2.28  | 11.20 | Dép. ... .. Kiskapus | Arr. | 6.15 | 12.33 |
| 8.42 | 3.34  | 12.33 | Arr. ... .. Vizakna  | Dép. | 5.14 | 11.37 |

---

---

# Marienbad.

Nos adversaires qui ne cessent de proclamer l'écrroulement prochain de l'Autriche-Hongrie par la famine, seraient très désagréablement surpris s'il leur était donné de faire un séjour à Marienbad. Cette station balnéaire incomparable où les visiteurs, très nombreux, affluent de tous les pays des puissances du Centre, est animée d'une vie qui rappelle celle des beaux jours où la paix régnait encore. Et ce qui est le plus remarquable, c'est qu'on ne saurait y constater aucune trace de cette «faillite économique» dont la presse ententiste aime à nous étourdir: à Marienbad on vit très bien, pas cher, relativement, et n'était l'intérêt bien naturel que tout le monde porte à une guerre où l'existence de notre monarchie est en jeu — on ne s'apercevrait même pas qu'une nouvelle Europe est en train de se former sur les champs de bataille.

---

---

## Publications données gratis et franco de la part du Ministère R. H. de l'Agriculture.

Le Ministère Royal Hongrois de l'Agriculture nous prie d'informer nos lecteurs qu'il fera parvenir, gratis et franco, les publications sous-mentionnées à tous ceux qui s'intéressent aux questions qu'elles traitent. On peut s'adresser à la Direction de la REVUE DE HONGRIE (L. Tigris-utca 6.) et indiquer les publications qu'on désire recevoir; elles seront expédiées directement par les soins du Ministère R. H. de l'Agriculture.

- |   |  |
|---|--|
| 1. La sériciculture en Hongrie.   | 8. L'état actuel des jaugeages en Hongrie.                       |
| 2. La viticulture en Hongrie.   | 9. Le service de l'hydraulique agricole en Hongrie.              |
| 3. Lois les plus récentes de la Hongrie relatives aux ouvriers agricoles.   | 10. École royale hongroise des commis de l'hydraulique agricole. |
| 4. Instruction relative aux travaux de révision décennaux de la gestion forestière.   | 11. Les travaux de régularisation et d'endiguements en Hongrie.  |
| 5. L'administration des eaux en Hongrie.  | 12. Le service des ingénieurs sanitaires en Hongrie.             |
| 6. Le service national hydrométrique en Hongrie.  | 13. La pêche et la pisciculture en Hongrie.                      |
| 7. Nivellements de haute précision de 1890 à 1895 de la section hydrographique de la Direction nationale du service des eaux. |  |

# CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

| Budapest—Vienne—Zurich—Genève        |      |                                      |      | Budapest—Fiume                      |      |                                   |      |      |
|--------------------------------------|------|--------------------------------------|------|-------------------------------------|------|-----------------------------------|------|------|
|                                      | 200  | <i>d. Budapest Ouest..... a.</i>     | —    | 710                                 | 1025 | <i>d. Budapest..... a.</i>        | 645  | 905  |
|                                      | 620  | <i>a. Vienne (Marchegg) d.</i>       | —    | 228                                 | 850  | <i>d. Zagrab..... d.</i>          | 831  | 209  |
|                                      | 205  | <i>d. Budapest Est. .... a.</i>      | 140  | 730                                 | 405  | <i>a. Fiume..... d.</i>           | 1255 | 810  |
|                                      | 640  | <i>a. Vienne Ostb.(Bruck) d.</i>     | 910  | <b>Budapest—Predeal—Bucarest</b>    |      |                                   |      |      |
|                                      | 750  | <i>d. Vienne Westb. .... a.</i>      | 720  | 210                                 | 935  | <i>d. Budapest.....</i>           | 125  | 735  |
|                                      | 710  | <i>a. Innsbruck..... d.</i>          | 720  | 633                                 | 329  | <i>a. Predeal.....</i>            | 842  | 1220 |
|                                      | 1152 | <i>a. Buchs..... d.</i>              | 221  | 811                                 | 529  | <i>d. Predeal.....</i>            | 900  | 1209 |
|                                      | 1215 | <i>d. Buchs..... a.</i>              | 151  | 1155                                | 920  | <i>a. Bucarest.....</i>           | 505  | 750  |
|                                      | 223  | <i>a. Zurich..... d.</i>             | 1152 | <b>Budapest—Varsovie</b>            |      |                                   |      |      |
|                                      | 810  | <i>d. Zurich..... a.</i>             | 802  | 705                                 |      | <i>d. Budapest..... a.</i>        | 620  |      |
|                                      | 753  | <i>d. Lausanne..... a.</i>           | 210  | 505                                 |      | <i>d. Oderberg..... d.</i>        | 1013 |      |
|                                      | 900  | <i>a. Genève..... d.</i>             | 100  | 1000                                |      | <i>d. Trzebinia..... d.</i>       | 730  |      |
| <b>Budapest—Sofia—Constantinople</b> |      |                                      |      | 1120                                |      | <i>a. Zabkowie..... d.</i>        | 555  |      |
|                                      | 1155 | <i>d. Budapest Ouest... a.</i>       | 61   | 1131                                |      | <i>d. Zabkowie..... a.</i>        | 544  |      |
|                                      | 617  | <i>d. Zimony..... d.</i>             | 105  | 612                                 |      | <i>a. Varsovie..... d.</i>        | 1100 |      |
|                                      | 937  | <i>a. Sofia..... d.</i>              | 835  | <b>Budapest—Oderberg—Berlin</b>     |      |                                   |      |      |
|                                      | 1015 | <i>d. Sofia..... a.</i>              | 805  |                                     |      | <i>d. Budapest Ouest..... a.</i>  | 940  | 1130 |
|                                      | 1020 | <i>d. Kuleliburgas..... d.</i>       | 848  | 650*                                | 650  | <i>d. Zsolna..... d.</i>          | 351  | 552  |
|                                      | 700  | <i>a. Constantinople... d.</i>       | 1205 | 1233                                | 1241 | <i>d. Oderberg..... d.</i>        | 110  | 340  |
| * Balkanexpress<br>dép. mer., samedi |      |                                      |      | 253                                 | 325  | <i>d. Breslau..... d.</i>         | 955  | 1251 |
|                                      |      |                                      |      | 521                                 | 612  | <i>a. Berlin Friedr. Str. d.</i>  | 426  | 815* |
|                                      |      |                                      |      | 953                                 | 1100 |                                   |      |      |
|                                      |      |                                      |      | <b>Berlin—Amsterdam—La Haye</b>     |      |                                   |      |      |
|                                      | 930  | <i>d. Budapest Ouest..... a.</i>     | 710  | 930                                 | 807  | <i>d. Berlin Friedr. Str. a.</i>  | 735  | 557  |
|                                      | 550  | <i>a. Vienne Ostb. (Marchegg) d.</i> | 1125 | 102                                 | 829  | <i>a. Amsterdam..... d.</i>       | 804  | 138  |
|                                      | 720  | <i>d. Vienne Westbahn... a.</i>      | 1025 | 110                                 | 917  | <i>a. La Haye..... d.</i>         | 706  | 1248 |
|                                      | 1258 | <i>a. Passau..... d.</i>             | 455  | <b>Berlin—Copenhague</b>            |      |                                   |      |      |
|                                      | 115  | <i>d. Passau..... a.</i>             | 430  | 820                                 |      | <i>d. Berlin Stett. Bhf... a.</i> | 1020 |      |
|                                      | 450  | <i>a. Nurnberg..... d.</i>           | 1255 | 719                                 |      | <i>a. Copenhague..... d.</i>      | 1020 |      |
|                                      | 923  | <i>a. Francfort..... d.</i>          | 805  | <b>Berlin—Stockholm—Christiania</b> |      |                                   |      |      |
|                                      | 509  | <i>a. Cologne..... d.</i>            | 1148 | 830                                 |      | <i>d. Berlin Stett. Bhf... a.</i> | 725  |      |
|                                      | 750  | <i>d. Cologne..... a.</i>            | 1101 | 849                                 |      | <i>a. Stockholm..... d.</i>       | 830  |      |
|                                      | 140  | <i>a. Bruxelles..... d.</i>          | 457  | <b>Berlin—Stockholm—Christiania</b> |      |                                   |      |      |
| <b>Budapest—Vienne—Munich</b>        |      |                                      |      | 830                                 |      | <i>d. Berlin..... a.</i>          | 725  |      |
|                                      | 205  | <i>d. Budapest Est. .... d.</i>      | —    | 1200                                |      | <i>a. Christiania..... d.</i>     | 545  |      |
|                                      | 640  | <i>a. Vienne Ostb.(Bruck) d.</i>     | —    | <b>Berlin—Stockholm—Christiania</b> |      |                                   |      |      |
|                                      | 200  | <i>d. Budapest Ouest. ... a.</i>     | 710  | 830                                 |      | <i>d. Berlin..... a.</i>          | 725  |      |
|                                      | 620  | <i>a. Vienne (Marchegg) d.</i>       | 1125 | 849                                 |      | <i>a. Stockholm..... d.</i>       | 830  |      |
|                                      | 1025 | <i>d. Vienne Westb. .... a.</i>      | 1005 | <b>Berlin—Stockholm—Christiania</b> |      |                                   |      |      |
|                                      | 640  | <i>a. Salzburg..... d.</i>           | 437  | 830                                 |      | <i>d. Berlin..... a.</i>          | 725  |      |
|                                      | 703  | <i>d. Salzburg..... a.</i>           | 415  | 1200                                |      | <i>a. Christiania..... d.</i>     | 545  |      |
|                                      | 1015 | <i>a. Munich..... d.</i>             | 127  | <b>Berlin—Stockholm—Christiania</b> |      |                                   |      |      |
|                                      | 1225 | <i>d. Munich..... a.</i>             | 117  | 830                                 |      | <i>d. Berlin..... a.</i>          | 725  |      |
|                                      | 758  | <i>a. Strasbourg..... d.</i>         | 539  | 1200                                |      | <i>a. Christiania..... d.</i>     | 545  |      |

# REVUE DE HONGRIE

## Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président ; MM. le C<sup>te</sup> ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C<sup>te</sup> ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C<sup>te</sup> MARC WICKENBURG, Bon JULES WLISSICS, C<sup>te</sup> JEAN ZICHY

*GUILLAUME de HUSZÁR, Directeur-Gérant.*

*Mente hungarica,  
Verbo gallico.*

## SOMMAIRE :

- |  |    |
|--|----|
| I. — L'ASSISTANCE AUX AVEUGLES DE LA GUERRE EN HONGRIE, par M. Émile de Grósz, Professeur à la Faculté de Médecine de l'Université r. h. de Budapest ... | 1  |
| II. — L'ÂME ANGLAISE, par M. Maurice Révai, ancien Député .....  | 8  |
| III. — LES TURCS EN PERSE, par Kara Chemsî .....   | 17 |
| IV. — COMMENT LA RUSSIE A PROVOQUÉ LA GUERRE, par M. Alfred Némét, Secrétaire à la Présidence du Conseil des Ministres de Hongrie.....                   | 31 |
| V. — LES EMBARRAS INTÉRIEURS DU CONTINENT AMÉRICAIN, par M. Étienne de Zombory .....   | 41 |
| VI. — LA HONGRIE ET «LA PAIX SÉPARÉE», par Diplomate .....   | 49 |
| VII. — L'INTERVENTION DE LA ROUMANIE, par X.....   | 54 |
| VIII. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par Historicus .....   | 57 |

**BUDAPEST,**

I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — BERLIN (SW 48), BERNHARD STAAR. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK.  
MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE. — BRUXELLES, J. LEBÈGUE ET CIE. — LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES  
AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS. — BERNE, A. FRANCKE. — GENÈVE, PH. DÜRR.  
ZURICH, C. M. EBELL — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE. — LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN.  
STOCKHOLM, C. E. FRITZE. — COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ.  
BARCELONE, VERDAGUER. — ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH.  
CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL. — SMYRNE, ABAJOLI.  
NEW-YORK, G. E. STECHERT & CIE. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,  
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS  
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assurée la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est entièrement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

## LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.*

LA REVUE DE HONGRIE  
PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

MAGYAKADEMIA  
KÖNYVTÁRA

PRIX D'ABONNEMENT:

|                                      |         |   |            |
|--------------------------------------|---------|---|------------|
| HONGRIE ET AUTRICHE .....            | } un an | { | 25 cour.   |
| ALLEMAGNE .....                      |         |   | 25 marcs.  |
| AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE ..... |         |   | 30 francs. |

*Prix des «livraisons de guerre» 2.50 cour.*

---

## L'ASSISTANCE AUX AVEUGLES DE LA GUERRE EN HONGRIE

---

Afin d'obtenir une coopération énergique et efficace de l'État et de la société en faveur des aveugles de la guerre mondiale en Hongrie, je me suis adressé au vice-président de la Commission nationale d'Assistance de guerre, M. Elemér de Simontsits, vice-président de la Chambre des Députés, en le priant que la Commission voulût bien se charger provisoirement de l'assistance aux aveugles de la guerre. Ensuite, j'ai demandé à la société de faire parvenir ses dons à cette Commission, car je voulais que *chaque* aveugle de la Guerre pût profiter de ces généreuses offrandes. Aussi bien M. de Simontsits que les journaux, notamment le *Az Est*, le *Pester Lloyd* et le *Az Ujság*, ont répondu à mon appel. Les dons ont afflué, mais, d'autre part, le nombre des aveugles a aussi augmenté. La clinique ophtalmologique de l'Université en reçut tant pour sa part, qu'il parut absolument nécessaire de s'occuper de leur placement convenable.

Le temps est venu d'organiser toute cette action si importante. Il va sans dire que je me suis adressé à M. le Président du Conseil des Ministres, le Comte Tisza, qui dirige avec sa haute intelligence, son grand cœur et sa main de fer les destinées de notre patrie, et qui s'occupe aussi si chaleureusement de toutes les questions d'assistance ayant trait à la guerre. Monsieur le Président du Conseil a trouvé le temps de convoquer dans l'intérêt des aveugles une conférence, qui s'est réunie le 12 février 1915, sous la propre présidence de Son Excellence.

Les Ministères royaux, la Ville de Budapest, les autorités militaires, la Commission nationale d'Assistance de Guerre,

la Croix-Rouge et les Sociétés de secours aux aveugles étaient représentés à cette conférence. Résolution fut prise de former une Commission nationale dont le vice-président directeur est M. Elemér de Simontsits, vice-président de la Chambre des Députés. La Commission a tenu, le 4 mars 1915, sa première réunion.

La *première tâche* de la Commission était d'établir le nombre des aveugles de la guerre. A cet effet, on envoya des questionnaires à tous les établissements hospitaliers soignant des blessés et malades militaires ; en outre, on ouvrit une rubrique spéciale pour la cécité dans les feuilles statistiques des invalides. Cette conscription nous apprit que le nombre des soldats hongrois devenus complètement et définitivement aveugles pendant la première année de la guerre pouvait être évalué de 80 à 100 individus. Il y en avait à peu près autant en Autriche, tandis que l'empire allemand avait déjà alors 400 à 500 aveugles de guerre. A la fin de la seconde année, nous en comptons environ 200 dans chacun des deux États de la monarchie d'Autriche-Hongrie, et l'Allemagne en a 900 ou 1000.

En *second lieu*, la Commission devait s'occuper à tenir en éveil l'intérêt de la société pour la cause des aveugles de la guerre, car lors même que le gouvernement — comme il résulte des déclarations de Monsieur le Président du Conseil — considère l'assistance des aveugles comme une tâche d'État, l'on ne saurait pourtant renoncer à la coopération de la société. La Commission s'est déjà acquittée de cette tâche. Avec l'appui de la presse, plus d'un million de couronnes ont été recueillies en une année ; et l'on en avait déjà plus de deux millions et demi à la fin de la seconde année de la guerre. Les sommes correspondantes se montaient à deux millions de couronnes en Autriche, et à plus de cinq millions de mark dans l'empire allemand.

Le montant recueilli en Hongrie a été placé par le vice-président directeur de la Commission en titres d'emprunts de guerre hongrois, de sorte que des intérêts importants sont déjà venus s'ajouter au capital.

Ensuite, il a été délibéré sur le sort futur des aveugles de la guerre. Conformément aux vues de Monsieur le Président du Conseil, la Commission a reconnu qu'il ne peut être question encore que de dispositions provisoires et qu'une solution

définitive ne sera possible qu'après la guerre. Le nombre total des aveugles n'est pas encore connu. La lutte qui se prolonge et qui devient même de plus en plus acharnée fait sans cesse de nouvelles victimes. D'autre part, le montant de la rente que l'État payera aux aveugles n'a pas encore été fixé ; la seule chose certaine, c'est que la loi en vigueur, datant de l'an 1875, a besoin d'être révisée complètement. Cette loi assure aux simples soldats atteints de cécité incurable une rente de 360 couronnes par an. Il faut y ajouter un montant de 180 couronnes qui a été déjà voté par le Parlement, comme allocation supplémentaire *provisoire*. Un lieutenant devenu aveugle touche environ 2400 couronnes par an.

Personne ne peut dire, en ce moment, dans quelle mesure il sera possible d'augmenter cette rente.

Dans ces conditions, la Commission se borne à accorder un secours provisoire ; mais elle se base dès maintenant sur le principe fondamental que le soldat devenu aveugle *doit rester capable de travailler et de gagner son pain*. Tous ceux qui connaissent la question sont unanimement d'avis qu'il faut donner aux aveugles non pas une aumône, mais leur procurer un travail approprié, et s'appuient sur le fait, dûment prouvé par l'expérience, que même l'invalidé complet peut, à force de volonté, être un homme libre et choisir librement une occupation. Il est facile de prouver aux menuisiers et aux cordonniers qu'ils peuvent avec un seul pied exercer leur métier. Il est beaucoup plus difficile de faire comprendre à un aveugle adulte qu'il peut devenir vannier, brossier, tisserand, accordeur de pianos, téléphoniste, dactylographe, et même instituteur ou interprète. Voilà pourquoi il faut commencer de bonne heure à lui donner les éclaircissements voulus ; on le fera dès le temps du traitement à l'hôpital.

Madame la C<sup>ss</sup>e Émile Dessewffy, née C<sup>ss</sup>e Ella Batthyány, a entrepris cette tâche si importante et, pendant de longs mois, elle s'est occupée avec une belle abnégation des aveugles de la guerre, à la I<sup>re</sup> clinique ophtalmologique de l'Université de Budapest. Plusieurs dames ont appris l'écriture des aveugles afin de pouvoir se mettre en rapport avec les aveugles de la guerre.

Comme ce travail ne peut s'accomplir méthodiquement dans les centaines d'hôpitaux du pays, la Commission s'efforça

de faire réunir les aveugles dans un seul hôpital dès que leur état permettait leur transfert. Il semblait même que cet hôpital devait être l'Asile national des aveugles, d'autant plus que le Ministre de l'Instruction publique l'avait cédé temporairement comme hôpital de guerre et qu'il remplissait parfaitement toutes les conditions nécessaires. Mais ce plan échoua ; et ainsi, grâce à la bienveillance du Secrétaire d'État M. le Comte Kuno de Klebelsberg, Président de l'hôpital auxiliaire de la Croix Rouge installé dans l'École des Arts industriels, les aveugles furent transportés dans cet établissement. Sa position officielle (au Ministère royal hongrois des Cultes et de l'Instruction publique) lui facilita même l'emploi de pédagogues spéciaux et de maîtres d'arts et métiers, qui commencèrent immédiatement l'enseignement de la lecture et de l'écriture, ainsi que l'enseignement technique.

On avait projeté, au début, que les soldats aveugles, aussitôt le traitement hospitalier achevé, seraient remis à l'Institut de la Société d'assistance aux aveugles, pour y recevoir une instruction pratique spéciale. Mais on y a renoncé ; les aveugles ont été laissés à l'hôpital cité plus haut et c'est là qu'ils continuent leur éducation. Cependant, comme la plupart d'entre eux sont des cultivateurs et qu'un séjour trop prolongé dans les villes aurait été préjudiciable à leur état général, on les a placés, grâce à l'intervention encore du Comte de Klebelsberg, à l'Institut d'apiculture de Gödöllő, pendant la belle saison. Ils y poursuivent naturellement leurs travaux et, tout particulièrement, ceux qui ont rapport à l'industrie.

Les expériences recueillies à l'étranger et le concours que j'ai ouvert pour le meilleur travail sur les tendances et la direction du sort futur des aveugles de la guerre fournissent à la Commission des matériaux suffisants pour suivre la bonne route. Le concours nous a fait parvenir 42 travaux (d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie), qui ont été publiés dans une brochure. Le prix a été partagé. La moitié a été attribuée à M. Heller, le directeur de l'Asile des aveugles de Vienne, l'autre moitié au directeur Adler et au Dr. Jules Fejér, médecin oculiste.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1915, l'Office royal hongrois des Invalides a assumé l'assistance des aveugles de la guerre. Cet Office, qui dépend du Président du Conseil des Ministres de Hongrie,

est chargé de tout ce qui concerne les invalides (article 8 de la loi XV de l'an 1915).

Par arrêté de la Présidence du Conseil des Ministres, il a été créé un Asile spécial des aveugles de la guerre à côté de l'Institut royal d'éducation des aveugles. Les deux établissements sont séparés administrativement ; cependant, le nouvel Asile présente le grand avantage que les soldats aveugles peuvent utiliser les ateliers de l'Institut d'éducation, puis de posséder des professeurs spécialistes. L'Institut des aveugles de la guerre possède un directeur, un commandant militaire et, par décision spéciale du Président du Conseil, une directrice : Madame la Comtesse Dessewffy, ensuite un économe, une infirmière. Il a été aussi formé un Comité de direction, comprenant des pédagogues et des rapporteurs ministériels, ainsi que deux médecins.

La sphère d'action du Comité directeur est la suivante :

1° Initiative et contrôle du traitement ultérieur et de l'instruction des soldats aveugles, puis surveillance des ateliers. Les membres visitent à tour de rôle l'Institut et présentent au Comité des rapports et des propositions.

2° Ce Comité directeur étudie les conditions et dispositions des aveugles, et s'occupe de leur sort futur ; il leur donne des conseils et fait des propositions à l'Office des Invalides sur les mesures à prendre (contrôle, secours).

3° Il ouvre des souscriptions pour les soldats aveugles.

4° Il contrôle le travail des aveugles et prend part à la vente des produits.

5° Il organise et dirige le patronage des aveugles.

L'élaboration du plan d'enseignement approuvé par le Ministre de l'Instruction publique a été effectuée par un pédagogue spécialiste connu. Le nombre des aveugles de la guerre admis à l'Institut se monte déjà à 162. Cinquante autres ne sont pas encore admis, mais se trouvent sous sa surveillance. 70% des soldats aveugles hongrois s'occupaient précédemment d'agriculture (95% sont originaires de province) ; cela répond au caractère agricole de notre patrie.

Les principes fondamentaux sur lesquels le directeur de l'Institut désire baser le système de l'assistance sont indiqués dans un travail de M<sup>me</sup> la C<sup>sse</sup> Dessewffy : *L'assistance aux soldats devenus aveugles pendant la guerre. (Les Invalides*

*en Hongrie.* Publication de l'Office royal hongrois des Invalides.)

On ne peut qu'approuver la Comtesse quand elle dit : « Naturellement, nous devons tenir compte de l'individualité de chacun de nos pupilles et apprendre à le bien connaître, pour trouver le chemin de son âme. Lorsqu'il a choisi une profession, nous nous efforçons de lui donner une instruction aussi complète que possible. »

La remise de secours sur le fonds des aveugles de la guerre a déjà commencé. L'on accorde pour le moment à chaque aveugle célibataire une allocation supplémentaire de 243 couronnes 78 centimes par an. Si l'aveugle est marié, il touche 325 cour. 64 c. ; s'il a une femme et un enfant, 365 cour. 67 c. ; s'il a une femme et deux enfants, 406 cour. 30 c. ; s'il a une femme et trois enfants, 446 cour. 93 c. ; s'il a une femme et quatre enfants, 487 cour. 56 c. ; s'il a une femme et cinq enfants, 528 cour. 19 c. ; s'il a une femme et huit enfants, 650 cour. 08 c.

La clef de l'allocation consiste en ce que l'aveugle touche 6 unités pour sa personne, 2 unités pour sa femme et 1 unité pour chacun de ses enfants.

Les officiers reçoivent un supplément de 600 couronnes par an, et 200 couronnes pour chaque enfant.

La plupart des aveugles de la guerre n'ont pas encore passé par le Conseil de revision de l'armée et ne seront congédiés qu'après l'achèvement du traitement médical complémentaire. En attendant, l'Administration militaire paye pour chaque aveugle 3 couronnes par jour, et cette somme couvre les frais de nourriture. En outre, les aveugles sont placés dans un établissement de l'État et leurs professeurs sont payés par le gouvernement. Ainsi, les intérêts du Fonds ne sont pas complètement dépensés et le capital s'accroît aussi de cette façon.

Sur 162 soldats entrés à l'Institut, 152 ont reçu une instruction appropriée. L'enseignement de l'écriture, de la lecture et du calcul dure 8 mois, celui d'un métier environ un an. En fait de travaux industriels, 42 aveugles s'occupent de vannerie et 66 de broserie. L'Office des Invalides a mis un capital d'exploitation de 40.000 couronnes à la disposition de l'Institut. De janvier à juin 1916, soit en six mois, l'Institut a vendu pour 50.000 couronnes de produits.

Lorsque l'aveugle quitte l'Institut, l'État lui remet gratuitement tous les outils nécessaires.

Deux aveugles ont appris la téléphonie et seront placés ; sept travaillent dans une fabrique de munitions, où ils gagnent 4.20 couronnes par jour. Ils touchent eux-mêmes 2 couronnes à titre de salaire, tandis que le reste, soit 2.20 couronnes, avec les 3 couronnes que l'État paye pour eux, est affecté à leur nourriture et à leur logement. Parmi les 5 officiers (tous de réserve), l'un est avocat et continue d'exercer sa profession ; un autre est médecin et veut faire de même. Les trois autres sont encore à l'Institut ; l'un voudrait devenir instituteur d'aveugles, et un autre prêtre.

On projette de donner à chaque aveugle de la guerre un patron (protecteur). Les préfets départementaux ont déjà proposé pour 81 aveugles des personnalités qualifiées. Cette question sera réglée avec celle du patronage des invalides.

L'assistance aux aveugles de la guerre a donc été organisée en Hongrie d'après le même principe qu'en Allemagne et en Autriche. La seule différence est que nous possédons une direction unique et que l'action est complètement centralisée.

La tâche la plus difficile commence maintenant, avec la répartition et la conservation du travail des aveugles. Pour ceux qui ne possèdent pas de famille, on a l'intention de faire créer une colonie avec des ateliers par l'Office royal des Invalides. Il est surtout urgent, à mon avis, de procurer un *home* à nos aveugles qui proviennent, pour la plupart, de la grande plaine hongroise, et de les doter d'un patronage.

Mais nous ne devons non plus oublier les autres aveugles du pays, car nous avons, en Hongrie, pour 200 aveugles de guerre, 18.000 aveugles que l'on peut appeler normaux, tandis qu'il y a 1000 aveugles de guerre et 34.000 aveugles normaux en Allemagne.

La lutte contre la cécité ne doit pas subir un temps d'arrêt, et nous, autres médecins, devons appuyer cette action de toutes nos forces. L'intérêt général l'exige.

ÉMILE DE GRÓSZ.

---

---

## L'ÂME ANGLAISE

---

La guerre mondiale aura pour résultat de casser le jugement favorable que les peuples du continent portaient encore naguère sur l'Angleterre. L'humanité a la mémoire courte. Sous l'action de nouveaux événements et de nouveaux courants d'idées, elle oublie bien vite les leçons du passé et pardonne aisément.

Au cours de la réalisation de ses visées impérialistes et de ses conflits avec les nations européennes, le peuple anglais a souvent montré cet égoïsme, cette cupidité, cette dureté de cœur qui rendent un peuple odieux. C'est pourquoi il fut un temps où il était détesté du monde entier et surtout de ses alliés d'aujourd'hui, mais avec les années le monde passa à l'ordre du jour et les nouvelles générations, subissant le charme magique qu'exerce le nom anglais, oublièrent les faits antérieurs.

Nous autres Hongrois n'avons jamais été en conflit direct avec l'Angleterre et attribuions à l'esprit de prévention une bonne partie du mal qu'on en disait. Nous aimions même ce pays, parce qu'il a donné au monde Shakespeare, Dickens, Thackeray et que nous ne nous apercevions pas combien ces écrivains eux-mêmes flagellaient les vices qui le caractérisent. Nous pouvons affirmer en toute sincérité que nous n'avions point de haine pour l'Angleterre, puisque c'est à sa civilisation que nous sommes redevables de quelques-uns des plus grands bienfaits de la nôtre. Nous étions plutôt prévenus en faveur de l'Angleterre, en raison du respect mêlé de crainte que les petits peuples ont pour le succès. A son retour d'Angleterre, le comte Széchenyi écrivait que s'il n'était pas né Hongrois et avait pu choisir sa patrie, c'est en Angleterre qu'il aurait voulu naître.

Aujourd'hui nous sommes en guerre avec cette nation à laquelle nous n'avions jamais rien fait et qui voulait cependant nous sacrifier à ses fins intéressées. Dans ces conjonctures, il est de la plus haute importance pour nous de reviser les notions que nous possédons sur l'Angleterre, de porter nos investigations non seulement sur la politique impérialiste de ce pays, mais sur le peuple même au nom et avec l'aide duquel on poursuit cette politique, et cela afin de connaître nos adversaires et de voir quelles relations nous devons entretenir avec eux après le rétablissement de la paix.

L'origine et la conservation de l'empire britannique ne peuvent trouver leur explication que dans une connaissance approfondie du caractère anglais, de l'âme anglaise. Cette âme est un facteur aussi important pour le moins que la situation géographique et l'histoire, de même que d'autre part cette âme est elle-même le produit de la situation géographique et de l'histoire.

Le peuple anglais dans son île, défendu de tous côtés par la mer, isolé de tout voisin, a été élevé dans un sentiment de sécurité qui est en lui-même un élément de force. On y a d'autres idées qu'ailleurs sur l'État et les devoirs du citoyen vis-à-vis de l'État. Ce n'est pas pour rien que l'Angleterre n'a pas connu le service militaire obligatoire. Cette circonstance et l'habitude qu'elle avait de faire la guerre au moyen de mercenaires n'ont fait que nourrir cet individualisme et ce sentiment d'indépendance qu'on a coutume d'appeler la « liberté anglaise ». Voilà pourquoi le peuple anglais se sent vraiment fait pour dominer. Dans des conditions tout autres que celles qui régissent l'existence des peuples continentaux, l'âme anglaise s'est donc développée d'une façon tout différente de la nôtre.

L'insularité a fait de l'Anglais un peuple dans le caractère duquel on ne retrouve presque plus aucune trace du caractère allemand, quoique les deux peuples aient une origine commune. Cette insularité a préservé l'Angleterre des guerres qui faisaient rage sur le continent et, quand à l'abri de sa ceinture d'écume, elle entreprenait des expéditions de conquête, le pays n'en souffrait point. Il ne faut donc pas s'étonner de certains traits caractéristiques de l'âme anglaise qui sont la conséquence de cet état de choses, et de la largeur

du fossé qui sépare l'Anglais des autres peuples du continent, lesquels présentent entre eux plus de ressemblances morales, malgré les différences de race.

Pour tout ce qui touche aux manifestations de la vie, comme le travail, l'emploi du temps, la toilette, les repas, les formules de politesse, la coutume diffère du tout au tout avec le continent, et l'Anglais, conscient de sa supériorité, exige que tout étranger qui met le pied en Angleterre se plie à ces usages, de même qu'il trouve aussi fort naturel que chacun se conforme à ses habitudes à lui lorsqu'il voyage sur le continent. L'Anglais non seulement ne respecte point les coutumes des autres peuples, mais il y voit l'indice d'une civilisation inférieure.

L'Anglais se fait de la mission de l'Angleterre une idée encore bien plus haute que celle que le peuple romain avait jadis de la sienne. Il se croit le peuple élu de Dieu, appelé à exercer sa puissance sur le monde entier et ne reconnaît aucune limite à ses droits à la domination universelle, Dieu, pense-t-il, n'ayant créé le monde que pour l'Angleterre. L'Anglais est persuadé que sa patrie a réalisé l'idéal de la civilisation et de l'humanité et, en cela, il est tout à fait de bonne foi, de même que lorsqu'il pense que le peuple anglais a reçu du ciel le droit spécial de s'enrichir par l'exploitation des autres pays et des autres peuples.

S'il y a beaucoup d'hypocrisie dans le caractère anglais, cette conviction-là est du moins absolument sincère, et il est persuadé que c'est un ennemi de l'humanité celui qui ose porter atteinte à ces prérogatives d'essence divine du peuple anglais. Quand il s'aperçoit d'un pareil dessein, le peuple anglais a de véritables crises d'hystérie. A ses yeux, la suprématie anglaise et les intérêts vitaux de l'humanité sont absolument identiques. Il ne comprend point qu'il y ait des peuples qui ne veulent pas de la domination anglaise, qui repoussent les bienfaits de l'hégémonie britannique. Un tel aveuglement, une telle fatuité peuvent seuls expliquer les traits dominants du caractère national, l'idée singulière que l'Anglais s'est faite de la liberté et de la justice, ainsi que cette disposition d'esprit à laquelle nous ne saurions donner un nom précis, mais qui le porte à faire paraître toutes ses actions comme ayant des causes morales, tandis qu'en réalité le but seul im-

porte à l'Anglais, et que toutes ses facultés sont tournées à l'acquisition de la fortune.

Mais s'il est peu scrupuleux touchant le choix des moyens qui lui permettront d'atteindre son but, il se fâche rouge lorsque des rivaux le forcent à travailler davantage. L'Anglais en veut à son rival d'Allemagne, plus agile, plus actif et plus habile, et à cause duquel il doit renoncer à ses habitudes d'indolence. Il est démontré que l'Allemand est bien supérieur à l'Anglais d'aujourd'hui dans le domaine de l'industrie et du commerce. Cette supériorité il l'a peut-être acquise sans trop de peine, étant donné le naturel de l'Anglais, tel que les circonstances l'ont formé. L'Anglais d'aujourd'hui nourrit pour l'Allemand les sentiments d'hostilité que l'industriel enrichi et aimant ses aises a pour un rival jeune et ambitieux, dont l'entrée en scène l'obligerait à travailler ferme pour conserver ses positions. Or, c'est précisément ce que l'Anglais ne veut pas faire. Il ne veut pas travailler, mais faire travailler les autres pour lui. Il ne veut pas se donner de la peine, mais il veut que le fruit lui tombe tout mûr dans la bouche.

Enfin l'Anglais est indolent ; il n'apprend pas des langues étrangères ; parler sa langue maternelle même lui est à charge et il passe tout ce qui n'est pas absolument nécessaire à la compréhension de ce qu'il veut dire. Il y a généralement une grande paresse d'esprit chez lui ; il trouve surtout qu'il ne vaut pas la peine de s'occuper de l'étranger, les affaires des autres le laissant tout à fait indifférent. C'est aussi pour cette raison que l'Anglais moyen n'éprouve pas le désir de s'instruire et qu'il trahit une ignorance stupéfiante surtout en ce qui touche aux autres peuples. En raison de son ignorance, l'Anglais a une confiance aveugle en certains hommes qui passent pour des autorités, de sorte que son journal peut lui faire accroire les choses les plus absurdes. Une cupidité sans bornes jointe à un amour-propre démesuré a desséché l'âme de l'Anglais et a tellement endurci son cœur que tous les moyens lui sont bons pour arriver à ses fins, dût-il passer sur des cadavres.

Le trait le plus saillant du caractère anglais est l'hypocrisie. Ce vice caractérise d'un bout à l'autre l'histoire d'Angleterre depuis le règne d'Élisabeth, ainsi que la vie publique et privée d'aujourd'hui. Quelques-uns font remonter ce trait du caractère national au puritanisme anglais qui

imposait un ascétisme contre nature à ses adeptes, de sorte que les puritains cachaient un naturel tout différent de celui qu'ils montraient en public ; qu'ils n'étaient pas sincères avec eux-mêmes, parce qu'ils ne s'avouaient point le vrai mobile de leurs actions, mais qu'ils cherchaient à se tromper et à tromper les autres en se prétendant guidés par des motifs d'un ordre plus élevé.

L'Anglais sait toujours voiler son égoïsme sans borne sous des phrases hypocrites. Ce qui montre combien les hommes sont superficiels, c'est que bien peu ont remarqué dans les manières du gentleman cette hypocrisie caractéristique de toutes les actions de l'Anglais, tandis que les écrivains qui ont pénétré le fond de l'âme anglaise n'ont jamais essayé de cacher ce vice anglais par excellence. Shakespeare a créé plusieurs personnages qui sont des types de l'hypocrite. Et dans l'œuvre de Dickens combien n'y a-t-il pas de pharisiens à la bouche débordant de paroles onctueuses et qui s'efforcent de cacher leur exécration égoïsme sous le masque de la vertu. (Pecksniff, Urias Hep). On sait sur quel ton d'amertume lord Byron parlait de l'hypocrisie anglaise.

Voici comment Carlyle caractérise ses concitoyens dans une de ses œuvres : « Je constate avec chagrin qu'en Angleterre la vie publique aussi bien que la vie de famille, l'Etat, la religion, tout ce qu'on fait, tout ce qu'on dit (et même, pour une bonne part, ce qu'on pense) n'est qu'un tissu de demi-vérités et de gros mensonges, de tartuferies, de vaines formules, de traditions surannées et qui n'ont pas plus de solidité qu'une toile d'araignée. Le poison subtil du mensonge a pénétré la société anglaise dans son ensemble. Le peuple anglais est pénétré d'hypocrisie jusque dans la moëlle des os. »

Bernard Shaw, parlant de la guerre actuelle, dit entre autres : « Nous n'ignorons pas que, à l'avis même des amis de l'Angleterre, nos grandes qualités sont infectées par l'hypocrisie », et il reconnaît que cette opinion n'est pas dénuée de fondement.

Les grands écrivains de l'étranger qui ont eu des rapports avec les Anglais ont aussi remarqué ce défaut caractéristique des fils d'Albion. Selon Goëthe, il n'y a nulle part autant d'hypocrites et de faux dévots qu'en Angleterre. On dirait que Heine a en vue les événements présents quand il écrit : « Depuis



que je suis à même de reconnaître quel effroyable égoïsme domine leur politique, ces Anglais m'inspirent une terreur sans borne. J'ai le plus grand respect pour leur force matérielle ; il y a chez eux de cette brutale énergie par laquelle les Romains ont fait la conquête du monde, mais ils joignent aussi la voracité de la louve romaine à la ruse du serpent carthaginois. Contre la première nous possédons des armes éprouvées, mais nous sommes sans défense contre les basses intrigues de ces Carthaginois de la mer du Nord. Et l'Angleterre est plus redoutable que jamais, aujourd'hui que ses affaires vont mal. Il n'y a point de cœur plus dur dans le monde entier que le commerçant dont les affaires commencent à périlcliter, que ses clients abandonnent et dont les marchandises ne se vendent plus . . . L'Angleterre est un négociant acculé à la faillite et qui, de désespoir, se livre à des prodigalités ou, pour mieux dire, ne recule devant aucun sacrifice d'argent pour se maintenir sur l'eau quelques instants encore. Or, que ne peut-on avec l'argent, aujourd'hui surtout que chacun ne songe qu'aux biens d'ici-bas ? On n'a pas idée des sommes que l'Angleterre dépense annuellement pour ses agences à l'étranger rien qu'en vue d'une guerre européenne, ni de l'habileté avec laquelle ses agents savent exploiter les talents, les vertus et les vices les plus divers ». Bismarck disait : « Le trait dominant de la politique anglaise est l'hypocrisie ».

L'hypocrisie anglaise ayant été démasquée par les esprits les plus éminents, on s'étonnera à bon droit que les Anglais aient réussi à tromper si longtemps l'humanité toute entière sur leur véritable caractère.

\*

C'est aussi en Angleterre que l'idée d'une distinction à faire entre la loi morale qui régit l'État et celle qui régit l'individu a trouvé le plus d'adhérents.

Si l'hypocrisie est l'arme dont ses gouvernants se servent de préférence, le peuple anglais est aussi coupable qu'eux, car il a toujours, en y mettant des formes, assumé la responsabilité des actes de son gouvernement. Il s'est rarement trouvé quelqu'un qui ait protesté contre l'hypocrisie officielle au nom de sentiments plus élevés. Nous citerons cependant comme

un fait exceptionnel le cas de Burke, qui dit en plein Parlement à l'occasion de la conquête de l'Inde par Warren Hastings : « Si vous fermez les yeux sur ces infamies, nous devenons un peuple de recéleurs, d'hypocrites et de tricheurs ». Les lords du Parlement fermèrent les yeux et permirent à la prédiction de Burke de se réaliser.

Le peuple anglais entier peut être rendu responsable de la guerre de l'opium en 1841, lorsque, craignant de voir baisser les revenus qu'elle tirait de la culture de l'opium aux Indes, l'Angleterre força l'empire de Chine à autoriser l'importation de cette drogue si funeste au peuple chinois.

Le peuple anglais tout entier peut être rendu responsable de la guerre de Crimée, que nombre d'Anglais regardaient comme injuste.

La nation entière peut être rendue responsable de ce que son gouvernement a pris le parti des esclavagistes contre Lincoln ; et la responsabilité qui pèse sur la nation dans son ensemble n'est pas atténuée du fait que quelques grands cœurs ont parfois élevé la voix contre les cruautés et les injustices que les ministres commettaient en vue d'accroître la puissance et la richesse de l'Angleterre.

Nous citerons comme exceptionnel le cas d'Herbert Spencer qui écrivait en 1903, peu de temps avant sa mort ; « Je ne suis pas plus fier de ma patrie quand je me rappelle le fait suivant : notre premier avait déclaré que nous étions engagés d'honneur à reconquérir le Soudan pour le compte du khédive, et voici que le Soudan à peine reconquis, nous nous sommes mis à l'administrer au nom de la reine et du khédive, c'est-à-dire que nous l'avons annexé ». On lit encore dans le même article du grand écrivain : « La manière dont l'Angleterre a fait l'acquisition de ses quatre-vingt dominions, colonies et protectorats ne nous rend pas très fiers ».

Mais notre aversion pour l'hypocrisie anglaise ne saurait être diminuée par la constatation qu'il n'y a peut-être pas de pays au monde où la bienfaisance s'exerce avec autant de générosité que dans ce pays, parce que si l'Angleterre a compté et compte encore nombre de grands philanthropes, la charité publique et privée y est pure hypocrisie. Rappelons seulement cette triste page de l'histoire de la civilisation européenne lorsque, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, des milliers

d'enfants de six à sept ans étaient entassés dans les fabriques anglaises pour un travail de 14 à 16 heures par jour qui arrêtait leur développement physique et en faisait des demi-idiots pour enrichir leurs exploiters. Les gens qui commettaient ce crime de lèse-humanité allaient probablement tous les dimanches à l'église et professaient en public le respect de l'enfance.

Seule l'hypocrisie du peuple anglais pouvait accepter les explications contradictoires que ses gouvernants actuels en donnèrent pour motiver la déclaration de guerre. Car, tandis qu'un ministre disait que les Alliés « luttèrent pour des principes de liberté et de justice », un autre ministre (lord Edward Grey), dans la mémorable séance de la Chambre où il annonça la guerre contre l'Allemagne, disait, pour rassurer le peuple anglais, que l'intervention de l'Angleterre ne lui coûterait guère plus que sa neutralité.

\*

Voilà le peuple qui a donné au monde Bacon, Shakespeare, Newton, Darwin ; le peuple qui, la Bible à la main, établit les camps de concentration où il fit périr des milliers de femmes et d'enfants.

Voilà le peuple qui, pour de prétendus mauvais traitements infligés à quelques nègres du Congo, discute à perte de vue dans son Parlement, tandis que dans ses colonies, aux Indes et ailleurs, des centaines de milliers d'indigènes meurent de faim. Voilà le peuple dont le principal trait de caractère est un vain formalisme, le pharisaïsme et l'hypocrisie. Voilà le peuple qui, pendant des siècles, a lésé, opprimé, trompé, privé de leur liberté tous ceux avec lesquels il était en rapports et n'a reculé devant l'emploi d'aucun moyen pour atteindre ses buts égoïstes. Voilà le peuple qui a précipité la génération actuelle dans la plus effroyable des guerres. Voilà le peuple qui voulait anéantir la monarchie austro-hongroise et l'empire allemand.

Est-ce là un peuple devant la supériorité duquel nous devons nous incliner, dont nous devons reconnaître la mission spéciale, que nous devons accepter pour maître ? Est-ce là un peuple capable de réaliser les grands idéals de l'humanité ?

A-t-il le droit d'exiger des autres qu'ils se laissent annihiler dans son intérêt ?

Nos yeux se sont enfin dessillés ; nous voyons clairement de quelle fatale erreur nous étions victimes ; nos illusions se sont dissipées : nous avons reconnu que nous devions nous soustraire définitivement à cette action hypnotisante que l'Angleterre exerce sur l'humanité depuis des siècles et par laquelle les Anglais ont réussi à persuader les autres peuples de leur supériorité sur eux, ce qui justifiait pleinement la domination universelle de l'Angleterre.

MAURICE RÉVAL.

---

---

## LES TURCS EN PERSE<sup>(1)</sup>

---

### IX.

#### a) *Les Olouflous, les Darilous et les Sunnites de Talèche.*

Avant l'invasion russe, le Talèche comprenait toute la région côtière de la Caspienne entre le Kour au Nord et le Kergana-Tchaï au Sud ; il était séparé, à l'ouest, de l'Azerbeïdjan, par le Boulgarou-Tchaï, le Sovan-Dagh, le Kara-Sou et le Kourou-Tchaï. La partie septentrionale, le Talèche de Leukoran, a été attribuée aux Russes par le traité de Gulistan en 1813. Aujourd'hui la rivière d'Astara sépare les deux tronçons de l'ancienne province iranienne.

La pénétration turque au Talèche date seulement du XVI<sup>e</sup> siècle ; jusque là les Iraniens, protégés contre les invasions touraniennes de l'Est à l'Ouest par les montagnes du Guilan, avaient su conserver leur langue et leur nationalité qui sont antérieures au Fârsi et se ressentent beaucoup d'influences séleucides. J'ai même observé de multiples ressemblances physiques dans les traits des Rechtis avec ceux qui nous ont été conservés par les anciennes médailles grecques.

Les Turcs se sont infiltrés dans la province au fur et à mesure de leurs reculs successifs du Nord du Caucase. Parmi les tribus qui s'étaient établies au Talèche, les Olouflous firent les premiers parler d'eux vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Nadir-Schah donne le titre de Karabey (1743) au khan des Olouflous qui l'avait efficacement aidé à contenir les Russes

(<sup>1</sup>) Voir la *Revue de Hongrie* du 1<sup>er</sup> avril, du 15 juin et du 1 juillet—15 août 1916.

au Daghestan. Lors de l'anarchie qui suivit la chute de Nadir-Schah, les Russes appuyèrent les Olouflous alliés aux Afchars et aux Schahsévèns contre les Kadjars. Mais quand le traité de Gulistan arracha le Leukoran aux Musulmans, Mir Hassan Olouflou guerroya dans ses montagnes pour le compte de Feth Ali Schah Kadjar, qui l'en récompensa par la cession héréditaire du gouvernement des trois districts d'Astara, de Velkidj et d'Oudjaroud, à la seule condition de continuer à assurer la police de la frontière contre les Russes. Mir Kiazim Olouflou épousa la fille d'Abbas Mirza, héritier présomptif du trône persan, et établit sa résidence à Namin, où plus de 5000 familles de Turcs fuyant l'occupation russe vinrent le rejoindre et augmenter ses contingents. De nos jours, Mir Sadik règne comme khan de Namin avec les pouvoirs autonomes reconnus à ses ancêtres, c'est-à-dire celui entre autres de nommer les sous-gouverneurs d'Astara et d'Oudjaroud, sans fournir ni impôts ni soldats au gouvernement de Téhéran qui, jusqu'à la proclamation de la Constitution, lui servait au contraire une forte pension.

Quand Mouzaffereddine-Schah concéda aux Russes toutes les mines sans distinction du Kara-Dagh et du Velkidj, les Olouflous protestèrent pour leur part et firent prévaloir leurs droits. Dans le Velkidj, comme autour d'Astara et du Haut-Talèche, les clans nomades ainsi qu'une dizaine de villages sont restés Sunnites sans jamais être inquiétés pour leurs croyances, faute d'éléments chiis constitués en groupe dans le voisinage.

Les Turcs sunnites, au nombre de 5000 familles, soit environ 16 à 20.000 personnes, sont principalement installés entre Talèche et Khangeroud; ils se disent descendants des Seldjouks qui furent au service des khalifes de Bagdad. Ils reconnaissent l'autorité de Hadji Djah Sabah, du Chéikh-ul-Islam et de leur Mufti Chéikh Mohammed Séid qui a été élevé à Constantinople. Foncièrement attachés aux Ottomans, ils ont maintes fois essayé, mais en vain, de devenir les sujets ou, du moins, les protégés de notre gouvernement. Leur établissement en Perse datant de plus de deux siècles, leur situation, précisément à la frontière russe, rendaient difficilement acceptable une demande juste en elle-même, mais non défendable au point de vue du droit et susceptible, avant tout,

de nous créer des difficultés avec le gouvernement de Pétersbourg, fort jaloux de notre immixtion dans les affaires persanes et, à plus forte raison, dans une région attenante à sa frontière et voisine de Bakou, dont la population lui donnait des inquiétudes. Nous nous contentâmes donc de plaider officieusement leur cause auprès des autorités de Téhéran et réussîmes pour quelques années encore à les faire exempter de l'impôt qu'on leur réclamait contrairement aux firmans des schahs, et à empêcher l'envoi d'un gouverneur chiite qu'on voulait leur imposer. Nous ne pûmes cependant obtenir de Constantinople qu'on leur envoyât quelques professeurs de turc pour leur enseigner le catéchisme orthodoxe d'une religion, la grammaire et l'écriture d'une langue qu'ils avaient eu l'inappréciable mérite et héroïsme de conserver malgré le temps, les contacts d'autres races et la politique des Séfévis et des Kadjars. Le régime constitutionnel persan est cependant pour leur nationalité un danger autrement sérieux que tous les précédents et si les Ottomans ne les aident pas, il est à craindre qu'ils se laissent à leur tour absorber par l'iranisme. Déjà une tribu Talèche qui s'est vue forcée d'émigrer, erre dans le Khamsé où elle a adopté la religion dominante.

Cet unique petit noyau de Turcs sunnis dans l'Iran est pour nous d'une très grande importance. On s'étonne que personne n'y ait fait jusqu'ici la moindre attention. Si l'on considère surtout qu'ils détiennent, par Astara, le débouché de toute l'Asie-Mineure turque et de l'Azerbeïdjan sur la Caspienne et le Turkestan, de même que le nœud des transactions commerciales entre Bakou et le Nord de la Perse, on se fera une idée du prix qu'il aurait fallu attacher depuis longtemps à nos relations, du moins culturelles, avec les Turcs Taléchis.

Il est heureux que les rares exodes qui se produisent parmi eux soient amplement compensés par les immigrations caucasiennes ; les nombreux Karadaghli et Schahsévens qui viennent de l'Ouest aux rizières du Guilan entretiennent avec eux, lors de leur passage, des relations empreintes d'une certaine considération. Les Taléchis turcs jouissent d'une réputation de bravoure et d'honnêteté supérieure à celle de tous leurs congénères chiites ; leur organisation, leur discipline, leur dévouement à leurs chefs sont cités en exemple. Comparativement aux autres régions, on ne signale presque pas d'actes de brigandage

ou de déprédation dans leur pays ; les caravanes y circulent en toute sécurité.

La concession de la route d'Astara à Erdébil aux Russes et du monopole de toutes les pêcheries de la Caspienne persane à la compagnie Lianozoff d'Astrakhan a cependant produit parmi les Taléchis un visible mécontentement.

A l'Ouest d'Astara campe, dans la montagne, la tribu turque des Darilous qui redescend l'hiver dans la forêt ; elle compte près de 400 tentes et reconnaît la suprématie du khan de Namin. Les Darilou parlent un dialecte qui, de tous ceux d'Azerbeïdjan, se rapproche le plus du turc de Kars et d'Erzéroum ; ils ne sont pas très guerriers, possèdent peu de chevaux, mais beaucoup de troupeaux de moutons.

En somme, les Turcs chiis et sunnites de Talèche peuvent, nomades et sédentaires, être évalués à près de deux cent mille personnes, dont deux mille cinq cents bons cavaliers et six mille mauvais fantassins armés de vieux fusils hors d'usage.

#### b) *Les Kara-Souranlar.*

Depuis six siècles, le nom de Kara-Souran se rencontre fréquemment et dans toutes les parties de l'Iran. Ils paraissent être d'origine mongole. Il n'y a jamais eu de Kara-Souran sédentaire. Aujourd'hui leur nom est synonyme de gendarme ou gardien des routes. Éparpillés par le pays entier, du Kara-Dagh au Meran, ils font la police, le karaghoul, sur tous les chemins parcourus par les caravanes sur lesquelles ils lèvent une taxe qui leur tient lieu de solde.

Pourtant, jusqu'au temps de Nasreddine-Schah, ils fournissaient, à eux seuls, huit à dix régiments de cavaliers et de fantassins. Les registres de l'armée irrégulière sous le règne de Nasreddine font mention des Destés de Kara-Souran proprement dits (N<sup>o</sup> 27), des Kara-Souran Rah Karaja-Dagh, des Kara-Souran d'Archak (51), d'Astara (59), des Kara-Souran de Merend entre Tauris et Djoulfa, des Souvarehs de Kara-Souran de Kazvine et des Kara-Souran de Khorassan. De nos jours, ils sont indistinctement incorporés dans les fevdjs des serbazy d'Azerbeïdjan, tandis qu'une partie exerce, comme il a été dit, le monopole lucratif de la police des routes du

royaume. Leur nombre total s'élèverait approximativement à 40.000. Avec leur organisation, ils semblent perdre à la fois de leur valeur et de leur importance primitives.

c) *Les Baharlous d'Azerbeïdjan.*

Entre le lac d'Ourmiah et le Sahend, au Nord de Méragha, la plaine de Dizadja Koud est peuplée de la tribu de Baharlou, une des sept tribus privilégiées qui soutinrent la fortune naissante des Séfévis. Quand Schah Abbas transféra sa capitale à Ispahan, la majorité des clans Baharlou le suivit; un millier de tentes sont restées jusqu'à nos jours au Sud où elles forment une des fractions de l'Ilat-i-Hamsé; de Tauris. Le dépôt ethnique date de la seconde invasion mongole.

d) *Les Doumbélis et les Djihanchahans.*

Ces tribus d'origine Kara-Koyounlou sont passées entièrement à l'état sédentaire. Leur nom continue à rester attaché à une cinquantaine de familles très puissantes et de grands propriétaires qui habitent Tauris, Méragha et Khoy où les Doumbélis formaient une principauté indépendante.

e) *Les Chatranlous.*

Cette tribu forme deux clans très répandus en Azerbeïdjan et particulièrement entre Halhal et Erdébil; ils parlent à la fois le turc et le kurde, plutôt le premier que le second. Comme ils ont été amenés là par les schahs Séfévis qui tenaient les Kurdes en suspiscion, il est probable que ce sont des Turcs métissés de kurde; par suite de leur long voisinage avec les Chakkaks, ils se sont plus ou moins kurdisés, en turquissant à leur tour ces derniers qui parlent aussi l'azéri.

Les Chatranlous, purement nomades, sont au nombre de 4000 et les Chakkaks d'Azerbeïdjan oriental presque autant. Ils peuvent fournir ensemble près de deux mille cinq cents cavaliers.

## X.

*Les Turcs sédentaires d'Azerbeïdjan.*

Tandis que le chiffre total des nomades s'élève à six cent mille environ, le nombre des Turcs sédentaires de l'eyalet d'Azerbeïdjan dépasse certainement celui de deux millions. La cité la plus peuplée de l'Azerbeïdjan et de toute la Perse, y compris sa capitale, est Tébriz, appelée Tauris par les Européens ; elle compte près de 300.000 habitants presque tous Turcs d'origine tatare ou mongole. En suivant jusqu'ici les migrations des principales tribus, nous avons donné une idée sommaire des diverses invasions mongoles ou tatares qui ont laissé des traces et des dépôts ethniques dans la province. Cela ne veut point dire que le Touranien de Perse soit d'implantation ultérieure et que l'Aryen ou l'Iranien soit autochtone. Au contraire, les invasions tatares et mongoles postérieures au IX<sup>e</sup> siècle sont venues délivrer des terres de tout temps touraniennes, occupées d'une manière intermittente par les Indo-Iraniens.

Dans les plus vieux textes (10 siècles avant J.-C.), écrit Max Muller, l'Arya se vante d'être blond, tandis que les indigènes, qu'il appelle Dasyus (ennemis), avaient la peau basanée, la face plate.

Le vrai autochtone et aborigène est donc encore d'origine turque, simplement iranisée.

Tébriz, centre de touranisme et de chiisme par excellence, est la ville du monde qui se prête le mieux à l'étude des caractères, des qualités et des défauts de notre race. A ceux qui déniaient aux Turcs certaines facultés d'assimilation, l'aptitude pour le commerce, l'industrie, on pourrait, sans crainte de démenti, recommander un honnête voyage en Azerbeïdjan, avec des yeux et un cerveau non embrumés de préjugés. Les gens habitués à raisonner sur des clichés, surtout une certaine classe de savants anglais, ne cessent de parler de la civilisation persane comme d'une civilisation originale où ils voient quelque influence arabe, sans se donner la peine d'y chercher la moindre trace de touranisme.

A part une langue monotone au possible, pauvre de mots, sans précision et demeurée à l'état primitif, avec des verbes

qui manquent de temps, des membres de phrases sans liaison, une langue dans laquelle il est impossible d'exprimer la moindre idée bien déterminée et délimitée, où l'on ne fait que chanter sur le même rythme des motifs étrangers avec des règles de prosodie étrangère ; à part sa langue, dis-je, qui n'est guère plus qu'une langue morte, et quelques idées originaires de l'Inde, l'Iran n'a pas apporté grand'chose à la civilisation. Les mosquées et les palais d'Ispahan, les tapis de Chiraz, du Khorassan et de Souldanabad, la céramique, la faïence, les fameuses miniatures et les enluminures, sont toutes des œuvres turques qui trahissent au premier coup d'œil des influences touraniennes, c'est-à-dire mongoles et chinoises.

Ceux que l'on appelle des « barbares », les Turcs avaient dans leurs migrations apporté avec eux toutes les industries, tous les arts de l'Extrême-Orient et du Plateau Central ; et mille ans après, l'Iran, le fameux Iran des Anglo-Européens n'y avait encore ajouté aucune contribution, aucun apport de son cru. Examinez une collection de miniatures anciennes et nouvelles ; les artistes persans de nos jours ont fait si peu de progrès, voient si peu la nature vivante et inanimée, qu'ils représentent encore des scènes persanes actuelles avec des figures aux yeux en amande comme ceux des Chinois et des Mongols, des visages comme en avaient sans doute amené les invasions des Mèdes, des Parthes et des Turcs, des yeux comme il n'en existe certes plus aujourd'hui dans toute la Perse.

Il en est de même en architecture ; les monuments superposés d'Ispahan, les couleurs et les reflets métalliques des pièces de céramique et de faïence, les dessins des objets en bronze, voire les pensées et les idées des Khayyam et des Avicenne Turcs d'origine, marquent des étapes de l'évolution de la civilisation touranienne implantée en Perse, plus ou moins teintée d'arabe dans ses manifestations religieuses, mais n'ayant subi aucune influence iranienne.

L'influence iranienne, l'influence physique, démoralisante du pays d'Iran sur les Turcs ne se fit sentir qu'avec l'apparition du chiisme. De même que le rebut de l'Inde, les parias formés des syphilitiques, des malades, des pestiférés, des enfants naturels, des hommes et femmes de mauvaise vie, traqués par les lois de caste, chassés des cités hindoues, émigrèrent peu à peu, suivirent la côte d'Oman pour aller

peupler l'Arabie et constituer la race sémitique; rebut de ces mêmes Arabes, les mécontents politiques incapables de faire une opposition effective aux khalifes, les mendiants enturbannés se donnant le titre de Séyid, vinrent intriguer en Perse et y gangrener la masse amorphe des Touraniens qui, avant cette intrusion, ne connaissaient que l'ordre, la discipline, le progrès par le courage, le travail, la soumission à leurs chefs, la solidarité avec leurs congénères.

Faites les recherches les plus minutieuses, vous verrez que ce sont ces Séyids d'origine arabe qui, à force d'intrigues, de propagande, se faufilant au service des seigneurs turcs de Perse, exploitant leur crédulité, leur naïveté et leur bonne foi, exaltant leurs sentiments religieux, les conjurant de venger les soi-disant vrais descendants du Prophète contre les usurpateurs, ont suscité le schisme musulman pour se créer à eux-mêmes une position, soulevé et tourné l'Iran turc gagné à leur cause contre l'Anatolie et le Turkestan turcs restés Sunnites.

Comme tous les peuples longtemps opprimés, forcés de gagner leur place au soleil par la ruse et l'art de bien parler pour tromper leurs maîtres, les Séyids Arabes, beaux parleurs, eurent vite fait d'acquérir de l'influence sur l'esprit des Touraniens tout à leurs randonnées et prêts à suivre avec enthousiasme le premier courant religieux et mystique venu. Comme nous l'avons vu, les ravages du chiisme ne s'exercèrent pas autant sur les tribus nomades que sur les sédentaires. Les Seyids trouvaient plus commode d'avoir du pain et des pensions en permanence dans les agglomérations fixes, que de suivre la fortune des tribus guerrières qui pouvait leur ménager des surprises désagréables. Ils agirent donc avec plus de facilité sur les masses sédentaires formées d'artisans, de négociants, de cultivateurs, souvent mécontents, opprimés, démoralisés par l'ambiance dissolvante de toute agglomération quelque peu nombreuse et, par conséquent, préparés à recevoir toute semence de haine et de séparatisme. Par opposition aux propagandistes sunnites qui employaient uniformément la langue arabe et réussissaient peu souvent, les Séyids se servaient partout de la langue du pays où ils travaillaient à répandre leurs idées; du turc, parmi les Turcs et de l'iranien chez les autres; mais comme ils employaient le fârsi dans leur correspondance, ce sont eux qui habituèrent

petit à petit les Turcs d'Azerbeïdjan à se servir de cette langue pour la leur ; ils forment encore aujourd'hui une bonne partie de ces Munchis, rédacteurs, écrivains publics, auxquels deux Turcs, qui ne savent pas un mot de fârsi, recourent pour se faire écrire en fârsi des lettres dont ils se font ensuite traduire en turc le contenu.

Comme l'influence des Séyids et celle des Mollahs, Ahonds et Mudjtéhids leurs congénères, croissait à mesure que se pronçaient les tendances sectaires de la population et son animosité contre les Sunnis, ils contribuèrent naturellement de toutes leurs forces au succès de tout mouvement susceptible de consacrer politiquement le schisme. C'est pourquoi la dynastie Séfévite, issue d'une famille de Séyids turquisés à la suite de ses alliances, s'assura si rapidement et avant tout la fidélité des cités dominées par ces aventuriers religieux, auxquels leur propagande assurait des avantages pécuniaires très considérables. Les Seïds et les Mudjtéhids sont actuellement parmi les plus grands propriétaires fonciers de la Perse ; si le chiisme a servi à quelque chose, c'est uniquement à leur faire gagner des biens terrestres et des privilèges au détriment de la masse exploitée ; sous le couvert de leur caractère religieux qui les met au-dessus de la loi et du gouvernement aussi bien que des attaques des tribus, ils se livrent impunément aux pires iniquités et sucent le sang et la vie des pauvres Turcs qui peinent pour eux. Alors que les villages des seigneurs féodaux passent de main en main, tombent en déshérence, recouvrent leur indépendance et font intervenir parfois les autorités gouvernementales, ceux des Mudjtéhids n'ont aucun recours et subissent sans espoir de salut la rapacité de leurs maîtres ecclésiastiques.

En détachant les Turcs Iraniens du noyau central musulman et turc, les protagonistes du chiisme n'ont servi que leurs propres intérêts immédiats, mais ils ont fait le plus grand tort à ces Turcs iraniens, non seulement par l'isolement auquel ils les condamnaient à jamais, même en d'autres circonstances, mais surtout en modifiant le caractère de leur religion.

On n'a pas encore étudié le chiisme dans ses conséquences sur le caractère même des peuples où il s'exerce. Tandis que l'orthodoxie musulmane transformée, simplifiée par les inter-

prétateurs touraniens, seldjouks, musulmans et ottomans, était devenue une religion toute d'impérialisme, de vigueur, de hiérarchie et de discipline, presque une religion d'optimisme et de victoire qui n'admet que le triomphe, déteste le deuil et en interdit les manifestations, le chiisme en prit exactement le contre-pied et se complut dans les tristesses et les lamentations. Le deuil, sincère dans toutes ses démonstrations chez les Turcs-Persans, hypocrite chez les Iraniens, est *l'unique*, absolument unique symbole du chiisme. En cela cette religion est bien d'essence sémitique et plus conforme aux traditions arabes que turques. Dans les deux pays du monde livrés corps et âme au pouvoir du clergé, en Espagne et en Perse, j'ai constaté la même dépression de caractère, la même incurable tristesse ambiante ; l'âme nationale ne peut s'y manifester que dans les larmes, tandis que dans les pays subissant des jougs politiques beaucoup plus durs, on voit encore des restes de gaieté et d'exubérance vitale. Secte de parias honnis, de vaincus et de persécutés, semblable en cela au christianisme primitif dont il a copié maintes traditions, le chiisme ne pouvait convenir qu'à cette masse de sédentaires subjugués, aigris par des siècles d'oppression et de malheurs, dont la religion, faute de se manifester en conquêtes, en expansion politique, se réduisait à des lamentations et à des intrigues. Une mentalité ainsi déviée pouvait être génératrice d'un certain progrès, de nervosité morbide, mais aucunement de moralité et de caractère. Quant à la cruauté envers soi-même qui caractérise les manifestations du chiisme dans les centres touraniens — alors que les Chiites iraniens ne s'astreignent à aucunes macérations, — elle est, d'après moi, conforme aux traditions chamanistes mongoles qui établissaient le rite de l'effusion et de l'échange du sang ainsi qu'aux prescriptions du jaïnisme guerrier, fondé par le Scythe Mahavira, très en faveur dans l'Inde du VI<sup>e</sup> siècle (avant J.-C.) qui comprenait également l'Iran de nos jours.

Greffé surtout sur une religion mondaine et impérialiste comme l'islamisme, le chiisme, d'esprit absolument contraire, était un non-sens. Le greffage ne pouvait produire qu'un effet négatif. Le fruit en fut l'indifférence la plus complète en matière de religion, sauf pour ce qui concerne le deuil, unique dogme de foi, âpre formule de croyance aboutissant à une immense désolation morale et sociale.

En Perse, personne ne fréquente les mosquées en nombre d'ailleurs très réduit et les seuls prêches consistent dans les récits de la Passion d'Ali et de Husséïn ; on ne va visiter les tombeaux croulants des Seïds qu'à certaines époques de l'année pour y suspendre des ex-voto sans valeur ; de sorte que Chemseddin-i-Tebrizi, le maître de Mevlana, a pu dire avec raison, il y a plusieurs siècles : « De la religion de Mahomet en ce pays, il n'est resté que des ruines de tombeaux et un livre, le Koran, que personne ne comprend plus ».

Les Mudjtéhids ont assassiné la belle âme turque, brisé son essor, extirpé son idéal terrestre et réalisé, dans leur domaine, ce que les inquisiteurs essayèrent en vain de faire des races christianisées. Amoindris dans leurs qualités ethniques, n'ayant conservé de l'islamisme que le côté négatif, les Turcs-Iraniens sédentaires perdirent ainsi les vertus propres à leur race ; leur morale sociale et individuelle en fut malheureusement éprouvée ; l'hypocrisie, la ruse, l'artifice, le mensonge ne furent plus regardés comme une honte, mais furent au contraire prônés comme des vertus par leurs poètes et leurs philosophes. Peu de nations montrent, autant que les Turcs-Iraniens, à quel point les institutions politiques et religieuses peuvent transformer en quelques siècles les caractères essentiels d'une race.

L'institution des mariages temporaires, dite *Sigha*, — d'après laquelle un homme peut épouser une femme pour quelques jours, — est également une création des Mudjtéhids et montre la démoralisation et l'épicurisme de ces législateurs dégradés au point d'ériger la prostitution en institution d'Etat.<sup>(1)</sup>

Mais ce qui est incompréhensible, ce n'est pas que le chiisme, — religion asservie à des desseins politiques contre nous par les Séfévis et les Kadjars, — ait pu se répandre en Perse, mais qu'il ait pu s'implanter en plein Irak ottoman, à Nédjef et à Kerbéla où résident ses pontifes les plus écoutés et les plus vénérés. C'est de Kerbéla, encore un centre d'esprit arabe, que partent les bulles, décrets, approbations

(1) C'est précisément parce qu'il trouva plus de facilité pour le règlement de ses difficultés de famille que le Mongol Hudabendé adopta au XIV<sup>e</sup> siècle le rite djâféri.

qui couvrent les actes des politiciens de Téhéran, les œuvres anti-sunnites, anti-ottomanes des dirigeants et des Mudjtéhids iraniens, le mouvement anti-turc de la Constitution, sans que nous songions à exercer la moindre influence ou pression de quelque genre que ce soit sur ces pontifes hostiles vivant sur notre territoire.

Rien n'aurait été plus facile à certaines époques que de mettre ces grands mystificateurs en demeure de trouver un terrain d'entente entre le chiisme artificiel et le sunnisme pratiqué par la majorité des Musulmans; de renoncer à un schisme qui n'avait plus sa raison d'être que dans l'exploitation de la crédulité populaire et de la peur, plus guère justifiée, que l'Iranien avait du Turc-Ottoman. Ainsi, c'est en pleine Turquie, dans notre maison même, que tiennent leurs assises les plus dangereux conspirateurs contre notre sécurité religieuse et nationale, sans que nous songions à agir sur eux de n'importe quelle façon. La chose paraîtrait inouïe et inconcevable à un homme d'Etat doué du moindre sens politique; cependant c'est un fait. Au moins notre Chéikh-ul-Islamat aurait-il dû cette fois profiter de la proclamation du Djihad, pour reprendre la tentative à demi-réussie de Nadir-schah et imposer l'union de la foi aux sectateurs de Nédjef qui dirigent le chiisme. On s'est contenté de leur donner quelques cadeaux, contre quoi ils ont publié deux ou trois manifestes de Djihad qui ont sombré dans l'indifférence ambiante et la légendaire pusillanimité iranienne. En définitive, le sectarisme est demeuré intact et pas un Iranien, pas un, ne s'est battu pour la cause de l'Islam.

Cette conflagration mondiale était une occasion introuvable, peut-être la dernière, pour renouer les liens rompus. Pourtant aucun fetva n'a paru dans ce sens. Ainsi, alors que les braves Ottomans combattaient vaillamment à eux seuls pour la défense des intérêts généraux d'une religion qui au fond n'est pas de leur essence ethnique, ceux-là mêmes, chez qui naquit cette religion, les abandonnaient et poussaient la trahison jusqu'à épouser la cause ennemie.

Si, à Dieu ne plaise, le Nédjef était occupé par nos adversaires, je ne serais pas étonné d'apprendre que les Wahabis et Mollahs de Kerbéla ont approuvé et acclamé les Anglais.

Et dire que c'est de chez nous qu'on a laissé ces imposteurs agir sur l'esprit de nos congénères de Perse pour les séparer de

leurs frères ottomans et que nous réchauffons encore inconsciemment cette couvée de vipères dans notre propre sein !

Il fut un temps où les Turcs Seldjouks défendaient comme mercenaires les khalifats arabes attaqués par les Turcs-Mongols de Hulagou, à l'instigation du Chiite Nasreddine-i-Tousi.

Maintenant les rôles sont renversés ; le khalifat est aux mains des Turcs-Ottomans et les Turcs-Iraniens, suivant aveuglément la vieille tradition, continuent à le battre en brèche.

Le chiisme n'est autre, en somme, que l'expression religieuse de la prétention arabe au khalifat, prétention soutenue par un miracle d'illogisme par les Turcs-Iraniens contre les Turcs-Ottomans.

Comment expliquer que nous tolérions dans notre propre empire ce foyer de protestation arabe soutenue par les Persans contre le khalifat ottoman, notre khalifat à nous ? Comment expliquer d'autre part la grande sympathie des Anglais pour les peuples chiites et wahabites, si ce n'est par le désir d'encourager tous ceux qui contribuent à diminuer, à saper notre khalifat, à enlever cette puissante arme aux Ottomans, à ceux qui de tous les Musulmans s'en sont servi et peuvent s'en servir le plus glorieusement et le plus utilement ?

Pourtant comme le mal ne va jamais sans quelque compensation, les Turcs-Persans ont appris ou conservé par ce régime politico-religieux certaines vertus dites civilisatrices qu'on déclare manquer aux Ottomans.

Ainsi les Turcs de Tauris, — qui ne valent pas leurs frères d'Anatolie pour la bonne foi, le courage et la pureté des mœurs, — possèdent des facultés d'initiative et de commerce autrement développées. Un long asservissement à une succession de jougs plus pesants les uns que les autres, la proximité des dangers kurde et russe, le libéralisme religieux qui constitue le principal attrait du chiisme, le défaut d'activité politique, le manque de prébendes réservées aux puissants et surtout leurs traditions séculaires de courtiers et de commissionnaires monopolisateurs entre la Chine, les Indes et l'Europe, les portaient à chercher dans le commerce avec l'étranger des bénéfices qui devaient remplacer leurs anciens privilèges et leurs industries disparues faute d'écoulement dans le pays. Leur caractère modifié par le chiisme entraînant certaines déformations morales — comme une souplesse exagérée, la rapacité proportionnée aux risques

qui constituent des qualités adéquates au métier — se prêtait à l'exercice du commerce. L'exagération de la mentalité et des mœurs mercantiles est toujours en raison inverse de l'évolution du patriotisme et surtout des idées de race. Alors que le propriétaire foncier et le soldat sont attachés au sol qu'ils défendent, le commerçant et l'ouvrier agricole, comme le sont les serfs d'Azerbeïdjan, se déplacent facilement et n'aiment leur patrie que dans la mesure où elle défend leurs intérêts. Comme le gouvernement persan n'est en mesure de défendre leurs droits ni à l'intérieur ni à l'étranger, beaucoup d'Azerbeïdjanlis se font protéger et naturaliser par les Russes ou exercent leur commerce avec des associés caucasiens qui les couvrent.

Pourtant ce sont encore ces Turcs de Tauris que l'on retrouve à la tête du mouvement constitutionnel, en 1906, puis en 1909. Nous avons dit plus haut ce que nous pensions de ce mouvement ; si certains Turcs y prirent part, ce fut sans doute inconsciemment ou avec l'espoir, d'ailleurs réalisé, de dépouiller les notables du régime absolu de leurs biens qu'ils mirent en coupe réglée. Les Azerbeïdjanlis qui avaient travaillé aux mines de Bakou et fréquenté au Caucase les socialistes arméniens en avaient rapporté des idées de communisme qu'ils s'empresèrent de mettre en pratique. Les seigneurs avaient exploité la plèbe, c'était au tour de la plèbe de rançonner les seigneurs, de les dépouiller de leurs droits. Ils oublièrent que, ce faisant, ils travaillaient pour les Iraniens et non pour eux-mêmes ; qu'en affaiblissant leurs chefs, ils perdaient leurs protecteurs naturels et se noyaient dans la masse iranienne qui les absorberait, le fruit pourri gâtant toujours le bon dans le même panier. Seul le cadre féodal avait maintenu et conservé jusque là le turquisme. Le premier résultat de la constitution fut de briser ce cadre sans le remplacer par une autre armature sociale. Si la tentative constitutionnelle avait pleinement réussi en Perse, les Turcs-Iraniens seraient restés désemparés, en proie à l'iranisme auquel, par bonheur, les événements, quelque tragiques qu'ils soient, n'ont pas laissé le temps de parachever son œuvre de destruction et d'assimilation.

KARA CHEMSI.

---

## COMMENT LA RUSSIE A PROVOQUÉ LA GUERRE<sup>(1)</sup>

---

«Les négociations directes recommandées par l'Allemagne étaient sur le point d'aboutir après avoir surmonté des difficultés de diverse nature, quand la Russie en mobilisant brusquement, malgré les assurances formelles qu'elle nous avait données, a rendu la guerre inévitable.»

*Bethmann-Hollweg.*

Le 31 juillet 1914, le comte Szápáry, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Pétersbourg, envoyait au comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères, la dépêche suivante :

Ce matin a été ordonnée la mobilisation générale de l'armée et de la flotte.

Cette funeste mesure prise par le tsar mettait le feu aux poudres. Dès lors les événements se précipitèrent. La monarchie fit immédiatement des préparatifs militaires en Galicie. L'Allemagne décréta «l'état du danger de guerre», décret suivi bientôt de l'ultimatum à la Russie et à la France et de la mobilisation de ses armées. Le premier août à 5 heures de l'après-midi, le comte de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne à Pétersbourg, remettait au ministre russe des Affaires étrangères la déclaration de guerre de son gouvernement.

Voici deux questions importantes que nous allons tenter d'élucider à l'aide des recueils de documents diplomatiques publiés par les ministères des Affaires étrangères :

1. La Russie savait-elle que la mobilisation de toutes ses forces de terre et de mer allait indubitablement causer la guerre?

<sup>(1)</sup> Voir encore l'article du même auteur : *La mobilisation russe — un malentendu selon le roi Georges V.*, dans le n° du 1<sup>er</sup> février 1916 de la *Revue de Hongrie*.

2. Quel motif la Russie avait-elle pour ordonner cette fatale mesure ?

*On peut d'abord établir avec une complète certitude que le tsar aussi bien que son ministre des Affaires étrangères, M. Sazonoff savaient parfaitement que la mobilisation générale russe aurait pour conséquence la guerre mondiale.*

Le gouvernement russe en avait été avisé le 26 juillet par l'ambassadeur d'Allemagne à Pétersbourg, comme le prouve le Livre blanc allemand, dans lequel on lit que cet ambassadeur avait reçu le 26 juillet l'ordre de faire au gouvernement russe une déclaration ainsi conçue :

Des préparatifs militaires de la Russie nous obligeront à des contre-mesures consistant dans la mobilisation de l'armée. *Or la mobilisation, c'est la guerre.*

Une pareille déclaration était d'ailleurs parfaitement superflue, car le gouvernement russe devait savoir à quoi s'en tenir à cet égard.

M. Helfferich, le remplaçant du chancelier allemand, démontre victorieusement dans une belle étude sur les origines de la guerre mondiale que la mobilisation russe devait *nécessairement* entraîner la mobilisation allemande et, par suite, la guerre.

« Les motifs en sont — dit-il — d'une évidence qui saute aux yeux. En présence de la menace d'une guerre sur plusieurs fronts, et surtout devant le caractère d'acuité imprimé à la situation par la mobilisation générale russe, l'Allemagne ne pouvait sacrifier l'avance que lui assurait la plus grande rapidité de mobilisation de ses propres forces. »

Or, cette manière de voir était regardée comme absolument naturelle même par les alliés de la Russie. Une preuve éclatante en est un rapport adressé au Foreign Office par sir Buchanan, ambassadeur d'Angleterre à Pétersbourg, en date du 25 juillet, et relatant une conversation avec M. Sazonoff, ministre russe des Affaires étrangères, dans les termes suivants :

Je dis tout ce que je pouvais pour inspirer la prudence au Ministre des Affaires étrangères, et je le prévins qu'en cas d'une mobilisation générale russe, l'Allemagne ne se contenterait pas d'une simple mobilisation ni ne donnerait à la Russie le temps d'achever la sienne, mais qu'elle déclarerait immédiatement la guerre.

Si le ministre russe des Affaires étrangères ne voulait pas croire l'ambassadeur d'Allemagne, il aurait dû ajouter foi aux paroles de l'allié anglais.

Mais l'empereur d'Allemagne lui-même attirait personnellement l'attention du tsar sur les dangers d'une mobilisation russe. Le 30 juillet, il lui envoyait un télégramme par lequel il l'avisait personnellement que son ambassadeur avait l'ordre d'exposer au gouvernement russe les conséquences d'une mobilisation. Voici textuellement cette partie de la dépêche :

Mon ambassadeur a l'ordre d'exposer à Ton gouvernement les dangers et les graves conséquences d'une mobilisation.

Le ministre russe des Affaires étrangères reconnaît lui-même dans une pièce officielle que tous ces avertissements étaient superflus, Sazonoff sachant fort bien que la mobilisation allait provoquer une guerre générale. Il y comptait, de sorte qu'il n'a même pas l'excuse de n'avoir pas cru à la guerre et qu'il n'avait vu dans la mobilisation qu'un moyen extrême d'exercer une pression sur l'adversaire et de procurer un succès diplomatique à la Russie. Le N<sup>o</sup> 58 du Livre orange russe découvre pleinement la pensée de M. Sazonoff. Dans cette fameuse pièce, le ministre avise l'ambassadeur à Paris, M. Izvolsky, de la démarche de l'ambassadeur d'Allemagne dont Guillaume II fait mention dans sa dépêche au tsar.

L'ambassadeur d'Allemagne m'a déclaré aujourd'hui que son gouvernement avait décidé la mobilisation si la Russie ne suspendait pas ses préparatifs militaires... *Ne pouvant satisfaire à la demande de l'Allemagne, nous n'avons plus qu'à hâter nos armements et à nous préparer à une guerre inévitable.* Veuillez porter cela à la connaissance du gouvernement français.

Ainsi Sazonoff savait si bien qu'il allait provoquer une guerre générale qu'il le portait explicitement à la connaissance du gouvernement français! On lit même dans le Livre orange que « cette dépêche a aussi été communiquée aux ambassadeurs russes accrédités à Londres, Vienne, Rome et Berlin. » Sazonoff annonçait donc partout qu'il se préparait à allumer le grand incendie qui allait embraser le monde entier.

La cause première de la guerre ainsi établie, une seconde question se pose maintenant : Si la Russie n'a pas craint de plonger l'humanité dans les horreurs d'une guerre universelle,

quelles graves raisons avait-elle pour ne pas reculer devant cette affreuse perspective ?

Examinons, en nous appuyant sur les recueils de documents publiés par l'Entente, quelle était la situation diplomatique le 31 juillet 1914, moment où la mobilisation générale russe fut décrétée.

Le 31 juillet 1914, la situation n'était pas désespérée. Elle était même plus favorable que pendant mainte phase de la campagne diplomatique de dix jours qui a précédé la guerre. Plusieurs actions diplomatiques parallèles étaient en cours qui permettaient d'espérer une solution pacifique de la crise :

1. Le comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères, fit déclarer à Pétersbourg par l'ambassadeur Szápáry que la monarchie était disposée à donner à la Russie des éclaircissements et des explications touchant les conditions imposées à la Serbie. C'était là une base de négociations dont le ministre russe des Affaires étrangères « prenait acte avec satisfaction comme preuve du bon vouloir de la monarchie ». (Rapport de l'ambassadeur Szápáry.) Toutes les pièces diplomatiques relatives à cette nouvelle tournure du débat montrent que cette initiative conciliatrice du comte Berchtold fit une profonde sensation dans le monde diplomatique. Ainsi M. Viviani, président du Conseil, en informa par dépêche circulaire tous les ambassadeurs de la République :

Deux démarches ont été faites hier soir par les ambassadeurs d'Autriche, l'une assez vague à Paris, l'autre précise à Saint-Pétersbourg dans un sens conciliant.

Le Comte Szécsen est venu me déclarer que le Gouvernement austro-hongrois avait avisé officiellement la Russie qu'il n'avait aucune ambition territoriale et ne touchera pas à la souveraineté d'État de la Serbie, qu'il répudie également toute intention d'occuper le sandjak ; mais que ces déclarations de désintéressement ne conservent leur valeur que si la guerre reste localisée à l'Autriche et à la Serbie, une guerre européenne ouvrant des éventualités impossibles à prévoir. L'ambassadeur d'Autriche, en commentant ces déclarations, a laissé entendre que, si son gouvernement ne pouvait répondre aux questions des puissances parlant en leur propre nom, il pourrait sans doute répondre à la Serbie ou à une puissance lui demandant ses conditions au nom de la Serbie. Il ajoutait qu'il y aurait là peut-être encore une possibilité.

A Pétersbourg, l'ambassadeur d'Autriche est venu voir M. Sazonoff et lui a déclaré que son gouvernement consentait à entamer une discussion quant au fond de l'ultimatum adressé à la Serbie. Le ministre russe s'est déclaré satisfait de cette déclaration. *Il résulte de ces faits que l'Autriche se montrerait enfin disposée à un arrangement*, de même que le gouvernement russe est prêt à entrer en négociations . . .

L'initiative n'eut pas de suite par le fait que la Russie coupa en deux toute action en vue de la paix, puisque le jour même où notre ambassadeur à Pétersbourg faisait cette communication, le tsar ordonnait la mobilisation de toute l'armée russe et forçait par suite la monarchie et l'Allemagne à prendre la même mesure pour la défense de leurs frontières.

2. A Vienne, on examinait une formule présentée par l'Angleterre et la Russie en vue d'apaiser le différend. L'initiative en était due à sir Edward Grey. Il parlait de l'idée qu'on pourrait peut-être décider l'Autriche à suspendre sa marche en avant après l'occupation de Belgrade et de la région voisine, tandis que les puissances s'efforceraient d'obtenir de la Serbie une satisfaction suffisante pour contenter l'Autriche-Hongrie. Pendant la durée des négociations, la monarchie garderait les territoires occupés et les évacuerait aussitôt qu'elle aurait obtenu satisfaction. Selon le projet anglais, tous les États auraient suspendu leurs armements pendant le cours des pourparlers.

Le ministre russe des Affaires étrangères propose la modification suivante :

Si l'Autriche-Hongrie consent à arrêter la marche de ses armées sur le territoire serbe et si, reconnaissant que le conflit austro-serbe a assumé le caractère d'une question européenne, elle admet que les puissances examinent la satisfaction que la Serbie pourrait accorder au gouvernement d'Autriche-Hongrie, sans laisser porter atteinte à ses droits d'État souverain et à son indépendance, la Russie s'engage à conserver son attitude expectante.

On voit que le texte russe diffère de l'anglais, qu'il est moins propre à aplanir les difficultés et que la formule anglo-russe tend à faire des puissances étrangères juges de la satisfaction que la Serbie doit à l'Autriche-Hongrie. Mais il est aussi indubitable que le projet anglo-russe avait quelques chances de réussite, car, au témoignage du Livre bleu, ni Vienne

ni Berlin n'y opposèrent une fin de non-recevoir. Dans cette dernière ville, le Ministère des Affaires étrangères se mit immédiatement en rapports avec la Ballplatz et l'empereur allemand lui-même dit dans une dépêche au roi d'Angleterre, qui avait recommandé par télégramme la formule à son impériale attention, qu'il apprend de Vienne qu'elle y a trouvé un accueil favorable. Ceci se passait le 31. Quelques heures plus tard arrivait à Vienne la nouvelle de la mobilisation russe, laquelle mettait fin d'un seul coup à cette action diplomatique ainsi qu'à toutes celles qui tendaient au maintien de la paix.

Si la Russie n'avait pas mobilisé toutes ses forces au dernier moment, lorsqu'il semblait déjà possible d'éviter un conflit armé, la guerre n'aurait pas éclaté, parce que l'Allemagne usait de toute son influence auprès de l'Autriche-Hongrie en vue d'amener un arrangement avec la Russie, et l'Autriche-Hongrie se serait peut-être contentée d'occuper Belgrade, puis des négociations auraient été entamées en vue de régler le différend austro-serbe.

C'est dans ces termes que s'exprima M. Zimmermann, le très avisé sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, lorsque le ministre de Serbie à Berlin vint prendre congé de lui.

3. Le 31 juillet, le comte Berchtold, ministre des Affaires étrangères, se disposait à aller en audience. La monarchie allait se prononcer sur un nouveau projet d'arrangement mis en avant par sir Edward Grey et recommandé par le gouvernement allemand à l'attention de la Ballplatz. Le sous-secrétaire d'État anglais avait dit le 29 juillet au prince Lichnovski, ambassadeur d'Allemagne : « Le plan de médiation est mûr pour la réalisation. Qu'on indique de Berlin le chemin à suivre. Tout le monde est dans de bonnes dispositions. L'Allemagne n'a qu'à presser le bouton. »

Le Ministère allemand des Affaires étrangères s'adressa à Vienne. Il invita par la voie de son ambassadeur le gouvernement austro-hongrois à indiquer le terrain dans les limites duquel la monarchie est disposée à négocier. La proposition fut prise très au sérieux à Vienne puisque, le 30 au soir, le chancelier de l'empire allemand informait l'ambassadeur d'Angleterre que, selon un avis de Vienne, le comte Berchtold irait le 31 en audience et qu'alors l'empereur-roi lui fera part de sa détermination. Cela prouve à l'évidence que la proposition de Grey avait été soumise à un examen sérieux de la part des

facteurs compétents. Le souverain lui-même allait prononcer le mot décisif. Tous les partisans d'une solution pacifique devaient attendre avec un intérêt poignant la réponse de la Monarchie, qui donnerait peut-être une nouvelle impulsion à l'œuvre de médiation. Mais la politesse internationale exigeait aussi que l'Entente attendît la réponse à sa proposition et ne créât point des faits accomplis, prouvant de la sorte qu'elle ne se souciait guère de la réponse qui lui serait faite. Or, c'est ce que l'Entente fit. Avant même que cette démarche eût abouti à un résultat quelconque, avant que le comte Berchtold eût pu y répondre, la Russie décréta la mobilisation de toutes ses forces de terre et de mer et mit fin par là à toute tentative ultérieure de médiation.

Cependant il y a tout lieu de croire qu'un terrain d'entente eût pu être trouvé. Ainsi sir Grey lançait, le 31 juillet, l'idée suivante : L'Autriche s'était déclarée disposée à respecter la souveraineté d'État et l'intégrité territoriale de la Serbie. Les quatre puissances non intéressées pourraient, sur cette base, faire à la Russie la promesse que la monarchie n'élèvera pas des prétentions de nature à porter atteinte à la souveraineté et à l'intégrité de la Serbie. De la sorte, les puissances ne se mettraient pas en opposition avec le point de vue austro-hongrois. D'autre part, il va de soi que les puissances devraient veiller à ce que la Serbie accorde à la monarchie les satisfactions suffisantes dans les limites acceptées spontanément et d'avance par cette dernière. A ce projet Berlin répondit qu'il valait certainement la peine d'être pris en considération. Comme complément à sa proposition, sir Edward Grey demandait encore que toutes les puissances cessassent leurs armements. La Russie n'en fit rien. C'est ainsi qu'elle a déclenché la guerre mondiale.

Tous ces faits ressortent avec la dernière évidence des documents diplomatiques publiés par l'Entente. Et si, *dans cette situation diplomatique, la Russie a jugé bon de mobiliser toutes ses forces, c'est qu'elle a voulu brûler ses vaisseaux et rendre la guerre inévitable.*

Voyons comment on motivait la mobilisation russe dans le camp de l'Entente.

Le 31 juillet, l'ambassadeur de France à Pétersbourg, se faisant évidemment l'interprète de la manière de voir du

gouvernement russe, annonçait dans ces termes la mobilisation russe à son gouvernement :

En raison de la mobilisation générale de l'Autriche et des mesures de mobilisation prises secrètement, mais d'une manière continue, par l'Allemagne depuis six jours, l'ordre de mobilisation générale de l'armée russe a été donné, la Russie ne pouvant, sans le plus grave danger, se laisser davantage devancer.

Dans cette dépêche, la diplomatie de l'Entente donne deux motifs de la funeste mesure prise par la Russie. Le premier est la mobilisation générale des forces de la monarchie, le second les préparatifs militaires de l'Allemagne.

1. Voyons d'abord quelle était, avant le 31 juillet, la situation militaire en Russie et chez nous.

En Russie, 13 corps d'armée avaient déjà été mobilisés contre nous le 29 juillet. Cette mobilisation partielle dans les gouvernements d'Odessa, Kiew, Moscou et Kasan avait été notifiée au gouvernement allemand comme une réponse à la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie et aux mesures de mobilisation déjà appliquées à la plus grande partie de l'armée austro-hongroise.

Constatons avant tout que la mobilisation partielle de l'armée austro-hongroise visait uniquement la Serbie. Elle ne s'étendait qu'aux corps d'armée du sud et ne pouvait, par conséquent, être dirigée contre la Russie. Si cette dernière, qui n'était point menacée, répondait à notre mobilisation partielle en mobilisant 13 corps d'armée, elle outrepassait déjà la mesure, d'autant plus que la monarchie avait mobilisé 8 corps d'armée seulement et contre la Serbie, tandis que la Russie en mobilisait 13 expressément contre nous. Ainsi, le 29 juillet, la Russie était déjà en état de supériorité sur l'Autriche-Hongrie. Le 31 juillet, elle passa néanmoins d'une mobilisation partielle à une mobilisation générale.

Pourquoi ?

Rien ne justifiait cette résolution, puisque nous n'avions plus pris de mesures d'ordre militaire depuis le 29 juillet. L'Autriche-Hongrie n'a décrété une mobilisation générale qu'après que la Russie eut ordonné celle de toutes ses forces de terre et de mer et eut fait par cela au haut commandement de l'armée austro-hongroise un devoir de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour la défense du pays.

Quel motif la Russie avait-elle donc pour mobiliser toutes ses forces de terre et de mer ?

A cette question on ne trouve dans les recueils de documents diplomatiques par ailleurs assez prolixes de l'Entente aucune réponse qui puisse être acceptée. Le premier ministre français et le ministre russe des Affaires étrangères lui-même, dans un communiqué résumant la situation, affirment que l'Autriche-Hongrie a, la première, procédé à une mobilisation générale et que la Russie s'est vue forcée de l'imiter pour ne pas se trouver en état d'infériorité. Cette affirmation ne tient pas debout, car c'est un fait avéré que le gouvernement russe a ordonné la mobilisation générale dans la nuit du 30 au 31 août, tandis que la monarchie n'a pris la même mesure que le 31 et sous la pression de la mobilisation russe. Le ministère français des Affaires étrangères intervertit les faits en publiant dans le Livre jaune premièrement le rapport de l'ambassadeur à Vienne, et seulement après la dépêche de son représentant à Pétersbourg relative à la mobilisation russe. On voit par là combien les rédacteurs de recueils diplomatiques de l'Entente devaient être à court d'arguments pour justifier la mobilisation russe, puisqu'ils ont eu recours à de pareils subterfuges.

2. Les prétendus armements de l'Allemagne sont un prétexte aussi peu fondé qu la mobilisation austro-hongroise. M. Helfferich, dans l'ouvrage cité, met à néant les affirmations de l'ambassadeur de France à Pétersbourg. Voici ce qu'il dit :

Au cours de cette période critique, le ministre des Affaires étrangères de Russie a reçu chaque jour plusieurs fois chez lui l'ambassadeur d'Allemagne et s'est entretenu avec lui. Si donc le gouvernement russe croyait avoir connaissance de mesures de mobilisation de l'Allemagne, soi-disant vieilles de 6 jours déjà, c'est-à-dire datant du 25 juillet (Livre jaune N° 118), rien n'eût été plus naturel de la part de M. Sazonoff que de demander au comte Pourtalès des explications à ce sujet ou de l'aviser que ces mesures ne pouvaient rester sans réponse du côté de la Russie. Une pareille démarche de M. Sazonoff concernant les prétendus préparatifs militaires allemands eût été parfaitement de mise en cette circonstance, le comte Pourtalès ayant signalé à plusieurs reprises les dangers des préparatifs militaires de la Russie ; par exemple le 29 juillet, alors que M. Sazonoff se contenta de répondre que *« les préparatifs russes sont motivés : d'un côté, par l'intransigeance obstinée de l'Autriche,*

*d'autre part, par le fait que huit corps austro-hongrois sont déjà mobilisés.»* (Livre jaune N° 100.) Le 30 juillet également, le comte Pourtalès est revenu sur les préparatifs russes, sans que M. Sazonoff ait cru devoir poser à son tour une question sur les mesures de mobilisation attribuées à l'Allemagne. (Livre jaune N° 103.) De même, dans ses télégrammes à l'Empereur d'Allemagne, le tsar ne fait aucune allusion à aucun moment ni à aucune place à des mesures militaires allemandes quelconques, pourtant invoquées par son gouvernement comme motif de la mobilisation générale russe.

L'in vraisemblance de ce prétexte se trouve d'ailleurs pleinement établie par un fait que confirme le Livre jaune français (N° 102) : le 29 juillet encore, le chef de l'état-major russe a donné à l'attaché militaire allemand sa parole d'honneur que les mesures militaires de la Russie étaient dirigées exclusivement contre l'Autriche, mais pas contre l'Allemagne. Le chef d'état-major eût-il osé aller aussi loin, si la Russie avait cru alors avoir à se plaindre des mesures militaires de l'Allemagne ? En admettant même que le gouvernement russe eût reçu ultérieurement avis de préparatifs militaires menaçants de ce genre — comme M. Sazonoff l'a prétendu vis-à-vis des ambassadeurs de France et d'Angleterre, mais jamais en face de l'ambassadeur d'Allemagne — le chef d'état-major de l'armée russe, ou la parole d'honneur donnée, aurait eu le plus pressant motif de s'exprimer au sujet du changement de situation créé par ces nouvelles. Mais rien de tout cela ne s'est produit. La Russie s'est bornée à motiver sa mobilisation générale aux yeux d'autres puissances en prétextant les soi-disant mesures allemandes ; par contre, jamais l'empereur d'Allemagne, jamais l'ambassadeur allemand, jamais l'attaché militaire n'ont eu à répondre à la moindre question à cet égard. Bien plus, loin de laisser entendre une plainte à propos des préparatifs reprochés à l'Allemagne, les assurances les plus tranquillissantes ne cessèrent d'être prodiguées à celle-ci.

Voilà les documents qui prouvent que le chancelier de l'empire allemand a dit la vérité.

ALFRED NÉMET.

---

---

## LES EMBARRAS INTÉRIEURS DU CONTINENT AMÉRICAIN

---

L'antagonisme, devenu si violent ces derniers temps surtout, qui caractérise les relations des États-Unis avec le Mexique — et même avec toute l'Amérique latine — n'est pas né d'un jour à l'autre, mais remonte à près d'un siècle.

Les États-Unis, qui ont montré comment des colonies devenues adultes doivent s'émanciper de la tutelle d'une mère-patrie qui les exploite et vivre de leur propre vie, furent longtemps aux yeux du monde entier, et par conséquent des pays situés au sud du Rio Grande, l'incarnation du grand peuple frère, champion des faibles, de la justice et de la liberté, ainsi qu'un foyer de la démocratie épurée et consolidée. Mais les désillusions vinrent bientôt en suite de l'expédition des généraux Taylor et Scott qui, profitant des dissensions intestines auxquelles le Mexique était en proie, s'avancèrent jusque sous la capitale et forcèrent le dictateur Santa Anna à signer une paix humiliante : pour un plat de lentilles, le Mexique dut céder tout le riche territoire qu'il possédait au nord du Rio Grande.

Il est vrai que les États-Unis contribuèrent au rétablissement de la république au Mexique lorsque le président Lincoln, s'appuyant sur la doctrine de Monroe, exigea de Napoléon le rappel de Bazaine et de ses 40.000 Français, ce qui permit aux révolutionnaires d'en finir avec Maximilien abandonné à ses seules forces ; le Mexique et ses voisins du sud payèrent ce service aux États-Unis en gardant la neutralité pendant leur guerre contre l'Espagne, ce qui fut pour ces peuples un gros sacrifice de sentiment. Par un bizarre retour, les relations de l'Espagne avec ses anciennes colonies se sont améliorées de

jour en jour. Tandis qu'autrefois on n'y songeait qu'à s'affranchir de la mère-patrie et des satrapes haïs, c'est-à-dire des vice-rois qui exploitaient le pays en son nom, à peine les anciennes provinces furent-elles émancipées qu'elles s'aperçurent que leur civilisation était quand même originaire d'Espagne, et le doux nom de « madre patria » qu'on y donne à ce pays montre bien pour qui tiennent les descendants des « conquistadores ». Les créoles avides de plaisir vont toujours à Paris, mais ceux qui désirent s'instruire vont à Madrid, à Berlin, à Leipzig. C'est pourquoi l'Union qui comptait sur les sympathies des républiques sud-américaines pendant sa guerre avec l'Espagne a éprouvé une cruelle déception, et l'on peut affirmer que l'antipathie contre le Nord, qui s'est changée peu à peu en véritable haine, date de la guerre hispano-américaine. Même les Cubains et les Philippinos « émancipés » sont encore aujourd'hui les ennemis acharnés des États-Unis, bien qu'ils leur soient redevables d'un grand nombre d'heureuses réformes.

Aujourd'hui, les républiques latines sont fermement persuadées que l'Union a arraché Cuba à la mère-patrie pour protéger le canal de Panama contre une agression possible venant d'une colonie ennemie voisine. C'est pour la même raison qu'elle a mis la main sur Porto-Rico, regardé aujourd'hui comme une colonie des États-Unis, et, tout récemment, sur Haïti et Saint-Domingue qu'ils ont occupés pour « sauvegarder les intérêts des citoyens américains » établis dans le pays. Cuba jouit d'un semblant d'indépendance, mais, de fait, elle est gouvernée de Washington. Pour se rendre maîtres de l'isthme de Panama et obtenir la concession du canal, les États-Unis ont brutalement foulé aux pieds le droit des peuples et, à ce propos, il conviendra de remarquer que c'est M. Roosevelt, leur fameux président d'alors, qui se pose aujourd'hui en défenseur des droits des petits peuples — dans l'intérêt de sa réélection, cela va sans dire. Dans le numéro de janvier 1916 de la *North American Review* a paru un article fort intéressant signé d'un diplomate de l'Amérique du Sud, où l'auteur montre, en s'appuyant sur des preuves documentaires, comment Roosevelt et son gouvernement ont ourdi une conspiration avec les politiciens de l'endroit et comment ils sont parvenus, grâce à l'argent américain, à fonder la république fictive de Panama, la Colom-

bie refusant de donner à l'Union pour le prix ridiculement bas qu'elle en offrait la concession du canal avec le terrain nécessaire. Ce qui prouve qu'une injustice avait été commise alors et qu'il fallait la réparer aux yeux du monde, c'est que M. Wilson a fait droit aux réclamations de la Colombie et a ordonné de payer au gouvernement de cette république obérée sinon le prix de rachat en entier, mais du moins une bonne partie de la somme.

Une raison plus forte encore que le remords d'avoir commis une injustice à l'égard de la Colombie a poussé le gouvernement américain à se réconcilier au plus tôt avec cette république : c'est qu'on a découvert dans le département de Cauca en Colombie des gisements pétrolifères aussi riches que ceux de Tampico au Mexique et que la compagnie anglaise Pearson était sur le point d'en devenir acquéreur. Le contrat de vente allait être signé avec le gouvernement de Bogota. Il faut savoir que l'Angleterre avait besoin d'une énorme quantité de pétrole, car elle transformait les machines de ses navires de guerre en vue du chauffage à l'huile de naphte. C'est alors que le sénateur Lodge, à la solde des Rockefeller, déposa sa fameuse résolution visant à une extension de la doctrine de Monroe, et à teneur de laquelle il serait interdit non seulement aux États étrangers, mais aussi aux entreprises non américaines de faire des acquisitions territoriales sur le continent américain. Mais la doctrine de Monroe avait déjà perdu beaucoup de son prestige aux yeux des États latins d'Amérique, de sorte qu'on jugea plus à propos d'avoir recours à la corruption qu'à la violence. Le contrat avec les Pearson ne fut donc pas signé cette fois.

Il n'y a plus moyen de dissiper les soupçons, la jalousie et même l'antipathie que causent les aspirations des États-Unis ! Du reste ils ont donné depuis lors à leurs voisins du sud de nouveaux et sérieux motifs de se méfier d'eux. Comme on a reconnu pendant le cours des travaux du canal de Panama que l'emplacement avait été très mal choisi au point de vue géologique, parce que les perpétuels tremblements de terre causeront sans cesse des éboulements que toute l'énergie des ingénieurs américains mêmes ne saurait empêcher de se produire, on a ressuscité le projet de canal de Nicaragua qui, partant de Greytown et utilisant le lit du San Juan, puis le lac de Nicara-

gua qui seraient approfondis, et coupant enfin un isthme peu élevé et large d'à peine 30 ou 40 kilomètres, aboutirait à l'océan Pacifique, raccourcissant par là de deux jours la route des navires qui vont de New-York à San-Francisco. A vrai dire, c'eût aussi été la meilleure solution et elle avait de nombreux partisans parmi les hommes du métier en Amérique ; mais, en ce cas, le canal de Panama eût été construit par une puissance européenne, ce qui aurait porté gravement atteinte à la doctrine de Monroe ou, pour dire vrai, un autre aurait pu faire aux Américains du Nord une dangereuse concurrence. Voilà pourquoi leur choix est tombé d'abord sur l'isthme de Panama.

Le gouvernement du Nicaragua repoussa les offres de l'Union ainsi que l'avait fait la Colombie et se proposa de construire lui-même cette route d'importance mondiale, d'une part, parce qu'il savait qu'il avait pour lui toutes les républiques latines d'Amérique qui se solidariserait peut-être avec lui et, d'autre part, parce qu'il était soutenu par lord Cowdry, chef de la maison Pearson rivale de la Standard Oil Co., ce qui lui assurait aussi l'appui de la finance anglaise, laquelle s'efforçait encore à cette époque de faire échec aux ambitions américaines dans le domaine économique. On ignorera peut-être toujours ce qui se passa alors dans les coulisses, mais les guerres civiles se succédèrent pendant trois années de suite au Nicaragua ; enfin le pays saigné à blanc tomba complètement sous la dépendance des financiers de l'Union et la concession du canal leur fut accordée aux conditions les plus avantageuses.

Cipriano Castro fut pendant de longues années le despotique président du Vénézuéla. Il semblait inamovible. C'était le prototype de ces tyrans qui gouvernent les républiques de l'Amérique du Sud selon leur bon plaisir, mais il avait du moins le mérite de ne pas permettre à l'étranger de confisquer à son profit les richesses du pays. C'est pour cette raison qu'il avait eu avec l'Angleterre, l'Allemagne, la Hollande différents conflits, tous liquidés d'une manière plus ou moins heureuse, mais pacifique.

Puis ce fut le tour des États-Unis. Ceux-ci désiraient exploiter le lac d'asphalte de la Trinité, mais Castro leur en refusa la concession. Peu après, il fut obligé de partir pour

l'Europa afin d'y subir une opération chirurgicale, mais en cours de route, il apprit qu'il avait été remplacé par son vice-président Gomez qui l'avait fait déposer. Peut-être que les Vénézuéliens guettaient depuis longtemps une occasion aussi favorable de se débarrasser de lui, mais on fut quand même surpris de voir le nouveau président accorder immédiatement à la compagnie américaine et à des conditions exceptionnellement avantageuses le droit d'exploiter le lac d'asphalte. Les conspirations ourdies par Castro et ses partisans n'ont pu renverser Gomez, ce dernier ayant la bourse mieux garnie que son rival.

C'est à peine si le public européen a eu connaissance des suites si avantageuses pour les Yankees des coups de force de moindre importance que celui de Panama, des perpétuelles révolutions fomentées dans l'Équateur, des troubles du Guatemala, au cours desquels des capitalistes américains tentèrent de faire assassiner par des élèves de l'École militaire le président Santos Cabra qui les gênait, mais ces faits causèrent un vif mécontentement dans les grandes républiques latines, qui voyaient se dessiner de plus en plus nettement le projet de placer les petits Etats de l'Amérique centrale dans une dépendance complète de l'Union.

Ce que les États-Unis ont fait au cours des quatre dernières années du Mexique si florissant naguère, a mis le comble à la mesure.

L'Amérique latine s'est émue. Pour commencer, on s'efforça de créer une solidarité entre les républiques latines par la parole et par la presse. Garcia Calderon, ancien président du Pérou, écrivit son livre devenu célèbre et dont la pointe est dirigée contre l'Union : *Latin-America, its rise and progress* ; Ugarte Garcia fit des tournées de propagande dans toutes les républiques latines, et tous ceux qui comptent dans un pays : hommes politiques, écrivains, poètes, financiers, militaires, firent chorus avec lui afin d'éclairer l'opinion publique sur le redoutable ennemi et réveiller la société hispano-américaine ainsi que les gouvernements. C'est en vain que l'Union, pour contrebalancer l'effet de cette propagande et prouver la pureté de ses intentions, a envoyé en mission des diplomates souples, conciliants, entre autres l'ancien ministre Elihu Root, qui fit sa cour à tous les peuples de l'Amérique

du Sud ; <sup>(1)</sup> c'est en vain qu'on a fondé à Washington, avec l'appui de Carnegie et d'autres milliardaires, l'Office of Pan-American Republics et qu'on a fait venir aux États-Unis pour y suivre des cours gratuits des milliers de jeunes Hispano-Américains, la nervosité a fini par gagner les cercles officiels. C'est dans ces circonstances qu'a été conclue à Buenos-Ayres, à la fin de l'année dernière, au milieu d'imposantes manifestations de confraternité, une alliance offensive entre les trois plus puissants États latins, l'Argentine, le Brésil et le Chili, appelée par abréviation l'ABC à cause de leurs initiales, qui a rejeté la doctrine surannée de Monroe, laquelle d'ailleurs n'avait plus qu'une valeur illusoire par suite de l'impuissance militaire de plus en plus manifeste des États-Unis et, dans l'intérêt de l'avenir commun des peuples latins, s'est non seulement émancipée de la tutelle de l'Union, mais a déjà fait sentir son action dans le conflit actuel entre le Mexique et les États-Unis.

Car il est impossible de croire qu'après la réponse très peu conciliante faite par Carranza aux réclamations du gouvernement de Washington, l'Union eût commandé à ses troupes de se retirer vers la frontière si elle n'avait pas eu connaissance d'une alliance des peuples latins d'Amérique. Costa-Rica et San-Salvador, deux États où l'élément germanique est fortement représenté et l'influence américaine relativement faible, et qui disposent d'une armée bien exercée — ont immédiatement offert des troupes au Mexique ; les autres États auraient

(1) A un banquet donné au château de Chapultepec à Mexico, il dit en parlant de Porfirio Diaz : « Je regarde le président Diaz comme un des plus éminents hommes d'État de nos jours, qui a bien mérité de l'humanité ».

Taft avait une estime particulière pour Diaz, parce qu'il connaissait la race latino-américaine du temps où il était grand-juge aux Philippines. Chacun a vu la photographie qui les représente ensemble au milieu du pont-frontière d'El Paso, (la Constitution mexicaine aussi bien que celle des États-Unis interdit au président en exercice de franchir la frontière du pays.) Deux ans plus tard, on fomentait des insurrections contre l'homme « qui avait bien mérité de l'humanité », mais dont on avait fait depuis, pour les besoins de la cause, « un sanguinaire despote ». (Voir le *Barbarous Mexico* de John Kenneth Turner, répandu sous main par les soins du gouvernement.) Deux années plus tard, à l'aide de Madero soudoyé par eux, les Yankees le forçaient à quitter le pays qui devait à sa sage administration de trente-six ans l'essor économique sans exemple qu'il avait pris.

suivi cet exemple. L'ABC a donné clairement à entendre à Wilson qu'elle ne considérait pas la guerre avec le Mexique comme motivée. Enfin les premiers combats livrés par la petite armée envoyée au Chihuahua pour intimider le Mexique et les défaites qu'elle a subies ont ouvert tous les yeux sur la bravoure et l'humeur belliqueuse des Mexicains.

En fin de compte, quel profit les Américains ont-ils retiré de toutes ces intrigues ? Ils n'ont jamais eu les sympathies des populations hispano-américaines, si différentes d'eux au point de vue de la race, de la religion et des mœurs. Dans leur sot orgueil, ils n'ont jamais voulu apprendre leur langue et ne font pas mystère qu'il ne viennent chez eux que pour y gagner de l'argent. Au contraire, les Européens et, en particulier les Allemands immigrés, ont des égards pour la population, adoptent les coutumes du pays et d'ordinaire y prennent femme. Les innombrables Porfirio Diaz et Consuelo Schulze qui pullulent du Mexique à l'Argentine sont les fruits de ces croisements, de sorte qu'il n'y a pas lieu de s'étonner si le commerce allemand et celui des autres peuples européens gagne sans cesse du terrain aux dépens des Américains qui peuvent désormais faire leur deuil de la conquête pacifique des républiques latines inscrite à leur programme. Wilson, élu président par les démocrates parce qu'il prêchait une guerre à outrance contre les trusts, dont il est maintenant l'esclave, a eu jusqu'ici la main très malheureuse en politique étrangère. Or, ceux qui en souffrent en premier lieu, ce sont précisément les Américains établis à l'étranger et qui sont très mal vus partout. Rien que du Mexique il en est rentré soixante mille aux États-Unis depuis la chute de Porfirio Diaz, tous des gens autrefois à leur aise et maintenant ruinés. Ils réclament aujourd'hui à Wilson ce qu'il leur a fait perdre. Le 75 % des exportations des républiques latines ne va plus aux États-Unis et le 62 % de leurs importations n'a plus cette provenance. C'est peut-être pour cette raison qu'ils fournissent si volontiers des munitions à l'Europe, ce qui a pour effet de les délivrer, pour un temps du moins, de la concurrence des pays belligérants et surtout de la redoutable concurrence allemande ; puis ils veulent aussi se procurer d'avance l'argent nécessaire à la guerre avec le Japon, laquelle éclatera nécessairement un jour. D'autre part, ce dernier a depuis longtemps gagné sur la Russie les milliards qu'elle lui

avait refusés au traité de Portsmouth et se prépare au règlement de comptes avec la dissimulation mongole et la sûreté des méthodes apprises à l'école des Allemands . . .

\*

Du Rio Grande à la Terre de Feu vit, sur un riche et immense territoire, une population de soixante-dix millions d'âmes, une par la religion, la langue et par une haine commune de l'Américain du Nord. Le tempérament ardent de la race, les ambitions, les jalousies, les suspicions ont empêché ces pays de s'unir par des liens quelque peu étroits, et toutes les tentatives de ce genre ont fatalement abouti à une sécession d'autant plus sanglante. Mais ce que les meilleurs patriotes n'ont pu faire, l'égoïsme sans borne des Yankees l'a fait, et le rêve de Bolivar, de San Martino et de Hidalgo, l'union de l'Amérique latine tout entière, commence à prendre du relief. Il n'est pas probable que ces États se rangeront du côté du Japon, mais il est certain qu'ils ne voleraient pas au secours des États-Unis, comme l'ordonne la doctrine de Monroe, si ceux-ci venaient à être attaqués. Mais ils s'organisent, mettent en réserve les milliards que leur rapportent le blé de l'Argentine, le café du Brésil, les mines d'or du Mexique ; ils observent en silence et se préparent, eux aussi, au grand règlement de comptes, avec l'ardeur du tempérament hérité des Castellans et des Indiens leurs ancêtres, la sûreté des méthodes apprises à l'école des Allemands . . .

ETIENNE DE ZOMBORY.

---

## LA HONGRIE ET „LA PAIX SÉPARÉE“

---

Nous n'avons jamais cessé d'admirer l'organisation de la presse de nos adversaires. Avant même que la conflagration actuelle eût éclaté, ils disposaient déjà dans tous les pays d'organes où la cause pour laquelle ils allaient combattre était glorifiée d'avance. Avant même que l'Austro-Allemagne barbare eût rêvé d'attenter à la civilisation du monde, la Russie, l'Italie, la France et l'Angleterre s'attribuaient déjà mutuellement les rôles les plus glorieux à jouer dans l'histoire de l'Europe future. C'est que les Alliés actuels, doués qu'ils étaient d'un talent divinatoire extraordinaire, prévoyaient que le journalisme était appelé à exercer un puissant ascendant sur l'esprit de leurs peuples, lesquels ne se doutaient guère qu'ils auraient bientôt à défendre les principes sacrés de l'humanité.

Bref, la campagne de presse était si bien organisée que nos adversaires pouvaient être sûrs de la victoire par la plume qui ne devait, du reste, que précéder celle qu'ils allaient remporter sur les champs de bataille . . .

Partant de l'idée qu'ils imposeront leur volonté à l'Austro-Allemagne et à ses alliés vaincus, les publicistes ententistes veulent bien lancer de temps en temps des manifestes sur le sort qui nous sera réservé à nous autres Hongrois. Ces ballons d'essai ont pour but de semer la discorde entre les puissances centrales et leurs « complices », comme le disent galamment nos ennemis. La victoire leur est acquise (elle l'était toujours), seulement ils voudraient l'« accélérer », et c'est pour cela qu'ils cherchent à nous désunir. Comme la réalité se refuse obstinément à combler leurs vœux secrets d'ardents patriotes, force leur est d'inventer des histoires sur les velléités séparatistes des Turcs, des Bulgares, des

Autrichiens et des Hongrois. Pour nous donner le change, ils cessent donc parfois de nous assommer de leurs plans stratégiques irrésistibles pour développer leurs méditations profondes sur le « plan pangermaniste démasqué » ou sur les dissidences qui régneraient parmi les peuples qui sont « à la dévotion de l'Allemagne ».

Ainsi, pendant un certain temps, les journalistes ententistes se sont efforcés de faire accroire aux naïfs qui sont encore nombreux dans ce monde que la Turquie n'aspirait qu'à l'honneur de conclure une paix séparée avec la Quadruplice « victorieuse » ; d'autres fois, ils répandaient des rumeurs tendancieuses sur les querelles intestines des partis politiques bulgares, et naguère encore nous lisions un article humoristique dans un organe « neutre », le *Journal de Genève* (1) où un « goîtreux d'Outre-Jura » (cette expression est de M. Clemenceau) divaguait sans vergogne de la tentation « bien naturelle » de la Bulgarie « de conclure une paix séparée si les Alliés y consentaient ». Soit dit en passant, que par le temps triste qui court, rien ne nous amuse autant que la lecture des publications adverses ; nous y retrouvons toujours le verbiage inepte sur la « victoire définitive » que les Alliés sont en train de remporter depuis le commencement des hostilités ; sur leurs visées mégalomanes d'arbitres du monde et les projets futurs qu'ils enfantent avec une prodigalité merveilleuse en vue d'un remaniement de la carte de l'Europe... Pauvres visionnaires au cerveau fêlé qui font mine de croire que leurs rodomontades hystériques doivent être prises au sérieux !

Conformément donc à leur « victoire » *in spe*, les futuristes de l'Entente rendent des arrêts sur le sort de leurs adversaires dont ils escomptent toujours la défaite prochaine, mais qui ne manquent pas de se porter assez bien, quoique leur « écroulement » ait déjà été prédit à plusieurs reprises. Cependant les prophètes inspirés de la presse quadrupliciste ne se gênent pas pour si peu de chose et, malgré les démentis les plus catégoriques, ils continuent à répandre des bruits perfides sur les tendances des Turcs, Bulgares, Autrichiens et Hongrois à se « rapprocher des Alliés » et sur leur désir plus ou moins ardent de « conclure une paix séparée » avec ces derniers.

(1) *Les Bulgares et la guerre*, n° du 5 août 1916.

Tout récemment, ce fut le dada des velléités séparatistes de la Hongrie que les publicistes omniscients de la Quadruple enfourchèrent avec un zèle tout particulier. Les correspondants des journaux suisses, français et anglais siégeant à Budapest informèrent leurs lecteurs crédules qu'en Hongrie le peuple ne demanderait pas mieux que de tendre la main aux Alliés magnanimes, si dignes d'amour dans leur lutte pour les grands idéaux de l'humanité. Hélas ! Il y eut un temps où l'on aimait la France et l'on admirait l'Angleterre en notre pays, enclin à une xénophilie injustifiée ; mais ce sont *tempi passati*. On peut dire que personne n'a rendu plus de services à la cause du « pangermanisme » et à la germanophilie chez nous que les Franco-Anglais eux-mêmes : la façon peu chevaleresque des Français à l'égard des internés hongrois en France et, en général, à l'égard de leurs adversaires ; la campagne de mensonges et de calomnies menée par l'Angleterre et la France contre un peuple si admirable que le peuple allemand, n'a fait qu'acquérir des sympathies nouvelles à ce dernier, tandis que le respect qu'on portait aux grandes nations occidentales a sensiblement diminué . . .

Il est curieux que les Alliés qui sont partis en guerre — n'est-ce pas ? — pour protéger les États « opprimés », sont sur le point de perdre la sympathie dont ils y jouissaient avant leur lutte rédemptrice. En Grèce, par exemple, l'opinion publique, si favorable à l'Entente au commencement des hostilités, s'est complètement tournée contre les défenseurs tyranniques des petits peuples ; même revirement, entre autres, dans les Pays-Bas, en Turquie, en Bulgarie et chez nous. Nous relevons ce fait parce que les semeurs de faux bruits sur les tendances pacifistes du peuple hongrois prennent plus ou moins cette sympathie d'antan pour base de leurs élucubrations malades. Le moindre incident des débats parlementaires leur fournit un prétexte pour évoquer le fantôme de graves dissidences au sein des partis politiques hongrois, et aucun de nos hommes d'État ne peut se déplacer sans que les susdits « correspondants » ne fassent entonner, à propos de leur voyage, les voix recueillies avec délices par nos ennemis — sur la « paix séparée » que nous serions heureux de faire avec eux.

Nous avons déjà maintes fois touché cette question dans notre *Revue*. Si nous y revenons aujourd'hui, c'est parce que

récemment le *Morning Post*, le *Figaro*, le *Temps*, la *Gazette de Lausanne* (dont l'ententophilie tourne à la folie) consacrent des articles, sinon des études au « problème hongrois ». La scission récente qui s'est produite dans le parti indépendant et la fondation d'un nouveau parti par le comte Károlyi ont donné l'occasion à certains spécialistes franco-anglais-suisse de se mêler de nos affaires et de dévoiler aux peuples victorieux de l'Entente le mystère caché au fond de nos âmes. Du fait qu'avant la guerre ledit comte manifestait le désir de se rapprocher des cercles politiques de Paris et St-Pétersbourg, on concluait à des divergences d'opinion qui existeraient, par rapport à la guerre, entre les partis politiques de l'opposition hongroise, bien que le comte Károlyi eût déclaré lui-même que « maintenant que la lutte nous a été imposée, il s'agit de défendre la patrie jusqu'au bout ».

Tout cela n'empêche pas les chevaliers désintéressés de la presse adverse de répandre leurs contes à dormir debout. Ainsi la *Gazette de Lausanne*,<sup>(1)</sup> avec une malveillance perfide dont cet organe neutre de l'Entente est coutumier, attribue au parti nouvellement fondé du comte Károlyi l'intention de « demander dès maintenant la cessation de la guerre ». Dans un autre article consacré à l'Autriche-Hongrie, un correspondant de ce même journal écrit sans vergogne ce qui suit : « Le comte Tisza est avec les souverains même des pays agresseurs l'homme à qui incombe la plus grande responsabilité dans la guerre en cours. Maintenant que le grand coup pourrait bien être manqué, maintenant que la situation de l'Autriche-Hongrie, en attendant le tour de l'Allemagne, devient extrêmement critique, les adversaires politiques du comte Tisza redressent la tête. Ils se seraient gardés de rien dire si Tisza avait parié pour le bon cheval ; mais puisqu'il a ponté sur le mauvais, ils s'empressent de le renier. C'est dans l'ordre.

Et déjà l'opposition hongroise se distribue les rôles, certains d'entre ses membres implorant de Berlin un secours suprême, d'autres commençant à faire à la Quadruple Entente les yeux doux. Mais ce manège-ci ne réussira probablement pas mieux que l'autre. Une victoire de la Quadruple Entente

(1) N° du 6 août 1916.

entraînerait certainement pour la Hongrie non moins que pour l'Autriche de graves conséquences.»<sup>(1)</sup>

L'extravagant folliculaire qui a signé ce morceau de démente ententiste où il supplée à son ignorance crasse des choses de Hongrie par un manque absolu de bonne foi, ferait mieux de se soigner dans une maison de santé que de lancer des pronostics. Parler sans relâche de ce qui «sera», de ce qui «arrivera» c'est du futurisme stupide, qu'on nous débite depuis deux années déjà ! Quand vos Alliés auront réoccupé le nord de la France, la Belgique, la Pologne, la Serbie, le Monténégro, etc., vous pourrez faire preuve d'incompétence en matière de «problèmes austro-hongrois», mais jusque-là, ne vous cassez pas la tête sur le sort futur de notre monarchie !

D'une manière générale, il est étrange de voir que les ententistes qui veulent passer, entre autres, pour les champions de «la sainteté des traités», confondent avec les Italiens les nations honnêtes qui sont leurs adversaires. Tout en prodiguant les protestations ridicules de combattre pour la justice, on pousse à la trahison les Turcs, les Bulgares, les Autrichiens, les Hongrois, etc. Avons-nous besoin de répéter que la Hongrie, toute la Hongrie est pour toute la guerre et que, de l'avis unanime des groupements politiques hongrois, nous sommes décidés à «aller jusqu'au bout» dans cette guerre que nous menons aussi pour l'intégrité territoriale de notre patrie millénaire. Il ne nous faut pas proférer des mots sonores et hypocrites sur le but de nos efforts, car nous pouvons proclamer hautement que Hongrois, Autrichiens, Allemands, Turcs et Bulgares ne défendent que leur existence nationale et que leur intérêt bien entendu ainsi que l'honneur national exigent impérieusement qu'ils poursuivent ensemble jusqu'à une fin victorieuse leur guerre défensive.

(1) N° du 26 juillet 1916.

---

## L'INTERVENTION DE LA ROUMANIE

---

Les Alliés qui luttent pour le triomphe du droit et de la justice — et pour la sainteté des traités — comptent un champion de plus: la Roumanie.

Nous voudrions être frappés de démence ententiste pour traiter l'intervention roumaine de la façon dont elle est digne d'être traitée; nous voudrions — oh! seulement dans ce but — disposer de la plume du fou furieux nommé Charles Maurras, par exemple, pour exprimer le dégoût que nous ressentions toujours lorsque en lisant — par devoir professionnel, hélas! — les journaux roumains «neutres», nous nous rendions compte de la mentalité valaque, mais nous savons bien que, en Hongrois barbares que nous sommes, nous ne pourrions jamais descendre assez bas pour atteindre le niveau des publicistes franco-anglais. Nous nous résignons donc à saluer avec un mépris profond l'entrée en lice des «frères latins» d'outre-mont pour la défense de la civilisation.

Lorsque les Italiens, après bien des tergiversations et des pourparlers en vue d'extorquer le plus possible à la monarchie austro-hongroise, se sont enfin décidés à combattre pour la liberté de l'Europe, ils y ont mis au moins une certaine forme. Avant de déclarer la guerre à ses alliés, l'Italie a dénoncé le traité qui la liait à la Triple-Alliance on n'est pas pour rien un peuple latin, c'est-à-dire avancé en civilisation et sensible à l'honneur... Les Roumains, quoique d'origine latine (il est vrai que les historiens sérieux trouvent ridicule la prétention des Valaques de descendre des empereurs romains) n'ont même pas jugé nécessaire de déclarer nulle la convention militaire qui les attachait depuis

une trentaine d'années aux puissances centrales: en gens bien élevés, mais un peu sournois, ils nous ont tout simplement déclaré la guerre et même avant de remettre à notre gouvernement la note y relative, ils ont déjà fait irruption en Transylvanie.

Bravo! Ce geste ne sied pas mal aux nouveaux défenseurs de la cause sacro-sainte pour laquelle combattent les Alliés...

Nous ne ferons pas l'honneur au ministre qui a signé l'acte notifiant l'état de guerre entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie de discuter sérieusement les motifs qu'il allègue; contentons-nous de faire remarquer que cette manie ententiste de libérer les peuples dits opprimés n'est nulle part plus déplacée que chez les Roumains qui veulent sauver «leurs frères de Transylvanie et de Bucovine». Car les Roumains de Hongrie et d'Autriche n'entendent pas être «rédimés» par leurs nationaux qui devraient commencer par libérer leur propre peuple gémissant sous le joug ignoble de l'oligarchie des bojars. Nos Roumains se trouvent, aux points de vue social et civilisatoire, à un degré beaucoup plus élevé que ceux qui ont l'impudence de déclamer contre l'oppression magyare ou autrichienne. Aussi les députés hongrois et autrichiens de nationalité roumaine, en exprimant leur fidélité et leur loyauté à la dynastie des Habsbourg et en stigmatisant la politique russophile de la Roumanie, ont-ils été unanimes à renier toute communauté de vues avec les menteurs hypocrites vendus à l'Entente qui viennent d'organiser la honteuse agression contre les puissances centrales auxquelles la Roumanie doit en partie son existence nationale et son développement économique.

La vérité est que les Alliés, victimes d'une paranoïa incurable, ont réussi à faire accroire à Bratianu et consorts que leur victoire était «sûre et certaine» (mathématiquement et d'une façon absolue). *Facile credimus quod volumus!* Les Roumains ont ajouté foi aux fanfaronnades imbéciles des plumitifs ententistes qui ont le toupet de parler d'une défaite «prochaine» de l'Austro-Allemagne, bien que, depuis plus de deux ans déjà et malgré leur écrasante supériorité numérique, les glorieuses armées alliées ne soient pas parvenues à nous déloger des vastes territoires que nous avons occupés. Les défenseurs de la civilisation qui nous accusent

d'être — c'est sérieux — «des empires de proie», ont exercé une pression inouïe sur la Roumanie afin que celle-ci combatte à leurs côtés pour la liberté de l'Europe, ce qui veut dire en bon français qu'ils lui ont promis des morceaux de territoire qui nous appartiennent, si leur campagne de brigandage et de rapine est couronnée de succès.

L'exemple de l'Italie félonne aurait pu cependant éclairer «les frères latins» sur les suites d'une action contre le formidable bloc «austro-allemand» — suites dont la Roumanie ne tardera pas à s'apercevoir.

X.

---

---

## CHRONIQUE DE LA GUERRE

---

10 septembre 1916.

Nous n'avons pas encore eu l'occasion de parler du deuxième anniversaire de l'ouverture des hostilités, bien que le 31 juillet, nous soyons déjà entrés dans la troisième année de la guerre. Relevons avant tout le fait que l'ardeur guerrière des parties belligérantes ne semble aucunement près de s'éteindre. Quelques voix timides venant du côté des «neutres» se sont fait entendre en faveur de la paix, mais on n'y a presque pas prêté l'oreille. Sur l'initiative de la *Conférence des Neutres* à Stockholm, M<sup>me</sup> Ellen Key, le poète célèbre, a écrit un article intitulé: Deux ans, *Deux ans, Deux ans!* où elle exhorte les peuples belligérants à faire la paix, «avant qu'ait sonné l'heure sanglante du déclin de l'Europe dans l'histoire universelle». Nous publions ici quelques passages de cet article à titre documentaire seulement, puisque nous sommes convaincus que la guerre durera longtemps encore et que, par conséquent, les paroles de l'auteur suédois sont «inactuelles» :

«C'est à coups de marteau qu'on devrait enfoncer ces deux mots dans la conscience de celui qui se refuse à y penser!

Entre aujourd'hui et le soir de 1914 où, pour la dernière fois, les cloches dominicales retentirent sur un monde de paix, des siècles pourraient s'être écoulés, tant l'humanité a vieilli depuis lors; oui, des siècles, tant l'humanité a souffert!

La destinée qui d'ordinaire descend doucement et comme goutte à goutte sur nos années, s'est précipitée sur nous, en brusque cataracte. Les hommes d'âge moyen

sont devenus gris durant ces sept cent trente jours et les jeunes gens, mûrs avant le temps. Des millions de mères aux nombreux enfants ont été terrifiées comme Niobé ; des millions d'enfants aux lèvres encore humides du lait maternel ont été arrachés du bras protecteur par la mort ou la fuite. Des millions d'hommes éclatants de jeunesse et de force ont été, telles des loques, jetés en masse dans les fosses communes ou sont condamnés à traîner sur la terre le reste de leur vie d'estropiés. Des millions de femmes, éclatantes de jeunesse et de vigueur, ont vu leur bonheur ou leur espoir se flétrir comme le germe du fruit, après la gelée d'une nuit de mai. Des millions de femmes autrefois fières de leur vitalité, remplissent aujourd'hui les hôpitaux et les maisons de santé... quand les cruautés de la guerre ne leur ont pas fait goûter enfin le dernier repos dans la tombe ou au fond de la mer. Des millions de foyers où régnait l'aisance et le contentement, ne sont plus que des monceaux de ruines. Des objets sans nombre et d'un prix inestimable pour le cœur de leur propriétaire sont perdus ; d'innombrables trésors de la nature et de l'art sont détruits à jamais ; des valeurs immenses sont anéanties. Et ce qu'il y a de plus grand parmi ces valeurs, les intelligences où sommeillaient les grandes actions de l'avenir, ont été précipitées dans le néant avec le cerveau qui les eût produites. Et, à côté de cela, toutes les âmes qui, pour toujours, sont émoussées, endurcies, abruties !

Tout cela, l'humanité l'a supporté au cours de deux années... deux années ! Cette période, qui nous fait paraître courte toute notre vie antérieure, est la première d'une ère nouvelle et, non seulement pour les peuples en guerre ; pour les neutres aussi, la guerre mondiale a changé la face de la terre. Il y a des personnes qui ont vécu la guerre de façon si intense que l'image de l'une ou l'autre victime expressive du fléau, bien qu'inconnue, les poursuit nuit et jour. Et dans leur propre pays, la vue des jeunes gens pleins de vigueur et de santé leur est une souffrance par la pensée que la guerre aurait pu les mutiler eux aussi.

Ceux qui, dans ces deux ans, ont vécu ainsi la guerre par le sentiment, l'imagination et l'esprit, sentent, comme une mer en fureur, tout leur être se soulever contre les auteurs de la guerre et ceux qui la prolongent. Depuis deux ans, les mêmes images trompeuses sont agitées devant nos yeux endoloris; depuis deux ans, les mêmes mots résonnent à nos oreilles fatiguées: chaque nation absolument innocente d'avoir provoqué la guerre; son profond amour de la paix avant la guerre; son devoir d'obtenir les résultats qui seuls peuvent garantir au monde la paix... partout la même chose. Mais de plus en plus fortement la conviction s'impose que la fièvre des blessés seule fait prononcer ces paroles aux belligérants.»

Nous recommandons à M<sup>me</sup> Ellen Key de lire les journaux et revues franco-anglais: qu'elle compare leur ton avec celui des publications émanant des pays «austro-allemands»; elle pourra se rendre compte que les publicistes de l'Entente, hurlent comme des sauvages et ne rêvent qu'anéantissement écartèlement et destruction... A l'appui de ce que nous avançons, nous allons reproduire quelques passages de la *Chronique de la quinzaine* de M. Charles Benoist, parue dans la *Revue des Deux Mondes* (n° du 15 août 1916). C'est une publication qu'on voudrait croire «sérieuse», n'est-ce pas? Et cependant, une odeur malsaine de folie criminelle s'exhale de toutes ses pages. Voici, par exemple, ce que dit l'académicien et député susmentionné à propos du deuxième anniversaire de la guerre:

«Cette quinzaine même, le 2 août, nous sommes entrés dans la troisième année de la guerre. Tous les souverains et chefs d'État ont profité de l'occasion pour dresser en quelque façon le bilan sommaire des deux premières années. La note donnée par les Alliés est celle d'une confiance simple et sûre. L'empereur de Russie, le roi George, le roi Albert, le roi d'Italie, l'empereur du Japon, le roi de Serbie, M. Poincaré, leurs ministres, les généraux, ont tenu, presque dans les mêmes termes, le même langage. D'un bout à l'autre de l'empire britannique, c'est-à-dire sur toute la surface du globe, 3000 meetings, à la même heure, ont répété le

même serment. De son côté, l'empereur Guillaume a essayé d'emboucher la trompette, en deux proclamations lancées l'une à son armée et l'autre à son peuple. Mais le souffle manque, ou il est court, et dessous, on entend comme un râle. «La puissance et la volonté de l'ennemi ne sont pas brisées. Nous devons continuer l'âpre lutte pour la sécurité de ceux qui nous sont chers, pour l'honneur de la patrie et la grandeur de l'Empire. Dans cette lutte décisive, quels que soient les moyens adoptés par l'ennemi, nous resterons en cette troisième année, ce que nous avons été.» Ou bien : «Nous avons encore de dures épreuves devant nous. Il est vrai qu'après la tempête terrible de ces deux années de guerre, tous les cœurs humains aspirent au rayon de soleil de la paix ; cependant la guerre continue, parce que le but de nos ennemis est aujourd'hui encore l'anéantissement de l'Allemagne. Nos ennemis seuls sont responsables du sang qui sera encore versé.

Ce n'est pas l'accablement, mais c'est la lassitude. Ce n'est pas l'abandon, mais c'est le doute. Et la voix de l'empereur est ici la voix de l'empire : elle s'enfle vainement en rodomontades qui tremblent. Conférenciers, publicistes, sauf une poignée d'énergumènes, et critiques militaires s'accordent jusqu'en leur désaccord. L'invocation à Hindenburg, la reprise même de la piraterie sont des signes. Moralement, l'Allemagne est battue. Si «moralement» voulait dire : «en morale», elle le serait depuis le premier jour. Seulement, son amoralité la rend invulnérable à une défaite morale. Il faut qu'elle soit battue matériellement, et qu'elle sente le châtimeut dans sa chair. Battue avec le marteau de son dieu Thor, dont on lui cassera le manche entre les mains. Elle le sera. «Je ne veux pas dire, précise le général Joffre, en son laconisme ordinaire, que la ruine de l'Allemagne est arrivée, mais je dis qu'elle arrivera.» Alors on pourra suivre l'idée émise à plusieurs reprises par M. Asquith, de déférer à une sorte de tribunal international et de faire condamner, comme criminels de droit commun, tous ceux qui seraient reconnus coupables des actes dont le nom allemand est souillé. Cette guerre a créé tant de

nouveau qu'on ne voit pas pourquoi la paix n'en créerait point. Un grand pas serait fait vers le règne du droit, s'il était désormais acquis que personne, si haut soit-il, ne se joue impunément du droit. Le droit des gens deviendrait un droit positif, la morale d'État une morale avec obligation et sanction. L'humanité aurait sa revanche; la Cour de la Haye, bafouée comme à plaisir, ne serait plus si ridicule. Et c'est une raison de plus pour nous, et pour les nations qui, avec nous, crurent à la valeur de «ces chiffons de papier», de ne vouloir qu'une paix pleinement victorieuse».

Quand on a une opinion si favorable de soi, et l'on ne trouve que des paroles d'ironie haineuse à l'adresse de l'ennemi qui se défend d'une manière presque surhumaine contre une conjuration de malfaiteurs, il ne faut pas s'attendre à une réconciliation prochaine des peuples. M. Joffre prophétise «la ruine de l'Allemagne»; nous trouvons ridicule «le père Joffre» avec ses pronostics; il est fier d'avoir empêché la marche des Allemands sur Paris, mais, soit dit entre parenthèses, il oublie qu'il doit ce succès en partie à la mobilisation prématurée des Russes et en partie à la trahison de l'Italie, laquelle lui a permis de dégarnir la frontière franco-italienne; il oublie aussi que ses héros luttent cinq contre un et que, même s'il était aussi bon général que mauvais devin, il devrait avoir plus de respect pour un ennemi auquel il ne peut enlever le territoire de son pays, envahi depuis si longtemps...

Pour ce qui est de M. Benoist, il radote. Est-ce que l'avocat nommé Asquith est appelé à parler de «la punition» des criminels de droit commun? M. Benoist veut rire. Et le *Baralong* et le *King Stephen*? L'humanité n'a été lésée que dans le cas du capitaine Fryatt? Si les compatriotes de M. Benoist et les Anglais traitent le peuple des constructeurs de la *Deutschland* «d'assassin», quel nom faut-il donner aux apaches qui font souffrir les prisonniers de guerre allemands et qui ne laissent passer aucune occasion sans flétrir d'une façon ignoble tout ce qui ressemble au droit, à la justice, à l'honnêteté? Mais n'imitons pas la manière d'écrire de nos adversaires; constatons seulement que tant que l'hystérie franco-anglaise n'aura pas passé par une

crise salutaire, tant que nos ennemis ne seront pas réduits à reconnaître leur impuissance et ne cesseront de rabâcher des phrases ineptes sur une «paix pleinement victorieuse»: la guerre ne pourra pas être terminée.

Il faut donc nous préparer à une longue guerre, car si nous autres barbares nous préférons, dans notre simplicité, le mot de «paix», les civilisés blancs et de couleur ont le toupet de clamer notre «lassitude». Les ententistes sont frappés d'une telle cécité qu'il ne voient que ce qu'il leur plaît de voir et comme ils ont toujours leur «victoire définitive» sur les lèvres, ils s'imaginent que tout le monde est victime de leur monomanie. On ne saurait discuter avec des gens auxquels on devrait passer une camisole de force. Que le canon continue donc à gronder, tant que les adeptes de la folie ne seront pas guéris et ne cesseront de nous partager, de nous démanteler, de nous détruire sur le papier.

Sur les champs de bataille, des actions peut-être décisives sont en train de se développer. La grande offensive franco-anglaise n'a aucunement donné les résultats qu'en attendait la Quadruplice; malgré quelques succès locaux des Français, le front allemand est resté inébranlable. Aussi les journaux franco-anglais qui, avant cette offensive, nous étourdissaient de leur vacarme en prédisant «le coup de massue», le «coup de bélier», la «grande trouée», sont-ils retournés à leur idée favorite: «la guerre d'usure». Comme cela est naturel chez des maniaques, les ententistes parlent toujours de l'usure de l'adversaire et font semblant de croire que celle-ci ne saurait les atteindre. Quoi qu'il en soit, après l'échec de toute opération de grande envergure, la presse adverse entonne toujours la vieille chanson sur l'épuisement de l'Austro-Allemagne: c'est un signe infaillible de l'impuissance des Alliés victorieux d'aboutir par les armes.

Le collaborateur militaire de l'*Aftonbladet* (Stockholm) examine dans son journal les résultats des deux mois et demi d'offensive ententiste et écrit: «A la lecture des listes de pertes anglaises en officiers, on constate que le nombre des officiers tués est en moyenne par jour de 40 à 100, et qu'il peut s'élever même jusqu'à 140. A raison de 70 à 80 hommes tombés par officier tué, on peut estimer approximativement

les pertes totales en hommes et cela donne un chiffre approchant de celui de la population de Stockholm. D'autre part, le nombre des blessés est trois à quatre fois plus considérable. Cela étant, l'Entente est-elle fondée à conserver sa croyance optimiste qu'elle pourra refouler de la sorte les Allemands hors de France? Peut-on vraiment s'imaginer qu'elle serait de force à poursuivre ainsi mois après mois la réalisation de son but? Ses troupes ne se sont pas encore emparé de la plus petite ville ou du moindre point de jonction ferrée. A ce train de limace, avant que la frontière allemande de Lorraine fût atteinte, la guerre devrait durer 30 années et la France serait depuis longtemps dépeuplée . . .»

Le colonel suisse, Charles Egli s'exprime ainsi: «L'offensive anglo-française sur le front occidental a dégénéré depuis quelque temps en un certain nombre de combats locaux dont le résultat d'ensemble paraît diminuer d'importance de semaine en semaine, et cela bien que les Anglais envoient au feu toujours de nouvelles troupes et qu'ils aient engagé la semaine dernière une nouvelle armée. Le peu qui a été obtenu, est une bande de territoire français de quelques centaines de mètres au nord-est et à l'est de Hem. Il est clair qu'il n'est pas possible de remporter de la sorte une victoire sur les Allemands, d'autant plus qu'au sud de la Somme, la bataille a subi un arrêt presque complet. Il ne peut être question, en y allant de cette façon-là, d'exterminer l'armée allemande qui sera renforcée régulièrement pendant des années d'un nombre de recrues infiniment supérieur à celui des pertes subies. Les Français ont reperdu avant la fin de juillet une bonne partie du terrain qu'ils avaient gagné près de Verdun, et sur la Somme ils ont fait fort peu d'avance. Les combats recommencés autour de Verdun ont une importance toute locale, parce que les Français ne sont pas pour le moment en état d'y engager assez de troupes pour amener un résultat définitif.»

Les Italiens, après avoir pris Goritz, se sont adonnés à une débauche inouïe de joie triomphale, ce qui est presque naturel chez un peuple dont le seul succès, depuis seize mois, consiste dans l'occupation d'une ville détruite que nous avons l'intention d'évacuer au commencement de la

guerre avec notre ex-allié. On dit que le poète d'Annunzio, *vulgo* Rapagnetta, s'est fait exprès tirer un coup de revolver pour perdre les yeux : il entend par là ressembler au vieil Homère et être digne de chanter cette « victoire » de l'Italie. Après quoi nous espérons que des savants archéologues vont faire cette découverte que l'aède grec n'a jamais été aveugle.

Les Russes déploient aussi des efforts puissants pour briser nos lignes sur le front oriental. Ils n'y sont pas parvenus et nous avons la ferme conviction qu'ils n'y parviendront pas et qu'ils ne feront que grossir les hécatombes amoncelées jadis par le forçement désespéré des Carpathes. Leur grande offensive, menée avec vigueur et adresse, n'a atteint ni Lemberg, ni Kowel, et le terrain qu'ils ont gagné en Volhynie, Galicie et en Bucovine, leur a imposé des sacrifices tellement lourds que la Russie « inépuisable » elle-même ne peut s'en offrir le luxe sans de sérieux dangers.

Les forces bulgaro-allemandes opérant dans la Dobrudja « roumaine », dite Nouvelle-Dobrudja (traîtreusement arrachée aux Bulgares par « la paix de Bucarest ») viennent d'infliger la première grande défaite aux Russo-Roumains : elles ont pris en assaut la place forte de Toutrakan en faisant environ 30.000 prisonniers (parmi ceux-ci 4000 officiers) et en capturant plus de 100 canons. Cette victoire retentissante ne manquera pas à faire sentir son influence sur le front hongrois en Transylvanie.

HISTORICUS.

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCES "ADRIA"

La Société d'Assurances «Adria» a tenu le 7 août 1916 sa 77<sup>e</sup> Assemblée générale. Il résulte du rapport du Conseil d'Administration que les *assurances réalisées sur la vie* s'élèvent à 35,599.362 cour., les *assurances contre incendie* à 25,655.899 cour., les *assurances de transports* à 3,203.069 cour., les *assurances contre infraction* à 859.753 couronnes.

Le dividende fixé sur le bénéfice net est de 160 couronnes par action. (En 1915, il a été de 130 couronnes.)

Le capital de la Société à la fin de l'exercice de cette année est de 10,000.000 cour.; la somme des réserves se monte à 200,000.000 de cour. La caisse de retraite des employés de la Société dispose d'une somme de 5,259.513 cour.

Hors  
Concours.



16  
Médailles d'or.



Vins fins mousseux hongrois.

## LOUIS FRANÇOIS ET C<sup>o</sup>.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.

Marque exquise :

## TRANSYLVANIA SEC.

# CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

| Budapest—Vienne—Zurich—Genève        |      |   |      | Budapest—Fiume                      |      |   |      |         |
|--------------------------------------|------|---|------|-------------------------------------|------|---|------|---------|
| 200                                  |      | <i>d.</i> Budapest Ouest..... <i>a.</i>     | —    | 710                                 | 1025 | <i>d.</i> Budapest..... .. <i>a.</i>      | 645  | 905     |
| 620                                  |      | <i>a.</i> Vienne (Marchegg) <i>d.</i>       | —    | 228                                 | 850  | <i>d.</i> Zâgrâb ..... <i>d.</i>          | 831  | 209     |
| 205                                  |      | <i>d.</i> Budapest Est. .... <i>a.</i>      | 140  | 730                                 | 405  | <i>a.</i> Fiume ..... <i>d.</i>           | 1255 | 810     |
| 640                                  |      | <i>a.</i> Vienne Ostb.(Bruck) <i>d.</i>     | 910  | <b>Budapest—Predeal—Bucarest</b>    |      |   |      |         |
| 750                                  |      | <i>d.</i> Vienne Westb. .... <i>a.</i>      | 720  | 210                                 | 935  | <i>d.</i> Budapest ..... ..               | 125  | 735     |
| 710                                  |      | <i>a.</i> Innsbruck ..... <i>d.</i>         | 730  | 633                                 | 329  | <i>a.</i> Predeal .....                   | 842  | 1220    |
| 1152                                 |      | <i>a.</i> Buchs ..... <i>d.</i>             | 221  | 811                                 | 529  | <i>d.</i> Predeal .....                   | 900  | 1209    |
| 1215                                 |      | <i>d.</i> Buchs ..... <i>a.</i>             | 151  | 1155                                | 920  | <i>a.</i> Bucarest .....                  | 505  | 750     |
| 223                                  |      | <i>a.</i> Zurich ..... <i>d.</i>            | 1152 | <b>Budapest—Varsovie</b>            |      |   |      |         |
| 310                                  |      | <i>d.</i> Zurich ..... <i>a.</i>            | 802  | 705                                 |      | <i>d.</i> Budapest..... <i>a.</i>         | 620  |         |
| 753                                  |      | <i>d.</i> Lausanne..... <i>a.</i>           | 210  | 505                                 |      | <i>d.</i> Oderberg ..... <i>d.</i>        | 1013 |         |
| 900                                  |      | <i>a.</i> Genève ..... <i>d.</i>            | 100  | 1000                                |      | <i>d.</i> Trzebinia..... <i>d.</i>        | 730  |         |
| <b>Budapest—Sofia—Constantinople</b> |      |   |      | 1120                                |      | <i>a.</i> Zabkowice ..... <i>d.</i>       | 555  |         |
| 1155                                 | *    | <i>d.</i> Budapest Ouest ... <i>a.</i>      | 610  | 1131                                |      | <i>d.</i> Zabkowice ..... <i>a.</i>       | 544  |         |
| 617                                  |      | <i>d.</i> Zimony ..... <i>d.</i>            | 1050 | 612                                 |      | <i>a.</i> Varsovie ..... <i>d.</i>        | 1100 |         |
| 937                                  |      | <i>a.</i> Sofia ..... <i>d.</i>             | 835  | <b>Budapest—Oderberg—Berlin</b>     |      |   |      |         |
| 1015                                 |      | <i>d.</i> Sofia ..... <i>a.</i>             | 805  | 650*                                | 650  | <i>d.</i> Budapest Ouest..... <i>a.</i>   | 940  | 1130    |
| 1020                                 |      | <i>d.</i> Kuleliburgas ..... <i>d.</i>      | 848  | 1233                                | 1241 | <i>d.</i> Zsolna..... <i>a.</i>           | 351  | 552     |
| 700                                  |      | <i>a.</i> Constantinople ... ..             | 1205 | 253                                 | 325  | <i>d.</i> Oderberg ..... <i>d.</i>        | 110  | 340     |
| <b>Budapest—Cologne—Bruxelles</b>    |      |   |      | 521                                 | 612  | <i>d.</i> Breslau ..... <i>d.</i>         | 955  | 1251    |
| 930                                  |      | <i>d.</i> Budapest Ouest..... <i>a.</i>     | 710  | 953                                 | 1108 | <i>a.</i> Berlin Friedr. Str. <i>d.</i>   | 426  | 815*    |
| 550                                  |      | <i>a.</i> Vienne Ostb. (Marchegg) <i>d.</i> | 1125 | <b>Berlin—Amsterdam—La Haye</b>     |      |   |      |         |
| 720                                  |      | <i>d.</i> Vienne Westbahn... <i>a.</i>      | 1005 | 930                                 | 807  | <i>d.</i> Berlin Friedr. Str. <i>a.</i>   | 735  | 557     |
| 1258                                 |      | <i>a.</i> Passau ..... <i>d.</i>            | 455  | 1020                                | 829  | <i>a.</i> Amsterdam..... <i>d.</i>        | 804  | 138     |
| 115                                  |      | <i>d.</i> Passau ..... <i>a.</i>            | 430  | 1106                                | 917  | <i>a.</i> La Haye ..... <i>d.</i>         | 706  | 1248    |
| 450                                  |      | <i>a.</i> Nurnberg..... <i>d.</i>           | 1255 | <b>Berlin—Copenhagen</b>            |      |   |      |         |
| 923                                  |      | <i>a.</i> Francfort ..... <i>d.</i>         | 805  | 820                                 |      | <i>d.</i> Berlin Stett. Bhf.... <i>a.</i> | 929  | Express |
| 509                                  |      | <i>a.</i> Cologne ..... <i>d.</i>           | 1148 | 719                                 |      | <i>a.</i> Copenhagen ..... <i>d.</i>      | 1020 |         |
| 750                                  |      | <i>d.</i> Cologne ..... <i>a.</i>           | 1101 | <b>Berlin—Stockholm—Christiania</b> |      |   |      |         |
| 140                                  |      | <i>a.</i> Bruxelles..... <i>d.</i>          | 457  | 830                                 |      | <i>d.</i> Berlin Stett. Bhf.... <i>a.</i> | 725  |         |
| <b>Budapest—Vienne—Munich</b>        |      |   |      | 849                                 |      | <i>a.</i> Stockholm ..... <i>d.</i>       | 830  |         |
| 205                                  |      | <i>d.</i> Budapest Est. .... <i>d.</i>      | —    | 830                                 |      | <i>d.</i> Berlin..... <i>a.</i>           | 725  |         |
| 640                                  |      | <i>a.</i> Vienne Ostb.(Bruck) <i>d.</i>     | 910  | 1200                                |      | <i>a.</i> Christiania..... <i>d.</i>      | 545  |         |
| 200                                  | 930  | <i>d.</i> Budapest Ouest. ... <i>a.</i>     | 710  | <b>Berlin—Stockholm—Christiania</b> |      |   |      |         |
| 620                                  | 550  | <i>a.</i> Vienne (Marchegg) <i>d.</i>       | 1125 | 830                                 |      | <i>d.</i> Berlin Stett. Bhf.... <i>a.</i> | 725  |         |
| 1025                                 | 720  | <i>d.</i> Vienne Westb. .... <i>a.</i>      | 1005 | 849                                 |      | <i>a.</i> Stockholm ..... <i>d.</i>       | 830  |         |
| 640                                  | 137  | <i>a.</i> Salzburg ..... <i>d.</i>          | 437  | <b>Berlin—Stockholm—Christiania</b> |      |   |      |         |
| 703                                  | 200  | <i>d.</i> Salzburg ..... <i>a.</i>          | 415  | 830                                 |      | <i>d.</i> Berlin..... <i>a.</i>           | 725  |         |
| 1015                                 | 500  | <i>a.</i> Munich ..... <i>d.</i>            | 127  | 1200                                |      | <i>a.</i> Christiania..... <i>d.</i>      | 545  |         |
| 1225                                 | 520  | <i>d.</i> Munich ..... <i>a.</i>            | 117  | <b>Berlin—Stockholm—Christiania</b> |      |   |      |         |
| 758                                  | 1245 | <i>a.</i> Strasbourg ..... <i>d.</i>        | 539  | 830                                 |      | <i>d.</i> Berlin..... <i>a.</i>           | 725  |         |
|                                      |      |   | 940  | 1200                                |      | <i>a.</i> Christiania..... <i>d.</i>      | 545  |         |

# REVUE DE HONGRIE

## Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le C<sup>te</sup> ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C<sup>te</sup> ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C<sup>te</sup> MARC WICKENBURG, Bon JULES WŁASSICS, C<sup>te</sup> JEAN ZICHY

GUILLAUME de HUSZÁR, Directeur-Gérant.

*Mente hungarica,  
Verbo gallico.*

### SOMMAIRE:

|   |    |
|---|----|
| I. — Le traité d'alliance de la Roumanie avec l'Autriche-Hongrie .....  | 1  |
| II. — Comment on déclare la guerre .....  | 3  |
| III. — «Noble pays.» ( <i>La trahison roumaine jugée par un journal neutre</i> ).....   | 7  |
| IV. — Roumains de Hongrie et d'Autriche. ( <i>La fidélité de nos concitoyens de nationalité roumaine et la propagande irrédentiste</i> )..... | 10 |
| V. — Sous le joug roumain. ( <i>Les nationalités étrangères et l'oligarchie des boyards en Roumanie</i> ).....                                | 13 |
| VI. — Roumains et Russes. ( <i>La politique russe en Roumanie jugée par des Français</i> ) .....  | 23 |
| VII. — Roumains de Serbie. ( <i>L'oppression des Roumains assujettis aux Serbes</i> ).....  | 30 |
| VIII. — Les avatars de M. Take Jonesco. ( <i>Ses opinions sur la Russie, l'«ennemie héréditaire de la Roumanie»</i> ) .....                   | 38 |
| IX. — Un plan de guerre roumain contre les puissances centrales .....   | 43 |

**BUDAPEST,**  
I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — BERLIN (SW 48), BERNHARD STAAR. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK.  
MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE. — BRUXELLES, J. LEBÈGUE ET CIE. — LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES  
AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS. — BERNE, A. FRANCKE. — GENÈVE, PH. DÜRR.  
ZURICH, C. M. EBELL. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE. — LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN,  
STOCKHOLM, C. E. FRITZE. — COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ.  
BARCELONE, VERDAGUER. — ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH.  
CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL. — SMYRNE, ABAJOLI.  
NEW-YORK, G. E. STECHERT & CIE. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,  
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS  
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

---

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assurée la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est entièrement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

---

### LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.*

---

LA REVUE DE HONGRIE  
PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

---

#### PRIX D'ABONNEMENT :

|                                      |         |   |            |
|--------------------------------------|---------|---|------------|
| HONGRIE ET AUTRICHE .....            | } un an | { | 25 cour.   |
| ALLEMAGNE .....                      |         |   | 25 marcs.  |
| AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE ..... |         |   | 30 francs. |

*Prix des «livraisons de guerre» 2.50 cour.*

---

---

## LE TRAITÉ D'ALLIANCE DE LA ROUMANIE AVEC L'AUTRICHE-HONGRIE

---

L'Italie, avant de déclarer la guerre à la monarchie austro-hongroise, avait cherché un prétexte pour dénoncer, d'une façon « unilatérale » sans doute, le traité d'alliance qui la liait depuis trente-trois ans à l'Autriche-Hongrie, la Roumanie ne jugea pas conforme aux usages diplomatiques valaques d'informer son allié de ses intentions belliqueuses ; elle nous a tout simplement notifié l'état de guerre à un moment où *la convention qui la liait à notre monarchie, était encore en vigueur.*

Ce fait est sans exemple dans les annales de la diplomatie, si riches en preuves de la méchanceté et de la perfidie humaines. Le triste honneur d'avoir créé ce précédent ne saurait être contesté aux politiciens roumains.

Déjà au commencement de la guerre mondiale, la Roumanie avait honteusement trahi ses obligations d'alliée. Il était naturel que le traité d'alliance existant entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie défendît à chacune des parties contractantes de conclure des accords ou de prendre des engagements dirigés contre l'une d'elles.

Mais le gouvernement roumain n'a pas cru devoir se conformer à ces stipulations. Presque immédiatement après la mort du roi Charles, qui s'efforçait en vain de décider la Roumanie à entrer en lice à nos côtés — comme cela découlait du traité d'alliance entre ce pays et la monarchie austro-hongroise — le ministère Bratiano a engagé « un échange de vues » avec l'Entente. On pouvait facilement se rendre compte de la nature de cet échange de vues par la façon dont la Roumanie exerçait la neutralité : elle prohibait à ses alliés ce qui était permis aux ennemis de ceux-ci !

Les victoires des Puissances centrales causèrent une amère déception en Roumanie ; c'est le cœur serré d'angoisse et de jalousie que nos « alliés » valaques prenaient note de nos succès sur tous les champs de bataille, mais en bons calculateurs qu'ils étaient, ils commençaient à nous faire les doux yeux. C'est alors qu'ils se sont vus forcés de nous vendre, — à des prix scandaleux, il faut bien le dire, — certains produits de leur sol, sans toutefois que cela empêchât le moins du monde « les amis » du gouvernement roumain de toucher des à-compte sur la somme pour laquelle ils allaient vendre le pays à l'Entente . . .

A la mort du roi Charles, qui avait fait de la Roumanie non seulement un royaume, mais l'avait élevée au rang d'État, c'est une politique d'aventuriers qui prit le dessus. C'est cependant avec l'appui du père du président actuel du conseil des Ministres, Jean C. Bratiano, que le roi Charles avait opéré, en 1882, un rapprochement de la Roumanie avec les Puissances centrales. L'année suivante, en 1883, le traité d'alliance entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie fut conclu en se basant sur l'alliance de notre monarchie avec l'Allemagne, laquelle avait accédé à ce traité. Quelques années après, en 1888, l'Italie y a également accédé. *Mais comme l'accès de l'Italie ne pouvait altérer les rapports existants entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie, sa défection n'y pouvait également rien changer.* La convention avec la Roumanie était absolument indépendante de l'alliance des Puissances centrales avec l'Italie ; M. Bratiano ne fait donc que se servir d'un sophisme ridicule lorsqu'il cherche à justifier sa trahison par celle de M. Sonnino et consorts.

La vérité est qu'il substitua à l'alliance — la guerre.

On aurait pu croire que le roi refuserait de sanctionner le parjure des hommes d'État obscurs qui représentaient à cette heure tragique la nation roumaine, mais il préféra se déclarer solidaire avec eux. Charles I<sup>er</sup>, qui fut un grand roi, était d'une tout autre trempe, mais Ferdinand mit sa gloire à leur ressembler. C'est à l'Histoire de juger la félonie du gouvernement et du roi roumains ; aux armées des Puissances centrales de la châtier.

---

---

## COMMENT ON DÉCLARE LA GUERRE

---

Les ententistes ont la prétention de lutter pour une « cause sacrée ». M. Deschanel, dans la séance d'ouverture de la Chambre française, a adressé un vibrant hommage à la Roumanie qui, en se rangeant du côté des Alliés, prenait la place que lui assignait « la noblesse de ses origines ». (1) Ajoutons que M. Deschanel ne voulait pas rire en disant ceci. Le président de la Chambre française trouvait sérieusement que les Valaques étaient dignes de combattre pour la « cause sacrée » de l'Entente. Nous sommes d'accord avec M. Deschanel sur ce point. La Roumanie mérite vraiment ses louanges, parce qu'elle lutte pour une cause aussi sacrée que la Russie, l'Italie, la Serbie, et tutti quanti ; c'est-à-dire pour la rapine. Elle veut nous voler, à nous autres Hongrois, la Transylvanie, aussi ses procédés diplomatiques sont-ils ceux de brigands sournois ; M. Deschanel a donc tout lieu d'être fier des « frères latins » qu'il vient de saluer.

(1) A propos de cette « noblesse des origines », il ne sera peut-être pas inintéressant de citer l'opinion sans doute compétente d'un journal italien. Voici ce qu'écrivait le *Popolo d'Italia*, organe de M. Musolini, avant la déclaration de guerre de la Roumanie : « Qu'on cesse enfin d'appeler les Roumains une nation-sœur. *Ce ne sont pas des Romains*, quoiqu'ils fassent étalage de ce noble qualificatif. C'est un mélange de *peuples primitifs barbares* : Slaves, Petchénègues, Khazars, Avars, Huns, Turcs et Grecs, qui furent subjugués par les Romains et ainsi l'on peut facilement s'imaginer *quelle canaille* il devait en sortir. *Le Roumain est aujourd'hui encore un barbare et un individu d'une moindre valeur* qui, à la risée générale des Français, singe les Parisiens et aime à pêcher en eau trouble, là où il n'y a pas de danger. Tel il s'est révélé déjà en 1913. » — Il va sans dire qu'après la déclaration de la guerre, le même organe italien trouvait déjà que « cette fois les Roumains avaient démontré d'une façon éclatante qu'ils étaient les dignes descendants des anciens Romains, etc. »

A notre avis, la façon dont la Roumanie a déclaré la guerre à son alliée, l'Autriche-Hongrie, fera époque dans l'histoire du machiavélisme moderne. Car les Roumains, ces nouveaux champions de la justice, étaient déjà liés par un traité à notre monarchie avant même que la Triple-Alliance fût conclue. Pendant la crise balkanique, en 1913, le traité d'alliance fut renouvelé, ce qui est d'autant plus significatif que, selon les agitateurs roumains payés par l'Entente et qui excitaient à la guerre, c'était notre politique balkanique d'alors qui nous aurait aliéné les sympathies de la Roumanie.

C'est naturellement faux, car le premier ministre de Roumanie d'alors, M. Maioresco avait souvent déclaré aux agents diplomatiques de notre monarchie qu'il comprenait très-bien le point de vue de l'Autriche-Hongrie, qui n'admettait pas que la Bulgarie fût humiliée. A cette même occasion, M. Maioresco disait encore qu'il fallait chercher à empêcher que les Bulgares n'en viennent à nourrir des sentiments de vengeance contre les Roumains : ce qui serait inévitable au cas où la Bulgarie serait traitée comme elle le fut depuis. Bref, M. Maioresco avait promis de faire tout ce qui était en son pouvoir pour amener la Serbie et la Grèce à modérer leurs exigences à l'égard de la Bulgarie. On sait ce qui arriva. Les alliés et amis d'antan de la Bulgarie frustrèrent ce pays des fruits de sa victoire et — la paix de Bucarest fut signée. Mais en ce qui nous concerne, M. Maioresco avait ouvertement reconnu que l'Autriche-Hongrie, malgré la sympathie qu'elle avait témoignée à la Bulgarie, n'avait jamais manqué à ses obligations découlant de son traité d'alliance avec la Roumanie. Le fait d'avoir renouvelé, en 1913, le traité en question prouve d'ailleurs d'une façon péremptoire qu'en Roumanie même on interprétait d'une manière juste la politique balkanique suivie par la monarchie austro-hongroise.

Lorsque, le 27 août, la Roumanie déclara la guerre à l'Autriche-Hongrie, elle a donc traîtreusement rompu ses engagements. En langue ententiste, cela veut dire qu'elle s'élevait à la hauteur des peuples alliés qui luttent — comme vous le savez — pour les hauts idéals de l'humanité . . . Les dirigeants de la politique roumaine ont eu le toupet de jouer la comédie de la « neutralité » jusqu'au dernier moment, de sorte que le peuple roumain lui-même a été berné de la façon la plus ignoble. Car,

malgré les agissements des provocateurs corrompus par l'orententiste, le peuple ne voulait pas la guerre et était fermement convaincu que la paix serait maintenue. Mais la bande de criminels qui a provoqué cette guerre et cherche par tous les moyens à la prolonger, ne se soucie point des peuples et — la Roumanie dut marcher. M. Bratiano et consorts avaient déjà vendu aux Alliés le peuple roumain lorsque celui-ci rêvait encore de jouir d'une paix qui n'était menacée par personne... Le conseil de couronne, convoqué par le gouvernement, ne fut non plus qu'une comédie dont l'issue était prévue et préparée!

Sans doute, un ministre n'est pas tenu de dire toujours vrai. Mais que doit-on penser d'un président du conseil qui, la veille de la déclaration de guerre, avait solennellement déclaré au comte Czernin, ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest : « *Monsieur le Ministre, je veux, je peux et je ferai maintenir la neutralité de la Roumanie* » ? Le roi Ferdinand, en recevant les ministres d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne, semble avoir été complice de cette comédie indigne d'un pays qui veut passer pour « *civilisé* ». Lui aussi, il n'a rien dit qui eût fait présumer que le jour suivant la Roumanie allait déclarer la guerre à l'Autriche-Hongrie. Mais le roi et son gouvernement eurent beau s'ingénier à la mise en scène de leur tromperie, un incident imprévu les trahit et démontra que la déclaration de guerre était une affaire arrangée et résolue depuis plusieurs jours. Car voici ce qui arriva. Le 27 août, une ou deux minutes avant 9 heures du soir, le ministre de Roumanie se présenta à la Ballplatz pour y remettre une note contenant la déclaration de guerre de la Roumanie à l'Autriche-Hongrie. Or, cette pièce était datée du 27 août et portait la signature autographe de M. Porumbaru, ministre des Affaires étrangères de Roumanie. Comme ce document, daté et paraphé du 27 août et présenté le 27 du même mois ne pouvait survoler les airs, mais fourré dans la poche de quelque attaché de légation, devait arriver par la voie ordinaire des courriers diplomatiques, il est évident que la déclaration de guerre de la Roumanie à l'Autriche-Hongrie avait dû être envoyée à la légation de Roumanie à Vienne quelques jours déjà avant le 27, et qu'elle n'y fut retenue que pour être remise à une heure prévue et indiquée d'avance.

M. Bratiano, en faisant la déclaration précitée aux ministres des Puissances centrales, avait donc tout simple-

*ment menti* ; et si, comme disait Boileau, « il faut appeler un chat un chat », le premier ministre roumain doit être appelé un fripon. Quoi qu'il en soit, la comédie qu'il avait jouée, de concert avec son souverain, est digne de servir d'exemple aux générations futures qui auront à lutter — comme les Alliés et les Roumains — pour le droit et la sainteté des traités.

Vraiment, s'ils n'étaient pas révélateurs d'une mentalité voisine de la démence, les actes et paroles de nos adversaires nouveaux et anciens mériteraient d'être cités comme modèles de l'hypocrisie la plus vile.

---

---

## „NOBLE PAYS“

---

Les « frères latins » du Bas-Danube ont découvert leur jeu. A l'exemple de Salandra, Bratiano a renié la signature de son souverain et celles de ses prédécesseurs. Un juriste roumain a démontré, paraît-il, que le traité liant la Roumanie à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie n'engageait que le roi Carol, mort d'ailleurs.

Des journalistes français et romands ont noirci des pages entières pour prouver qu'un traité ne doit être respecté que s'il est en faveur de l'Entente.

Une joie délirante s'est emparée de tous ceux qui espèrent vainement, depuis deux ans passés, l'anéantissement des « Barbares ». Cette fois, « ils les auront » : le cercle se resserre ; bientôt, il sera fermé ; les Turcs seront écrasés, les Bulgares châtiés, l'Autriche-Hongrie démembrée et l'Allemagne . . . sera mise hors d'état de nuire. En un mot, la curée est proche : chacun aura sa part.

On comprend, en face de cette perspective alléchante, que M. Poincaré, dans son télégramme au roi des Roumains, ait décerné à la Roumanie le titre de « noble pays ». Et les Roumains, fort sensibles à tout ce qui est noblesse et distinction, peuvent se réjouir d'avoir enfin racheté un péché fort ancien.

L'histoire n'explique-t-elle pas comment et pourquoi les « frères » du Bas-Danube se sont égarés si loin du berceau des latins ? Si les anciens Romains se débarrassaient de leurs condamnés et proscrits en les déportant en Valachie, les fils viennent de racheter les fautes des pères : la Roumanie d'aujourd'hui n'est plus la Sibérie russe, ni la Guyane française, elle est un « noble pays ».

D'ailleurs, c'est fort probablement par parti pris contre les Roumains que d'aucuns ont blâmé les procédés de leurs politiciens au cours de ces dernières années. La fin ne justifie-t-elle pas les moyens? Tout est bien qui finit bien! Et, pour les Roumains, cela a souvent bien fini.

Au début de la guerre balkanique de 1912, la Roumanie a déclaré sa neutralité tout comme au début de la guerre mondiale actuelle. Elle s'est même montrée d'une prévenance et d'une amabilité exquises pour sa voisine belligérante du sud jusqu'au moment où elle a jugé la situation assez favorable pour elle et suffisamment critique pour la Bulgarie, pour réclamer «très amicalement» des compensations. Un traité signé à Pétersbourg accorda à la Roumanie la ville-forteresse bulgare de Silistrie et l'«amitié» se renoua.

Survint la guerre entre les alliés balkaniques. La Bulgarie, ayant déjà payé la neutralité roumaine, engagea toutes ses forces contre ceux qui voulaient la priver des fruits de ses victoires. L'armée bulgare, avançant dans le nord de la Serbie, mettait en mauvaise posture les forces serbes massées en Macédoine. La Roumanie choisit alors ce moment pour «imposer la paix». Alliée depuis des semaines aux ennemis de la Bulgarie, mais entretenant, malgré cela, avec cette dernière, des rapports de parfaite amitié, elle ordonna, un beau jour, à son armée de franchir la frontière bulgare et fit une guerre qui n'avait rien de noble, ni de glorieux.

Un grand journal anglais (pourquoi ne peut-on pas prévoir l'avenir?) compara alors la conduite de la Roumanie à celle d'un maraudeur embusqué au bord d'une rivière et volant lâchement les habits d'un père qui s'est jeté à l'eau pour sauver son enfant en train de se noyer.

Cette conduite a pourtant valu à la Roumanie l'acquisition d'une riche province et des félicitations venant de plusieurs côtés. Un puissant monarque alla personnellement à Constanza porter un bâton de maréchal. Il faut croire qu'il n'était pas superflu, pour ce monarque, d'avoir comme ami et allié éventuel le pays capable de si nobles prouesses.

Vint la guerre actuelle. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie luttant contre de nombreux ennemis, rappelèrent au «noble pays» ses obligations d'allié. La Roumanie trouva une échappatoire et déclara vouloir observer une neutralité bienveillante jusqu'à la

fin des hostilités. Allemands, Autrichiens et Hongrois crurent souvent à la sincérité de cette neutralité, agrémentée qu'elle était de plusieurs conventions commerciales et autres.

Le traité décidant l'entrée de la Roumanie aux côtés de l'Entente a été signé au commencement du mois d'août, sinon plus tôt. Mais Bratiano, en bon diplomate, traite encore affaires avec les Empires centraux jusqu'au 26 août et, le lendemain, déclare la guerre. Pour un record, c'en est un ; Bratiano a dépassé Salandra : noble pays, procédés chevaleresques.

Les Roumains veulent avoir leur part de la curée ; c'est dans leurs traditions. Leur réputation de se ruer « du côté où cela sent le cadavre » est tellement justifiée, que la presse ententiste escompte le succès final en se basant plutôt sur le flair des Roumains que sur leur secours militaire. Reste à savoir si, cette fois encore, l'hyène aura bien flairé.

*(L'Indépendance Helvétique.)*

---

---

## ROUMAINS DE HONGRIE ET D'AUTRICHE

---

*La fidélité de nos concitoyens de nationalité roumaine et la propagande irrédentiste.*

Parmi les phrases sonores lancées par nos adversaires, il y en a à peine une qui soit plus ridicule que celle ayant trait à la Quadruplice « rédemtrice des peuples opprimés ». Les Italiens veulent rédimier leurs nationaux d'Autriche, tandis que les Valaques aspirent à délivrer « leurs frères d'outremonts » gémissant sous le joug des Autrichiens et des Hongrois. Or, la vérité est que ni les Italiens, ni les Roumains de nationalité hongroise ou autrichienne n'entendent être « libérés » par les sauveurs volontaires qui, sous prétexte de poursuivre une guerre rédemtrice, obéissent en réalité à des vellités de conquête ou bien à la terreur exercée par la douce Entente.

A l'occasion de la déclaration de guerre de la Roumanie, Hongrois et Autrichiens de nationalité roumaine ont unanimement renié toute communion d'idées ou de sentiments avec les politiciens sans scrupule qui ont organisé la perfide agression contre la monarchie austro-hongroise. Voici, par exemple, ce que disait M<sup>gr</sup> Mangra, métropolitain roumain de Hongrie, à un correspondant du journal hongrois *Az Est* : « La Roumanie ayant déclaré la guerre à la monarchie, nous autres Roumains de Hongrie, nous la considérons comme notre ennemie, car nous sommes convaincus que Roumains et Hongrois ont besoin les uns des autres et que leur prospérité future ne peut être garantie que par une confiance mutuelle. *Les Roumains de Hongrie n'entendent être ni conquis ni délivrés.* Nous avons vécu pendant des siècles sous le sceptre des rois hongrois et nous vivons et mourrons avec nos frères hongrois. Je suis convaincu que dès aujourd'hui

toute autre politique est écartée et qu'il n'y a pas un seul Roumain dans notre patrie qui ne se sente solidaire avec le peuple hongrois. Nous nous efforcerons de rendre encore plus intimes les rapports entre Hongrois et Roumains de Hongrie, pour que la force représentée par leur union soit maintenue intégrale et intacte.»

Un député hongrois de nationalité roumaine, M. Siegescu a fait à un journaliste de Budapest les déclarations suivantes : « Le passage de la note de la Roumanie où il est parlé de *l'oppression des Roumains de Hongrie*, n'est qu'un assemblage de phrases sonores tambourinées depuis une trentaine d'années. Nous les connaissons suffisamment, et c'est une honte que le gouvernement roumain y ait recours pour justifier sa politique d'expansion. *Le gouvernement roumain ferait mieux d'élever ses propres sujets au même degré de civilisation qu'ont atteint les Roumains de Hongrie.* Les Roumains ne sont pas opprimés ici et ne l'ont jamais été. » Voici, d'autre part, ce qu'a dit M. Pop-Csicsó, également député hongrois de nationalité roumaine, à un rédacteur du *Budapesti Hirlap* : « Je prononcerai à la prochaine séance de la Chambre hongroise un discours pour exprimer les sentiments de loyauté de la population roumaine de Hongrie envers la patrie hongroise. (Ce discours fut prononcé le 6 septembre 1916.) Je tiens à déclarer que cette manifestation ne s'adresse pas à la Hongrie, car chaque fils de ce pays connaît nos sentiments véritables ; elle *s'adresse plutôt à l'étranger.* Nous voulons qu'on se rende compte à l'étranger combien est fautive cette allégation de la Roumanie qu'elle poursuit « une guerre libératrice ».

Les Autrichiens de nationalité roumaine ont accueilli la déclaration de guerre de la Roumanie avec la même surprise douloureuse qu'ont témoignée à cette nouvelle les Hongrois de nationalité roumaine. Voici, entre autres, ce qu'écrivit un Roumain autrichien dans un article intitulé *La catastrophe de la Roumanie*.<sup>(1)</sup> « Nous autres Roumains de la monarchie, nous n'avons rien à voir avec cet acte criminel du gouvernement roumain et nous le condamnons au nom de ces meilleurs Roumains de la monarchie qui, par le sang abondamment versé de leurs fils héroïques, enfants de la Bucovine, de la

(1) *Reichspost*, 29 août 1916.

Transylvanie et du Banat, ont scellé, dans d'innombrables combats de la guerre mondiale, leur fidélité à la monarchie.»

Le club des députés autrichiens de nationalité roumaine a tenu à exprimer ses sentiments de loyauté envers la monarchie austro-hongroise dans une adresse dont voici le texte : « Les députés du peuple roumain de la Bucovine n'arrivent pas à comprendre l'entrée en lice de la Roumanie aux côtés de la Russie. A leur avis, c'est un malheur pour tout le peuple roumain dont l'existence serait tout simplement anéantie si la Russie était victorieuse. Dans ces circonstances, ils regrettent profondément la déclaration de guerre de la Roumanie et, de concert avec le peuple roumain de la Bucovine, qui a scellé par son sang son dévouement à l'empereur et à l'empire, ils persistent comme avant dans leur fidélité inébranlable envers l'Autriche. »

Nous pourrions continuer cette reproduction des opinions émises par les représentants divers du peuple roumain en Hongrie et en Autriche, mais à quoi bon ? Nous croyons que le gouvernement roumain et les publicistes sérieux de l'Entente savent aussi bien que nous que tout ce vacarme sur « l'oppression magyare » ou « autrichienne » ne doit servir que de prétexte pour masquer des buts odieux de brigandage. Depuis des dizaines d'années, des agents payés par la Russie, l'Angleterre et la France ont fomenté des troubles au sein de la monarchie austro-hongroise afin que, le grand jour de l'agression générale venu, on puisse se précipiter sur les empires du centre pour leur arracher des morceaux de territoires depuis longtemps convoités. Mais comme Russes, Anglais et Français tiennent à tromper le monde entier sur leurs intentions véritables, ces peuples ont jugé utile de crier à tue-tête que leur campagne spoliatrice était une lutte nécessitée par le triomphe du droit, de la justice et de la liberté !

Jamais farce plus inepte n'a été jouée à l'Europe.

---

---

## SOUS LE JOUG ROUMAIN

---

*Les nationalités étrangères et l'oligarchie des boyards en Roumanie.*

Les exercices de rhétorique des Roumains sur l'oppression magyare ou autrichienne excitent à l'hilarité tous ceux qui connaissent la situation véritable des Roumains de Hongrie et d'Autriche ; mais si les plaintes des « irrédentistes » roumains paraissent dénuées de tout fondement sérieux, il en est autrement de celles des nationalités étrangères qui vivent sous la domination roumaine.

Nous ne voulons pas toucher ici à la question juive. Tout le monde sait que l'État roumain est le seul en Europe qui n'ait pas encore procédé à la naturalisation de ses sujets israélites et qu'il a éludé jusqu'à présent les résolutions du Congrès de Berlin qui devaient l'y contraindre. Naguère encore nous avons lu à ce sujet une diatribe acerbe de M. Clemenceau qui faisait grief aux Roumains, ses glorieux alliés d'aujourd'hui, de ne pas être dignes du nom de « peuple civilisé » . . . Mais, comme nous le disions, nous ne voulons pas faire entrer en ligne de compte la situation des juifs en Roumanie pour démontrer que M. Bratiano et ses acolytes n'ont aucun droit de prononcer le mot de « libération » ; le traitement des nationalités chrétiennes par ces défenseurs improvisés de la « civilisation européenne » suffit à lui seul pour détruire la légende d'une Roumanie « rédemptrice ».

Quel est, par exemple, le sort des Bulgares en pays roumain ? Dans la Roumanie proprement dite, il y a 400.000 Bulgares dont la plupart ont été dénationalisés et qui, par conséquent, sont déjà perdus pour la mère-patrie ; dans la Dobrogea, on compte aussi au moins 400.000 Bulgares qui ont à souffrir des atrocités des autorités roumaines. C'est surtout

dépuis le congrès de Berlin de 1878, c'est-à-dire la naissance de la Bulgarie, que les Roumains, jaloux de l'essor grandissant du nouvel État, se sont livrés à l'extirpation systématique de ce qui était bulgare. La langue bulgare fut supplantée de tous les domaines de la vie publique ; les écoles, de même que les églises bulgares furent fermées, les journaux bulgares supprimés. Celui qui voulait faire son chemin en Roumanie, était obligé de renier son nom bulgare en y ajoutant le suffixe *scu* pour lui donner une consonance roumaine. Le même procédé de dénationalisation fut appliqué, plus tard, aux Grecs et aux Albanais de Roumanie.

Faisons remarquer en passant que la civilisation bulgare avait exercé, des siècles durant, une influence bienfaisante sur la civilisation roumaine. C'est aux Bulgares que la Roumanie doit sa religion, son écriture qui, avant soixante ans encore, était cyrillique. La langue roumaine elle-même est saturée d'éléments bulgares ; à peu près dix mille de ses racines et mots sont d'origine slave et avant tout bulgare : fait que les Valaques qui se vantent de descendre des Romains, semblent vouloir ignorer. Malgré les services rendus par les Bulgares au développement intellectuel des Roumains, ceux-ci, une fois maîtres de la Dobrogea, se sont mis à y dénationaliser par tous les moyens les habitants bulgares, ne reculant même pas devant la séquestration de leurs biens. Aussi la Dobrogea roumaine n'a-t-elle eu depuis 1879 jusqu'aujourd'hui aucun représentant dans le Parlement roumain . . .

Ce que nous venons de dire donne déjà une idée de la façon dont les Roumains interprètent la liberté, lorsqu'il s'agit des nationalités étrangères, mais ce qui est plus curieux, mais non moins vrai encore, c'est que *le peuple roumain lui-même* gémit sous le joug tyrannique d'une minorité qui l'opprime et l'exploite. Oui, le pays dont le gouvernement a osé motiver sa déclaration de guerre par une aspiration à la délivrance de ses nationaux, est le pays classique de l'oppression et de la servitude ! Ce sont les paysans roumains qui seuls en Europe rappellent encore les serfs de l'époque féodale ; en effet, il n'y a que la Roumanie où des millions d'hommes croupissent dans une crasse ignorance, privés de tout contact bienfaisant avec la société et la civilisation humaines. Exclu de l'évolution économique, le peuple roumain est victime de la rapacité de

quelques milliers de *boyards* qui mènent une vie scandaleusement opulente, tandis que les malheureux paysans n'arrivent même pas à gagner le pain quotidien à la sueur de leur front . . .

Le problème agraire est d'une actualité palpitante en Roumanie. Il n'y a que 3,300.000 hectares, c'est-à-dire 41% de la terre labourable qui appartiennent à un million de *boyards* qui possèdent chacun 10 hectares ; 1500 *propriétaires possèdent 3,000.000 hectares, c'est-à-dire 37% de la terre labourable*. En outre, les domaines des grands propriétaires ruraux sont situés dans la plaine ; par contre, les petites propriétés des paysans se trouvent dans les montagnes peu fertiles. 300.000 paysans, en chiffres ronds, ne possèdent aucune terre et sont obligés d'avoir recours à des bails ou à un travail journalier. La grande révolte qui éclata en 1907 n'était que l'expression sanglante du mécontentement de la paysannerie opprimée et, de l'avis de plusieurs personnes qui connaissent la Roumanie, les agitateurs franco-russes qui poussaient à la guerre, cherchèrent aussi par ce moyen à détourner l'attention du peuple des réformes agraires promises sous l'impression de la terreur qui s'empara des dirigeants roumains en 1907.

Du reste, pour n'être pas accusés de noircir le tableau de la situation désolante où se trouve la classe des agriculteurs roumains, nous n'avons qu'à renvoyer à une étude publiée par un auteur roumain qu'on ne saurait certes taxer de partialité malveillante : nous voulons parler de l'article de M. Radulescu-Motru paru dans la *Revue de Paris*.<sup>(1)</sup> Dans cet article, on nous fait assister à quelques phases de l'histoire politique de la Roumanie moderne qui sont très instructives à plus d'un point de vue ; l'immoralité des hommes politiques roumains, la corruption et l'arbitraire des classes dominantes, dont le peuple a tant à souffrir, y sont dévoilés impitoyablement. Nous allons détacher quelques pages de cet article pour l'édification des lecteurs curieux de renseignements « objectifs » ; voici comment M. Radulescu-Motru décrit les événements récents du règne de Charles I<sup>er</sup>, événements qui ne manquent pas de jeter quelque lumière sur cette société roumaine dont sont sortis les fauteurs de la guerre malhonnête engagée contre l'Autriche-Hongrie.

<sup>(1)</sup> Charles I<sup>er</sup>, roi de Roumanie (no du 1<sup>er</sup> novembre 1913).

« La guerre russo-turque de 1877, à laquelle l'armée roumaine, appelée par la Russie, participa, consolida l'État roumain : la Roumanie effaça les derniers vestiges de vassalité qui l'attachaient encore à la Turquie. Le 10 mai 1881, le prince Charles de Hohenzollern prit la couronne royale : il devenait le souverain d'un peuple libre et autonome. Son prestige s'accrut, mais sa tâche demeura difficile. Le peuple souffrait toujours de grands maux. L'arbitraire et la corruption persistaient. Le roi était le premier à ne pas se faire trop d'illusions sur le succès d'une réforme. Lorsque ses ministres et les représentants du pays au parlement lui eurent proposé, à l'occasion de la « fête de la royauté », une couronne en métal précieux, incrustée de gemmes, il préféra une couronne forgée dans l'acier des canons pris par son armée à Plevna.

Le peuple roumain, dès avant l'avènement du prince, avait de bonnes lois civiles et pénales, traduites des meilleures lois de l'Europe occidentale. Sa constitution, — à peu de chose près la constitution belge, — était parfaite. Tous les droits et toutes les libertés des citoyens y sont garantis de la meilleure façon ; la justice doit être également distribuée à tous les citoyens ; la propriété et le produit du travail y sont garantis pour tous de la même façon ; l'exercice des droits publics ne comporte aucune exception ni privilège ; la liberté individuelle est sacrée, etc. Il semble qu'il ne reste rien à désirer au citoyen roumain. Malheureusement, les meilleurs principes de cette constitution étaient lettre morte ; le gouvernement qui l'appliquait était composé de membres de tel ou tel parti politique ; et les partis, d'hommes chez la plupart desquels on aurait vainement cherché le moindre respect de la chose publique. Les hommes de valeur, s'ils voulaient garder leur influence, ne devaient ni voir ni entendre ce qui se passait autour d'eux. C'est avec de pareils éléments que le roi devait gouverner, car il ne pouvait pas même être question de remplacer cette classe dominante. De la classe populaire, ignorante et abandonnée, on n'aurait tiré qu'un gouvernement encore plus détestable. Ce qu'on pouvait attendre du peuple, c'était un peu plus de travail, un peu plus d'affection pour l'école et pour l'église, un peu plus de vertu militaire, et tous ces espoirs qu'on avait mis en lui, il avait commencé à les réaliser ; mais on ne pouvait lui demander de participer au gouvernement. Aussi le roi Charles, malgré toutes les misères

que les partis lui faisaient endurer, n'a jamais pensé au coup d'État qui déposséderait les classes d'en haut de leurs prérogatives. *Un seul moyen restait donc à sa disposition : gouverner avec les hommes politiques, bien qu'il connût leur immoralité et, malgré l'ironie de la situation, être un roi parfaitement constitutionnel.*(1)

Un souverain d'un tempérament différent aurait peut-être procédé autrement sans que l'histoire eût le droit de le condamner, mais aucun n'aurait réussi. La route choisie par le roi Charles était la plus longue et la plus épineuse, mais c'était la seule qui fût sûre. Il n'aurait trouvé personne avec qui s'allier contre les boyards de noblesse ancienne ou récente qui se seraient ligués contre lui. Le peuple n'aurait pas même compris ses intentions. L'armée même ne l'aurait pas suivi et d'ailleurs le roi ne voulait pas l'entraîner dans les luttes politiques. Restait le secours de l'étranger. Mais le roi, s'il y avait eu recours, n'eût été qu'un étranger imposé par des étrangers. Il fut donc obligé de souffrir qu'on continuât à gouverner d'après le système oriental. Cependant le « grand tolérant », le « grand patient », peu à peu, prit les affaires en main. Après qu'il eut été sacré roi en 1881, il n'eut plus besoin de menacer d'abdiquer comme il l'avait fait à plusieurs reprises avant la guerre contre les Turcs. Les hommes politiques, de leur côté, n'osèrent plus lui parler de détronement ; ils se contentèrent de jouer les anti-dynastiques quand ils étaient dans l'opposition ; sitôt qu'ils prenaient le pouvoir, ils devenaient les plus loyalistes des Roumains. Le roi considérait ces transformations comme très naturelles. Le jour où il se crut assez fort, il se permit même de provoquer artificiellement ces variations des sentiments en chargeant avec ostentation ceux qui avaient comploté son détronement de le servir comme aides de camp ou comme conseillers intimes. Peu à peu l'anti-royalisme disparut et fut remplacé par la simple bouderie. Et le jour vint où les relations entre le souverain et les boyards devinrent telles qu'elles doivent être entre le roi et de simples citoyens.

D'autres progrès s'accomplirent. Les relations entre partis s'adoucirent et devinrent non pas civiles, sans doute, mais enfin supportables. A cela contribuèrent beaucoup les lois sur l'immovibilité de la magistrature, des fonctionnaires de l'admi-

(1) C'est nous qui soulignons.

nistration intérieure et de la police. Jusqu'alors la presque totalité des fonctionnaires, juges compris, pouvaient être remplacés par chaque nouveau gouvernement qui ne manquait pas d'user de ce droit ; d'où la haine que nourrissaient les partis les uns contre les autres. Chaque membre d'un parti voyait dans le membre du parti opposé, non pas un adversaire d'idées, mais un rival de gagne-pain. Un fonctionnaire avec plusieurs centaines de francs par mois d'appointements, un fournisseur de l'État qui gagnant des milliers de francs, étaient réduit du jour au lendemain à vivre d'expédients. Peu à peu, ces mœurs disparurent. *Le roi eut même le courage de prolonger artificiellement la période de gouvernement d'un parti afin d'éviter le trouble qui se produisait à chaque changement.*<sup>(1)</sup> Le gouvernement de Jean C. Brătianu dura près de douze ans, ce qui, pour l'histoire politique de la Roumanie, est un événement extraordinaire. Alors on vit des hommes politiques pris de l'ambition de se distinguer par leurs actes et cela, dans une double intention : gagner la considération du roi et se faire dans leurs partis une situation d'hommes indispensables. Nombre d'hommes politiques se sont illustrés de cette façon, surtout dans le parti libéral. Nous citerons : MM. D.-A. Stourdza, Spiro C. Haret, Pierre Poni, G. Cantacuzène, V. Lascar, E. Costinesco, parmi les vieux, et, parmi les jeunes : MM. Vintila Brătianu, le Dr I. Cantacuzène, N. Saveano, I.-G. Duca, C. Nicolaesco, C. Bano.

Grâce aux lois sur la stabilité des fonctionnaires et aux bonnes intentions des hommes politiques, la régénération du pays avança d'une manière satisfaisante. L'agriculture et le commerce prospérèrent ; les finances, dont la situation était si précaire autrefois, furent établies sur des bases de plus en plus solides ; l'instruction publique progressa ; la justice et l'administration devinrent chaque année un peu plus morales, les voies de communication se multiplièrent. La Roumanie, en moins d'un demi-siècle, a été transformée radicalement. Que la politique du roi soit suivie quelques années encore ! Les gouvernements se composeront d'hommes de plus en plus capables de gouverner ; le contrôle dans l'administration sera tout à fait sérieux ; les lois finiront par être bien étudiées et surtout respectées. Rien enfin ne semble s'opposer à ce que la

(1) C'est nous qui soulignons.

Roumanie soit un jour aussi bien gouvernée que possible. Les événements qui se sont passés cette année permettent ces bons pronostics. Tous les partis politiques ont été d'accord ; ceux de l'opposition se sont gardés de créer des difficultés au gouvernement. Le Parlement s'est tu toutes les fois qu'on le lui a demandé, ou bien est parti en vacances lorsqu'on a pensé qu'il parlait trop. On a vu le chef de l'opposition consulté par le gouvernement et mis au courant de tous ses actes. Et qui était le chef du gouvernement ? Un chef de parti, comme autrefois ? Nullement, mais un homme de grand mérite, qui s'est élevé par lui-même et sans le concours d'un parti : M. Titus Maioresco. Celui-ci, d'accord avec M. Take Jonesco, qui, lui est chef d'un parti, mais d'un parti qu'il a créé, ont, sous l'influence directe du roi, dirigé, comme deux bons fonctionnaires, la politique extérieure du pays aux moments les plus difficiles, *sans mettre au courant l'opinion publique et consulter le Parlement.*<sup>(1)</sup> Ces deux bons fonctionnaires appartiennent au parti conservateur ; demain, ce seront peut-être deux autres bons fonctionnaires, appartenant au parti libéral, qui accompliront la tâche intérieure.

\*

Le roi Charles peut-il donc attendre l'avenir avec la confiance de l'homme satisfait ? *Malheureusement non ;*<sup>(1)</sup> c'est le côté tragique de sa vie qu'après chaque difficulté vaincue, d'autres aient surgi, plus redoutables.

*Les gouvernements qui ne représentent qu'une minorité du peuple peuvent être composés d'hommes honnêtes et capables, ayant les meilleurs sentiments, mais il leur manque la force de s'en prendre aux intérêts de la minorité dont ils sont les chefs. Ils n'osent toucher à la base économique et sociale actuelle, par exemple, préparer une nouvelle répartition du produit du travail, ou un nouveau régime de perception des impôts, ou enfin une nouvelle réglementation des rapports entre la propriété rurale grande, moyenne et petite. Quand le moment est venu de résoudre des problèmes de cette importance, ils ont recours à des expédients. Incapables de faire des réformes qui pénètrent profondé-*

(1) C'est nous qui soulignons.

ment la vie économique du peuple, leurs réformes n'effleurent que la surface.<sup>(1)</sup> Or, qu'il existe en Roumanie de grands et urgents problèmes, l'année 1907 le prouve. En cette année terrible, une révolte éclata d'un bout à l'autre du pays. La misère était devenue intolérable aux paysans ; ils voulaient exproprier les propriétaires qu'ils considéraient comme leurs spoliateurs. Ils mirent le feu partout et se livrèrent à des actes sauvages. La terreur régna. <sup>(1)</sup>

Que fut, en ces moments mémorables, le rôle des hommes politiques, représentants de la classe dominante ? Ils confessèrent leurs péchés, — ce qui était très honorable pour leur conscience ; — ensuite, ils se mirent à l'écart, sachant qu'ils manquaient de prestige et de force. Restèrent en face de la foule révoltée : le roi et l'armée. Le roi, par un manifeste répandu en des centaines de milliers d'exemplaires, promit des lois réparatrices. L'armée fut sans pitié pour les révoltés opiniâtres, bien que parmi ceux-ci se trouvassent les frères et les parents des soldats. Six années à peine nous séparent de 1907, et, cependant, un grand nombre des hommes politiques roumains semblent avoir déjà oublié la grande révolte ; <sup>(1)</sup> le roi, sûrement, ne l'a pas oubliée. « Le grand patient » a aussi une bonne mémoire ; il se souvient que sa parole est engagée. Les paysans, habitués à la patience, attendent, mais ils n'oublient pas, eux non plus, la parole donnée par le roi. La question agraire ne saurait donc être retirée de l'ordre du jour. Or, elle est difficile, extrêmement difficile. En Roumanie, l'industrie n'est qu'à ses débuts, de sorte que presque tous les moyens d'existence de la population viennent du sol. Nulle part ailleurs la fonction sociale et politique de la propriété foncière n'est aussi importante. La solidité de l'État en dépend. Comment en effet établir solidement et l'impôt en argent et l'impôt de sang sur une population misérable ? D'autre part, si une petite minorité de la population possède de vastes étendues de terre, l'État tolère de fait des monopoles en faveur des particuliers et diminue par là son autorité comme distributeur de justice et comme administrateur. Un propriétaire de latifundia ne saurait en effet être comparé au propriétaire d'une fabrique. Celui-ci peut avoir un concurrent tout près de lui, un autre fabricant, tandis que le propriétaire de latifundia, par l'énorme distance entre lui et ses

<sup>(1)</sup> C'est nous qui soulignons.

concurrents, a de fait un monopole. La population voisine d'une fabrique ne se trouve pas dans les mêmes conditions d'infériorité par rapport au propriétaire de la fabrique, que la population englobée dans un vaste domaine par rapport au propriétaire de ce domaine. *Mais les grands propriétaires ruraux de Roumanie n'ont jamais voulu comprendre cette différence, pas plus que n'ont voulu la comprendre les gouvernements composés d'hommes appartenant à leur classe. C'est pourquoi les réformes agraires qu'on a tentées en Roumanie n'ont donné aucun résultat. Tant qu'il y aura des latifundia, surtout tant qu'ils constitueront la plus fructueuse accumulation de capital, le problème agraire subsistera. Pour le résoudre, il serait insensé de compter sur des gouvernements qui sont les représentants de la minorité dominante.*(<sup>1</sup>)

D'autres questions s'imposent, moins difficiles celles-là, par exemple celle de la naturalisation des juifs. Il y a en Roumanie quelque deux ou trois cent mille juifs. La plupart sont établis dans le pays depuis des années; certains y sont nés de parents qui ont passé toute leur vie en Roumanie. Ils sont considérés comme étrangers, mais d'une espèce particulière, puisqu'ils ne sont sujets d'aucun autre État. Les gouvernements se sont opposés à leur naturalisation pour le motif que le pays n'y consentirait pas. Mais en réalité le pays n'a jamais eu l'occasion d'exprimer sa volonté sur cette question-là, car, *le vrai pays, ce sont les paysans qui n'ont pas de représentants politiques*(<sup>1</sup>) et qui, d'autre part, n'entrent pas en contact avec les juifs, car ceux-ci habitent les villes. De sorte que, en réalité, ce n'est pas le pays qui est contre la naturalisation des juifs, *c'est la bourgeoisie des villes* qui influence directement les gouvernements, et qui, pour des motifs de concurrence économique, veut tenir les juifs à l'écart de la vie publique. Tant que les gouvernements appartiendront à la minorité, la question juive non plus ne sera jamais résolue.

*Le même sort attend la réforme des impôts et la réforme électorale. Rien à faire, tant que ne sera pas révisé le pacte fondamental, la constitution.*(<sup>1</sup>) Un grand nombre d'hommes politiques parlent, il est vrai, d'une révision comme d'une nécessité. Mais par quel miracle les privilégiés seront-ils amenés à sacrifier leurs privilèges? Il faudrait la menace d'une « terreur », comme

(<sup>1</sup>) C'est nous qui soulignons.

celle de 1907. Alors, en effet, le Parlement aurait voté n'importe quoi, pourvu que la révolte des paysans s'apaisât. Maintenant, surtout après le succès remporté par la paix de Bucarest, comment attendre ce miracle ? On fonde cependant de grands espoirs sur M. Jean-J. Bratiano, le chef actuel du parti libéral, fils de l'ancien premier ministre qui a dirigé la guerre de l'indépendance contre les Turcs. »

Nous pouvons ajouter, pour finir, qu'on a eu tort de fonder ces grands espoirs, car M. Bratiano a préféré précipiter son pays dans un abîme insondable . . .

---

---

## ROUMAINS ET RUSSES

---

*La politique russe en Roumanie jugée par des Français.*

L'historien russe Karamzine a écrit un jour que l'histoire était le miroir de l'avenir. Or, que nous apprend l'histoire ? Quel est notre ennemi naturel ? Tous les hommes d'État roumains de tous les partis qui ont porté les responsabilités du pouvoir s'accordent à désigner la Russie comme le danger qui menace la Roumanie. Si nous ne conjurons pas ce péril maintenant, nous sombrerons dans l'océan slave. Les morts nous le crient par la bouche du plus éminent de nos souverains, Étienne le Grand, qui nous adjure dans son testament de faire front contre les menées moscovites, et par la voix prophétique de l'apôtre de notre renaissance nationale, J. Héliade Radulesco. Feu Démétrius Stourdza, le chef vénéré qui vient d'être enlevé au parti national-libéral et le respecté P. Carp, le chef des conservateurs, qui tous deux ont conduit si habilement pendant de longues années les destinées de la Roumanie, ont montré d'une façon lumineuse comment le soin des intérêts vitaux de notre pays nous met dans l'inéluctable nécessité de combattre la politique moscovite. Placés comme nous le sommes entre l'immense Empire russe et la Serbie slave, nous nous trouvons entre l'enclume et le marteau et, si nous ne nous défendons, nous serions condamnés à disparaître. Deux grands

(<sup>1</sup>) Les réflexions que nous reproduisons ici sont tirées d'un article intitulé : *La politique russe en Roumanie* (*Neue Freie Presse*, 1<sup>er</sup> novembre 1914), par M. G. D. Argenty, vice-président de l'*Alliance franco-roumaine* de Bucarest. Nous n'avons fait que compléter parfois les citations empruntées aux auteurs français.

(Note de la Rédaction.)

historiens, Jules Michelet et Edouard Quinet, ont retracé les fastes de la Roumanie. Écoutons leur jugement impartial :

« Deux fois les Slaves ont empêché le développement de l'État roumain, d'abord par les Polonais, ensuite par les Russes ; mais il y eut une grande différence entre les uns et les autres. Tant que les Slaves attaquèrent l'État roumain par la main des Polonais catholiques, celui-ci opposa une résistance éclatante à des hommes d'un autre rite. Au contraire, quand ce sont les Moscovites qui se sont montrés avec l'appât de l'Église grecque nationale, ils ont eu aussitôt leurs intelligences dans la place ; l'idée même de la résistance a manqué . . .

Avec Pierre le Grand, au bord du Pruth, commence le système de protection de la Russie ; il s'appela d'abord le parti chrétien. Le prince Démétrius Cantémir se jette dans les bras du tsar, et son pays expie chèrement la faute d'avoir salué si vite le soleil levant de la Russie ; car celle-ci ne put ni saisir les provinces, ni empêcher qu'un autre les gardât. Son ambition frustrée eut pour résultat d'achever de perdre ceux qu'elle convoitait sans avoir la force de les prendre . . . La Porte, voyant bien que ces provinces n'étaient plus qu'une possession précaire, . . . résolut sur-le-champ d'en épuiser la substance et elle coupa l'arbre par le pied.

Quand la Russie, en 1829, a donné, sous le titre de Règlement organique, une ombre d'organisation qui, à vrai dire, légitimait, légalisait, perpétuait les abus les plus criants, on a cru qu'on allait respirer, par cela seul qu'on donnait le nom de loi à presque toutes les anciennes barbaries.

Si j'étais Roumain, je m'attacherais, en ce qui regarde la Porte, au testament d'Étienne le Grand . . .

Ce grand homme semble redouter moins le mahométisme moderne que le christianisme mongol ; il a à cet égard sur l'avenir une vue profonde et presque impartiale.

. . . L'amitié de la Russie a été plus funeste aux Roumains que l'hostilité de tous les autres peuples réunis. Sous le couvert de cette amitié, la Russie a enlevé violemment aux Roumains une moitié de leur territoire et sourdement envahi tout le reste. »

(*Oeuvres complètes* d'Edgar Quinet. *Les Roumains*, passim.)

Le jugement de Michelet n'est pas moins décisif :

« Les *sauterelles* dévorantes s'étaient abattues sur les champs de la Moldavie, de la Valachie. C'est de ce nom que les Roumains désignent les armées russes; dénuées, affamées, mendiantes; où elles passent, rien ne reste. La spéculation cruelle des chefs sur la nourriture des soldats suffirait pour faire de ceux-ci d'épouvantables pillards, insatiables et voleurs même après qu'ils sont repus. Une armée de cent mille hommes vole au moins pour trois cent mille. Des corps semblent organisés spécialement pour le vol; le Cosaque, jadis brigand héroïque, . . . est devenu sous le Russe un avide soldat de police, de douanes, contrebandier lui-même, brocanteur, marchand de dépouilles . . . Vous le rencontrez partout, son ballot en croupe, piquant de la lance la vache du pauvre paysan. A qui se plaindre? A qui pleurer? L'officier est philanthrope; il lit Lamartine ou Byron; mais que voulez-vous, mon pauvre homme? Sachez que telle est justement l'institution de l'armée russe. Comment empêcherions-nous le Cosaque d'être Cosaque, le vautour d'être vautour?

Telle est l'œuvre de l'Angleterre, telle est sa protection. C'est elle qui, décourageant le mouvement national de la Roumanie, . . . l'ouvre en réalité aux Russes.

Ce que les Tartares faisaient par l'instinct de la barbarie, la Russie le fait par un machiavélisme calculé. Tous les vingt ans, elle inonde le pays et le pousse au désespoir; elle veut lui rendre désirable le suicide de sa nationalité. Ses agents ont beau jeu pour dire: Réfugions-nous au grand empire; devenons une province russe . . .

Populations charitables qui venez de verser sur le sort des nègres tant de larmes d'attendrissement, âmes sensibles, lectrices émues du bon *Oncle Tom*, n'avez-vous donc gardé aucune larme pour les blancs? Savez-vous bien qu'en Russie, en Roumanie, en général dans l'Orient de l'Europe, il y a soixante millions d'hommes plus malheureux que les noirs?» (*Légendes démocratiques du nord. Les martyrs de la Russie. Principautés danubiennes.* Chap. VIII. Ce qu'est devenue la Roumanie. Invasions périodiques de la Russie. Pp. 318 et suivantes.)

Le verdict du professeur d'histoire à la Sorbonne et ancien ministre Alfred Rambaud complétera ce réquisitoire :

« Cette fois encore les Russes sont venus en libérateurs (intervention de 1769) ; mais déjà de leur côté se révèle pour la nationalité roumaine un grand danger. Les Russes se trouvent bien dans les Roumanies ; ils les organisent et s'y installent . . . Les populations, satisfaites d'un peu de soulagement dans leur misère, ne voyaient peut-être pas le péril : il était plus terrible que toutes les invasions ottomanes ou tartares . . . La domination turque, précisément parce que la différence de religion lui ôte toute prise sur ses sujets, conserve les nationalités vaincues. Elle a conservé la serbe, la bulgare, la grecque, tout aussi bien que la roumaine. La domination russe, armée du prestige d'une religion commune, outillée de tous les instruments de centralisation, eût-elle été aussi clémente à cette nationalité alors si misérable ? . . .

La nationalité roumaine fut alors sauvée par l'intervention de l'Autriche . . .

La sixième occupation russe, de 1828 à 1829, sous Nicolas I<sup>er</sup>, aboutit au traité d'Andrinople . . . L'administration de Pahlen (1828—1829), puis de Kissélef (1829—1834) . . . organisèrent le protectorat russe. L'ambassadeur du tsar auprès de la Porte, ses consuls-ministres à Iassy et Bucarest, étaient beaucoup plus maîtres dans les Principautés que le sultan lui-même ou que les hospodars . . . Les ministres russes commençaient à jouer dans ces pays le rôle qu'au temps de Catherine II ils avaient joué à Stockholm et à Varsovie . . . Le régime politique était presque le même à Iassy ou à Bucarest qu'à Varsovie sous la vice-royauté du grand-duc Constantin. C'est à l'absolutisme russe que se heurtèrent les premières tentatives de renaissance intellectuelle en Roumanie . . .

Aussi fut-ce moins contre Bibesco que contre la Russie qu'éclata la révolution de 1848 à Bucarest et, de même, ce fut moins contre Michel Stourdza que contre la Russie qu'elle éclata à Iassy. A Bucarest les chefs du mouvement . . . s'adressaient au Sultan lui-même, lui disant : « Nous sommes revenus de l'ancienne et funeste politique de nos pères et nous ne songeons aujourd'hui qu'à nous rallier sincèrement à la Sublime-Porte, pourvu que celle-ci nous délivre du fléau du protectorat . . .

Bibesco avait abdiqué le 25 juin : un gouvernement provisoire siégea du 25 juin au 4 août 1848 . . . Or, dès la fin de juin, 12.000 Russes avaient franchi le Pruth et occupé la Mol-

davie . . . Puis leurs partisans provoquèrent une émeute dans Bucarest . . . (Pêcher en eau trouble a été de tout temps une spécialité russe. Ces souvenirs doivent nous ouvrir les yeux sur la campagne criminelle d'un journal soi-disant socialiste qui voudrait pousser la Roumanie à entrer en guerre aux côtés de la Russie. *Remarque de l'auteur.*)

La révolution de 1848 avait donc provoqué la septième occupation russe . . .

Le 3 juillet 1853, se produisit la huitième . . . Ces occupations devenaient trop fréquentes pour que la nationalité roumaine n'y courût pas un très grand danger. Mais cette fois, l'Europe était en éveil. Comme au temps de Catherine II, la présence des Russes dans les Principautés détermina l'intervention de l'Autriche, soutenue à distance par la Prusse. » (*Histoire des Roumains*, par A.-D. Xénopol. *Préface* par Alfred Rambaud, professeur à la Faculté des lettres de Paris, pp. XXII—XXVII.)

Le sombre tableau de l'oppression moscovite qui pesa sur la Roumanie pendant la période néfaste du protectorat russe doit être complété par le rappel du fameux testament de Pierre le Grand, qui assigne à l'ambition de ses successeurs la conquête de Constantinople, dont la transformation en un Gibraltar russe doit mettre la Roumanie à la merci du tsar.

Je n'ai pas parlé encore du singulier cadeau que nous fit naguère la Russie. Le grand-duc Nicolas, le généralissime de 1877, avait télégraphié à notre roi : « Pour l'amour de Dieu, venez au secours de notre armée et de la chrétienté ! » Une fois la victoire obtenue sous le commandement de notre roi Carol et avec l'aide de notre armée, nos alliés nous arrachèrent la moitié du pays, la riche Bessarabie, d'une superficie de 50.000 kilomètres carrés, et en nous contraignant d'échanger ce territoire contre les marais de la Dobrogea, ils nous posèrent en ennemis éternels des Bulgares. Jusque là, Bulgares et Roumains avaient vécu en bonne harmonie, comme en souvenir du temps où ils ne formaient qu'un seul Etat sous la dynastie des Assan. C'est le cas de répéter : *Timeo Danaos et dona ferentes*. Je redoute les Russes et leurs présents. Et qu'est devenue la Bessarabie sous le règne du knout ? Pour ne pas encourir le reproche d'exagération, tenons-nous-en à ce que dit là-dessus un ami des Russes, Élisée Reclus :

« Kichinov . . . Son principal édifice est une énorme prison dressant au-dessus des maisons basses ses quatre tours crénelées . . . »

En 1877, la Bessarabie moldave possédait 146 écoles, dont 10 gymnases, tandis que la Bessarabie russe, contenant neuf fois plus d'habitants, n'avait que 220 écoles.

Que de sang a déjà été répandu en l'honneur des frères slaves et combien il en sera versé encore ! Car les changements de la géographie politique ne se font pas encore par la libre volonté des peuples et, pour déplacer les frontières, les États interviennent toujours avec leurs armées et leurs flottes. D'ailleurs ce n'est pas dans des conditions de liberté et d'égalité absolues que la plupart des « panslavistes » russes ont imaginé jusqu'à maintenant l'union des populations slaves de l'Europe : la plupart voudraient que l'hégémonie appartînt à la « Sainte Russie », représentée par la nationalité moscovite, par son gouvernement et son Église ; mais comment une pareille union pourrait-elle se faire sans imposer la servitude aux faibles, sans préparer aux descendants quelque grande révolution ? Pour la Russie, encore plus que pour tout autre État, il importe de distinguer soigneusement entre la nation et ceux qui la gouvernent. La Russie est à la fois un peuple moderne, travaillant par l'agriculture et l'industrie à la conquête d'une moitié du continent, et un empire vieilli cherchant à se momifier en des traditions mongoles et byzantines. » (*Nouvelle géographie universelle*, t. V, p. 316, 511, 555 à 557.)

Rappelons ici la parole de Jean-Jacques Rousseau : « L'empire de Russie voudra subjuguier l'Europe et il sera subjugué lui-même. » (*Du contrat social*, livre II, chap. VIII.)

Le parti national-libéral roumain s'était formé sur un programme antirusse. Son grand chef Joan Bratiano fut appelé le Bismarck roumain. « La Roumanie a dépensé des sommes considérables pour ses fortifications qui la font entrer dans le système défensif de la triple alliance. Après une légère oscillation pendant la guerre franco-allemande, quand les sympathies traditionnelles pour la France et les agitations de l'opposition poussèrent le pays à des manifestations anti-allemandes et à part les accès intermittents de russophilisme des anciens conservateurs, la politique extérieure roumaine fut celle des puissances centrales : le danger non seulement politique, mais

aussi ethnique dont le tsarisme conquérant menace la Russie, l'y pousse.» (*La Grande Encyclopédie*, article : Roumanie, t. 28, p. 1050.)

Cet aveu est consigné dans le monumental ouvrage auquel ont collaboré les plus éminents savants français.

Le roi Charles le Grand a conclu avec l'Autriche-Hongrie une convention militaire qui a été acceptée successivement par tous les partis arrivés au pouvoir, comme le pivot de la politique extérieure de la Roumanie. L'archiduc François-Ferdinand, si profondément regretté, la plus illustre victime du panslavisme barbare, nous a tendu la main en ami loyal pour coopérer au maintien de la paix.

Pendant son règne glorieux d'un demi-siècle, notre roi Charles, que tout Roumain pleure amèrement, s'est couronné des lauriers de la victoire qui a procuré l'indépendance à notre patrie. Il a su donner à son pays du prestige au dehors et le préserver de l'invasion. Sa haute sagesse a écarté de nous le danger des complications dans lesquelles nous aurait jetés un acte irréfléchi. Nous avons dû attendre avec patience parfois pour recueillir les fruits de la politique géniale à laquelle la Roumanie doit l'ascension qui l'a conduite à ce point culminant que fut pour elle le traité de Bucarest. Les chefs d'États l'envisageaient comme le Nestor de l'Orient ; il a écrit la page la plus glorieuse du livre d'or de notre histoire. Son successeur le roi Ferdinand a proclamé lors de son avènement, de la façon la plus solennelle, sa volonté de continuer cette politique, qui a fait la grandeur de notre pays.

La politique n'est pas une affaire de cœur. Quand il s'agit de l'avenir de l'État, c'est la froide raison qui doit nous diriger, en s'inspirant des vues de l'intérêt ; une politique romanesque serait la perte de la nation. Les hommes d'État roumains n'ont pas l'ambition de jouer le rôle de Don Quichotte.

---

---

# LES ROUMAINS DE SERBIE<sup>(1)</sup>

(L'oppression des Roumains assujettis aux Serbes.)

---

## *I. La question des Roumains de Serbie dans les négociations roumano-serbes de Bucarest.*

On n'ignore pas que M. Pachitch, dans le mémoire qu'il adressa au nom du gouvernement serbe aux puissances de l'Entente, au printemps de 1915, pour leur notifier les exigences de la Serbie, indiquait comme devant revenir à son pays, dans le partage de l'Autriche-Hongrie, entre autres territoires, le Banat de Temesvár, en Hongrie, soit les comitats de Torontál, de Temes et de Karánsebes.

Lorsqu'on eut connaissance, à Bucarest, de ces revendications de la Serbie, on décida d'y faire publiquement opposition. Une grande partie des journaux roumains, notamment ceux qui suivaient le mot d'ordre de M. Take Jonsco, qui s'était jusque là distingué par ses sentiments serbophiles, déclarèrent que les réclamations de la Serbie constituaient une outrecuidance, étant donné que la population du Banat était formée pour une part si considérable d'éléments roumains

(<sup>1</sup>) Écrit par un ancien diplomate serbe qui connaît à fond les rapports serbo-roumains, cet article a une valeur documentaire tout exceptionnelle. Il prouve, entre autres, combien était misérable le sort des Roumains vivant sous la domination serbe, sans que des plaintes se fussent élevées à ce sujet. Au lieu de déclamer sur l'oppression de nos concitoyens de nationalité roumaine, les Roumains de Roumanie auraient cependant mieux fait de s'occuper de leurs nationaux de Serbie qui, du reste, enviaient le sort des Roumains de Hongrie et d'Autriche. Mais, comme il s'agissait de faire le jeu des ennemis de la monarchie austro-hongroise, les «libérateurs» roumains à la solde de l'Entente ne daignèrent pas s'apitoyer sur les malheurs des «frères latins» subjugués par les «frères slaves».

(Note de la Rédaction.)

qu'on pouvait en bonne justice considérer ce territoire comme une province roumaine. En conséquence, la presse de Bucarest déclara bien haut que la Roumanie envisageait comme devant lui revenir tout le Banat jusqu'à la Tisza ; quant à la Serbie, elle devait se contenter de la Syrmie et du royaume de Croatie-Slavonie ; que si elle ne voulait pas se désister de ses prétentions, la Roumanie ferait entendre à Belgrade certaines réclamations qui n'y produiraient pas, à coup sûr, une agréable surprise.

M. Pachitch, au lieu d'engager aussitôt une conversation diplomatique sur l'objet du litige, l'abandonna fort imprudemment en pâture à la presse serbe. Le résultat fut qu'entre les journaux de Belgrade et ceux de Bucarest il se déclama une polémique dans laquelle on se jeta mutuellement à la tête les reproches les plus acrimonieux. C'est alors qu'on commença à parler, en Roumanie, de l'oppression à laquelle étaient assujettis les Roumains de Serbie et qu'on y proclama les droits de la Roumanie sur la portion du territoire serbe habité par des Roumains, soit la Krajina, avec Negotin, et les districts de Požarevac et de Čuprija. C'était là justement la surprise dont la presse de Bucarest avait menacé les dirigeants de Belgrade. Ceux-ci, et toute la presse serbe avec eux, furent littéralement suffoqués à la révélation des convoitises roumaines.

M. Pachitch, comme on sait, se décida alors à entrer en pourparlers. Puis il fut décidé à Belgrade qu'on enverrait à Bucarest des experts chargés d'accorder les points de vue contradictoires de la Roumanie et de la Serbie au sujet du partage du Banat ; ces experts avaient mission d'établir, d'entente avec les délégués roumains, la future frontière politique entre les deux royaumes, en se basant sur la situation ethnographique.

Les conférences des deux délégations furent souvent orageuses ; de violentes collisions se produisirent notamment lorsqu'on discuta la question de savoir à qui serait attribué Temesvár, la capitale du Banat. Les délégués serbes, parmi lesquels se trouvait le professeur d'histoire Radovič, soutenaient que Temesvár et Pancsova étant serbes, devaient échoir à la Serbie ; ils mirent tant d'opiniâtreté à défendre cet avis qu'on en vint aux gros mots et que les négociations durent être interrompues. Dans leur irritation, les Roumains mirent

de nouveau sur le tapis la question de leurs frères de Serbie, opposant à l'obstination serbe les droits de la Roumanie sur les territoires des États de Pierre I<sup>er</sup> où se trouvaient des Roumains. Les choses menaçaient de mal tourner et les tractations allaient être rompues, quand l'envoyé M. Marinkovitch et M. Take Jonesco, voyant le danger, intervinrent. Grâce à eux, les pourparlers furent repris et aboutirent à un arrangement. Cet accord ne satisfait à la vérité aucune des parties, car chacune fut persuadée que l'autre avait obtenu la part du lion.

Pour faciliter l'arrangement, il avait été convenu que, dans l'intérêt de la cause commune qu'il s'agissait avant tout de faire triompher, la question de l'appartenance des Roumains vivant en Serbie serait éliminée de la discussion, comme inopportune.

Malgré cette décision, dictée par la nécessité du moment, on garda de part et d'autre, mais surtout du côté serbe, un sentiment de malaise. C'est que la discussion sur le partage du Banat en avait fait surgir officiellement une autre des plus épineuses, dont la solution n'était qu'ajournée : à savoir celle de la destinée des Roumains de Serbie.

## *II. Les rapports des Roumains de Serbie avec les Roumains du royaume et ceux d'Autriche-Hongrie.*

Le nord-est de la Serbie est habité par une population en majeure partie roumaine. Les Roumains se rencontrent, tantôt en agglomérations compactes, tantôt dispersés et mélangés aux éléments serbes, dans le district de Negotin (autrement dit : la Krajina), le long du Danube et du Timok, dans les régions orientales et méridionales du district de Požarevac et même, en colonies qui vont s'accroissant continuellement, jusque dans la partie septentrionale du district de Čuprija, le long de la Morava. On ne fait pas état ici des Roumains vivant dans le sud de la Macédoine et dénommés Aroumains ou Zinzares, dont l'autonomie religieuse et scolaire a été expressément reconnue par la Serbie dans le traité de Bucarest.

En égard au total de la population roumaine établie en Roumanie, en Transylvanie, en Bessarabie, en Bulgarie, dans le Banat et en Bukovine, qui est de 10 millions d'âmes, les

Roumains de Serbie forment une petite fraction de la masse, puisque leur nombre n'est que de 196.657 âmes, dont 30.000 à 40.000 appartiennent aux tribus tsiganes.

L'élément roumain de Serbie est à peu près totalement confiné dans les campagnes ; il n'est guère représenté dans les villes ; aussi ne peut-il être question d'une élite intellectuelle roumaine, comme elle existe en Hongrie et en Bukovine.

Néanmoins, ce petit noyau de Roumains est un danger permanent pour l'élément serbe qui vit à ses côtés ou qui se trouve noyé dans sa masse, bien que cet élément serbe appartienne à la race dominante dans le pays et qu'il dispose de tous les moyens possibles pour assimiler l'élément roumain.

Bien loin de se laisser assimiler, c'est l'élément roumain qui prend l'ascendant sur l'élément serbe et qui l'assimile avec une rapidité incroyable.

Ainsi s'explique que cette population roumaine qui ne s'élève pourtant pas au-dessus d'un degré de culture rudimentaire, qui ne possède point d'élite intellectuelle bourgeoise, qui est soustraite à toute influence de propagande nationaliste roumaine et que les autorités serbes empêchent, par surcroît, de toutes façons de donner essor à son esprit de race, constitue en dépit de tout un facteur national qui deviendra à la longue dangereux pour les régions nord-orientales de la Serbie, dans lesquelles l'élément serbe est déjà si faiblement représenté.

Tous les gouvernements serbes, depuis la première période du règne du prince Miloš Obrenovitch (1830) jusqu'au roi Alexandre et au roi Pierre, ont essayé d'assimiler les Roumains ; ils ont tous échoué dans cette entreprise, quelque rudes qu'aient été les moyens employés. Leurs efforts n'ont pu avoir raison de la résistance opiniâtre de ce peuple qui, bien loin de se fondre dans la nationalité ambiante, oblige au contraire celle-ci, race autochtone et dominante, à apprendre sa langue, à lui, peuple étranger et assujéti.

Dans toutes les parties de la Serbie où vivent des Roumains, l'école est obligatoire et la règle est strictement appliquée. Or l'école est serbe ; de même, l'Eglise. Les Roumains ont des prêtres serbes. Il va sans dire que le serbe est la langue officielle. Donc, point d'Eglise roumaine ni d'école roumaine. L'enfant roumain qui parlerait roumain à l'école serait sévèrement puni. Le jeune Roumain qui entre à la caserne doit parler

le serbe ; il y a des peines très dures pour le soldat roumain qui, ainsi qu'il arrive fréquemment, prétend, par entêtement, ne pas comprendre le serbe. Bref, tout est arrangé pour faire oublier au Roumain de Serbie qu'il est Roumain. Quand un Roumain, questionné sur sa nationalité par le pope, l'instituteur ou le fonctionnaire de l'Etat, ne s'empresse pas de répondre qu'il est Serbe, il est sûr d'être traité sans ménagements, car ni l'Etat ni la société serbe ne reconnaissent l'existence d'une nation roumaine dans le corps de l'Etat serbe.

Mais toutes les mesures de l'autorité pour abolir les traits distinctifs de la race roumaine restent sans efficacité. Les tracasseries que se donne le gouvernement de Belgrade pour communiquer une âme serbe à la population roumaine de Serbie sont peine perdue.

Le Roumain demeure ce qu'il a toujours été. Dès qu'il est hors de l'école et de la caserne et qu'il est rentré chez lui, il ne parle plus que le roumain dans son intérieur et avec ses voisins. En dépit des défenses, il prie dans sa langue maternelle à l'église comme dans l'intimité de son foyer et il reste inébranlablement attaché à ses traditions et à ses habitudes nationales.

Tandis que le Roumain défie ainsi les influences qui devraient le transformer, c'est le Serbe qui se métamorphose sous l'influence du Roumain. Qu'il soit fonctionnaire, paysan ou officier, le Serbe s'approprie avec aisance la langue roumaine et c'est chose courante d'entendre un Serbe parlant roumain avec un Roumain, lequel possède parfaitement le serbe, mais n'a garde de s'en servir et répond en roumain à son interlocuteur. Il arrive même souvent que des Serbes parlent roumain entre eux et que des coutumes et usages roumains s'introduisent dans des maisons serbes, surtout lorsqu'une fille roumaine épouse un Serbe et s'établit dans la maison de ses beaux-parents. Dans des cas pareils, il ne va pas longtemps avant que la maison soit totalement roumanisée, car toute la famille, par affection pour la jeune femme, parle le roumain, tandis qu'elle-même échappe à l'emprise serbe. Les enfants issus de ces unions mixtes sont naturellement élevés dans l'esprit de leur mère et malgré le dressage scolaire, en dépit de la consonance serbe de leur nom, ils deviennent de parfaits Roumains. On rencontre dans la Krajina et dans le district de Požarevac nombre de cas

de ce genre. C'est ainsi que des villages et même des contrées entières sont aujourd'hui roumanisées, dans des régions qui, il y a cinquante ans, étaient purement serbes.

Il faut ajouter à tout cela que les Roumains de Serbie, comme ceux des autres pays, s'accroissent d'une façon constante et rapide ; et ainsi l'œuvre de conquête opérée par la diffusion de la langue et des usages roumains se double d'une propagation intense de la race. On comprend l'inquiétude avec laquelle les dirigeants serbes envisagent l'avenir des régions nord-est du pays, habitées par cette population féconde et résistante.

Les choses étant telles que nous venons de le dire, il est extrêmement intéressant de constater que la nationalité roumaine de Serbie, à l'encontre de ce que ferait supposer la vigueur de ses caractères ethniques, paraît ne guère s'intéresser à l'idée de la réunion de tous les Roumains et ne point songer, en particulier, à son rattachement au royaume de Roumanie. Pourtant, plusieurs tentatives ont été faites, depuis Bucarest, pour implanter ces idées parmi les Roumains de Serbie ; mais cela a été sans succès.

Une des raisons pour lesquelles la propagande irrédentiste est restée jusqu'ici stérile, est sans doute que les Roumains de Serbie, étant tous paysans, ne possèdent point de bourgeoisie intellectuelle comme il en faudrait pour prendre la tête du mouvement. Une autre cause de l'insuccès de ces tentatives d'agitation est que les autorités serbes ont soin de dresser une barrière de police entre Roumains d'en deçà et Roumains d'au delà du Danube ; elles ne tolèrent pas les relations d'intimité entre ces frères de race et veillent à ce qu'aucun agent politique, aucun conférencier ou professeur ambulancier ne vienne de Roumanie évangéliser ses cousins de Serbie.

Mais il y a une raison plus décisive pour laquelle le Roumain de Serbie se montre si tiède à l'égard de la propagande nationaliste roumaine. Cette raison, la voici : malgré la dure contrainte à laquelle il est assujéti en Serbie, le Roumain sujet serbe ne saurait envier la condition du paysan roumain de Roumanie.

Le Roumain de Serbie est paysan, ainsi que nous venons de le dire ; c'est donc du point de vue des intérêts de la classe rurale qu'il envisage et qu'il juge l'état social dont le pays

voisin lui offre le tableau. Or, la comparaison qu'il lui est donné de faire entre la situation du paysan de Roumanie et la sienne propre ne saurait lui inspirer aucune envie de changer son sort contre celui de son congénère d'outre-Danube. Dès le premier jour où il vint s'établir sur le sol serbe (c'était au temps de la domination turque), le Roumain s'y est senti libre paysan, propriétaire du fond qu'il cultive ; la terre qu'il arrose de ses sueurs est son bien. Le paysan de Roumanie, lui, travaille pour un maître, pour le boyard propriétaire du sol ; en dépit de la loi d'émancipation par laquelle le prince Alexandre Cousa a aboli le servage roumain, le paysan de Roumanie reste dans la condition d'un serf.

Le paysan roumain de Serbie, tout comme celui de Hongrie, a donc sujet de se féliciter de la situation bien plus heureuse dans laquelle il se trouve ; il mène une existence conforme à la dignité humaine ; il jouit de tous les droits d'un citoyen. Le paysan de Roumanie, bien qu'en théorie les lois de son pays lui garantissent les mêmes droits, est en réalité à la merci de son propriétaire foncier et mène une vie de pauvreté et de misère.

On comprend donc que les Roumains de Serbie demeurent réfractaires à l'idée nationaliste roumaine et se bornent à faire dans le pays qu'ils habitent de la saine politique agraire, quoique l'Etat serbe soit loin de se concilier leur attachement par les entraves qu'il oppose d'une façon délibérée à la libre expression de leur caractère national.

Si telles sont les dispositions des Roumains serbes à l'égard de leurs frères de Roumanie, leurs sentiments pour les Roumains de Hongrie sont bien différents.

Quoiqu'ils n'aient avec ceux-ci que des rapports assez rares, ils ont cependant l'occasion d'apprendre à les connaître en les rencontrant sur la ligne Baziás—Orsova. Or, il est visible que le paysan roumain de Serbie éprouve une vive sympathie pour le paysan roumain de Hongrie, en qui il a le plaisir de trouver un égal, c'est-à-dire un paysan libre comme lui-même. En outre, il l'envie parce qu'il sait que le paysan roumain de Hongrie a la faculté de prier à l'église dans sa langue maternelle que ses enfants sont enseignés à l'école dans la langue de leur père et enfin que tout citoyen hongrois qu'il soit, il peut donner libre essor à son esprit national.

C'est cette vie nationale, privilège des Roumains de Hongrie, garantie par les lois qui leur confèrent l'autonomie religieuse et scolaire, qui fait surtout envie aux Roumains de Serbie ; ils la comparent avec le régime de contrainte auquel ils sont soumis et cette comparaison redouble leur aspiration aux libertés dont ils sont privés.

Mais il faut signaler encore un autre effet de ce sentiment d'estime et d'envie que les Roumains de Serbie nourrissent pour leurs frères de Hongrie. C'est qu'il les dispose favorablement à l'égard de la monarchie austro-hongroise et que, loin de partager l'hostilité que lui voue leur entourage serbe, ils lui portent plus de sympathie qu'à leur propre patrie, qui n'a pour eux que les sentiments d'une marâtre.

---

---

## LES AVATARS DE M. TAKE JONESCO

*(Ses opinions sur la Russie : « l'ennemie héréditaire de la Roumanie ».)*

---

Parmi ceux qui ont le plus violemment poussé à la guerre contre les Puissances centrales : M. Take Jonesco s'est tout spécialement fait remarquer. Cet avocat-politicien, doublé d'un démagogue, n'a laissé passer aucune occasion pour déverser sa bile venimeuse sur les Hongrois, Autrichiens, Allemands, Turcs et Bulgares.

Nous n'avons pas daigné nous en occuper, ayant déjà eu assez à faire pour réfuter les divagations stupides des ententistes soi-disant « civilisés ». Les discours des avocats français et italiens et les articles de leurs journaux nous ont déjà suffisamment édifié sur ce que nous devons penser de la mentalité des « peuples latins » ; les agissements de quelques pseudo-Romains ne nous ont donc pas ému plus particulièrement et nous n'avons pas voulu charger notre mémoire des noms des acolytes de M. Take Jonesco qui, par un terrorisme sauvage, ont poussé leur pays dans les bras de la Russie « libératrice ».

Il nous a paru cependant intéressant de jeter un coup d'œil sur « la politique étrangère » préconisée il y a quelques années par cet ancien ministre roumain pour mesurer l'abîme qui sépare ses opinions d'autrefois de celles qu'il a professées dès le commencement de la grande guerre actuelle. Car il faut le rappeler à ceux qui l'ignorerait que M. Take Jonesco était le partisan le plus zélé des Puissances centrales et ce n'est que de tout récemment que date le revirement de ses convictions politiques. A quelles influences a-t-il obéi en subissant cette étrange métamorphose ? Probablement à celle à laquelle

l'Entente doit déjà plus d'un de ses succès diplomatiques. L'historien futur qui aura pour tâche de juger impartialement les péripéties de cette guerre mondiale, pourra consacrer un chapitre instructif à la corruption inouïe qu'ont pratiquée précisément ceux qui ne cessent de profaner les idées les plus nobles de l'humanité en se décernant le titre de « défenseurs de l'indépendance et de la liberté des peuples, etc. ».

Quoi qu'il en soit, il sera peut-être curieux de jeter un regard en arrière pour apprendre quelle était la véritable profession de foi politique de ce politicien roumain qui se changea si subitement en un chef de l'agitation russophile en Roumanie. Sa profession de foi politique, il nous l'a révélée lui-même dans son ouvrage intitulé : *La politique étrangère de la Roumanie.*<sup>(1)</sup>

M. Take Jonesco commence par démontrer qu'une propagande irrédentiste outrancière pourrait devenir dangereuse pour l'État roumain, mais tout en subordonnant la question de l'irrédentisme à la nécessité beaucoup plus impérieuse de conserver l'État roumain, il n'hésite pas à déclarer que la province à libérer « est située au delà du Pruth ». « La Bessarabie », dit-il, « faisait partie de l'État roumain, elle faisait à peu près la moitié d'une des parties de l'État roumain... *La Transylvanie n'était jamais incorporée à l'État roumain* (c'est M. Take Jonesco qui parle et souligne) ; contre la Bessarabie — continue-t-il — nous n'avons pas de frontières solides, il n'y a que le Dniester qui puisse former une frontière sérieuse entre la Roumanie et ses voisins ; vers la Transylvanie, les Carpathes forment une frontière de granit entre les deux grandes fractions de la race roumaine... Si nous avons à choisir, nous devrions peser une autre considération encore. Les soupirs de nos frères nous parviennent de Transylvanie ; de la Bessarabie rien ne transpire. Si la persécution arrive à un si haut degré qu'elle tarit même la source des pleurs, elle doit avoir atteint le paroxysme. Les douleurs muettes sont les plus cruelles. »

Voilà comment M. Take Jonesco pensait de la Russie « rédemptrice des peuples » (la gloire d'avoir trouvé cette expression originale appartient à M. Louis Barthou, ancien pré-

(1) Bucarest, 1891.

sident du Conseil français), voilà comment il jugeait la situation des « frères roumains » placés sous la tutelle de cette sainte Russie qu'il n'a cessé de magnifier depuis...

Plus intéressants sont encore les développements de M. Take Jonsco où il démontre à force d'arguments les uns plus probants que les autres que « l'ennemie héréditaire de la Roumanie, c'est la Russie ». Notre existence, dit-il, est « incompatible avec la réalisation de l'idéal de l'Empire russe ». Il tire de l'histoire des exemples pour prouver que depuis des siècles « l'empire des tsars a fait ce qui était en son pouvoir pour imposer son joug à la Roumanie » et que ce n'est « qu'à un hasard qu'elle doit d'avoir pu échapper au sort échu à la Bessarabie et à la Pologne ».

M. Take Jonsco se donne beaucoup de peine pour rendre évident à tout le monde que l'antagonisme entre la Russie et son pays est irréductible, car « le rêve russe de s'emparer des Détroits », dit-il, s'il venait à se réaliser, signifierait la fin de l'État roumain. « L'Empire russe, — dit-il encore — a continué, continue et continuera à suivre la voie qu'à son avis le Destin lui a tracée. Nous nous trouvons sur son chemin. L'Empire russe a essayé, essaie et essaiera de nous rayer de la carte des peuples. » Et M. Take Jonsco de continuer à nous révéler, très judicieusement, les vellétés d'expansion de la Russie, sa rapacité et sa soif de conquête. « Le panslavisme et l'orthodoxie, — déclare-t-il, — ne servent qu'à masquer les plans de domination de la Russie. Le panslavisme n'est en réalité que le panrussisme. »

Bravo, Take ! Vous aviez une vision très nette des choses ; c'est vraiment dommage que la masse des roubles jetée en pâture aux patriotes roumains l'ait un peu obscurcie... Maintenant vous luttez aux côtés de « l'ennemi héréditaire » pour « le droit humain opprimé et pour l'anéantissement de la barbarie »<sup>(1)</sup> à en croire les généraux de cette Russie que vous venez de caractériser d'une main de maître... Maintenant vous mêlez votre voix dans le concert étourdissant des glorieux Alliés qui ne cessent de hurler qu'ils combattent pour la civi-

(1) Ceci n'est pas une plaisanterie. Les expressions citées sont tirées d'un ordre de bataille lancé par le commandant du 47<sup>e</sup> corps d'armée russe ; l'ordre de bataille en question fut trouvé sur un soldat russe fait prisonnier dans la Dobrogea.

lisation et la justice... Quand étiez-vous fou, alors ou maintenant ? Puisque la démence ententiste est de date récente, vous devez déraisonner maintenant et le jugement que vous portiez jadis sur la Russie est inappellable... La suite de vos appréciations ne fait que nous confirmer dans cette opinion :

« L'Empire russe est un empire conquérant. Non seulement la logique de son évolution, mais aussi son organisation intérieure le pousse à l'expansion. Comme sa vie intérieure est nulle, comme aucune occasion n'est offerte à ses citoyens de développer leurs facultés, de satisfaire leur ambition, tout le monde ne songe qu'à une chose : aux aventures extérieures. L'autocratie y trouve un moyen de détourner les manifestations de l'impatience à l'intérieur. Les ambitieux y trouvent un terrain pour mettre en valeur leur activité entravée. Le peuple, enivré des discours sonores, y trouve les moyens d'oublier la tyrannie sous laquelle il gémit. »

Est-ce clair ? Voulez-vous entendre encore M. Take Jonesco sur le sort que — selon lui — une Russie victorieuse réserverait à une Roumanie soumise ? « Elle nous préparerait une mort lente et infâme, comme elle en avait préparée une à la Pologne et à la Finlande. » Et — à en croire ce même M. Take Jonesco, — à la Bessarabie. Car qu'y a fait la Russie ? se demande-t-il. « Elle n'a reculé devant aucun moyen pour la dénationaliser le plus vite possible. Grâce à la communauté de foi, on a fait de l'église un moyen de russification. Grâce au manque d'une classe moyenne roumaine, on a élargi l'abîme qui existe entre la paysannerie et la classe dominante... Le gouvernement russe unit la violence au machiavélisme pour prohiber la lecture des livres roumains en pays roumain. C'est sans exemple. Les Roumains de Bessarabie sont en Europe les seuls esclaves auxquels il soit défendu de lire un livre écrit dans leur langue maternelle. »

Et la conclusion de toutes ces accusations si justifiées ? M. Take Jonesco nous la communique sans broncher ; « L'État roumain ne doit pas s'allier à une puissance qui opprime nos frères, il ne doit même pas entrer dans une combinaison à laquelle cette puissance se trouve associée. » Ou, plus positivement encore : « L'État roumain doit se rallier à l'entente des Puissances centrales pour que nous puissions résister, les forces réunies, à l'invasion des Russes. » M. Take Jonesco est tellement con-

vaincu de la nécessité d'une alliance avec nous qu'il n'hésite pas à blamer — malgré les sympathies qu'il professe pour eux — les Français « d'avoir recherché, dans l'espoir d'une revanche, l'alliance avec la Russie dont la victoire reviendrait à l'anéantissement de la Roumanie ».

La place nous manque pour reproduire toutes les méditations analogues de la brochure mémorable de M. Take Jonesco, mais nous croyons que ce que nous venons d'en citer suffit pour donner une idée de la sincérité politique de cet agent tapageur converti à la russophilie.

---

## UN PLAN DE GUERRE ROUMAIN CONTRE LES PUISSANCES CENTRALES (1)

---

*Conditions possibles et conditions probables d'une guerre entre  
la Roumanie et les puissances centrales.*

Examinons les conditions essentielles dans lesquelles la Roumanie aurait à soutenir une guerre contre les Puissances centrales, et appliquons-leur les conclusions des paragraphes précédents.

Quels sont les effectifs auxquels les armées roumaines auraient affaire ? Leur nombre probable permet-il de supposer une action qui embrasserait la totalité des frontières austro-hongroise et bulgare ?

En opposant 400.000 hommes, (beaucoup moins suffiraient probablement) aux 400.000 serbo-alliés de Salonique, les Bulgares seraient couverts vers le sud. Les Turcs ont un maximum de 300.000 hommes sur les fronts asiatiques. En évaluant à 1,000.000 d'hommes la totalité des effectifs turco-bulgares, on est certain de rester au-dessous de la vérité. Au cas d'une guerre avec la Roumanie, les états-majors de Sofia et de Constantinople pourraient donc certainement diriger 300.000 hommes vers le Danube.

On s'est souvent essayé à calculer la puissance des réserves austro-germaines ; des résultats bien différents ont été obtenus ; mais aucun des chiffres proposés, même les plus défavorables aux Puissances centrales, ne permettent de croire que ces

(1) Personne ne doute plus que la guerre de la Roumanie contre les Puissances centrales et leurs alliés n'ait été préparée de longue main. Cet extrait tiré d'un ouvrage intitulé : *La Roumanie peut-elle combattre sur deux fronts ?* (Lausanne, Payot 1916) — est aussi une preuve parmi beaucoup d'autres, de la trahison préméditée.

puissances se trouveraient avant un ou deux ans, dans l'impossibilité d'envoyer 300.000 hommes vers un nouveau théâtre d'opération, vers les Carpathes, par exemple.

Les chiffres envisagés jusqu'ici ont, à dessein, largement diminué les forces auxquelles l'armée roumaine pourrait avoir affaire ; dans les mêmes intentions, nous supposons que cette armée compte aujourd'hui 500.000 baïonnettes. La réalité est probablement plus désavantageuse pour la Roumanie. Mais il nous suffit d'envisager que les effectifs adverses dépasseront d'aussi peu que ce soit les effectifs roumains.

Les conditions probables d'une guerre entre les Puissances centrales et la Roumanie seraient, on le voit, celles qu'impliquerait une action simultanée contre ce pays, sur les fronts du Danube et des Carpathes, tentée avec des effectifs suffisants, pour créer le danger, donc la nécessité de la défensive ou de l'attaque, sur toute la longueur de ce front (1300 km.) où plus de trente voies de communications principales conduiraient les régiments ennemis.

Telles seraient les conditions probables ; mais il faut reconnaître que des circonstances possibles pourraient altérer la situation en faveur de la Roumanie.

Des événements imprévus pourraient réclamer un plus grand nombre de troupes turco-bulgares : l'accroissement des effectifs alliés à Salonique, l'envoi d'une armée russe en Dobrogea, une plus grande activité des Anglo-Russes en Asie, une action de grande envergure des Italiens à Valona, l'intervention de la Grèce.

L'état-major roumain pourrait trouver les moyens et le temps nécessaires pour faire rendre à son pays toute sa capacité de recrutement : plus de 700.000 hommes.

Il se pourrait que les hostilités entre la Roumanie et ses ennemis de l'est et du sud ne commencent pas avant un ou deux ans, et que les pertes que les Puissances centrales auraient subies jusqu'à ce jour ne leur permettent pas une action énergique vers les Carpathes.

Ce sont là de souriantes conditions de combat possible. Nous ne nous en occuperons pas ; *ce qui nous importe, c'est que certaines précautions militaires, que les conditions probables de la guerre exigent, soient prises par la Roumanie en temps utile, c'est-à-dire immédiatement.*

*Tant mieux si des évènements possibles venaient démontrer par la suite l'inutilité des mesures réclamées par la plus élémentaire des prudences, celle qui consiste à envisager comme certaines les éventualités désavantageuses probables.*

*Les frontières de la Roumanie offrent à ce pays un front désavantageux par sa longueur et par sa forme.*

Les opérations roumaines contre les Turco-Bulgares et les Austro-Allemands s'étendraient de Boïan aux Portes de Fer et des Portes de Fer à Ekrene, formant un front d'environ 1300 kilomètres.

La population de la Roumanie s'élève à un peu plus de 7 millions d'habitants.

Les opérations franco-anglo-allemandes, de Newport à Belfort, s'étendent sur un front de 800 km.

La population de la France et de l'Angleterre réunies est de 85 millions, et presque toutes les ressources de ces deux pays sont consacrées à la défense du front de France.

Le coefficient de résistance du front roumain, dans le cas où la Roumanie se battrait sur toutes ses frontières, serait représenté par le chiffre 0·05, en regard du chiffre 1, qui serait le coefficient de résistance du front français. L'infériorité est angoissante. Ceci pour la longueur.

La conformation générale des frontières roumaines, au point de vue de leur « défensibilité », mérite une étude plus complète que celle que permettrait la brièveté de ces pages et les capacités de leur auteur. Nous nous contentons de quelques considérations nécessaires à notre conclusion.

Pour illustrer, par un seul exemple, — il y en aurait bien d'autres, — les avantages qu'offrent les lignes intérieures de la Transylvanie aux adversaires de l'est, concevons la concentration d'une masse d'opération austro-hongroise dans la région de Szepsi-Szent-György. Trois voies ferrées principales desservant cette région par Nagyszeben, Segesvár, Csik-Szereda, les troupes pourraient y être amenées avec rapidité. Quelle indication cette concentration, même connue à temps, donnerait-elle à l'état-major roumain ? Aucune ! Les forces de Szepsi-Szent-György seraient une menace égale pour les

vallées de la Prahova, du Teleajan, du Buzeu et de l'Oïtuz. Sur chacune de ces trois directions, l'état-major roumain devrait prévoir des éléments de résistance suffisants. Quelle que soit celle de ces directions sur laquelle il concentrerait les éléments d'une offensive, les forces austro-hongroises de Szepsi-Szent-György seront aptes à renforcer en temps voulu les troupes de premières lignes. C'est donc, sur toute la zone de Ploesti-Buzeu-Focsani-Onesti, que pèserait le souci d'une masse de manœuvre austro-hongroise concentrée uniquement dans la région de Szepsi-Szent-György. Plus encore, la ligne directe Brassó-Fogaras, offrirait aux troupes de cette région la faculté de renforcer rapidement celles qui seraient concentrées à Nagyszeben; elles auraient 140 kilomètres seulement à parcourir, sur une voie probablement libre pour appuyer la menace sur Caïneni. Les troupes roumaines les plus rapprochées — celles de Ploesti — que ce mouvement, une fois reconnu, dégagerait, auraient encore pour venir faire face, 260 kilomètres à parcourir sur les voies Ploesti-Bucarest et Bucarest-Pitesti, certainement très encombrées.

Ceci entre autres.

La frontière roumaine offre aussi, entre les Carpathes Valaques et le Danube, une région intérieure à défendre; mais le rapprochement des deux branches de ce front, les difficultés que présente la défense du Danube et la pauvreté du réseau ferré, font de cette contrée une zone excentrique et dangereuse.

Les deux fronts, adossés l'un à l'autre, se conditionneraient réciproquement. Un échec aux Carpathes se répercuterait au Danube, et vice-versa. Le passage du Danube par les Bulgares dans le secteur Jiu-Olt par exemple, et, une menace sérieuse exercée par là sur les voies Bucarest-Craïova, demanderaient un rappel immédiat de toutes les troupes d'Olténie, des Carpathes au Danube.

#### *Aménagement d'un nouveau front.*

Dans le cas probable d'une action ennemie simultanée, exécutée avec des effectifs suffisants sur les deux frontières roumaines, de l'est et du sud, les armées du royaume ne pourraient, si elles se maintenaient sur la totalité des deux frontières,

*garantir* la continuité et l'impénétrabilité de leurs fronts ; il leur faudrait probablement se décider à chercher plus en arrière une ligne de rectification qui leur apporterait l'avantage d'une longueur de front moindre et d'une configuration choisie.

Les armées, voilà le grand facteur de la guerre d'aujourd'hui. Tout doit être sacrifié à la conservation des armées et à leur bonne utilisation. Si, pour créer à son armée un front favorable, si, pour la préserver de l'isolement et de la destruction, la Roumanie se trouvait contrainte à abandonner momentanément une partie de ses provinces, hésiterait-elle ? Non, elle consentirait à ce sacrifice. L'heure de la récompense viendrait bientôt, celle où les armées ainsi sauvegardées, marcheraient directement au but final, l'écrasement des armées ennemies par la bataille ; la bataille livrée là où les nécessités stratégiques générales le demanderaient, en deça ou au-delà des frontières roumaines. N'importe.

Cette rectification, une fois décidée, de quel côté se ferait-elle ?

Le territoire moldave, précieux contact entre la Roumanie et son alliée de demain, ne peut être abandonné ; si une rectification de front se fait de ce côté-là, ce ne sera qu'en avant, par la prise de la Bukovine. On ne peut, non plus, pour bien des raisons, songer à l'évacuation de la Dobrogea ; remplacer le front Turtucaia-Ekrene par celui plus long du Danube, serait étendre à plaisir la servitude qui lie la défense des Carpathes à celle du Danube ; ce serait aussi perdre la libre disposition des Bouches du Danube, considération capitale. La Dobrogea sera défendue, les lignes de retranchements déjà puissamment organisées, nous n'en doutons pas, entre le Danube et la Mer Noire, seront rendues formidables.

Dans quelles limites, les troupes roumaines, abandonneront-elles, au début des hostilités, l'Olténie et la Valachie et où trouveront-elles, dans leur retraite voulue, le front préalablement organisé, qui leur permettra d'arrêter net le présomptueux élan de l'ennemi ? Tâchons d'établir la direction générale de cette ligne de défense par les conditions essentielles qui lui seront demandées.

Pour avoir la sûreté de ses communications et de ses derrières, garantie du côté sud, le nouveau front devra se conju-

guer aux positions roumaines de Dobrogea ; il devra toucher le Danube en une région où le commandement de la rive droite ne puisse être disputé aux armées de la nouvelle province.

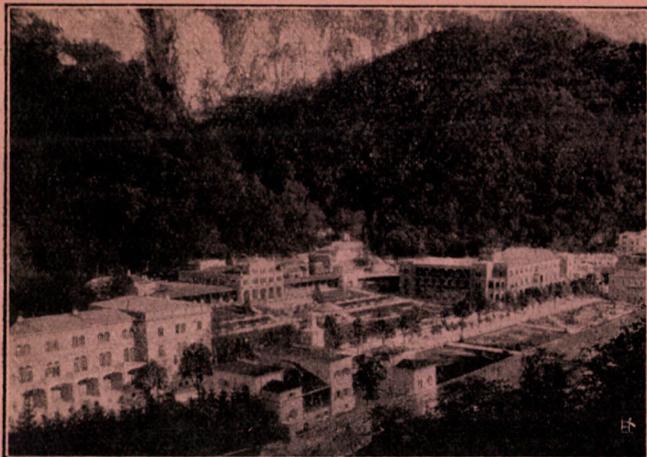
Des raisons trop faciles à comprendre, demanderont au nouveau front de couvrir Bucarest.

Les richesses minières de la Prahova devront être préservées, la possession de cette vallée est essentielle à la défense de Ploesti et de Bucarest ; ces deux raisons feront qu'il sera encore demandé au nouveau front de s'articuler aux Carpathes, de façon à garantir la vallée de la Prahova de toutes attaques latérales.

Quittant le Danube, en un point entre Giurgiu et Turtucaia, le nouveau front suivra la vallée de l'Argesch ou de ses affluents, quittera cette région entre Pitesti et Titu, pour rejoindre et utiliser d'abord les collines de la Jalomitza ou de la Dambovitza, puis les versants des montagnes qui enserrrent l'une ou l'autre de ces deux vallées, et s'articulera à leurs défilés avec la frontière transylvaine vers l'est.

Imparfaites et imprécises sont ces indications. Le droit de perfection et de précision n'appartient qu'à l'état-major roumain. A lui de décider si Giurgiu sera ou non compris dans la nouvelle ligne de défense ou si celle-ci s'appuiera au Danube là où les marécages de Greaca doublent sa largeur. A lui de trouver dans la région de l'Argesch les justes positions ; à lui de juger si la possession de la Jalomitza est suffisante à la sûreté latérale de la vallée de la Prahova. De semblables développements ne sont pas dans nos intentions.

*Nous n'avons qu'un seul but, c'est d'attirer l'attention roumaine sur la nécessité capitale qu'il y a à commencer tout de suite les travaux, longs, minutieux et compliqués qu'exigent la création et l'aménagement du nouveau front, sur l'avantage immense qu'il y a à procéder à cet aménagement en temps de paix, alors que le feu de l'ennemi ne cloue pas les travailleurs au terrain.*



# BAINS DE HERKULES

BAINS THERMAUX ET VILLÉGIATURE DE L'ÉTAT, situés dans le comitat de Krassószörény, à 168 mètres d'altitude, dans la pittoresque vallée de CSERNA, au milieu de montagnes boisées, s'élevant jusqu'à 1200 mètres de hauteur; à 20 minutes de la station des chemins de fer de l'État. SOURCES NATURELLES SALÉES ET SULFUREUSES A 56° CELSIUS. LES BAINS SALÉS SONT EXCELLENTS contre la faiblesse générale, l'anémie, la neurasthénie, les affections des reins, de la vessie, les scrofules, le gonflement des glandes; LES BAINS SALÉS ET SULFUREUX sont très efficaces contre la goutte, les rhumatismes articulaires et nerveux, et contre l'ichorie. Eau de table excellente. TRAITEMENT HYDROTHERAPIQUE. PISCINE. EAU DE RÉGIME. CURSALON DE PREMIER ORDRE. Climat très tempéré, magnifique végétation. — Saison : commencement mai, l'établissement est en partie ouvert toute l'année. PRIX MODÉRÉS. Pour renseignements s'adresser à la DIRECTION ROYALE HONGROISE DES BAINS, HERKULESFÜRDŐ (HONGRIE).

## HORAIRE DES TRAINS

|       |       |                    |             |                             |      |       |      |      |
|-------|-------|--------------------|-------------|-----------------------------|------|-------|------|------|
| 9.40  | 2.40  | 11.30 <sup>1</sup> | Dép. ... .. | Budapest-Ouest              | Arr. | 12.50 | 1.30 | 6.35 |
| 6.53  | 12.34 | 8.29               | Arr. ... .. | <b>Herkulesfürdő</b>        | Dép. | 3.45  | 3.24 | 8.55 |
| 10.15 | —     | —                  | Dép. ... .. | Budapest-Ouest <sup>2</sup> | Arr. | 7.15  | —    | —    |
| 9.25  | —     | —                  | Arr. ... .. | Báziás                      | Dép. | 4.15  | —    | —    |
| 10.—  | —     | —                  | Dép. ... .. | Báziás <b>Bateau</b>        | Arr. | 2.10  | —    | —    |
| 3.10  | —     | —                  | Arr. ... .. | Orsova <b>Bateau</b>        | Dép. | 6.—   | —    | —    |
| 3.15  | 6.05  | 8.16               | Dép. ... .. | Orsova                      | Arr. | 1.00  | 1.42 | —    |
| 3.45  | 6.44  | 8.55               | Arr. ... .. | Herkulesfürdő               | Dép. | 12.31 | 1.45 | —    |

<sup>1</sup> Express.

<sup>2</sup> Entre Budapest et Báziás Wagons-Lits.



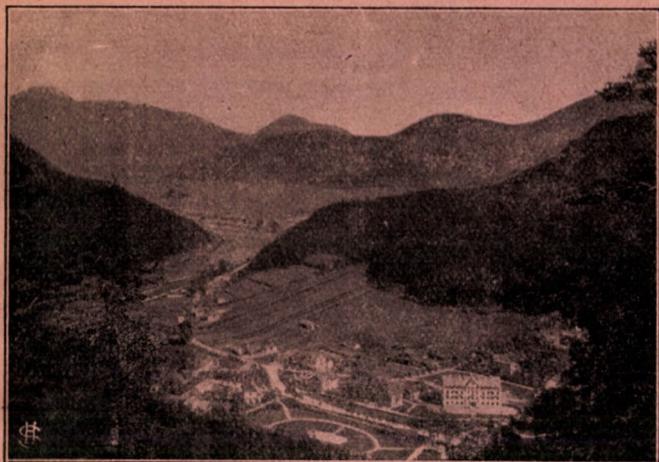
# TÁTRALOMNICZ

STATION D'ÉTÉ ET D'HIVER POUR CURES D'AIR, au milieu d'immenses forêts de sapins, situé à 848—1030 mètres au-dessus du niveau de la mer. **Air des glaciers très fortifiant et vivifiant. Traitement hydrothérapeutique moderne.** Hôtel *Palota*, modèle de confort moderne, ascenseur, hall magnifique, salle à manger luxueuse, salle de lecture, nombreuses villas particulières, terrains à prix modérés. Vue splendide sur la vallée de Poprád et sur les glaciers. Musique, concerts, représentations artistiques, bals, **excursions sur les montagnes, courses de chevaux, chasse, tennis.** **Sports d'hiver.** Saison d'été: du 15 mai au 15 septembre. Saison d'hiver: du 15 décembre à fin février, bains de soleil, sans brouillard. — Pour notice s'adresser à la DIRECTION, TÁTRALOMNICZ (HONGRIE).

## HORAIRE DES TRAINS

|       |           |                   |      |       |
|-------|-----------|-------------------|------|-------|
| 10.45 | Dép. .... | Budapest-Est      | Arr. | 6.50  |
| 4.04  | Arr. .... | Kassa (Ránkfüred) | Dép. | 1.10  |
| 4.10  | Dép. .... | Kassa             | Arr. | 1.00  |
| 6.30  | Arr. .... | Poprádfelka       | Dép. | 10.33 |
| 6.47  | Dép. .... | Poprádfelka       | Arr. | 9.27  |
| 7.35  | Arr. .... | Tátralomnicz      | Dép. | 8.45  |

Entre Budapest et Tátralomnicz Wagons-Lits.

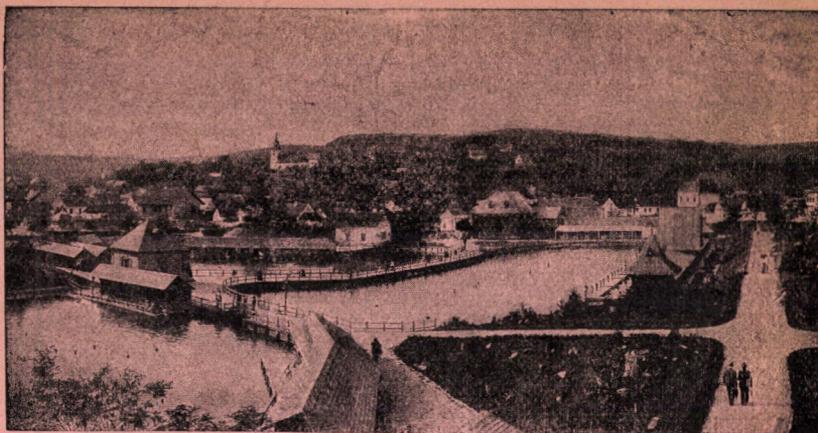


# FENYŐHÁZA

Bain thermal et villégiature de l'État, dans le comitat de Liptó, dans la vallée du Fáttra, à 450 mètres au-dessus du niveau de la mer, au milieu de montagnes couvertes de forêts de sapins, 6 hôtels modernes appartenant à l'État, nombreuses villas particulières, terrains à prix très modérés. Excellente eau de table. Conduites d'eau, canalisation et éclairage électrique. Saison : du 15 mai à fin octobre. Traitement hydrothérapeutique moderne, bains de sapins, de sel et d'acide carbonique. Station de chemin de fer, poste, télégraphe et téléphone. Recommandé contre les troubles de l'alimentation, l'anémie, la chlorose, la goutte, les affections des appareils respiratoires et les maladies nerveuses. Pour renseignements s'adresser : Au bureau royal hongrois de Surveillance des Bains, Fenyőháza (Hongrie.)

## HORAIRE DES TRAINS

|      |      |                   |      |      |       |      |
|------|------|-------------------|------|------|-------|------|
| 7.05 | 5.55 | Dép. Budapest-Est | Arr. | 7.10 | 9.50  | 9.15 |
| 1.47 | 4.25 | Arr. Ruttká       | Dép. | 8.30 | 11.24 | 2.43 |
| 2.30 | 4.42 | Dép. Ruttká       | Arr. | 7.50 | 7.57  | 2.28 |
| 3.04 | 5.27 | Arr. Fenyőháza    | Dép. | 7.01 | 7.14  | 1.56 |



# VIZAKNA

**BAINS DE SEL DE L'ÉTAT**, Comitat de Alsó-Fehér, à 424 mètres au-dessus du niveau de la mer, sur la ligne des chemins de fer de l'État Nagy-szeben-Kiskapus. Surpassant de beaucoup en résultats thérapeutiques les bains de Aussee, Gmunden, Ischl, Reichenhall et Nauheim. Bains dans 6 grands lacs salés contenant 30% de sel. **Établissement moderne de bains chauds** nouvellement construit. Appartements meublés à l'hôtel du Trésor, dans les maisons particulières et hôtels de la ville. Poste, télégraphe et téléphone. — Pour renseignements s'adresser: **Au bureau royal hongrois de Surveillance des Bains, Vizakna (Hongrie).**

## HORAIRE DES TRAINS

|      |       |       |                      |      |      |       |
|------|-------|-------|----------------------|------|------|-------|
| 7.20 | 2.00  | 12.20 | Dép. ... .. Budapest | Arr. | 7.40 | 6.40  |
| 6.20 | 12.59 | 9.44  | Arr. ... .. Kiskapus | Dép. | 6.56 | 1.00  |
| 7.10 | 2.28  | 11.20 | Dép. ... .. Kiskapus | Arr. | 6.15 | 12.33 |
| 8.42 | 3.34  | 12.33 | Arr. ... .. Vizakna  | Dép. | 5.14 | 11.37 |

## Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

Budapest, VI, Andrásy-ut 8 (propriété de l'établissement).

Président de l'Association : le comte Aladár Széchenyi. Vice-Président : le comte Thomas Erdődy. Direction : Président : baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévy.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont partagés entre les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie au profit des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, les assurances de trousseaux pour filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

**POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.**

## MERCUR SOCIÉTÉ ANONYME DE BANQUE

Budapest, V, Fűrdő-utca 3.  
Capital social : 10,000,000 Couronnes.

Téléphone : 32-72, 42-74, 176-72,  
162-70, 176-71, 176-73.

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de chèques. — Lettres de crédit et mandats sur tous les marchés. — Renseignements et procédure gratuits en matière de cautions militaires, matrimoniales. — Escompte et encaissement de Lettres de change. — Comptes-courants. — Comptes de chèques. — Comptes de virements.

Répond à toutes les demandes de renseignements touchant les opérations de banque.

Hors  
Concours.



16  
Médailles d'or.



Vins fins mousseux hongrois.

## LOUIS FRANÇOIS ET C<sup>o</sup>.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.

Marque exquise :

## TRANSYLVANIA SEC.

# CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

| Budapest—Vienne—Zurich—Genève        |           |                                   |      | Budapest—Fiume                      |   |           |                               |      |      |
|--------------------------------------|-----------|-----------------------------------|------|-------------------------------------|---|-----------|-------------------------------|------|------|
| 200                                  | <i>d.</i> | Budapest Ouest..... <i>a.</i>     | —    | 710                                 | 1025                                      | <i>d.</i> | Budapest..... <i>a.</i>       | 645  | 905  |
| 620                                  | <i>a.</i> | Vienne (Marchegg) <i>d.</i>       | —    | 228                                 | 850                                       | <i>d.</i> | Zágrab..... <i>d.</i>         | 831  | 209  |
| 205                                  | <i>d.</i> | Budapest Est. .... <i>a.</i>      | 140  | 730                                 | 405                                       | <i>a.</i> | Fiume..... <i>d.</i>          | 1255 | 810  |
| 640                                  | <i>a.</i> | Vienne Ostb.(Bruck) <i>d.</i>     | 910  | <b>Budapest—Predeal—Bucarest</b>    |   |           |                               |      |      |
| 750                                  | <i>d.</i> | Vienne Westb. .... <i>a.</i>      | 720  | 210                                 | 925                                       | <i>d.</i> | Budapest.....                 | 125  | 735  |
| 710                                  | <i>a.</i> | Innsbruck ..... <i>d.</i>         | 730  | 633                                 | 329                                       | <i>a.</i> | Predeal.....                  | 842  | 1220 |
| 1152                                 | <i>a.</i> | Buchs ..... <i>d.</i>             | 221  | 811                                 | 529                                       | <i>d.</i> | Predeal.....                  | 900  | 1209 |
| 1215                                 | <i>d.</i> | Buchs ..... <i>a.</i>             | 151  | 1155                                | 920                                       | <i>a.</i> | Bucarest.....                 | 505  | 750  |
| 223                                  | <i>a.</i> | Zurich ..... <i>d.</i>            | 1152 | <b>Budapest—Varsovie</b>            |   |           |                               |      |      |
| 310                                  | <i>d.</i> | Zurich ..... <i>a.</i>            | 802  | 705                                 | <i>d.</i> Budapest..... <i>a.</i>         |           |                               |      | 620  |
| 753                                  | <i>d.</i> | Lausanne..... <i>a.</i>           | 210  | 505                                 | <i>d.</i> Oderberg..... <i>d.</i>         |           |                               |      | 1013 |
| 900                                  | <i>a.</i> | Genève..... <i>d.</i>             | 100  | 1000                                | <i>d.</i> Trzebinia..... <i>d.</i>        |           |                               |      | 730  |
| <b>Budapest—Sofia—Constantinople</b> |           |                                   |      | 1120                                | <i>d.</i> Zabkowice..... <i>d.</i>        |           |                               |      | 555  |
| 1155                                 | <i>d.</i> | Budapest Ouest ... <i>a.</i>      | 610  | 1131                                | <i>d.</i> Zabkowice..... <i>a.</i>        |           |                               |      | 544  |
| 617                                  | <i>d.</i> | Zimony ..... <i>d.</i>            | 1050 | 612                                 | <i>a.</i> Varsovie..... <i>d.</i>         |           |                               |      | 1100 |
| 937                                  | <i>a.</i> | Sofia..... <i>d.</i>              | 835  | <b>Budapest—Oderberg—Berlin</b>     |   |           |                               |      |      |
| 1015                                 | <i>d.</i> | Sofia..... <i>a.</i>              | 805  | 650                                 | 65  | <i>d.</i> | Budapest Ouest..... <i>a.</i> | 940  | 1130 |
| 1020                                 | <i>d.</i> | Kuleliburgas..... <i>d.</i>       | 848  | 1233                                | 1241                                      | <i>d.</i> | Zsolna..... <i>d.</i>         | 351  | 552  |
| 700                                  | <i>a.</i> | Constantinople ...                | 1205 | 253                                 | 325                                       | <i>d.</i> | Oderberg..... <i>d.</i>       | 110  | 340  |
| <b>Budapest—Cologne—Bruxelles</b>    |           |                                   |      | 521                                 | 612                                       | <i>d.</i> | Breslau..... <i>d.</i>        | 955  | 1251 |
| 930                                  | <i>d.</i> | Budapest Ouest..... <i>a.</i>     | 710  | 953                                 | 1108                                      | <i>a.</i> | Berlin Friedr. Str. <i>d.</i> | 426  | 815  |
| 550                                  | <i>a.</i> | Vienne Ostb. (Marchegg) <i>d.</i> | 1125 | <b>Berlin—Amsterdam—La Haye</b>     |   |           |                               |      |      |
| 720                                  | <i>d.</i> | Vienne Westbahn... <i>a.</i>      | 1005 | 930                                 | 807                                       | <i>d.</i> | Berlin Friedr. Str. <i>a.</i> | 735  | 557  |
| 1258                                 | <i>a.</i> | Passau ..... <i>d.</i>            | 455  | 1020                                | 829                                       | <i>a.</i> | Amsterdam..... <i>d.</i>      | 804  | 138  |
| 115                                  | <i>d.</i> | Passau ..... <i>a.</i>            | 430  | 1106                                | 917                                       | <i>a.</i> | La Haye..... <i>d.</i>        | 706  | 1248 |
| 450                                  | <i>a.</i> | Nurnberg..... <i>d.</i>           | 1255 | <b>Berlin—Copenhagen</b>            |   |           |                               |      |      |
| 923                                  | <i>a.</i> | Francfort ..... <i>d.</i>         | 805  | 820                                 | <i>d.</i> Berlin Stett. Bhf.... <i>a.</i> |           |                               |      | 929  |
| 509                                  | <i>a.</i> | Cologne ..... <i>d.</i>           | 1148 | 719                                 | <i>a.</i> Copenhagen..... <i>d.</i>       |           |                               |      | 1020 |
| 750                                  | <i>d.</i> | Cologne..... <i>a.</i>            | 1101 | <b>Berlin—Stockholm—Christiania</b> |   |           |                               |      |      |
| 140                                  | <i>a.</i> | Bruxelles..... <i>d.</i>          | 457  | 830                                 | <i>d.</i> Berlin Stett. Bhf.... <i>a.</i> |           |                               |      | 725  |
| <b>Budapest—Vienne—Munich</b>        |           |                                   |      | 849                                 | <i>a.</i> Stockholm..... <i>d.</i>        |           |                               |      | 830  |
| 205                                  | <i>d.</i> | Budapest Est. .... <i>d.</i>      | —    | <b>Berlin—Stockholm—Christiania</b> |   |           |                               |      |      |
| 640                                  | <i>a.</i> | Vienne Ostb.(Bruck) <i>d.</i>     | 910  | 830                                 | <i>d.</i> Berlin..... <i>a.</i>           |           |                               |      | 725  |
| 200                                  | <i>d.</i> | Budapest Ouest. ... <i>a.</i>     | 710  | 1200                                | <i>a.</i> Christiania..... <i>d.</i>      |           |                               |      | 545  |
| 620                                  | <i>a.</i> | Vienne (Marchegg) <i>d.</i>       | 1125 | <b>Berlin—Stockholm—Christiania</b> |   |           |                               |      |      |
| 1025                                 | <i>d.</i> | Vienne Westb. .... <i>a.</i>      | 1005 | 830                                 | <i>d.</i> Berlin..... <i>a.</i>           |           |                               |      | 725  |
| 640                                  | <i>a.</i> | Salzburg ..... <i>d.</i>          | 437  | 849                                 | <i>a.</i> Stockholm..... <i>d.</i>        |           |                               |      | 830  |
| 703                                  | <i>d.</i> | Salzburg ..... <i>a.</i>          | 415  | <b>Berlin—Stockholm—Christiania</b> |   |           |                               |      |      |
| 1015                                 | <i>a.</i> | Munich..... <i>d.</i>             | 127  | 830                                 | <i>d.</i> Berlin..... <i>a.</i>           |           |                               |      | 725  |
| 1225                                 | <i>d.</i> | Munich..... <i>a.</i>             | 117  | 1200                                | <i>a.</i> Christiania..... <i>d.</i>      |           |                               |      | 545  |
| 758                                  | <i>a.</i> | Strasbourg..... <i>d.</i>         | 539  | <b>Berlin—Stockholm—Christiania</b> |   |           |                               |      |      |
| 1245                                 | <i>a.</i> | Strasbourg..... <i>a.</i>         | 940  | <b>Berlin—Stockholm—Christiania</b> |   |           |                               |      |      |

# REVUE DE HONGRIE

## Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président ; MM. le C<sup>te</sup> ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C<sup>te</sup> ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C<sup>te</sup> MARC WICKENBURG, Bon JULES WLIASSICS, C<sup>te</sup> JEAN ZICHY

GUILLAUME de HUSZÁR, Directeur-Gérant.

*Mente hungarica,  
Verbo gallico.*

### SOMMAIRE :

|  |    |
|--|----|
| I. — LE PALAIS DE SAINT-MARC DIT PALAIS DE VENISE A ROME. — Considérations historico-politiques, par M. Philippe Dengel, Professeur à l'Université d'Innsbruck ..... | 1  |
| II. — ENSEIGNEMENTS PSYCHOLOGIQUES DE LA GUERRE EUROPÉENNE, par M. Tulio de Bülow...   | 13 |
| III. — LA VICTOIRE DE L'ORGANISATION, par M. le Dr. François Alexander .....   | 41 |
| IV. — DIX ANNÉES DE DIPLOMATIE SECRÈTE. ....   | 50 |
| V. — FRANÇAIS ET HONGROIS, par Diplomate.....  | 56 |
| VI. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par Historicus .....   | 61 |

## BUDAPEST,

I., TIGRIS-UTCA 6.

(En vente chez tous les libraires.)

VIENNE, GEROLD & CIE. — BERLIN (SW 48), BERNHARD STAAR. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK.  
MUNICH, [SUCC. ULRICH PUTZE. — BRUXELLES, RAMLOT. — LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES.  
AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS. — BERNE, A. FRANCKE. — GENÈVE, PH. DÜRR.  
ZURICH, C. M. EBELL — BÂLE, WEPE, SCHWABE ET CIE. — LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN.  
STOCKHOLM, C. E. FRITZE. — COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ.  
BARCELONE, VERDAGUER. — ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH.  
CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL. — SMYRNE, ABAJOLI.  
NEW-YORK, G. E. STECHERT & CIE. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'est assurée la collaboration des hommes d'État et des écrivains remarquables du pays et de l'étranger qui examinent et discutent, d'un point de vue à la fois hongrois et international, toutes les questions politiques, historiques, économiques, sociales et littéraires.

Depuis l'ouverture des hostilités, la REVUE DE HONGRIE est entièrement consacrée aux problèmes relatifs à la guerre. Elle s'efforce d'être aussi impartiale que possible et surtout de mettre en relief le rôle que joue la Hongrie dans la conflagration générale.

La REVUE DE HONGRIE laisse à chacun de ses collaborateurs la responsabilité de ses opinions.

---

### LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.*

---

LA REVUE DE HONGRIE  
PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

---

#### PRIX D'ABONNEMENT :

|                                      |         |                                     |
|--------------------------------------|---------|-------------------------------------|
| HONGRIE ET AUTRICHE .....            | } un an | 25 cour.<br>25 marcs.<br>30 francs. |
| ALLEMAGNE .....                      |         |                                     |
| AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE ..... |         |                                     |

*Prix des «livraisons de guerre» 250 cour.*

---

## LE PALAIS DE SAINT-MARC DIT PALAIS DE VENISE A ROME

*(Considérations historico-politiques.)*

---

Le 25 août 1916, le gouvernement italien, alléguant comme motif de « justes représailles » à exercer pour de prétendues dévastations des trésors d'art de Venise par le fait de nos aviateurs, a pris un décret, qui est un défi aux maximes du droit des gens, par lequel le palais de l'ambassade austro-hongroise près le Saint-Siège était déclaré propriété de l'État italien. Ce coup de force, qui n'atteignait pas la seule Monarchie, mais qui constituait en outre une violation des droits du Siège apostolique, a été appelé par les journaux italiens un acte « énergique et digne ». Il a remis au premier plan de l'actualité l'ancienne forteresse pontificale, monument de l'époque de transition entre l'art gothique et la Renaissance et si caractéristique avec sa couronne de larges créneaux, sa tour massive et la double galerie à arcades de sa cour, ouvrage malheureusement inachevé. On se souvient qu'une fois déjà cet imposant édifice a fait l'objet d'une vive discussion : ce fut entre 1906 et 1910, à propos de l'érection du monument national élevé à la mémoire de Victor-Emmanuel II, qui fait face au majestueux palais, dont la noble silhouette se rehaussait encore, à cette époque, du voisinage de l'antique « Palazzetto ».

Le palais de Saint-Marc, propriété de l'Autriche-Hongrie et si riche en souvenirs pontificaux, a été de tout temps une épine dans l'œil des irrédentistes italiens. Il n'en était jamais question dans la presse et même dans les dissertations scientifiques sans qu'on réchauffât la légende de « la strana dimenticanza », de l'étrange oubli par la faute duquel, lors des négociations de paix de 1866, dans lesquelles la Vénétie échut au

royaume de Sardaigne, l'Italie avait manqué l'occasion de rentrer en possession de ce palais, « dont l'histoire était étroitement liée à celle des gloires et des douleurs de la patrie » et dont il ne fallait, par conséquent, pas cesser de réclamer la restitution à l'Italie. Ni le gouvernement ni les érudits n'avaient cure de démentir cette légende, bien qu'il eût suffi, pour s'édifier sur son inanité, de lire le traité de paix qu'on eût trouvé dans n'importe quel recueil d'histoire.

Le droit de propriété de l'Autriche sur le palais de Venise avait été déjà reconnu expressément dans un article additionnel de la convention du 24 août 1866 entre l'Autriche et la France au sujet de Venise. Le traité de paix du 3 octobre 1866 entre l'Autriche et l'Italie, qui fut signé le 6 octobre suivant par le roi Victor-Emmanuel et M. Visconti-Venosta, renouvelle, en se référant à la susdite convention, la déclaration en due forme de l'intangibilité des droits de l'Autriche.<sup>(1)</sup>

Notre ministère des Affaires étrangères a signifié par l'entremise de l'ambassade d'Espagne, à la date du 30 août, une protestation énergique contre la confiscation arbitraire du palais de Venise et a fait savoir qu'il considérait le décret italien comme nul et non avenue. Cette protestation ne saurait avoir d'effet pour le moment ; mais à l'heure des négociations de paix, elle produira ses conséquences. La volonté du vainqueur contraindra l'Italie et la France à respecter les obligations qu'elles ont contractées par des traités solennels et le splendide monument s'élèvera, au cœur de la Ville éternelle, comme le symbole du bon droit triomphant de la duplicité

<sup>(1)</sup> Le texte exact de cette convention, d'après l'original du traité de paix, se trouve reproduit dans mon livre : *Geschichte des Palazzo di S. Marco*, étude parue dans la publication : *Der Palazzo di Venezia*, et tirée à part (Vienne 1909). On trouvera la convention à la page 647 de mon ouvrage. Je tiens à dire ici qu'on ne doit avoir aucune inquiétude pour les archives de l'ambassade I. et R. austro-hongroise, car les collections de documents anciens, que j'avais mises en ordre et cataloguées à Rome, ont été transportées en 1903 déjà aux archives d'État, à Vienne. Ce transfert, qui avait été décidé sans la moindre arrière-pensée, fournit même cinq ans plus tard au *Giornale d'Italia* le thème d'une sensationnelle « histoire de détournement », que ce journal inventa avec une mauvaise foi remarquable, dans un moment où l'on avait besoin d'un moyen d'agitation contre l'Autriche. Le *Giornale d'Italia* raconta à ses lecteurs que l'on avait emporté clandestinement à Vienne les archives de la basilique de St-Marc, qui appartient au chapitre de cette église. Voir là-dessus mon ouvrage : *Palast und Basilika San Marco in Roma* p. 111, note 2.

et de la trahison. Ce sera le juste châtement des convoitises sans frein qui se sont donné carrière dans cette guerre.

Ce n'est pas seulement au nom de la morale politique que la restitution du palais de Venise devra être exigée ; les intérêts de l'art et de l'esthétique, qui sont d'ordre international, font vivement désirer à tous les amis du beau que ce précieux monument de la première Renaissance continue de porter à son fronton l'aigle double de la Monarchie des Habsbourg. En effet, comme nous allons le montrer, pendant les 233 ans où les Italiens de Venise furent en possession du « Monumento nazionale », celui-ci fut livré à l'abandon et à la ruine par l'incurie et l'inintelligence de ses maîtres. Quant aux Français, pendant le temps de leur domination en Italie, sous Napoléon, le palais de Saint-Marc n'obtint de leur part que l'épithète de « porcheria » et, quand ils s'en allèrent, ils le laissèrent à l'état de « ruine imposante ». L'Autriche seule accorda au monument l'admiration et la sollicitude qu'il méritait ; ce fut elle qui le restaura.

Ce fut le cardinal Pietro Barbo, un grand ami de l'art et personnage aux goûts fastueux, qui fit édifier en 1455 le palais de St. Marc pour sa résidence, à côté de la basilique de même nom, antique église dont le cardinal portait le titre et qui datait du IV<sup>e</sup> siècle. La construction de cette somptueuse demeure fut dirigée par l'architecte florentin Dominique. Devenu pape sous le nom de Paul II, en 1464, Barbo fit agrandir le palais, auquel il avait fait donner la forme d'un château-fort ; il eut recours pour cette transformation aux avis d'architectes doués d'un sens artistique éminent ; en même temps, il fit entreprendre la restauration complète de la basilique attenante au palais. Enfin, il mena à bien la construction du « palazzetto », autrement dit : « giardino di S. Marco », que décoraient de gracieuses arcades auxquelles les Vénitiens infligèrent malheureusement dans la suite une horrible défiguration.<sup>(1)</sup> Ces édifices achevés et la « Piazza della Conca di S. Marco » aménagée, — c'est aujourd'hui la « Piazza di Venezia » — l'ensemble produisit un grandiose effet monumental, comme nous l'apprenons par les termes pleins d'admiration dans lesquels en parle l'Arioste (1471). L'intérieur était orné de plafonds à caissons,

(1) Le « palazzetto » a été démoli en 1911.

d'escaliers et de portes de marbre, de sculptures et de peintures murales. Une des plus belles salles du palais était la « Sala del Mappamondo », dans laquelle on admirait une gigantesque planisphère peinte sur toile ou sur bois, d'une valeur cartographique inestimable et dont l'auteur était, ainsi que j'ai réussi à le déterminer, le cartographe vénitien Girolamo Bellavista.<sup>(1)</sup> Ce tableau colossal, d'une richesse de couleurs magnifique, avait été exécuté de 1464 à 1469 sur l'ordre de Paul II et les papes, ses successeurs, l'avaient fait protéger contre tout danger de détérioration par un grillage de bois. Malgré cette précaution, il a disparu, abîmé par les injures qu'il eut à subir de la part des ambassadeurs de Venise, hôtes du palais.

L'ancien château-fort du cardinal Barbo se trouva ainsi élevé à la dignité de palais apostolique et s'appela désormais « Palazzo di S. Marco » (« Palatium apostolicum apud S. Marcum »), dénomination qui lui resta attachée lorsque la République de Venise en fut devenue propriétaire. Observons ici que l'appellation impropre de « Palazzo di Venezia » ne s'acclimata qu'après la disparition de la fameuse République, ce qui est assez curieux ; quant au nom de « Palazzo d'Austria », qui lui eût bien plus justement convenu, il ne fut que rarement employé.

Sous le règne de Paul II, le palais joua un grand rôle comme résidence pontificale. C'est de là que partaient les courses de chevaux que ce pape ami des fêtes organisait en carnaval et qui parcouraient le Corso actuel jusqu'à la « Ripresa dei Barberi » (angle nord-est du « Palazzetto »). Dans le « Giardino di S. Marco », Paul II offrait aux citoyens romains de grands repas dans le style des tables ouvertes du moyen âge.

Les successeurs de Paul II apprécièrent le site salubre et frais du château St-Marc, que son premier maître avait laissé inachevé, et s'en servirent comme de « Stantia estiva » (résidence d'été) ; en même temps, le palais resta l'habitation permanente des cardinaux du titre de St-Marc. Le cardinal Domenico Grimani, qui mourut en 1523, avait réuni dans le palais, à l'imitation de Paul II, une collection d'objets d'art et d'anti-

(1) Voir mes articles dans les *Mitteilungen der k. k. Geographischen Gesellschaft* de Vienne, vol. LV et LVI.

quités unique en son genre ; il s'y trouvait notamment le célèbre « Breviarium Grimani ». Charles VIII, roi de France, séjourna dans le palais en 1495, lors de son expédition de Naples. Les contemporains nous apprennent que, après son départ, les somptueuses salles du palais offraient littéralement l'aspect d'« étables à porcs ».

Le noble édifice eut un regain de gloire à partir de Paul III, de la famille Farnèse, qui fit élever sur l'emplacement qu'occupe aujourd'hui le monument de Victor-Emmanuel la tour de l'« Ara-Cœli », qui fut reliée par un corridor au « Giardino di S. Marco ». Cet arrangement accrut beaucoup l'agrément du palais comme résidence d'été ; le séjour régulier de la cour pontificale à St-Marc valut au quartier du « Rione Pigna » un notable essor. Paul III fit encore agrandir la place devant le palais et l'église. Lorsque Charles-Quint fit son entrée dans la ville aux sept collines, en 1536, on érigea sur la Piazza di Venezia, en l'honneur de celui qui avait délivré l'Italie du péril turc, un imposant et artistique arc de triomphe.

Jules III, Paul IV et Pie IV firent également du palais St-Marc leur résidence d'été et l'auguste demeure fut témoin de leurs délibérations sur les questions brûlantes que la Réforme avait soulevées. Le 5 août 1564, Pie IV prononça dans la Salle consistoriale du palais l'oraison funèbre de l'empereur Ferdinand I<sup>er</sup>, attestant par les termes émouvants de son discours les titres de ce Habsbourg à la reconnaissance de l'Eglise.

Bien que Pie IV n'eût pas manqué une seule année, durant son pontificat, de passer l'été à St-Marc, il décida de se défaire de ce palais, en donnant pour motif que les cardinaux du titre de St-Marc, qui y habitaient à demeure, ne contribuaient en rien, ou à peu près, aux frais de sa restauration et que la réfection complète qui était devenue nécessaire exigeait une dépense à laquelle la Chambre apostolique était hors d'état de suffire. En conséquence, le 10 juin 1564, Pie IV fit présent du palais à la riche et orgueilleuse République de Venise, en posant toutefois à celle-ci deux conditions : la première était qu'une aile demeurât réservée aux cardinaux du titre de St-Marc pour leur résidence, en tant que le titulaire serait vénitien ; la seconde, que la Seigneurie s'obligeât non seulement à restaurer le « Torso » de Paul II, mais à l'achever, pour l'embellisse-

ment de la ville. On suppose que Pie IV, en formulant cette condition, songeait à l'achèvement de l'aile nord et de la cour à arcades.

Le Sénat de Venise accepta avec empressement le royal cadeau et décida que le palais deviendrait la résidence de son ambassadeur à Rome. Par contre, la Sérénissime République ne prit jamais à cœur la charge que le bref apostolique lui avait imposée de terminer l'édification du monument, en dépit de la promesse solennelle que fit à ce sujet l'Orateur Soranzo le jour de la prise de possession officielle. Les sommes que le Sénat vota à cet effet ne parvinrent pas à sortir des coffres de la République qui ne s'entr'ouvrirent qu'à regret pour l'entretien du glorieux édifice, si bien que le Pape en manifesta son mécontentement. Les avertissements même de l'ambassadeur, comme quoi l'état de délaissement du célèbre monument, exposé à la vue dans un des endroits les plus fréquentés de Rome, produisait une impression déplorable dans toute la cité, ne réussirent pas à émouvoir les gouvernants de Venise. Les quelques sommes qui furent envoyées à Rome ne le furent que pour faire illusion ; on prescrivit expressément à l'Orateur de n'entreprendre les travaux qu'avec la plus grande économie et de les faire marcher avec une sage lenteur, en ayant uniquement en vue de tromper l'impatience du Pape : *parte con operare e molto più con speranze.*

Par ce mépris de la parole donnée et ces principes vraiment italiens, la reine de l'Adriatique montra combien elle était indigne du cadeau pontifical. La seule chose qu'elle fit fut d'achever, dans des conditions mesquines, l'aile nord au-delà de l'escalier principal, pour les besoins des cardinaux titulaires de St-Marc. Sans doute, au cours des siècles suivants, des sommes importantes furent-elles employées à des travaux de restauration pour la plupart dénués de solidité ou pour des transformations et des adjonctions sans goût ; mais jamais Venise ne se résolut à une rénovation fondamentale de l'édifice, qui l'eût préservé d'une plus ample détérioration. De ce fait, le vénérable château de St-Marc ne connut, sous le règne de la Sérénissime, qu'une existence misérable et précaire.

Les successeurs immédiats de Pie IV continuèrent l'habitude prise d'aller passer quelques semaines d'été au palais St-Marc, comme hôtes de la République de Venise, pendant

que s'édifiait le nouveau palais d'été du Monte Cavallo (Quirinal). Pie V, le dernier pape qui ait été canonisé, tint au « Palazzo » plusieurs consistoires dans lesquels il exhorta le clergé à réformer ses mœurs et à embrasser une vie vertueuse. Grégoire XIII y reçut le 8 août 1572, dans la salle des audiences, les félicitations que lui apportait, à l'occasion de son élévation sur le Siège apostolique, une députation de nobles envoyée par l'empereur Maximilien II. En 1584, le même pape y remit, dans un consistoire solennel, les insignes de la dignité cardinale au nouveau prince de l'Eglise André Báthory. On prêtait à Grégoire XIII l'intention de reprendre le palais à la République de Venise, celle-ci n'ayant pas exécuté les clauses du bref de donation. En tout cas, il pressa la Sérénissime de restaurer l'édifice délabré, dont la réfection devait coûter 25.000 à 30.000 ducats ; mais ses objurgations restèrent sans effet. C'est au « Palazzo di S. Marco » que Grégoire XIV termina sa vie de tribulations, le 16 octobre 1591. Le dernier pape qui séjourna à St-Marc fut Clément VIII ; c'était en 1597 et il y avait cent trente trois ans que le majestueux palais était témoin des destins de la Papauté.

Le délabrement du palais alla croissant au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle, bien que les Orateurs de la Sérénissime fissent instances sur instances pour qu'on avisât aux moyens de conserver le monument, représentant qu'il était, sans cela, voué à la ruine et que le dommage prenait de telles dimensions que, si on laissait aller les choses, il faudrait un jour des sommes énormes pour remettre le palais en état. Au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle, le « Palazzo » était « ouvert à tout venant comme une place publique », selon l'expression d'un ambassadeur ; les vols y étaient une aventure quotidienne ; maintes portes et fenêtres manquaient à l'appel et il pleuvait sur la table où l'ambassadeur mangeait. On ne se risquait dans les grandes salles qu'au péril de la vie ; elles étaient le cauchemar de l'administration du palais. Les fiers sénateurs de Venise restaient sourds, le plus souvent, à ces appels de détresse et ils n'accordaient que l'argent nécessaire aux plus urgentes réparations. Avec cela, on recommandait aux Orateurs de ne rien négliger pour égaler et même pour surpasser en éclat de représentation les ambassadeurs des têtes couronnées.

Les relations diplomatiques entre Rome et Venise subissaient de fréquentes interruptions, par quoi il arrivait que le « Palazzo di San Marco » demeurait parfois plusieurs années de suite dans un abandon complet, personne ne s'inquiétant à son sujet ; le résultat était que, à l'arrivée d'un nouvel Orateur, il offrait « un aspect vraiment pitoyable ». En 1651, le front ouest des loges du « Giardino di S. Marco » s'effondra, par l'effet d'un tremblement de terre. Comme toujours, le gouvernement vénitien tergiversa sur la question des réparations, et pendant ce temps le vent et la pluie accrurent le dommage et rendirent toujours plus coûteux d'y porter remède. Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, le géant débilité par l'âge subit plusieurs opérations qui, en général, ne l'embellirent pas. Plus on lésinait sur les réfections, plus on se contentait de demi-mesures et plus s'aggravait l'état ruineux de l'édifice. Le malencontreux système d'économie des sénateurs vénitiens était tellement invétéré que le diplomate Duodo ne trouva point d'écho lorsqu'il réclama, au nom du prestige de l'ambassade, de laquelle on exigeait qu'elle se distinguât par le faste de sa représentation, qu'on mît enfin la main à l'achèvement du palais, comme le portait la condition mise par Pie IV à sa donation.<sup>(1)</sup>

Le 29 mars 1769, un grand bal fut donné au « Palazzo di S. Marco » en l'honneur de l'empereur Joseph II et de son frère le grand-duc Léopold I<sup>er</sup> de Toscane ; l'« Aula Regia » fut splendidement illuminée à l'occasion de cette fête ; on y avait allumé pas moins de 934 cierges. En 1775, il y eut de nouveau des fêtes somptueuses en l'honneur de l'archiduc Maximilien, le dernier Électeur de Cologne ; en 1784, ce fut en l'honneur du roi Gustave III de Suède. Mais l'éclat de ces

(1) En 1770, pour obtenir plus de place, on commit le sacrilège d'utiliser, pour en faire des chambres, la belle loggia de Paul II, qui se trouvait au-dessus du porche de l'église St-Marc et qu'une main impie avait déjà murée en 1738. Sur les protestations du chapitre de la basilique, le Sénat de Venise obtint de Clément XIV un bref, daté du 24 août 1770 (il se trouve reproduit dans : *Palast und Basilika S. Marco*, p. 59), bref par lequel la partie supérieure du porche de St-Marc, qui se trouvait reliée au palais, était abandonnée en toute propriété à la République, qui recevait le droit d'aménager en habitation cette partie de la basilique, désormais exceptée de l'immunité ecclésiastique. Je dois insister sur ce détail, parce que d'ignorantes têtes brûlées italiennes ont accusé maintes fois notre ambassade d'avoir usuré et déshonoré la loggia en question.

réjouissances n'empêchait pas que le « Sfibratissimo palazzo » ne fût toujours plus piteuse figure. Les Orateurs se plaignaient de ne pouvoir plus y habiter « con decenza » et prédisaient que le géant s'effondrerait quelque jour, si l'on ne rompait pas avec le système des mesquines réparations et si l'on ne se résolvait pas à une restauration générale. La République de Venise, qui présentait elle-même à ce moment tous les signes de la décrépitude, accueillait ces doléances avec tant d'indifférence qu'il fallut, en 1785, que le pape la menaçât de prendre des mesures de rigueur, pour qu'elle se décidât, dans l'intérêt de la sécurité générale, à consolider les murs croulants du « Palazzetto ». Ce fut le dernier ouvrage de réparation que les représentants de Venise firent exécuter pour la conservation du palais reçu en cadeau de la munificence pontificale.

En 1797, la paix de Campo-Formio, par laquelle Venise passa sous la domination de l'Autriche, plaça le château de Paul II sous la garde d'un nouveau maître, dont tout Rome salua l'arrivée avec joie. La Ville Éternelle dut subir tout d'abord, il est vrai, la présence des troupes françaises qui, lorsqu'elles se retirèrent, laissèrent le palais St-Marc à l'état de « vaste mesure délabrée ».

Le cabinet de Vienne accorda immédiatement les sommes nécessaires pour remettre le palais en état et lui rendre un aspect présentable. Mais la paix de Pozsony de 1805, en vertu de laquelle le territoire vénitien fut incorporé au royaume d'Italie, vint mettre prématurément fin à l'exercice des droits de propriété de l'Autriche sur le « Palazzo di San Marco ». Le chargé d'affaires royal Ortolini, qui s'installa dans le vénérable édifice, s'y comporta sans aucun souci de respect et de ménagements. De nombreuses personnes obtinrent d'y loger gratis ; des poules élurent quartier dans les nobles appartements ; même des femmes de mauvaise vie y trouvèrent refuge.<sup>(1)</sup> Le monument déchu au point qu'on agita l'idée de sa démolition. Des Français faiseurs de projets proposèrent de le raser et de construire sur son emplacement un théâtre, pour « l'embellissement de la ville ». Finalement, un décret de Napoléon I<sup>er</sup>, de 1811,

(1) Elles avaient au palais « quasi un postribolo ». L'édifice ressemblait à une « vecchia osteriaccia di campagna ».

ordonna que seul le « Palazzetto » serait démoli, afin d'agrandir la « Piazza di Venezia ». Mais ce décret ne fut point mis à exécution. Si tout demeura en l'état, on le doit au successeur d'Ortoli, le « cavaliere » Tambroni, qui fit résolument tête, avec quelques amis de l'art, dont Antonio Canova, contre les projets des vandales, de façon que Napoléon décida en définitive d'installer dans le palais l'Académie des Beaux-Arts du royaume d'Italie. Peu après, l'empire napoléonien s'effondra, l'Autriche redevint maîtresse de Venise et, du même coup, rentra en possession du monument, qu'on put appeler désormais le « Palazzo d'Austria ». C'était en 1814.

Quoique l'antique demeure tombât en ruines de toutes parts, le gouvernement autrichien se mit avec entrain à l'œuvre de sa restauration, qu'il conduisit avec un sentiment artistique consommé. L'empereur François I<sup>er</sup>, qui séjourna à Rome en 1819, recommanda expressément que les travaux fussent exécutés « avec toute la solidité voulue ». Cette réfection extraordinaire coûta 13.525 scudi. D'autres améliorations suivirent jusqu'en 1840, qui occasionnèrent une dépense de 20.404 scudi, de sorte que le château impérial, paré de ses nouveaux atours, devint bientôt le rendez-vous favori de la société romaine. Les artistes autrichiens y trouvaient, en outre, des ateliers qui étaient généreusement mis à leur disposition et où ils pouvaient à leur aise exercer leur talent et leur verve créatrice.

Le « Palazzo d'Austria » souffrit gravement de la révolution de 1848. L'année suivante, la république ayant été déclarée, les « patriotes » réclamèrent la confiscation de l'édifice comme propriété nationale italienne ; des jeunes gens abattirent les armoiries autrichiennes et les brûlèrent. Le palais servit de caserne à la garnison française appelée pour le rétablissement de l'ordre.

En 1855, le « Palazzo » fut soumis à un examen minutieux, au point de vue de l'état de la construction, examen dont s'acquitta l'architecte Heinrich Ferstel, auquel Vienne doit tant de belles œuvres gothiques ; et trois ans après, l'architecte Anton Barvitus elabora un projet de restauration qui comportait la correction radicale des béotismes architecturaux commis pendant l'époque vénitienne ; on ne voulait pas se contenter d'un superficiel replâtrage, mais on entendait

bien rendre à l'édifice un sain et solide organisme architectural.

L'œuvre de restauration exécutée d'après le plan de Barvitius coûta 11.000 thalers ; elle fut continuée en 1865 jusqu'en 1867, au prix d'une dépense de 150.000 francs.<sup>(1)</sup> Depuis lors, il se fit encore deux grandes rénovations, jusqu'au moment où le gouvernement italien ouvrit des négociations au sujet du projet de démolition du « Palazzetto », qui empêchait la vue du monument de Victor-Emmanuel édifié sur les pentes du Capitole.

Les avis sur ce projet étaient partagés et il s'éleva une vive discussion à ce propos entre les connaisseurs d'art. Néanmoins, le ministère des affaires étrangères de Vienne se prêta avec la plus grande complaisance aux désirs des milieux officiels de Rome et consentit même, contre équitable indemnité, à reconstruire le « Palazzetto » à l'autre bout de la place de St-Marc, en annexe à l'édifice principal, sur l'emplacement où avait existé au moyen âge le couvent des sœurs franciscaines. En 1911, le « Giardino di S. Marco », auquel la place de Venise devait son cachet particulier, fut sacrifié au fanatisme de la ligne droite. En même temps, l'architecte Ludwig Baumann résolut le problème de la reconstruction du « Palazzetto » d'une façon qui apaisera peut-être les regrets de ceux d'entre les amis de l'art qui estimaient qu'un édifice doté d'un caractère spécial n'est à sa place que dans l'entourage immédiat en vue duquel il a été composé. Tandis que ces transformations s'effectuaient, on restaurait la grande tour, résidence traditionnelle des artistes autrichiens et hongrois, on ornait l'aile nord d'un nouvel escalier monumental dans le style du « Quattrocento » et on procédait à la rénovation de la façade majeure septentrionale en respectant le style primitif.

C'est ainsi que l'aigle double des Habsbourg, étendant ses ailes tutélaires sur l'unique monument profane que la Renaissance commençante eût légué à la terre romaine, en assura la conservation pour la postérité. Il ne resterait plus, depuis longtemps, que des ruines de cette œuvre d'art, si elle

(1) La basilique voisine de St-Marc eut large part aux sollicitudes artistiques de notre ambassade. Le titulaire actuel de St-Marc est le cardinal Piffli, archevêque de Vienne. Il a eu comme prédécesseurs les cardinaux Nagl et Samassa, ce dernier archevêque d'Eger (Hongrie).

avait continué d'être confiée à la garde la « civilisation latine », tant italienne que française. Les plus beaux et les plus grands souvenirs de l'histoire du royal palais ne se rattachent point à la période vénitienne, mais à l'époque pontificale et à l'époque autrichienne de ses destinées. L'histoire se charge donc de lui assigner son rôle, qui est de demeurer à jamais ce qu'il est : la résidence de l'ambassade impériale et royale d'Autriche-Hongrie près le Saint-Siège, sur domaine exterritorial.

Dr PHILIPPE DENGEL.

(Traduction de l'*Österreichische Rundschau*.)

---

# ENSEIGNEMENTS PSYCHOLOGIQUES DE LA GUERRE EUROPÉENNE

---

## I.

Sous ce titre vient de paraître l'un des ouvrages qui ont le plus attiré l'attention et éveillé la curiosité du monde scientifique.

Cet intérêt est pleinement justifié, en premier lieu par l'importance du sujet, ensuite par la personnalité de l'auteur. En effet, il est intéressant de constater comment M. Le Bon qui, dans tous ses travaux antérieurs sur la psychologie collective, a étudié la dépersonnalisation des esprits supérieurs, lorsqu'ils font partie d'une foule, serait à son tour influencé par cette foule. Son livre nous prouve qu'il n'a pas échappé complètement aux lois formulées par lui-même ; nous pouvons observer en lui une désagrégation caractéristique, d'un côté, pour les faits touchant exclusivement la raison : nous le voyons garder une grande partie des qualités qui font de lui un savant de premier ordre par la hauteur de ses vues, par la pénétration de son esprit psychologique ; d'un autre côté, pour les choses touchant le sentiment, il n'est plus un savant, il n'existe, il ne pense, il ne sent que comme un membre de la foule.

Le cas de M. Le Bon est pourtant exceptionnel : rares sont les savants qui ont conservé un peu d'indépendance de jugement.

Les savants, non seulement parmi les Franco-Anglais, mais aussi beaucoup parmi les neutres, nous ont donné le spectacle de ce que peut l'influence d'une foule ignorante sur les esprits le mieux équilibrés.

Il n'y a pas un seul savant, ou se croyant tel, qui n'ait trouvé moyen de placer son mot, de crier contre la barbarie allemande, de demander aux dieux et aux hommes de sauver la *civilisation* menacée par les hordes teutonnes.

Nous avons eu l'amusement de lire les élucubrations maladroites de M. C. Flammarion, excellent astronome, mais triste psychologue. Nous avons appris la sauvagerie d'un auditoire d'intellectuels français qui a conspué le célèbre chirurgien français, le Dr Doyen, qui osa proclamer en pleine chaire la supériorité de la science allemande. Chaque jour, dans chaque journal, nous pouvons trouver des faits analogues ; tout cela nous prouve qu'à de très rares exceptions près, on ne doit tenir compte, en ce moment d'aucune manifestation intellectuelle d'aucun savant, étant donné que, d'une façon inconsciente, ce n'est pas sa propre pensée qu'il exprime, mais qu'il devient le porte-parole de la foule ; de la foule qui, même composée d'éléments individuels d'un ordre très élevé, ne donne, comme moyenne intellectuelle, qu'un niveau excessivement bas.<sup>(1)</sup>

M. Le Bon lui-même qui, par ses travaux intérieurs, était mieux à même que personne de se défendre contre l'influence de l'entourage sur une intelligence, n'a pas pu s'y soustraire d'une façon complète. Nous ne devons donc pas nous étonner que d'autres savants aient perdu en totalité leur capacité de raisonnement.

Le cas le plus caractéristique de la baisse du niveau intellectuel d'un de ces hommes qui forment la foule, nous est fourni par le professeur Mark Baldwin, l'illustre psychologue américain. Il s'est chargé de nous montrer comment un homme, qui était l'un des plus vigoureux talents de son pays, peut devenir tout d'un coup d'un amusant enfantillage. Le prof. Baldwin se trouvant avec sa famille à bord du *Sussex*, lors du torpillage de ce navire, sa fille fut légèrement blessée. La douleur paternelle du savant professeur est très compréhensible, mais elle ne suffit pas pour excuser le ridicule télégramme qu'il envoya au président Wilson et dans lequel il lui ordonnait presque de venger par les armes la blessure de son enfant. Il faut avoir perdu la notion des réalités pour oser imaginer

<sup>(1)</sup> Ces idées sont largement développées par M. Le Bon lui-même dans nombre de ses ouvrages, notamment dans la *Psychologie des foules*.

— au moment où des milliers d'êtres périssent chaque jour — qu'une nation doit entrer en guerre, parce qu'un enfant, eût-il le plus illustre des pères, a reçu une blessure accidentelle. Non content de cela, le prof. Baldwin publia dans le *Matin* une lettre ouverte qu'eût refusé de signer, je ne dis pas un homme supérieur, mais n'importe qui ayant, à défaut d'autre chose, un peu de culture. C'est la manifestation la plus brutale et la moins intelligente d'un neutre en faveur des Alliés. Nous y reviendrons plus tard ; pour le moment nous ne désirons que faire remarquer, combien peu de poids doivent avoir, dans la formation de l'idée qu'un neutre se fait des événements actuels, les avis et les écrits d'hommes considérés jusqu'ici comme supérieurs.

Ce qu'il y a de vraiment intéressant dans toutes ces manifestations psychologiques, c'est qu'elles sont absolument sincères. Je parle, bien entendu, des hommes de science, non pas des journalistes ou politiciens sans scrupule qui répandent sciemment d'impudents mensonges.

C'est ainsi, par exemple, que M. Le Bon, malgré sa qualité de Français, ne peut s'empêcher, dans de nombreuses pages de son livre, de réfuter la thèse d'après laquelle l'Allemagne aurait voulu la guerre. Voici quelques-uns de ces passages (p. 193) :

« Avant l'étude attentive des documents, je partageais cette croyance, générale en France, que l'Allemagne avait cherché un prétexte pour nous faire la guerre et profité de la première occasion venue. C'était l'avis formulé par un académicien distingué dans un travail sur *Les leçons du Livre jaune*, et par deux savants professeurs de la Sorbonne dans le mémoire : *Qui a voulu la guerre ?* laborieusement construit suivant toutes les règles des méthodes historiques.

« Tout en acceptant d'abord l'opinion commune, quelques objections flottaient cependant dans mon esprit. Sans doute, dans un avenir plus ou moins éloigné, une guerre semblait inévitable entre l'Angleterre et l'Allemagne, mais quel intérêt pouvait bien avoir cette dernière à chercher actuellement un conflit avec la France et la Russie, ses meilleures clientes commerciales qu'elle envahissait chaque jour par ses représentants et ses produits ? De bien meilleures occasions de les attaquer ne s'étaient-elles pas présentées, notamment lorsque la

Russie, vaincue par le Japon, n'avait, je l'ai déjà rappelé, aucune possibilité de se défendre ? »

Plus loin, et toujours dans le but d'établir catégoriquement que ce n'est pas l'Allemagne qui a désiré la guerre, il dit :

« A défaut même des pièces que nous avons publiées, plusieurs faits d'ordre psychologique suffisent complètement, selon nous, à justifier cette thèse :

« En premier lieu les pressantes dépêches de l'empereur d'Allemagne au tsar, le conjurant au dernier moment d'arrêter des armements qui l'obligeraient à mobiliser, pour ne pas être pris au dépourvu. Il allait jusqu'à lui rappeler la promesse d'amitié faite à son grand-père sur son lit de mort. Si la décision de l'empereur d'Allemagne de déclarer la guerre eût été déjà prise, cette hypocrisie devenait inutile. Le contenu de ses dépêches est donc bien sincère. Or, comme la première fut écrite trois jours avant le début des hostilités, il semble indubitable qu'à cette époque tardive, l'empereur d'Allemagne n'était nullement résolu à la guerre et faisait tous ses efforts pour l'empêcher. »

Nous avons tenu à citer *in extenso*, car quelle meilleure plaidoirie que celle d'un Français de la valeur de M. Gustave Le Bon ? Pour les neutres, aucun témoignage, aucune opinion ne doit avoir plus de poids que celle d'un savant réputé dans le monde entier, et admiré surtout par les jeunes générations.

Il ne fallait pas s'attendre à ce que M. Le Bon nous dise dans son ouvrage le fond de sa pensée en ce qui concerne les vrais responsables de la guerre ; c'eût été, de sa part, faire œuvre de mauvais patriote, mais sa loyauté l'a empêché de ne pas réfuter vigoureusement les accusations stupides des ennemis de l'Allemagne qui cherchent par tous les moyens à rejeter sur elle la responsabilité du cataclysme qui bouleverse l'Europe.

Dans bien d'autres passages que nous aurons ultérieurement l'occasion d'examiner et de commenter en détail, le savant français fait preuve de la même clairvoyance. Ainsi, en étudiant, au point de vue psychologique, la bataille de la Marne, il démolit en quelques lignes, et avec preuves à l'appui, la légende qui voyait dans le général Joffre le sauveur de la France et le seul vainqueur de cette bataille. A ce sujet, il dit (p. 233) :

« L'avenir seul expliquera peut-être les circonstances de notre victoire. Mais on peut déjà dire qu'elle fut à la fois une œuvre collective due à la valeur de nos soldats et *une accumulation de hasards heureux.* »

Jusqu'ici nous voyons M. Le Bon penser en homme de science et en honnête homme, c'est-à-dire en savant se refusant à dire sciemment des contre-vérités. Mais dans bien d'autres appréciations, par le curieux processus de dédoublement de sa personnalité psychique que nous signalions plus haut, il se montre dénué de tout esprit logique, de toute pénétration ; nous observons ceci dans les chapitres touchant les questions affectives. Il pense avec sa mentalité de savant et il sent avec les sentiments collectifs de la foule qui l'entoure et à l'influence de laquelle il ne peut se soustraire complètement.

Voilà quelle est l'impression générale qui se dégage du livre de M. Le Bon. Essayons de l'analyser en détail.

Dès l'Introduction de l'ouvrage, nous observons ce mélange de vérité et d'erreur qui le caractérise.

M. Le Bon commence par dire l'impossibilité, pour un historien d'aujourd'hui, de faire une narration fidèle et impartiale de la guerre européenne, mais cela ne l'empêche guère d'affirmer, quelques lignes plus loin, que c'est l'idéal d'absolutisme animant l'Allemagne qui a provoqué la guerre. Un simple rapprochement avec les citations que nous avons faites plus haut, montre la contradiction flagrante où se met l'auteur.

Dans le chapitre I<sup>er</sup> de l'ouvrage, il cherche à expliquer, à résumer plutôt, les théories qu'il a déjà exposées dans d'autres travaux, sur le rôle prépondérant des sentiments dans les événements qui font l'histoire des peuples. Il établit, et c'est très juste, une différence très nette entre le caractère et l'intelligence. « On comprend avec son intelligence, dit-il, on se conduit avec son caractère. »

M. Le Bon dit vrai et il a eu tort de ne pas approfondir davantage ce point qui est peut-être la clef qui permettra un jour de pénétrer les causes de certains événements. Il faut, avant tout, tenir compte de ce que chaque peuple possède à un degré différent chacun de ces deux éléments : intelligence et caractère qui, combinés, donneront naissance à la psychologie collective de ces peuples. Ils diffèrent non seulement par leurs quantités respectives, mais aussi par leurs *qualités*.

Le peuple français, comme tous les peuples latins, est capable, ou du moins a été capable, des plus grandes choses, des actions les plus héroïques ou les plus absurdes, mais le domaine de la logique, de la continuité, de la patience lui est interdit.

Le génie latin a pu faire des inventions et des découvertes admirables, mais il a toujours agi par *éclaircs*. Je ne trouve pas d'autre expression qui puisse s'appliquer à la genèse de ses plus glorieuses découvertes. D'un fait insignifiant, il tire instantanément, sans aucune transition, des inductions grandioses, mais il ne pourrait pas trop dire comment il est arrivé là. C'est que l'intelligence latine est surtout intuitive.

Le génie germanique, par contre, ne possède pas cette rapidité de compréhension et ces éclaircs d'intelligence, mais il arrive aux découvertes, aux systèmes philosophiques les plus complexes, par une série graduelle, par une transition logique et pour ainsi dire, fatale.

Lavoisier a pu, en appliquant son génie intuitif aux travaux méthodiques de ses devanciers allemands, fonder la chimie. Mais aucun Français n'aurait été capable d'arriver par une série de travaux graduels, raisonnés, étroitement solidaires les uns des autres, à la synthèse du dioxydi-amido-arseno-benzol, comme le professeur Ehrlich y arriva. Aucun laboratoire français ne réalisera jamais les synthèses qui ont été réalisées dans les laboratoires du professeur E. Fischer.

Je ne veux pas discuter ici quelle est la part de l'idée première dans tant de découvertes merveilleuses, je veux seulement prouver que les deux formes d'intelligence : intelligence latine et intelligence germanique, sont parfaitement distinctes et, qui plus est, solidaires l'une de l'autre, indispensables toutes deux aux progrès de l'humanité.

M. Le Bon nie d'une façon catégorique l'influence de l'intelligence sur le sentiment. Peut-être ceci n'est-il pas tout à fait exact ou, du moins, nous pouvons voir, d'une manière générale, une certaine forme d'intelligence coïncider avec une forme déterminée de sentiment.

A chaque instant, nous pouvons constater que le Français, intuitif en ce qui concerne l'intelligence, est impulsif en ce qui touche le caractère. Or, intuition dans la pensée correspond exactement à impulsivité dans les sentiments.

Rien n'autorise à penser qu'il en soit autrement ; au contraire, tout nous prouve que le sentiment doit être assez fortement influencé par l'intelligence ou plutôt que, dans chaque individu ou dans chaque collectivité, une forme donnée d'intelligence doit correspondre à une forme déterminée de sentiment.

Imagination, impulsion, intuition : voilà ce qui fait du Français un type mental, une *espèce psychologique* assez déterminée. C'est l'existence de ces prédominantes dans la psychologie de la race française qui a permis aux innombrables politiciens, pêcheurs en eau trouble, qui forment le noyau du parti de la revanche, de pouvoir diriger avec facilité l'opinion française dans la voie de la guerre.

A intervalles réguliers, nous voyons les deux races française et germanique se ruer l'une contre l'autre, et chaque fois les Français trouvent qu'ils sont les victimes innocentes d'une agression préméditée. Que cette fois-ci ils soient des victimes, personne ne voudra le nier : ils sont victimes de la duplicité anglaise, ils sont victimes de leurs hommes politiques qui, pour des raisons qui seront un jour nettement connues, se sont laissés circonvenir par l'Angleterre et ont précipité leur pays dans la ruine pour exécuter les desseins de la politique britannique.

Ce sont eux qui, aidés des journalistes plus ou moins conscients de leur rôle, ont déchaîné le fléau. Ils porteront devant l'histoire le lourd fardeau des responsabilités. Sachant fort bien que la France n'aurait rien à gagner d'une guerre même victorieuse, ils se sont néanmoins efforcés, pour des raisons personnelles, de créer une atmosphère de suspicion contre l'Allemagne, de maintenir vivante la haine des vaincus, et sachant non moins bien que l'Alsace-Lorraine ne fera plus jamais partie de la France, ils n'ont pas hésité à faire miroiter aux yeux des Français l'appât de la revanche.

Après quarante-quatre ans, la haine des Français aurait fini par s'apaiser, s'il n'y avait parmi leurs dirigeants tant d'ambitieux, indifférents aux malheurs qu'une guerre entraînerait pour leur patrie et soucieux uniquement de leur intérêt à eux.

Bien des années, des siècles peut-être passeront avant que les Français en viennent à comprendre qu'ils ne sont que les dupes de leurs meneurs. Dans quelque temps, lorsque la guerre

sera finie et que la France épuisée voudra secouer le joug de la tyrannie anglaise et qu'elle ne le pourra plus, les Français se diront les victimes de l'Angleterre, mais ils ne comprendront pas tout de suite que ce sont eux-mêmes qui ont forgé de leurs mains les chaînes de l'esclavage qu'Albion leur imposera.

Encore un autre point sur lequel je ne puis être d'accord avec M. Le Bon. Pour lui, l'origine du conflit se trouve dans une haine de races d'origine affective et nullement rationnelle. Je ne peux pas admettre ces *haines de races purement affectives* dans le cas présent. Il me paraît, au contraire, que les haines que cette guerre a excitées sont bien rationnelles et qu'elles viennent beaucoup plus d'une raison faussée que de sentiments instinctifs.

La preuve la plus éclatante que ces haines de races n'existent pas dans la réalité, nous est donnée par la guerre elle-même : nous voyons deux peuples qui se sont haïs de toute leur âme, les Français et les Anglais, oublier cette haine et se servir de leur raison pour refouler leurs sentiments. Si les haines affectives des races existaient réellement, si, comme M. Le Bon le veut, les sentiments échappent aux influences de la raison, nous ne verrions pas fraterniser si complètement deux races chez qui l'aversion mutuelle et séculaire est non seulement naturelle au point de vue affectif, mais, du côté des Français, justifiée par la saine raison.

Les sentiments ne peuvent exister s'ils ne sont soutenus par le raisonnement (ce raisonnement fût-il faux). C'est l'apanage des animaux que de sentir sans chercher à comprendre comment et pourquoi ils sentent d'une façon plutôt que d'une autre. Or, si bas que soit tombé l'homme moderne, nous ne pouvons pas admettre qu'il se trouve déjà au niveau moral des brutes. Non, à tout homme il faut des raisons pour agir ; ces raisons peuvent être mauvaises, fausses, mais il faut qu'il y en ait.

Si ceux qui ont poussé la France à la haine de l'Allemagne avaient mis leur talent au service d'une noble cause, s'ils avaient cherché à rapprocher les deux peuples qui gagneraient à s'estimer mutuellement, s'ils s'étaient appliqués à faire oublier des défaites irréparables puisque passées, s'ils avaient agi en esprits larges, la guerre actuelle n'aurait pas éclaté,

la haine entre les deux races aurait disparu, car la saine raison eût fait comprendre aux deux peuples qu'ils avaient tout à gagner à se comprendre et à collaborer à l'œuvre commune du progrès. Mais sur ce chapitre tout n'est pas dit. Un jour, qui n'est peut-être pas aussi loin qu'on pourrait le croire, la France désabusée, trahie, foulée aux pieds par la Grande-Bretagne, se tournera spontanément vers l'Allemagne. Pourvu qu'il ne soit pas trop tard alors !

Au moment présent des haines existent, c'est indubitable ; elles sont ardentes, c'est vrai, mais elles sont inspirées par la raison (bonne ou mauvaise) et nullement affectives. Pour M. Le Bon, la raison a très peu d'influence sur l'âme collective. Il faut s'entendre ; ce que cet auteur dit est vrai, mais seulement au moment où cette âme est définitivement orientée par la raison, dans un certain sens. C'est-à-dire que, pour orienter l'âme d'une foule dans une direction déterminée, il faut d'abord agir sur elle par le raisonnement. Ce raisonnement peut être bon ou mauvais selon les tendances des meneurs, mais il est indispensable ; ce n'est que plus tard, une fois l'âme collective définitivement constituée, qu'il devient très difficile, ou même impossible, de faire agir sur elle d'autres raisonnements que ceux qui lui ont donné naissance.

D'ailleurs, M. Le Bon lui-même s'efforce de mettre en lumière le rôle des meneurs dans la formation des grands courants affectifs des peuples. Voici ce qu'il dit (p. 15) : « Savoir créer et maintenir des sentiments collectifs et, par conséquent, des opinions générales, constitue un des fondements de l'art de gouverner. Il n'est pas aujourd'hui de despote assez fort pour gouverner contre l'opinion, mais il est facile de la créer. »

Que ce soit à l'aide de sentiments purement affectifs, comme M. Le Bon le veut, ou que ce soit, au début du moins, par des raisonnements, comme nous le pensons, un fait est établi : les meneurs sont les seuls responsables des sentiments d'un peuple. *La haine de races n'est donc pas un sentiment inné dans l'âme populaire, mais il résulte de l'action consciente des meneurs sur l'âme collective d'une nation.*

Du côté des empires centraux, nous pouvons affirmer, à l'encontre de ce que M. Le Bon croit, que les sentiments affectifs, les haines de races nullement rationnelles ne jouent

pas un très grand rôle. Si nous voyons non seulement les Allemands, mais aussi leurs glorieux alliés, les Hongrois, les Autrichiens, les Bulgares, les Turcs, mettre dans la lutte une ardeur et une vaillance héroïques, c'est parce que leur *raison* (et non pas leurs sentiments) leur ont fait comprendre que l'intégrité, la vie, l'avenir, l'existence même de leur pays sont l'enjeu de la lutte.

Le livre II de l'ouvrage de M. Le Bon est consacré à l'étude de l'évolution de la puissance allemande. Cette partie s'occupe surtout de l'histoire de l'Allemagne ; il l'expose comme il le peut avec sa mentalité française et bien que nombre de ses explications soient erronées, nous ne voulons pas les discuter. Bornons-nous à examiner le chapitre intitulé : *La politique de conquête formulée dans les écrits allemands*. L'auteur s'attaque surtout au livre *Unsere Zukunft* du général Bernhardt. Il est vrai que cet ouvrage n'est pas un chef-d'œuvre de modération, ni un modèle de diplomatie, il est tout simplement l'œuvre d'un militaire. Mais qu'est-ce que M. Le Bon trouve à y critiquer surtout ? Le culte de la *force* qui est développé dans tout le travail du général Bernhardt.

Est-ce qu'il mérite d'être blâmé tant que cela, le culte de la force ? Vraiment, nous ne le croyons pas. Chez les individus, comme chez les peuples, la force c'est la vie, c'est-à-dire l'évolution, l'acheminement vers le progrès. Il n'y a que les forts qui aient droit au soleil, à l'air, à la vie, car leur force est utile : les forts qui savent se défendre et défendre leurs droits ; les forts qui peuvent et osent appliquer leur main sur la face des Tartufes qui se disent les défenseurs du Droit, les champions de la Civilisation !

Est-ce par le droit que l'Angleterre a inscrit en tête de chaque page du livre de l'histoire le mot Trahison ? Est-ce par le droit que la fanatique Russie a opprimé, martyrisé, fait souffrir par tous les moyens les malheureuses populations qui ont la malchance d'être sous sa griffe ? Est-ce par le droit que, malgré les véhémentes protestations du roi Constantin, les Alliés ont violé la neutralité grecque ? Est-ce par le droit . . .

Arrêtons ! ne parlons pas maintenant du droit ; dans les siècles à venir, ce ne sont pas les pauvres mensonges des Alliés, leurs misérables hypocrisies qui feront l'admiration et l'orgueil

de l'humanité. Non ! Ce sera le souvenir de l'épopée glorieuse d'héroïsme et de force des Puissances centrales !

Ce sont les pays où le culte de la force est en honneur qui peuvent donner naissance aux grands industriels, aux grands commerçants, aux grands financiers, aux grands savants qui font progresser le monde. Un rapide coup d'œil sur l'état actuel des deux civilisations peut nous instruire là-dessus. Qu'a fait la France, dans le dernier quart de siècle, pour l'avancement de l'humanité ? Moins que rien, car non contente de sa propre déchéance, elle a contaminé nombre de petites nations. Même au point de vue artistique où elle excellait, que voyons-nous ? Une décadence complète ; sa production artistique a augmenté, mais quelle œuvre de valeur a-t-elle engendrée ? Aucune. Du symbolisme, du futurisme, de l'impressionisme, du cubisme, etc., c'est tout son bilan artistique. Le génie littéraire même nous paraît épuisé en France ; la littérature française, une des plus belles et des plus glorieuses, est en pleine décadence. En général, le génie français ne sera jamais plus ce qu'il a été au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Et si, par hasard, ce qui n'est nullement probable, les Alliés allaient être victorieux, nous pouvons affirmer que la France serait perdue pour l'humanité. La victoire est mortelle aux nations en décadence.

Pour revenir à la question qui a provoqué cette digression, nous croyons que la littérature saine qui prêche la force, est mille fois plus utile pour un peuple que les élucubrations déprimantes de névropathes qui seraient mieux à leur place dans les cellules d'un *sanatorium* que dans leurs cabinets de travail.

Le chapitre suivant est consacré par M. Le Bon à l'étude de la conception de l'État par les philosophes allemands. Avec une mentalité française, il est impossible de comprendre le rôle de l'État comme un Allemand. Pour un Français, l'État c'est l'ennemi, et qu'il soit de forme républicaine ou de forme monarchique, il faut le combattre, le chicaner, lui créer des ennuis. Pour un Allemand, l'État c'est lui-même ; il a conscience qu'il n'est que le membre d'un organisme et que son propre bien-être dépend de la prospérité de l'État ; que le combattre serait se combattre soi-même. Le Français entend par liberté le droit de nuire à l'État ; l'Allemand conçoit sa liberté en

fonction de la grandeur de sa patrie. Le Français est individualiste, l'Allemand, collectiviste. Question de tempérament, évidemment, mais laquelle des deux est d'une plus grande valeur morale? Celle qui fait que l'individu se sacrifie à l'avenir de la collectivité, qui le fait s'effacer devant les intérêts de celle-ci et de la vitalité de la race, ou celle qui érige en souverain l'égoïsme le plus absolu, presque féroce? La réponse s'impose d'elle-même par simple comparaison des résultats obtenus.

M. Le Bon trouve que ce serait un danger pour la civilisation que le triomphe des idées collectivistes; il se base en cela sur le fait que les grandes découvertes sont l'œuvre des élites, et non des collectivités. C'est désolant de voir un savant de si haute valeur s'exprimer d'une manière qui prouve qu'il n'a pas la moindre idée de ce que c'est que le collectivisme. Ce qu'il dit est vrai, et personne n'a prétendu le contraire: les grandes découvertes sont l'œuvre de génies isolés. Mais qu'est-ce que cela a à voir avec le collectivisme? Imagine-t-il que ses principes s'appliqueront aux grandes découvertes, que le collectivisme empêchera un savant d'engendrer un œuvre de génie? La collectivité a le droit de profiter de cette œuvre ou de cette découverte, mais elle n'aura jamais l'idée d'intervenir dans sa genèse.

Le jour où les doctrines collectivistes auront pénétré partout, nous assisterons au plein épanouissement de la civilisation. Comparez, par exemple, ce qui se passe actuellement en Hongrie, l'un des pays les mieux dotés en richesses naturelles de l'Europe <sup>(1)</sup> et qui, pourtant, reste pauvre, *comparativement avec ses capacités de production*. Et cela pourquoi? Parce que le système collectiviste n'a commencé à pénétrer en Hongrie que depuis peu de temps. Mais déjà le mouvement s'accroît, nous voyons les établissements de crédit s'occuper activement à faciliter l'existence aux petits propriétaires; nous voyons l'État hongrois, avec un humanitarisme et une prévoyance qui lui font honneur, occuper la première place parmi les nations civilisées par les lois de protection de l'enfance qu'il a votées. Le jour où, grâce au collectivisme, les terres

(1) Voir à ce sujet le travail de M. Jean d'Iklódy-Szabó: *La Hongrie de l'avenir* dans la *Revue de Hongrie*, 1<sup>er</sup> avril et 1<sup>er</sup> mai 1916.

si fertiles de la Hongrie donneront leur plein rendement ; le jour où ses immenses ressources minérales seront largement exploitées ; le jour où ses voies de communication seront complètement utilisées : ce jour la Hongrie atteindra un degré de développement, de richesse qui émerveilleront l'Europe. Ce développement, cette richesse, ce ne sera pas l'individualisme égoïste qui les lui vaudront, mais le collectivisme.

Oui, peut-être y a-t-il un danger pour la civilisation dans le collectivisme, mais il ne se trouve pas où M. Le Bon le croit. Ce danger naîtra le jour où des nations fanatiques, arriérées, à demi civilisées, comme la Russie, connaîtront ses bienfaits ; c'est quand elles se seront enrichies que nous verrons le danger slave devenir une réalité. Souhaitons que l'autocratie du tsar continue à tenir ce danger loin de nous.

Qu'il me soit permis de réfuter une thèse du professeur Oswald, citée par M. Le Bon en parlant du collectivisme et d'après laquelle les Français et les Anglais se trouvent à un degré de culture que les Allemands ont dépassé il y a plus de cinquante ans. D'après cette thèse, on serait en droit de croire que, dans un temps plus ou moins long, Français et Anglais se trouveront au même degré culturel que l'Allemagne. Or, cela ne se verra jamais ; pour le prouver, nous prenons la liberté de citer un travail de biologie que nous avons publié il y a quelque mois et dans lequel nous exposons une théorie de l'évolution des espèces, *la théorie de l'évolution divergente*. En voici, d'une façon très succincte, les principes les plus importants.

Des espèces très semblables, d'une origine très proche, à mesure qu'elles évoluent, au lieu de se rapprocher d'un type commun, s'éloignent au fur et à mesure l'une de l'autre ; avec l'évolution, les caractères qui les différencient s'accroissent de plus en plus. C'est-à-dire que leur évolution peut être graphiquement représentée par deux lignes divergentes.

Chaque espèce possède une capacité d'évolution déterminée, et cette capacité une fois épuisée, l'espèce ne varie plus. Elle est *fixée*. Les espèces fixées peuvent vivre longtemps, en se conservant au même degré ; mais, fatalement, elles doivent disparaître, par épuisement de leur force vitale. (Nous ne pouvons entrer ici dans des détails, ni faire des démonstrations qui demanderaient plus de place que celle dont nous

disposons, et aussi une vaste préparation biologique de la part du lecteur.) Cette disparition peut se faire soit subitement, comparée aux milliers d'années que l'espèce a mis pour évoluer, soit lentement par le processus d'évolution régressive.

Or, selon nous, il est parfaitement possible d'appliquer ces données à l'évolution des *espèces psychiques*. L'histoire nous montre des races qui ont atteint un très haut développement psychique, mais dans des directions radicalement opposées, *divergentes*. La pensée hindoue a atteint les plus hauts sommets d'une philosophie qui ne pourra plus jamais être conçue par aucune race. Les Égyptiens ont fait des merveilles en architecture. Les Grecs ont porté l'art plastique jusqu'au plus haut degré de la beauté et de la perfection. Ces races ont eu, chacune, leur spécialité, et il en est de même de toutes les races historiques : elles y ont excellé à l'époque de leur plein épanouissement ; elles ont conservé pendant quelque temps leur suprématie, puis elles ont, ou bien disparu complètement en tant que races intellectuelles, tels les Égyptiens, ou bien évolué régressivement, tels les Grecs et les Hindous.

La durée d'une espèce, en tant qu'espèce psychologique, peut être plus ou moins longue, mais au bout se trouve inexorablement la déchéance et la disparition des caractères psychologiques qui la différenciaient. Il est bien vrai qu'on *ne peut pas être et avoir été*.

A notre sens, il n'y a pas seulement une différence de degré dans l'évolution psychologique des races européennes, mais surtout une différence dans la *direction* de cette évolution. Si nous envisageons plus particulièrement les races française et allemande, nous pouvons dire que la première a atteint le point culminant de sa capacité d'évolution entre le XVII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle, et que, depuis lors, elle est entrée dans sa phase d'évolution régressive ; quant à la seconde, ce n'est que tout à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle qu'elle est parvenue au point que nous désignons par le terme *d'espèce fixée*, ce qui veut dire qu'elle se trouve au moment présent en plein épanouissement de ses capacités psychologiques. Combien durera cette période avant que la race germanique entre dans la période inévitable de son évolution régressive ? Aucune donnée ne nous permet de répondre à cette question d'une façon catégorique, mais peut-

être d'une manière générale, étant donné le temps si long que la race allemande, en tant qu'espèce psychologique, a mis pour épuiser sa capacité d'évolution, il est probable qu'elle durera en plein épanouissement psychologique beaucoup plus longtemps que n'a duré la race française.

## II.

Je me permets d'insister sur le rôle des théories biologiques dans l'explication des phénomènes sociaux. En adoptant et en appliquant une théorie sociologique fautive, le sociologue est inévitablement conduit à donner des explications fausses. Ce fait n'a pas échappé à des sociologues éminents, tel G. de Greef qui, dans nombre de ses ouvrages, notamment dans *le Transformisme social*, montre les innombrables lacunes que laissent subsister les théories biologiques jusqu'ici en faveur. En faisant des citations de Darwin lui-même, il prouve que des faits tels que l'existence de races humaines bien inférieures, ou de races dont l'évolution s'est arrêtée subitement, avec, parfois, des processus d'évolution régressive, ne trouvent pas d'explication dans les théories darwiniennes. Darwin reconnaissait cela et il écrivait : « L'omission la plus importante de mon livre a été de ne pas expliquer comment il se fait, selon moi, que toutes les formes ne progressent pas nécessairement et qu'il puisse exister encore des organisations très simples. »<sup>(1)</sup>

Il ne faudrait pourtant pas s'imaginer que tout dans le transformisme soit inacceptable ; l'œuvre d'observation de Darwin est immense, et si ses interprétations sont souvent erronées, ses observations sont remarquablement justes. Ainsi, par exemple, les nombreux faits qu'il a recueillis concernant la survivance des plus aptes sont indiscutablement justes et probants, si l'on se borne à les constater sans chercher à en faire un échafaudage qui nous servirait à construire une théorie sur l'origine des espèces. Il en est de même des observations de Lamarck concernant le développement ou l'atrophie des organes par leur usage ou par leur manque d'activité.

(1) Ch. Darwin : *Vie et Correspondance*.

L'incertitude et les erreurs fondamentales des théories biologiques sont les causes qui nous permettent d'observer chez les sociologues une certaine incohérence, et que nous voyons nombre de leurs théories se trouver en complet désaccord avec la pratique, tandis que les faits sur lesquels ils se basent pour établir ces théories sont remarquablement justes et exacts. Ce désaccord entre les faits et les théories est parfois si profond qu'un certain nombre de sociologues ont cru pouvoir avancer que, dans l'étude de la sociologie, les données biologiques n'ont qu'une valeur très relative et qu'il est nécessaire de ne tenir compte que d'un facteur nouveau : la mentalité humaine.

Il est difficile d'admettre que cela soit exact ; rien n'autorise à supposer que le nouvel élément qui apparaît dans le complexe biologique des sociétés humaines, se comportera lui-même, ou fera se comporter le complexe autrement que doivent se comporter toutes les manifestations de l'énergie vitale.

Si j'ai fait cette digression, c'est uniquement parce que je crois devoir faire remarquer que le fait de citer des observations faites par les darwiniens ou les lamarckiens ne constitue pas une contradiction avec ma théorie de l'évolution des espèces. Les faits seront éternellement les mêmes, il n'y a que l'interprétation qui puisse varier.

En vérité, au point de vue pratique, il est indifférent de savoir quelles sont les causes intimes de l'évolution : ce qui nous intéresse là pour le moment, c'est la constatation de certains faits et leurs conséquences immédiates. Que l'on ne s'étonne donc pas si nous aurons quelquefois à citer des auteurs tels que M. F. Le Dantec, transformiste à outrance, étant donné que nous ne les citerons que lorsqu'ils se bornent à constater les faits sans chercher à les interpréter dans leurs conséquences lointaines.

Ceci établi, continuons l'analyse de l'œuvre de M. Le Bon.

Dans le même chapitre que nous avons commencé à analyser dans la première partie de ce travail, il critique, encore une fois, les théories allemandes sur l'importance de la force. Je reconnais volontiers que la façon franche, adoptée par les philosophes et écrivains allemands pour exposer leurs doctrines, est faite pour effaroucher et blesser l'hypocrisie contem-

poraine. Cette hypocrisie peut être consciente et voulue, comme chez les Anglais, par exemple, ou sub-consciente, comme c'est le cas chez la plupart des Français, mais, dans un cas comme dans l'autre, elle forme la base de leur culture. Dans ces nations, il est donc facile de soulever les sentiments populaires en faisant appel à l'hypocrisie. L'homme, c'est sa caractéristique, désire et aime toujours ce qui se trouve en dehors de sa portée. Humanitarisme, confraternité, droit, justice : ces entités théoriques qu'il n'a jamais possédées, qu'il ne possèdera jamais, l'attirent d'autant plus qu'il est moins capable de les transformer en réalités. On peut toujours être certain de soulever l'émotion de certaines races en faisant appel aux sentiments qui leur sont le moins accessibles. Nous en verrons plus loin un exemple caractéristique en parlant des moyens employés par le gouvernement anglais pour créer dans l'opinion anglaise un courant en faveur de la guerre. La méthode consistait surtout à s'adresser aux sentiments d'honneur du peuple anglais.

Il faut qu'une race soit arrivée à un très haut degré de développement mental pur oser adopter devant les autres races l'attitude de franchise que l'Allemagne a prise. Il faut que cette race se soit placée au-dessus de toutes les hypocrisies, qu'elle soit consciente de ce qu'il y a de profondément vrai dans ses théories, qu'elle soit aussi quelque peu désillusionnée sur les belles utopies des rêveurs, pour oser dire au monde : *nous ne sommes et ne voulons être qu'humains*. C'est-à-dire : nous savons qu'avant de faire vivre les autres, nous devons vivre nous-mêmes ; nous ne voulons être pitoyables aux autres que tant que cela ne nous nuira pas à nous-mêmes ; nous voulons vivre et il nous est indifférent que, pour arriver à ce but, il nous soit nécessaire de vaincre d'autres peuples ; nous voulons faire ce que tous les peuples veulent faire, mais nous ne voulons pas nous avilir par le mensonge.

L'Allemagne ne diffère des autres peuples qu'en ce qu'elle exprime nettement, et qu'elle cherche à transformer en réalités ses désirs qui sont les désirs de tous les peuples, avec cette différence qu'ils sont avoués. Ce que je dis là est une vérité banale et qui a été comprise par d'autres que les Allemands. Nombre de savants anglais, français ou italiens ont exposé ces idées, je n'en veux citer qu'un : M. Le Dantec qui s'exprime ainsi : « Je ne puis m'empêcher de considérer scientifi-

quement la vie comme une lutte : c'est là une vérité dont l'évidence s'impose à moi. Je ne puis me défendre non plus de considérer la guerre comme la fonction la plus naturelle de l'homme et, cependant, je n'aime pas la guerre.»<sup>(1)</sup>

Ce ne sont donc pas les Allemands seuls qui ont perdu les illusions en ce qui concerne les utopies dont l'humanité aime à se bercer ; mais ce qui les distingue des autres peuples, c'est que non seulement ils ont compris définitivement le vrai rôle de l'homme, mais que leur vitalité, leur force leur ont permis de s'élever au-dessus de l'hypocrisie et d'appliquer à face découverte leur connaissance de la vérité.

En étudiant, dans le chapitre III de son ouvrage, l'évolution économique de l'Allemagne, M. Le Bon nous fournit quelques chiffres très connus et sans aucun intérêt psychologique. Nous ne relevons que quelques contradictions dans les considérations auxquelles il se livre. C'est ainsi, par exemple, qu'après avoir dit que le développement militaire n'accroît jamais la supériorité d'un peuple, il attribue la prospérité industrielle de l'Allemagne « à la supériorité de son éducation technique, et aussi aux habitudes de discipline, d'ordre et de méthode créées par l'éducation militaire ».

Le reste du chapitre est consacré à des considérations analogues à celles que nous avons déjà mentionnées dans la première partie de ce travail et qui prouvent que la supériorité commerciale de l'Allemagne s'étendait sur le monde entier et qu'elle n'avait aucun avantage à provoquer la guerre. Nous ne pouvons nous empêcher de faire encore ces deux citations du livre de M. Le Bon : « Par leur esprit d'organisation, leurs méthodes, leur instruction technique, leur travail opiniâtre, les Allemands s'emparaient progressivement de nos principales productions industrielles. Les saisies faites pendant la guerre ont prouvé l'existence, en France, de plus de 13.000 maisons allemandes. S'ils avaient pu continuer vingt ans encore, ils seraient devenus, sans batailles, les vrais propriétaires du pays. » Plus loin il dit encore : « Si l'on considérait comme colonies les pays fructueusement exploités par un peuple, il faudrait dire que la France, la Belgique et la Russie constituaient les grandes colonies de l'Allemagne.

(1) F. Le Dantec : *L'Égoïsme base de toute société* (Paris, 1912).

Dans le chapitre où il étudie *La mentalité allemande moderne*, nous retrouvons les mêmes préjugés que nous avons déjà discutés. M. Le Bon aime à se répéter, nous n'insisterons pas et ne relèverons que cette phrase : « Très ignorant en dehors des choses de son métier, l'officier allemand n'a d'autres distractions que le jeu et l'ivresse. Sa mentalité rappelle fort celle des reîtres du moyen âge, ivrognes, insolents et pillards. »

Ici, M. Le Bon fait preuve d'une légèreté indigne d'un savant. Ou bien M. Le Bon n'a jamais eu l'honneur de fréquenter des officiers allemands, ou bien il est de la plus insigne mauvaise foi. Des Français comme lui et doués d'un esprit aussi cultivé que le sien, pensent autrement. M. Jules Huret qui, ayant beaucoup voyagé en Allemagne, peut parler en connaissance de cause, juge l'officier allemand (1) d'une façon tout autre que M. Le Bon.

Voici encore une phrase qui montrera le peu de documentation que cet auteur possède sur certains points et la légèreté de ses déductions : « Parmi les diverses supériorités que les Allemands s'attribuent, il en existe trois qu'on ferait difficilement accepter aux autres peuples comme étalons de valeur. La première est leur esclavage militaire (ce qu'ailleurs il nomme merveilleuse organisation militaire, ici il l'appelle esclavage !). La seconde, l'instinct animal qui les pousse à procréer sans trêve. La troisième, une âme grégaire, leur faisant accepter avec une obéissance servile toutes les opinions que l'État leur impose. »

Malgré ce que M. Le Bon croit, des sociologues sérieux pensent autrement. Ainsi, par exemple, pour G. de Greef (2), les sociétés manifestent leur activité par les sept classes de propriétés suivantes : propriétés économiques, génésiques, artistiques, scientifiques, morales, juridiques et politiques. Nous croyons donc que les trois supériorités que M. Le Bon se refuse à admettre comme étalons, sont reconnues pour telles par les spécialistes.

Pour M. Le Bon, c'est une preuve de progrès que la limitation ou la diminution des naissances. Il est seul à être de

(1) Jules Huret : *A travers l'Allemagne : Berlin* (Paris, 1912).

(2) *Introduction à la Sociologie* (Paris, 1886).

cette opinion. G. Tarde<sup>(1)</sup> qui, sans aucun doute, est plus autorisé que M. Le Bon pour traiter ces questions, tout en s'élevant contre la théorie qui fait de l'augmentation de la population un *facteur* du progrès, prouve, au contraire, qu'elle est un résultat de ce progrès, donc un étalon.

La troisième supériorité des Allemands que M. Le Bon se refuse à admettre, c'est leur esprit collectif qu'il nomme «*âme grégaire*». Nous avons insisté longuement, dans la première partie de ce travail, sur les raisons morales et utilitaires pour lesquelles nous estimons le collectivisme très supérieur à l'individualisme. Les opinions d'un si grand savant, d'un savant si universel surtout, ont peut-être du poids (même l'air en a, du poids), mais à notre sens, celles des spécialistes en sociologie en ont bien davantage.

G. Tarde nous montre comment ce besoin d'association s'est manifesté chez toutes les races qui ont joué un rôle dans l'histoire du monde. Voici ses propres paroles : «*Nous voyons par l'exemple précédent qu'une coassistance mutuelle, qui a commencé par être la *soumission commune* à un plan d'ensemble systématiquement imposé par l'autorité d'un Pharaon, s'est continuée par vitesse acquise et a pris un faux air de spontanéité. Cette évolution — précisément inverse de celle qui serait, d'après tant d'écoles, le développement normal de l'industrie, assujettie, nous dit-on, à passer de la division du travail spontanée et libre à la répartition obligatoire des tâches par le pouvoir, — est loin d'être exceptionnelle. Dans la villa romaine, dans le domaine franc, il y avait une distribution autoritaire des travaux entre les esclaves ou entre les serfs qui collaboraient à l'œuvre commune et qui constituaient ensemble un organisme fermé et suffisant à lui-même.*»<sup>(2)</sup>

Plus loin, il dit encore : «*Je ne puis citer un meilleur indice que le tableau de l'Allemagne moderne, berceau du socialisme contemporain. Elle est couverte, elle se couvre chaque jour davantage d'associations, d'Unions de tout genre, innombrables, inextricablement mêlées et touffues qui font sa force expansive dans le monde.*»

<sup>(1)</sup> *Psychologie économique* (Paris, 1902).

<sup>(2)</sup> *Loc. cit.*

La plus grande partie de l'œuvre de M. Le Bon est basée sur la réfutation, sans preuves, de ces trois questions. Les matériaux lui ont manqué pour remplir d'une façon intéressante les 350 pages qui forment son livre, et il s'est vu dans le cas d'insister à chaque instant sur les mêmes points et de se répéter presque textuellement. Passons donc à l'examen d'autres questions par lui développées. Nous aurons surtout à relever les nombreuses contradictions qui, avec les répétitions, forment la trame de son ouvrage. Laissons de côté les points que nous avons déjà touchés et arrivons à la partie où M. Le Bon étudie ce qu'il nomme « les allures agressives de l'Allemagne ». Dans ce chapitre, il s'attache à démontrer que « l'idée de revanche était bien oubliée par la génération actuelle ». J'ignore s'il considère comme la *génération actuelle* les jeunes Français nouveaux nés, ou si les voyages de l'auteur au mont Tâtra, au Népal ou aux Indes l'ont privé de tout contact avec la *génération actuelle* ; mais quoi qu'il en soit, son devoir était de se documenter, ou plutôt de ne pas mettre tant de bonne volonté à ignorer les menées des revanchards, c'est-à-dire, peu ou prou, de tous les Français, vieux ou jeunes.

M. Le Bon, et avec lui tous les Français, oublient les efforts de l'empereur d'Allemagne en vue d'un rapprochement franco-allemand. Ils veulent oublier la noblesse de son attitude lors de l'incendie du bazar de la Charité, sa courtoisie à la mort du maréchal Canrobert, à celle du maréchal Mac Mahon, à la mort du président Carnot. Ils veulent oublier l'attitude si basse, si dénuée de chevaleresque de la presse française interprétant ces actes de Guillaume II. Qu'ils se souviennent au moins de la campagne chauvine et exaltée que provoqua, en 1897, *le Figaro* en soulevant la question d'une visite éventuelle de l'empereur à l'Exposition universelle de 1900. *Le Gaulois*, *la Nouvelle Revue*, *le Petit Journal*, *l'Autorité*, *la Libre Parole*, les journaux de tous les partis, de toutes les opinions profitèrent de cette occasion pour exciter dans de violents articles le chauvinisme français. Nous parlons là de faits pour lesquels on pourrait, à la rigueur, invoquer l'oubli, mais cette attitude de la presse, des hommes politiques et du peuple n'a jamais cessé d'être la même. Dire, comme M. Le Bon le fait, que : « Quoique nos hommes politiques eussent à peu près renoncé à toute idée de revanche, la question d'Alsace-Lorraine main-

tenait beaucoup de froideur dans les rapports entre l'Allemagne et la France» — est faire preuve d'une habileté machiavélique ou d'une naïveté de jeune fille.

M. Le Bon tient beaucoup à prouver que ce sont exclusivement les influences mystiques qui ont déclenché la guerre ; c'est la partie la plus faible de son ouvrage, car l'auteur affirme, contre toute évidence, que la raison n'a joué qu'un rôle minime dans la détermination de la guerre. Il dresse un tableau vraiment amusant des éléments affectifs qui l'ont provoquée. La seule raison vraiment affective que M. Le Bon invoque, a été le monstrueux assassinat de Sarajevo. Mais toutes les autres raisons affectives à l'existence desquelles il croit, ne sont que des créations de son imagination. Ainsi, les influences affectives qui, d'après lui, ont engagé la Russie : amour-propre froissé, protection des frères de race slave, etc., ne sont que les masques sous lesquels se cache la perfidie innée des Russes et doivent se nommer : convoitises et complicités avec l'Angleterre. Celles qu'il estime avoir forcé l'Angleterre à intervenir : obligation morale, sentiment d'honneur lui imposant une intervention pour protéger la Belgique, ne sont pas plus valables que celles qu'il invoque pour la Russie. Vingt siècles d'histoire prouvent que jamais l'Angleterre n'a été le champion des opprimés, ni le défenseur des faibles, et c'est une cruelle ironie que d'attribuer de tels sentiments à une nation qui a toujours sacrifié à sa grandeur les peuples qui n'avaient pas assez de force pour inspirer la crainte. En ce qui concerne les soi-disant influences mystiques qui ont poussé l'Allemagne à prendre les armes, elles, non plus, n'ont aucune valeur. Car je ne sais si l'on peut appeler influence mystique l'acte *raisonné* d'un chasseur qui s'arme de son fusil pour abattre le plus grand nombre possible de loups d'une bande affamée qui cherche à le dévorer.

M. Le Bon fait une analyse des documents concernant les derniers jours de paix et il y montre un si violent parti pris qu'il devient parfaitement illogique et que le réfuter est un jeu. Suivons pas à pas l'auteur ; il commence par étudier l'ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Russie et voici comment il interprète les faits : Dès que les Puissances eurent connaissance de cet ultimatum, elles comprirent qu'il constituait simplement un prétexte de la part de l'Autriche pour pénétrer en Serbie.»

M. Le Bon, qui croit à la toute-puissance des sentiments affectifs, ne peut comprendre ce qu'il y avait de légitime dans l'indignation qui souleva l'Autriche et la Hongrie à bout de patience contre un peuple qui abusait de sa propre faiblesse (abus infiniment plus lâche que celui de la force) pour bafouer et blesser ces nations dans leurs sentiments les plus nobles. S'imagine-t-il que l'Autriche et la Hongrie ont eu la bassesse de *profiter* de la mort de l'héritier du trône pour se lancer à la conquête d'un pays dont la possession ne fait honneur à personne, dont aucune nation ne voudrait ?

Il affirme que la Serbie, de plus en plus inquiète, avait fini par accepter tout ce que l'Autriche exigeait. Il n'oublie que le principal : le refus du gouvernement serbe d'admettre l'aide d'agents austro-hongrois dans l'enquête pour rechercher les *instigateurs* du crime. Par là, la Serbie annulait toutes ses autres concessions, car il est certain que le gouvernement serbe avait *intérêt* à ce que les vrais coupables ne fussent pas découverts. Si l'Autriche-Hongrie eût eu la faiblesse de se prêter à la comédie serbe, aujourd'hui l'enquête serait aussi avancée qu'avant le crime et les complots fomentés par le gouvernement serbe continueraient à saper la puissance de la monarchie austro-hongroise.

M. Le Bon, qui admet que l'Angleterre est partie en guerre par un sentiment d'honneur, qui veut croire qu'il en a été de même pour la France et pour la Russie, s'étonne que l'Autriche-Hongrie ait décidé la guerre pour un *but si minime* que l'était le châtement d'une bande d'assassins ! Il estime également que l'Autriche-Hongrie se montra intransigeante envers la Serbie, parce qu'elle se croyait certaine que la Russie n'interviendrait pas. M. Le Bon paraît ne pas soupçonner même le fonctionnement des services diplomatiques qui n'ont certainement pas laissé ignorer à l'Autriche-Hongrie l'attitude de la Russie. Même si l'Autriche-Hongrie avait appris que le monde entier se coalisait contre elle pour l'empêcher de châtier la Serbie, elle devait le tenter, sous peine, si elle ne le faisait pas, de s'exposer au mépris de toutes les nations.

L'auteur s'efforce aussi de son mieux de prouver que l'Angleterre avait une grande aversion pour la guerre : malheureusement pour lui, les documents qu'il publie prouvent le contraire. Dès le début de son plaidoyer, M. Le Bon reconnaît

que « les documents diplomatiques ne fournissent que des jalons de cette évolution (qui conduisit l'Angleterre à accepter la guerre), cependant, il est facile de deviner les étapes intermédiaires. »

Nous croyons que ces documents sont, au contraire, très clairs lorsqu'on s'en sert pour prouver le rôle louche de la politique anglaise, et je conçois qu'il est très difficile, même impossible, de s'en servir pour prouver le contraire ! M. Le Bon eût rendu service à l'Angleterre en ne soulevant pas cette question où il en est réduit, selon sa propre expression, à *deviner*, pour expliquer. Mauvaise méthode, en général, que celle de la divination, et désastreuse lorsque, en particulier, elle s'emploie à interpréter des documents diplomatiques.

L'un des documents les plus sérieux qu'il croit pouvoir invoquer en faveur de sa thèse, c'est que « malgré toutes ses démarches, en 1912, l'ambassadeur de France n'avait pu obtenir qu'une lettre où le ministre anglais marquait nettement le refus de l'Angleterre de prendre aucun engagement ».

M. Le Bon croit pouvoir *deviner* par là que l'Angleterre répugnait à une guerre ; nous, nous croyons *déduire*, en tenant compte des enseignements de l'histoire, que l'Angleterre voulait simplement conserver une liberté nécessaire à ses intrigues. Les mêmes observations sont applicables à la lettre que l'auteur cite et qui fut adressée par le roi d'Angleterre au président Poincaré. M. Le Bon lui-même qualifie cette lettre de *fuyante*. Cette attitude fuyante est caractéristique de la politique anglaise : elle n'est nullement une preuve en faveur d'une attitude pacifique ; elle exprime uniquement une manière en politique.

Une dépêche du ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, datée du 31 juillet, dépêche que M. Le Bon sort triomphalement comme argument en faveur de l'Angleterre, est, au contraire, une preuve du rôle équivoque de cette nation. Il est dit dans la dépêche en question : « La protection de la neutralité de la Belgique pourrait avoir une influence, je ne dirais pas décisive, mais au moins importante, sur l'orientation de notre politique ». Dans un autre télégramme, du 1<sup>er</sup> août, sir Edward Grey insiste sur ce point. A cette époque, l'Angleterre savait donc, presque certainement, que l'Allemagne serait *forcée* de violer la neutralité belge.

Malgré cela, l'Angleterre, craignant que l'Allemagne ne tombât pas dans le panneau, et voulant de toute manière préparer son intervention, l'ambassadeur de France à Londres a pu écrire à son gouvernement : « A l'issue du conseil des ministres, tenu ce matin, sir Edward Grey m'a fait la déclaration suivante : « Je suis autorisé à donner l'assurance que *si la flotte allemande pénètre dans la Manche ou traverse la mer du Nord afin d'entreprendre des opérations de guerre contre la côte française ou la marine marchande française, la flotte britannique donnera toute la protection en son pouvoir.* »<sup>(1)</sup>

La nation chevaleresque qui, à son dire, s'est lancée dans la mêlée pour protéger la Belgique, l'Angleterre, champion pacifique des neutralités, était donc bien décidée à intervenir *même si la neutralité belge n'eût pas été violée*, il eût suffi que l'Allemagne essayât de se servir de sa flotte.

Triste service, nous le répétons, que celui que M. Le Bon a rendu à l'Angleterre en rassemblant tous ces documents qui prouvent que, d'une manière ou d'une autre, avec ou sans violation de la neutralité belge, le gouvernement anglais était décidé à intervenir.

L'Angleterre, M. Le Bon nous le montre, pousse encore plus loin ses précautions : craignant que le gouvernement belge n'ait le bon sens de ne pas opposer de résistance au passage des troupes allemandes, il lui *ordonne* de résister. Voici la communication qu'à ce sujet l'ambassadeur d'Angleterre à Bruxelles fit tenir au gouvernement belge : « Je suis chargé d'informer le gouvernement belge que si l'Allemagne exerce une pression dans le but d'obliger la Belgique à abandonner son rôle de pays neutre, le gouvernement de Sa Majesté britannique s'attend à ce que la Belgique résiste par tous les moyens possibles. »

La menace du gouvernement anglais au gouvernement belge se dissimulait sous la courtoisie du langage diplomatique. Nous pouvons nous demander si le gouvernement anglais avait le *droit* d'imposer une ligne de conduite à la Belgique. N'est-il pas responsable des malheurs de cette nation, n'ayant pu ou su la protéger comme il le promettait ?

(1) Dépêche du 5 août 1914, citée par M. Le Bon, page 147 de son ouvrage.

En parlant des moyens employés par le gouvernement anglais pour orienter l'opinion anglaise dans le sens de la guerre, M. Le Bon explique qu'on ne parla pas aux masses d'intérêts matériels, mais de dignité nationale et d'honneur. J'ignore dans quelle mesure le peuple anglais est étranger aux avantages matériels que son gouvernement escompte de la guerre ; mais si nous admettons la thèse de M. Le Bon, il est curieux de constater, au point de vue psychologique, que plus gravement une nation a enfreint les règles de l'honneur, plus elle tient à se poser en défenseur de cet honneur, et plus facilement elle est influencée par le mirage de l'honneur . . . à conquérir.

« Si nous avions laissé violer la neutralité belge, a dit M. Lloyd Georges, l'écho de notre honte aurait à jamais retenti à travers les âges. » Croit-il donc que les générations aient si peu de mémoire qu'elles ont déjà oublié toutes les infamies, petites et grandes, qui marquent au front la Grande-Bretagne ?

M. Asquith disait le 4 septembre 1914 : « Je vous demande et je demande au monde, quelle aurait été notre situation comme nation aujourd'hui si, par timidité, par je ne sais quel faux calcul d'intérêt, par une paralysie du sens de l'honneur et du devoir, nous avons été assez vils pour trahir notre parole et tromper nos amis ? » . . .

On a toujours affirmé, M. Le Bon lui-même nous l'assure, qu'aucun engagement ne liait l'Angleterre à la France et à la Russie. Quel raffiné d'honneur l'eût blâmée de ne pas intervenir ? Une neutralité correcte eût-elle été plus infamante que les nombreux manquements de parole et violations de droit dont elle est coutumière ?

Voici encore des phrases de M. Lloyd Georges : <sup>(1)</sup> « Les Allemands peuvent comprendre la vengeance, ils peuvent comprendre qu'on se batte pour la recherche avide de territoires ; ils ne peuvent comprendre qu'un grand empire engage ses ressources, engage sa puissance, engage la vie de ses enfants, engage jusqu'à son existence (jusqu'ici l'Angleterre a engagé le moins possible de tout cela, mais faisons crédit à M. Lloyd Georges) pour protéger une petite nation qui ne cherche qu'à se défendre. »

(1) Toutes ces citations se trouvent dans le livre de M. Le Bon qui croit pouvoir s'en servir pour prouver l'attitude pacifique de l'Angleterre.

M. Le Bon lui-même publie, nous l'avons déjà dit, des documents prouvant que, même sans la violation de la neutralité belge, l'Angleterre était décidée à intervenir, à engager sa puissance, la vie de ses enfants, son existence même, comme dit pompeusement M. Lloyd Georges, non plus pour se poser en défenseur des faibles, mais pour chercher à abattre la puissance qui menaçait son pouvoir sans contrôle sur le monde.

Il faut vraiment que M. Le Bon soit étrangement aveuglé par la passion pour avoir la candeur d'écrire des phrases comme celle-ci : « L'envahissement de la Belgique s'était accompli d'ailleurs avec des formes perfides qui choquèrent violemment le caractère anglais. »

Si un ultimatum catégorique sommant la Belgique de permettre le passage aux armées allemandes peut être dénommé une manœuvre perfide, quel adjectif réserve donc l'auteur pour les manœuvres anglaises envers l'Irlande, pour sa mainmise sur l'Égypte, pour les procédés employés afin d'assurer la domination anglaise aux Indes et dont le plus doux, mais non le moins criminel, consiste dans l'intoxication systématique des populations par l'opium ?

Nous le répétons : un examen comparatif des documents que M. Le Bon a eu la maladresse de citer, prouve jusqu'à l'évidence le rôle perfide de l'Angleterre et nous comprenons fort bien qu'il en soit réduit à la *divination* pour pouvoir en tirer autre chose qu'une accusation contre l'Angleterre. Les mêmes observations peuvent aussi s'appliquer à tous les documents qu'il publie sur le rôle joué dans la préparation de la guerre par la France et la Russie et aux conclusions qu'il en tire en se servant de la méthode psychologique.

Nous arrêtons ici l'étude du livre de M. Le Bon et nous n'en sommes qu'à la page 152. Je ne crois pas devoir aller plus loin, car, forcément, je devrais suivre l'auteur dans son système de redites, qui a son utilité lorsqu'il s'agit de remplir un nombre donné de pages, mais qui a aussi l'inconvénient d'être assommant pour le lecteur. Malgré tout cela, l'ouvrage de M. Le Bon a éveillé une certaine curiosité ; c'est pourquoi j'ai cru devoir l'analyser un peu longuement et je me suis donné pour tâche de prouver :

Que l'auteur a subi les influences du milieu où il vit, influences mises en lumière par lui-même et que, conséquemment,

il y a dans son psychisme un dédoublement qui le fait penser simultanément en savant et en Français : de là, les nombreuses contradictions dans son travail ;

Que la méthode psychologique qu'il croit pouvoir appliquer aux problèmes de la guerre, n'est pas une méthode scientifique, étant donné qu'en dehors de certains phénomènes psychologiques limités auxquels il est possible d'appliquer la méthode expérimentale, la psychologie est encore à l'état intuitif, c'est-à-dire pré-scientifique : ce qui n'autorise pas l'auteur à poser comme dogme ce qui n'est qu'interprétation ;

Que la bonne logique suffit pour renverser les conclusions naturelles qui se dégagent de l'étude des documents concernant les événements actuels, et finalement

Que si la psychologie est, entre les mains de quelques rares savants, presque une science, elle n'est qu'un amusement fantaisiste lorsqu'on s'abrite de son nom pour donner de l'autorité à certains ouvrages dont l'imagination seule fait tous les frais.

Lausanne, septembre 1916.

TULLIO DE BÜLOW.

---

## LA VICTOIRE DE L'ORGANISATION

---

Le naturaliste recourt à l'induction et à des schèmes pour éclairer certains phénomènes particulièrement compliqués. On travaille, on fait en pensée des expériences avec des mécanismes imaginés ; dans la structure des objets soumis à l'investigation, on remplace l'inconnu par des schèmes créés à cet effet ; on regarde les phénomènes comme les fonctions de ces schèmes travaillant selon des principes connus. Maxwell a donné l'explication scientifique de l'induction électro-magnétique au moyen d'un schème mécanique de l'éther qui sert d'intermédiaire à l'induction ; et celle de la nature physico-chimique de la matière est expliquée à l'aide d'un schème très simple, la théorie moléculaire.

Quelle méthode ingénieuse ! On n'a pas besoin d'expliquer pourquoi on a eu recours à ce procédé ou schème, comment on en a eu l'idée. L'excellence de la méthode est prouvée par l'expérience. Une fois que les résultats obtenus par l'emploi du procédé sont confirmés par l'expérience, la méthode ne fait plus question, ou du moins n'importe guère. L'essentiel est qu'elle a donné les résultats attendus. La méthode a certain rapport avec l'art. L'artiste ne nous doit pas compte de ses procédés de travail : l'effet obtenu compte seul.

Un exemple. Admettons que les gaz consistent en une infinité de particules, de molécules sphériques invisibles qui volent çà et là en se heurtant aux parois du récipient qui les contient. Si les conclusions tirées de cette hypothèse sont conformes à l'expérience, c'est que le schème qui éclaire les faits, qui les rend accessibles à l'intuition, était bien choisi, c'est-à-dire qu'il menait au but. La théorie moléculaire est devenue une vérité et les molécules ne figurent plus comme moyen auxi-

liaire de l'induction, mais comme des réalités de grosseur et de poids déterminés. Il n'est nullement nécessaire de conserver pour l'avenir le schème employé, car, dans la plupart des cas, on n'en a plus que faire dès qu'il a rendu le service qu'on en attendait.

C'est dans ce sens que nous allons faire ici un timide essai d'appliquer à certains phénomènes sociologiques cette méthode des sciences naturelles qui a si bien réussi. Le modèle suivi n'est point neuf ; on a tenté plus d'une fois d'en faire usage, puis on l'a de nouveau abandonné. La faute capitale vient, peut-être, de ce qu'on le considérait non comme un modèle, un moyen auxiliaire de raisonnement, mais comme une théorie scientifique qui avait la prétention d'être reconnue comme une vérité.

Aujourd'hui il n'existe peut-être pas en Europe d'idée aussi populaire que celle de l'organisation. Le sociologue ou l'économiste qui a le sens scientifique ne peut pas regarder la guerre mondiale comme une expérience de cabinet, mais comme une douloureuse réalité qui met à l'épreuve les facultés d'organisation, l'organisation des foules. Le sol de l'Europe imbu, et l'eau de ses mers rougie de sang servent de table d'expérience pour cette vivisection.

Que signifie ce mot : organisation ? La répartition judicieuse de masses d'hommes dans un but commun, en vue d'obtenir le rendement maximal de travail de chaque membre de l'association. Les buts visés peuvent être fort divers ; ils peuvent être économiques, scientifiques ; ce peut être la défense du pays ou l'écrasement de l'adversaire. L'organisation qui a en vue ces deux derniers objectifs est l'armée, ainsi que la société qui ne prend pas une part directe à la lutte, mais pourvoit aux besoins de l'armée. La guerre actuelle a mis en honneur l'idée d'organisation, elle l'a mise au centre de tous les intérêts, les événements ont rendu manifeste son énorme puissance, et, par là, fourni une brillante justification de l'essor industriel pris par l'Allemagne ces dernières dizaines d'années grâce à une organisation consciente de ses forces.

C'est à ce phénomène social par excellence, à cette organisation, qui est peut-être l'essence de tout phénomène social, parce que c'est l'essence même de la société, que nous allons tenter d'appliquer un schème.

Nous n'avons même pas besoin d'avoir recours à un schème imaginé, la réalité nous offrant un exemple classique : l'organisation de la vie. Les recherches biologiques n'ont pas encore fait la lumière sur toutes les particularités du mécanisme de l'organisme, mais l'esprit de la composition de la machine organique, les grands principes physico-chimiques de la composition sont d'ores et déjà connus. Considérons notre modèle.

L'organisme animal est une machine physico-chimique composée d'un grand nombre de petites machines physico-chimiques, les cellules. La fonction de cette machine, la vie, est le résultat des fonctions de ces petites machines, ce qui ne doit pas faire repenser à une simple addition, quoique nombre de phénomènes biologiques permettent d'y croire. Ainsi, par exemple, la somme de l'échange de matières des cellules donne la somme de l'échange de matières du corps entier. (Abstraction faite des matières n'entrant pas dans la circulation, non utilisées par l'organisme.) En dernière analyse, le fonctionnement de cette machine, la vie, est une suite ininterrompue de phénomènes chimiques se renouvelant périodiquement, se réglant d'une manière automatique. Cette chaîne consiste dans la décomposition de matières complexes et d'une haute teneur en énergie en matières plus simples, d'une teneur moindre en énergie chimique et dans le rétablissement par la synthèse. Une phase de ce phénomène de décomposition dont beaucoup de particularités sont déjà connues, est la combustion, l'union de matières organiques avec l'oxygène. Ce phénomène de décomposition et surtout celui de la combustion sont des sources de chaleur et d'autres sortes d'énergie. Une partie de l'énergie ainsi obtenue est employée par l'organisme au remplacement des matières usées (recherche, transformation de la matière nutritive, etc.) et, par là, assure la constance des phénomènes biologiques. Mais jusqu'ici il n'a pas encore été question d'organisation, puisque ces phénomènes sont en général les mêmes chez tous les organismes monocellulaires. Ici, il ne saurait être question, que d'une organisation de matières et de phénomènes chimiques. Mais notre schème se rapporte à un objet différent : l'organisation des cellules en agglomération ou état cellulaire. Les fonctions biologiques de l'organisme composé sont en essence identiques à celles des êtres monocellulaires, mais dans le composé cellulaire le « travail pour la vie » est en quelque sorte

organisé, disons le mot : étatisé. La tâche de la machine vivante, c'est-à-dire la condition de son bon fonctionnement est la conservation de la vie des cellules particulières. La cellule vivant à l'état isolé y pourvoit d'elle-même ; la cellule sociale n'exécute qu'une partie du travail pour la vie, elle reçoit tout préparés de ses coassociées les produits des autres travaux nécessaires à la conservation de l'individu.

L'organisation biologique peut être résumée comme suit : l'organisme est composé d'un certain nombre de cellules. Si ces cellules n'appartenaient pas à une organisation, chacune d'elles serait obligée de chercher elle-même sa nourriture, de la transformer pour pouvoir l'absorber et se l'assimiler, et même de se procurer la quantité d'oxygène nécessaire à l'excrétion. Quand ces cellules sont organisées en unité, tous ces travaux sont systématiquement divisés et centralisés de la manière suivante : la recherche des matières nutritives brutes s'opère au moyen d'organes disposés spécialement à cet effet. Ce travail même est subdivisé. Les points terminus du système nerveux localisés à la surface du corps, les organes des sens, ont pour mission de reconnaître la nourriture, les extrémités celle de s'en approcher et de la saisir. Les cellules du tube digestif préparent ces matières en vue de l'absorption et de la répartition. Le système circulatoire en effectue le transport à chaque cellule et pendant ce transport même commence, par le passage à travers certains organes (le foie), la transformation spécifique de la matière. Un organe spécial (le poumon) amène l'oxygène nécessaire à l'échange des matières, et cet oxygène en combinaison dans certaines cellules (globules rouges) est ainsi transporté à chaque cellule. C'est aussi dans le cours de la circulation que commence l'élimination des déchets, continuée et achevée par les reins, les poumons, les glandes. Enfin la coordination, la conduite de ces travaux est centralisée dans le système nerveux.

Le détail nous mènerait trop loin. Les traits distinctifs de cette organisation sont les suivants :

1. Chaque membre ou organe est, dans l'intérêt du tout, exempté d'une partie de son travail.
2. Chacun d'eux a sa tâche spécifique rigoureusement bornée à un seul genre de travail (p. e. la transformation, la contraction des muscles).
3. Chaque membre a besoin du travail des autres puisqu'il est exempté

de certains travaux nécessaires à la conservation de la vie. Ainsi les cellules du foie n'ont pas à pourvoir à leur entretien. Toutes les cellules ont besoin du travail de celles du cœur, car c'est grâce au fonctionnement de ces dernières que se renouvelle leur matière, qu'elles reçoivent la quantité d'oxygène nécessaire et qu'elles sont préservées d'une accumulation nuisible de substances résiduelles. 4. Les travaux sont centralisés. La nourriture est reçue dans un système de conduites commun et la répartition des matières rendues transportables se fait aussi d'une manière uniforme. Enfin tout parvient dans le sang d'où s'opère la répartition particulière. Tout le travail reçoit sa direction du système nerveux central. En résumé, les deux grands principes directeurs sont : la spécialisation et la centralisation.

Cette organisation ne saurait nullement être qualifiée d'égalitaire. La dotation des cellules diffère selon la nature du travail qu'elles accomplissent et des conditions dans lesquelles elles fonctionnent. Les tissus rénaux consomment quatre fois autant d'oxygène (par gramme et par minute) que les tissus musculaires à l'état de repos. Selon nos expériences un gramme de cerveau consomme à peu près dix fois autant d'oxygène qu'un gramme de rein. (La consommation d'oxygène indique avec le plus d'exactitude l'intensité de l'échange des matières.) Ce n'est pas de la démocratie égalitaire ! Chacun reçoit exactement ce qu'il lui faut pour vivre et accomplir ses fonctions spécifiques. (Il est naturel qu'il se présente aussi de petites irrégularités, des dépôts de matières de réserve.)

Quel est le résultat de cette organisation ? Nous n'avons pas besoin de l'expliquer longuement. Le résultat est la différence qui existe entre la somme de travail fournie par l'être unicellulaire ou à organisation primitive et celle qu'accomplit l'organisme le plus parfait, le corps humain. Le critère d'une organisation parfaite consiste dans la réalisation aussi complète que possible du principe cité plus haut : différenciation et centralisation. Plus les membres sont spécialisés, mieux ils sont organisés en vue d'un certain travail, et plus ils font d'ouvrage et mieux ils s'acquittent de leur besogne. Il s'ensuit fatalement de la spécialisation que plus la partie de son énergie employée par une cellule à un certain travail est considérable, plus cette cellule n'est propre qu'à un certain travail, moins

elle peut se passer de celui des autres parties. Elle a besoin d'être servie, et ce service exige une précision qu'une direction centrale peut seule assurer.

Ce serait donc là un modèle pour la solution rationnelle de ce problème : organiser les forces isolées en vue de l'exécution d'un travail commun. La question de savoir si une solution partant d'un autre principe peut aboutir au même résultat reste naturellement ouverte. L'essence de cette organisation biologique est que le travail de plusieurs forces coordonnées et organisées dans un individu est plus parfait que celui de l'être auquel manque l'organisation. Cette capacité de travail plus élevée repose en premier lieu sur une utilisation plus économique et plus diverse de la matière et de l'énergie employées.

Il s'agit maintenant de savoir si ces principes de l'organisation biologique sont applicables dans une mesure quelconque à l'organisation sociale composée, elle aussi, d'unités organisées, mais qui est bien moins parfaite et ne saurait soutenir la comparaison. Le mécanisme biologique peut-il servir de schème à l'organisation sociale ? Des schèmes mécaniques judicieusement employés ont donné l'explication des phénomènes électro-magnétiques. Un schème biologique ne pourrait-il pas fournir l'explication des phénomènes sociaux ? A priori on ne saurait ni l'affirmer ni le nier.

On observe dans le développement de l'organisation sociale des signes certains d'une tendance à se conformer aux principes de l'organisation biologique et c'est précisément ce que montre la guerre mondiale qui met à une si rude épreuve le talent d'organisation des États. Cette guerre a montré avant toute chose que si un État veut concentrer ses forces sur un seul objet, utiliser le plus complètement possible les capacités de travail des citoyens en vue du but à atteindre, il ne peut y parvenir que par l'expropriation de ces forces. Cette mainmise est l'armée. Il est naturel qu'en suite de l'accaparement de ces forces par l'État, c'est lui qui doit se charger de pourvoir à leur entretien. A cette fin il utilise les forces de travail du reste des citoyens, de ce qui n'est pas l'armée (organisation de derrière le front). C'est donc la dépendance mutuelle des parties spécialisées en vue d'un seul travail dont nous parlions plus haut. A l'individualisme se substitue un communisme d'État.

L'approvisionnement en vivres étant limité et la production industrielle diminuée, il faut que les approvisionnements soient répartis d'une manière équitable et employés avec économie. Il est évident qu'on ne peut atteindre ce but qu'au moyen d'une organisation centrale. Rappelons-nous le processus de l'organisme : du centre de réception la nourriture parvient dans un appareil de transmission et de distribution qui la fait entrer dans la circulation et la répartit équitablement. L'État imite ce processus d'une manière inconsciente, mais frappante. Il paraît que c'est la seule méthode pratique. Est-ce que la répartition rationnelle des forces n'est point une étape vers l'étatisation complète de la production ?

De là découle la nécessité d'une organisation centrale et consciente des forces. Dans le domaine social, chacun doit exécuter le travail qui est de sa spécialité, auquel il est apte et qu'il a appris à faire. C'est la mise en pratique du grand principe de la division du travail qu'on observe et admire aujourd'hui en Allemagne. En un mot le maximum de rendement des forces ne peut être obtenu que par une spécialisation et une centralisation, c'est-à-dire l'étatisation de ces forces. La production et la répartition des choses nécessaires à la vie doivent par conséquent être étatisées.

Nous pourrions énumérer encore d'autres signes caractéristiques mis en lumière par l'état de guerre, et qui montrent tous que la puissance de l'État est accrue par une organisation centrale systématique. L'armée elle-même est le plus bel exemple de ce que peut une organisation centrale. Nous avons la conviction qu'un économiste pourrait en énumérer encore bien d'autres aussi intéressants. Le soudain, effroyable bouleversement auquel nous assistons, cette « expérience historique » qui a placé l'État en face de tâches ardues, met de plus en plus en lumière les signes qui nous font reconnaître l'absolue nécessité pour l'État d'adopter, pour faire face à ces besoins toujours plus impérieux, une organisation basée sur les principes du monde zoologique. L'issue de la guerre, les résultats de l'expérience historique prouvent que l'État victorieux est celui qui est le plus parfaitement organisé, dont la puissance d'action est la plus grande. L'applicabilité du schème biologique est prouvée d'une manière éclatante par cette sanglante expérience.

A première vue, la différenciation ne semble pas avoir tout à fait le rôle et l'importance que nous lui attribuons. Les partisans de la libre concurrence croiront avoir apporté la preuve contraire la plus concluante en alléguant que c'est précisément la libre concurrence qui engendre la division, la spécialisation si précieuse du travail social. Et l'on devrait y renoncer ! Dans l'évolution biologique la libre concurrence, la lutte pour la vie est aussi le plus puissant facteur de la différenciation. C'est vrai, mais elle est en même temps le facteur le plus actif de la centralisation ! La différenciation est la première phase de l'évolution, la centralisation des différenciations en une union toujours plus solide en est la seconde phase. Cette centralisation est encore un moyen détourné dont se sert la nature pour assurer dans une plus forte mesure en vue de la lutte pour la vie l'existence des individus à organisation centrale. On peut considérer comme critère du degré de perfection d'un organisme le développement atteint par son système central nerveux qui joue, comme l'on sait, le rôle d'organe de centralisation pour le fonctionnement des différentes parties du corps. Plus la division du travail est extrême, plus il importe que ces travaux soient coordonnés, centralisés.

L'état de libre concurrence peut être considéré comme la phase primitive de l'évolution sociale. Il engendre l'individualisation qui rend de si précieux services. Cette spécialisation qui a pour conséquence un perfectionnement du travail social sert de préparation à une organisation centrale. Peut-être sommes-nous arrivés à cette étape de l'évolution qui est le premier pas vers une organisation étatisée supérieure et que la guerre mondiale nous a forcés de faire. Et la lutte pour la vie que se livrent aujourd'hui les peuples, n'est-elle pas le signe que le nationalisme, cet individualisme des États, a, en ce moment, atteint son point de culmination, auquel une organisation internationale est appelée à succéder.

Il y a quelques mois, un projet de « Fédération de l'Europe centrale » a donné lieu à d'intéressants débats dans la presse hongroise et étrangère. Ce projet d'union est basé sur la reconnaissance du même principe : organisation des États en unité supérieure. Au cours de l'évolution sociale on voit, à l'intérieur de l'État, l'individualisme céder la place à la centralisation, à un communisme d'État ; la concurrence des diffé-

rents États mène, par une guerre sanglante, du nationalisme au vrai internationalisme. Les éléments dont l'organisme est composé conservent leur caractère particulier et c'est précisément ce qui en fait la valeur dans le travail commun. Ces caractères nationaux particuliers seront de la plus haute importance pour la future fédération d'États.

En raison même de leur spécialisation, les membres d'une organisation ne sauraient se passer les uns des autres. La paix universelle ne peut être assurée que par une dépendance organique semblable des différents États. L'organisation de la production mondiale d'une manière conforme aux caractères géographiques, physiques, nationaux etc. des pays est une condition essentielle de la paix universelle. Seule la naïveté des idéalistes est capable de chercher les conditions de la paix perpétuelle dans les horreurs de la guerre ou dans une amélioration du genre humain. L'évolution ne connaît que des forces majeures ! Une dépendance mutuelle nécessaire, la transformation des intérêts opposés en intérêts communs : voilà la route qui mènera à la paix perpétuelle. Ce processus ne peut être accéléré que par une étude approfondie de l'organisation économique : c'est là la tâche des vrais amis de la paix . . . des sociologues. Or la sociologie a beaucoup à apprendre de l'organisation la plus parfaite qu'on connaisse, celle du corps humain.

Dr FRANÇOIS ALEXANDER.

---

## DIX ANNÉES DE DIPLOMATIE SECRÈTE

---

M. E. Morel fait réimprimer sous ce titre une nouvelle édition de sa brochure *Le Maroc dans la diplomatie*, parue en 1912, laquelle est une sévère critique de l'action diplomatique de la France et de l'Angleterre dans l'affaire du Maroc en même temps que la défense du point de vue allemand.

Dans l'avant-propos de la première édition l'auteur reconnaît expressément qu'à son avis le rétablissement et l'entretien de relations cordiales avec l'Allemagne sont du plus haut intérêt pour l'Allemagne. Or, la question du Maroc qui n'a point été réglée met sérieusement en péril ces relations. Durant tout le cours des négociations relatives à ce sujet, le peuple anglais a été systématiquement trompé sur le point de vue allemand dans cette question, et peu s'en faut qu'il n'ait été entraîné dans une guerre à teneur de conventions secrètes conclues de leur propre chef par des diplomates travaillant dans le mystère des chancelleries. L'auteur veut ouvrir les yeux des peuples anglais et français et leur démontrer que la guerre contre l'Allemagne qui menace l'Europe depuis des années ne serait pas causée par un antagonisme irréductible ou des antipathies indéracinables entre les peuples, mais par les intrigues, le manque de sincérité et les courtes vues d'une diplomatie occulte dont les agissements devaient rester un secret pour la nation.

Dans l'avant-propos de la troisième édition — octobre 1915 — M. Morel cite les pièces diplomatiques trouvées récemment dans les archives belges, lesquelles contiennent la preuve irréfutable des faits avancés par l'auteur dans sa brochure il y a trois ans, et font une pleine lumière sur les funestes et condamnables menées de la diplomatie secrète anglo-française vis-à-vis de l'Allemagne. Il ressort à l'évidence de ces rapports

que le gouvernement d'un État neutre reconnaissait depuis sept ans dans l'œuvre de la diplomatie anglo-française une tendance systématique à isoler, à abaisser l'Allemagne, à faire obstacle à son libre développement dans le monde entier. Les hommes d'État allemands ont dû sentir encore plus vivement le danger dont leur pays était menacé par les gouvernements anglais et français, et les Allemands ont eu parfaitement raison de vouloir se prémunir contre un péril qui n'était point imaginaire. Après la lecture de ces documents, aucun homme de sens et de bonne foi ne peut plus prétendre que la guerre a été voulue et déchaînée sans scrupule par l'Allemagne pour des raisons intéressées.

L'auteur s'applique à débrouiller l'histoire des conflits d'intérêts soulevés en Europe par la question du Maroc à partir du moment où la France s'est jetée en Afrique dans cette politique de pénétration inspirée par Bismarck qui y voyait un dérivatif à l'idée de la revanche. L'Angleterre avait alors des visées semblables dans l'intérêt du commerce assez important qu'elle fait avec le Maroc, et l'Espagne, en raison de sa situation géographique et de ses relations plusieurs fois séculaires avec ce pays, ne pouvait non plus se désintéresser de son sort. Mais les Anglais devaient savoir que l'Allemagne avait aussi au Maroc de nombreux intérêts qui ne dataient pas seulement de la conférence d'Algésiras. Parmi les plus anciens explorateurs du Maroc figurent les Allemands Lenz et Rohlf, et depuis 1873 l'Allemagne est représentée auprès du gouvernement chérifien par un ministre-résident. L'Allemagne joua aussi un rôle actif à la première conférence internationale relative aux affaires du Maroc qui se tint à Madrid en 1880. Toutefois jamais on n'a pas pu produire l'ombre d'une preuve comme quoi le gouvernement allemand ou l'empereur auraient eu le projet de faire des acquisitions territoriales au Maroc ou seulement de réclamer un dépôt de charbon en cas de partage de ce pays. Cette abstention a toujours été sévèrement blâmée dans les milieux pangermanistes. Les intérêts de l'Allemagne furent cependant reconnus expressément par la France dans l'accord franco-allemand de 1909 relatif aux affaires du Maroc. Cet accord n'abrogeait point les stipulations de l'Acte d'Algésiras, par lesquelles les puissances garantissaient solennellement l'indépendance du Maroc. Lorsque l'Allemagne envoya le *Panther* à

Agadir — sans y débarquer toutefois un seul marin et y occuper un pouce de territoire — ce fut uniquement pour protester contre la violation de l'Acte d'Algésiras, car la France, et à sa suite, l'Espagne forcée dans une certaine mesure par les événements, empiétaient ouvertement sur l'autorité du sultan. Ces empiétements avaient été préparés de longue main et, depuis 1900 sous la conduite de Delcassé, avaient lieu entre la France, l'Angleterre et l'Espagne des pourparlers en vue d'un partage pur et simple du Maroc. L'empire chérifien avait été condamné dans des conversations secrètes : la France ferait l'office de bourreau, l'Espagne serait son aide intéressé et l'Angleterre regarderait faire les bras croisés. La France y gagnait que l'Angleterre cessait de faire opposition à une absorption presque totale du Maroc par la France au prix d'une hypothèque espagnole sur la côte nord de l'Atlantique et de la Méditerranée ; l'Espagne, cette hypothèque, et l'Angleterre payait de cette renonciation à sa politique traditionnelle d'un Maroc indépendant l'abandon par la République française de ses droits d'ingérence dans les affaires d'Égypte et l'élimination de ce pays des côtes du Maroc. En disposant ainsi d'un État indépendant contrairement aux engagements pris, les diplomates anglais, français et espagnols ont agi non seulement sans mandat international, mais abusé systématiquement le monde. Leurs nations mêmes devaient ignorer cet arrangement, ce qui, pour les Français, équivalait à se jeter les yeux fermés dans une guerre avec l'Allemagne. Pour les Anglais, c'était l'immixtion dans un conflit européen au préjudice de ses bons rapports avec l'Allemagne. Cet état de choses a été amené non par le traité d'Entente cordiale qui n'avait rien de blâmable en soi, mais par les accords secrets avec la France et l'Espagne. C'est ainsi que la Grande-Bretagne en est venue à abandonner la politique de concert européen de Salisbury et à s'engager dans la politique d'encercllement de l'Entente. Cette diplomatie secrète a eu pour premier résultat de causer à la France et à l'Angleterre une augmentation de dépenses militaires de plusieurs millions de livres, sans parler des conséquences funestes que cet état de choses peut avoir pour la France en particulier. Un ministre des Affaires étrangères énergique aurait eu le devoir et eût trouvé le moyen d'écarter dans l'Acte d'Algésiras les complications qui pouvaient surgir de la question marocaine.

Mais sir Edward Grey s'est montré incapable de briser le cercle magique que les menées occultes de la diplomatie franco-anglaise avaient tracé autour de la politique des deux pays.

L'auteur décrit dans leurs moindres détails toutes les phases du conflit marocain depuis la visite de l'empereur à Tanger, regardée sans doute comme une provocation, mais qui — fait totalement inconnu du public — était dirigée contre l'accord secret franco-anglo-espagnol réglant le partage du Maroc. Tout de suite l'Allemagne fut traitée par Delcassé avec un manque de ménagements et un sans-gêne qui allait jusqu'à lui faire passer par dessus les règles reconnues de la politesse en diplomatie. Quant à l'impression produite en France et en Angleterre par les mesures que prit l'Allemagne en vue de sauvegarder ses intérêts et sa situation mondiale, elle s'explique tout naturellement par le fait que ni le public ni les parlements n'avaient connaissance des articles secrets de la convention anglo-française et franco-espagnole et ne se doutaient qu'il s'agissait ici d'un démembrement complet du Maroc. Si ces arrangements secrets avaient été connus du public, ils auraient certainement soulevé une opposition si vive contre cette politique de casse-cou qu'elle n'aurait pu être continuée. Ce qu'il y a de plus surprenant dans ce conflit des nations, c'est que deux grands peuples aient pu être amenés à se faire la guerre sans rien savoir de l'origine du litige.

Quand, après l'occupation de Fez par les troupes françaises, l'Allemagne protesta contre cette violation de l'Acte d'Algésiras et, pendant l'été de 1911, annonça l'envoi d'un navire de guerre pour la protection de ses ressortissants, sir E. Grey, qui avait reconnu l'occupation de Fez, prit aussitôt une attitude résolument antiallemande et fit, pour ainsi dire, sienne la cause de la France, au lieu de faire son possible pour empêcher la querelle de s'envenimer, ainsi que l'exigeait une politique anglaise prévoyante. Or, il était parfaitement en mesure de le faire, car il pouvait mettre pour condition à l'appui que l'Angleterre donnait à la France et qui lui était indispensable, que cette dernière fît à l'Allemagne des concessions équivalentes. Sir E. Grey savait que l'Allemagne avait averti la France que si ses troupes n'évacuaient pas Fez, elle en tirerait les conclusions nécessaires. Il n'est pas impossible, il est vrai, que la diplomatie occulte qui voulait une politique antiallemande,

lui ait caché cette note comminatoire, mais comme ministre des Affaires étrangères c'est néanmoins lui qui, par son attitude hostile, est responsable des sentiments d'amertume restés dans l'âme des peuples même après le règlement officiel du conflit par la convention du Congo et qui fit obstacle à un rapprochement anglo-allemand. Ce qu'il faut avant tout à l'Allemagne, ce n'est pas la guerre, mais la paix, non des conquêtes à main armée, mais la liberté du commerce, non des colonies, mais des débouchés. Une éviction des grands marchés d'Asie et de l'Amérique du Sud serait pour elle un coup de mort ; sa politique étrangère a toujours eu pour principal objectif d'assurer à son peuple le libre accès du marché d'outre-mer en même temps que sa subsistance par des importations étrangères, puisque le pays est de moins en moins capable d'y pourvoir par ses propres moyens. Ce n'est pas le désir de faire des acquisitions territoriales, mais de procurer des débouchés à son commerce qui l'a déterminée à élever une protestation contre le projet de partage du Maroc aussitôt qu'elle en eut connaissance et à ne donner son consentement aux vues de la France que si cette dernière y mettait le prix. C'est pour la même raison que l'Allemagne a exigé des compensations de la Russie pour la pénétration par l'influence russe de la plus grande et de la plus riche partie de la Perse, pénétration à laquelle l'Angleterre était forcée d'assister les bras croisés. C'est aussi pourquoi l'Allemagne repoussera avec la plus grande énergie toute tentative qu'on ferait en vue de lui fermer les ports de la Chine, qu'elle exigera que toute révision du statut de l'État du Congo soit soumise à l'approbation des États signataires et qu'elle réclamera sa part des colonies portugaises, lorsque l'heure de la liquidation aura sonné. Pour donner à sa voix le poids nécessaire dans le conseil des nations, l'Allemagne a besoin d'une flotte puissante. L'augmentation de cette flotte dépendra beaucoup de l'attitude ultérieure de l'Angleterre, c'est-à-dire si elle entend continuer ou abandonner sa stupide politique du « Dog-in-the-manger » qui voit un attentat contre l'hégémonie britannique dans chaque tentative de l'Allemagne pour s'assurer une station de charbon dont elle aurait le plus grand besoin. La nécessité pour les Allemands de faire une politique d'expansion commerciale est loin d'être un péril pour les intérêts de l'Angleterre, puisqu'elle a adhéré au principe anglais de la liberté du com-

merce d'outre-mer en opposition avec les États qui représentent la « porte fermée ». Et quand même il n'en serait pas ainsi, un Anglais de bon sens peut-il croire réellement à la possibilité de subjuguier l'Allemagne, d'arrêter cette puissante machine ou de l'orienter vers d'autres voies, de terrasser et fouler aux pieds un peuple de 70 millions d'âmes ? Une guerre victorieuse ne serait pas la fin, mais le commencement d'un héritage de haines dont nul ne saurait prévoir le terme. Si la flotte allemande venait à être anéantie, les Allemands se mettraient aussitôt à en construire une plus puissante encore, dussent-ils pour cela renoncer à leur bière et à leurs saucisses. Quand l'Angleterre pourra de nouveau choisir entre l'alliance française et allemande, elle fera bien de peser les forces des deux États pour ne pas risquer de se tromper de monture.

---

---

---

## FRANÇAIS ET HONGROIS

---

Au cours de la grande guerre actuelle, prétendent quelques-uns, les relations qui existaient autrefois entre Français et Hongrois, se sont singulièrement modifiées. Les Français qui, comme tout le monde sait, avaient toujours affiché une préférence marquée pour les petites nations, ont reconnu leur tort d'avoir aimé notre peuple « chevaleresque » et maintenant ils sont presque unanimes à demander le « châtiment » du pays qui a eu l'audace de lier partie avec l'Allemagne, l'ennemie mortelle de la France et vouée, à cause de cela, à la destruction.

A cette manière de voir, on pourrait seulement objecter que les Français ont déjà pris, aux premiers jours de la conflagration, une attitude peu conciliable avec leur prétendue amitié à l'égard des Hongrois. En effet, nous n'avons pas oublié le traitement infligé à nos concitoyens qui, — par amour pour la noble France, — avaient eu le malheur de séjourner dans ce pays lorsque la guerre a éclaté ; ni cessé d'opposer à cette façon indigne de les traiter la vie paisible dont jouissent, même aujourd'hui les Français — comme, du reste, tous les étrangers — en Hongrie. Un député oppositionnel prononça naguère un discours à la Chambre hongroise pour dénoncer publiquement la barbarie des autorités compétentes à l'égard des Hongrois internés en France.<sup>(1)</sup>

(1) Les Alliés, les glorieux Alliés, et parmi eux les Français, partent probablement de ce point de vue qu'un Hongrois barbare ou un Hun sauvage (c'est ainsi que les gentlemen anglais, qui ont perdu leur phlegme traditionnel depuis la guerre, désignent les Allemands) sont loin de valoir un Français ou un Anglais. Un évadé d'une maison d'aliénés n'a-t-il pas écrit, sans doute dans un accès de folie furieuse, qu'il serait « monstrueux de mettre sur un pied d'égalité la vie d'un combattant allemand et celle d'un Français, d'un Belge ou d'un Anglais ; de même qu'il serait injuste d'évaluer au même niveau la vie d'un dégénéré et celle d'un être moral et civilisé ». (*La Revue*, 15 janvier et 1<sup>er</sup> février 1915.) C'est comme cela qu'on écrit en France.

Mais ce n'est pas de cela que nous voulons parler, bien que la question du traitement infligé aux Hongrois ne soit pas sans rapport avec la ligne de conduite des dirigeants politiques de la France. Car il n'a pas échappé à notre attention que les journalistes français — et parmi eux des personnages comme MM. Hanotaux et Pichon, — ont consacré, ces derniers temps, des articles particulièrement envenimés à la Hongrie ; on avait conçu le fol espoir qu'un beau jour celle-ci fausserait compagnie à l'Autriche et à l'Allemagne afin de lutter pour « la liberté » et la « justice » aux côtés de l'Entente ; mais comme cet espoir n'a aucune chance de se réaliser, les publicistes français nous condamnent à être punis d'une façon exemplaire. Car la manie de se croire victorieux subsiste toujours chez ces pauvres visionnaires futuristes qui ferment opiniâtrement leurs yeux à la réalité pour ne voir que ce qui leur est agréable.

Outre les articles outrageants à l'adresse des Hongrois, on publie en France de nombreux livres dont les auteurs s'efforcent à qui mieux mieux de nous insulter et de proposer des plans en vue du démembrement de l'Autriche-Hongrie. Si ce ne sont pas M. Hanotaux dans le *Figaro* ou bien M. Pichon dans le *Petit Parisien* qui figurent comme auteurs de pareilles diatribes, ce sont des anciens petits marchands d'éponges ou des commis-voyageurs en retraite qui ont séjourné quelques temps chez nous et qui croient pouvoir nous payer de retour l'hospitalité bienveillante que nous avons eu le tort de leur accorder en bavant sur nous leurs élucubrations idiotes.

Nous autres Hongrois, tout en nous étonnant de cette attitude d'une nation qui s'estime grande, accueillons avec un sourire dédaigneux les imprécations de nos ex-amis. Nous trouvons que, dans le paroxysme de leur impuissance d'« écraser » l'Austro-Allemagne, les Français comme les Anglais ont perdu non seulement la raison, mais aussi tout sentiment de dignité. Leurs hommes d'État et leurs publicistes sont obsédés d'une mégalomanie qui ne s'explique que par la conception extrêmement avantageuse qu'ont les peuples français et anglais de leur propre importance. Les Anglais se croient appelés à dominer l'univers ; les Français, dans leur amour-propre excessif, considèrent comme traîtresses les petites nations

qui osent résister à leurs appétits de conquêtes. C'est aussi pour cela qu'ils sont pris de colère intempestive à l'égard des Hongrois. Un écrivain italien, Francesco Coppola, a tracé d'une main de maître la mentalité des Français qui s'absorbent dans une adoration perpétuelle d'eux-mêmes en considérant presque comme un sacrilège le moindre doute concernant leur préséance parmi les nations européennes.

« La France, dit-il, constituée, organisée et développée dans son unité matérielle, politique et spirituelle, a été, pendant huit siècles, la première nation de l'Europe... Une histoire comme la sienne éduque inévitablement, dans un peuple, un sentiment hyperbolique et égocentrique de sa propre supériorité. Les Français se sont accoutumés peu à peu à considérer la France, non seulement comme la nation privilégiée, non seulement comme la Nation par excellence, mais comme un univers clos, parfait et indépendant en soi. A l'exemple des anciens Hellènes, ils ont fini naturellement par diviser le monde en deux moitiés, la France et la non-France, c'est-à-dire, d'une part, une humanité accomplie et parfaite, digne de toute étude et de tout amour, et, de l'autre, une humanité hybride, pâle copie de la première et cataloguée en deux grandes catégories : « francophile » et « anti-française », d'ailleurs entièrement dépourvue d'intérêt. Et ainsi, uniquement occupés à cultiver, à fouiller, à creuser le sol de leur propre patrie, les Français en sont arrivés à ne plus regarder que rarement et distraitement par dessus leurs frontières, plutôt pour chercher à l'étranger un repos intellectuel, des jouissances d'esthètes, des émotions exotiques, qu'une connaissance vraie, sérieuse, intéressée des nations étrangères, qui, en fin de compte, n'en valaient pas la peine. De sorte que jamais peuple n'a eu à la fois une plus grande conscience mondiale abstraite et une plus pauvre conscience mondiale concrète... » (1)

Nous avons reproduit cette appréciation très juste pour en tirer la conclusion relative à la conduite actuelle des Français à notre égard. En effet, s'ils n'avaient pas une si haute idée de leur mission d'ici-bas, ils n'en seraient peut-être pas arrivés à nous accuser presque de trahison, parce que nous

(1) Cité dans l'article de M. Louis Bertrand : *L'Italie après un an de guerre*. (*Revue des Deux Mondes*, n° du 1<sup>er</sup> juillet 1916, pag. 27.)

osons lutter aux côtés de nos alliés. Ayant réussi à terroriser et à acheter les Italiens et les Valaques, les politiciens de Paris se montrent exaspérés de nous voir tenir bon et d'avoir même l'audace inouïe de battre les félons. Ils ne nous pardonnent pas surtout de ne pas tomber à genoux devant leur soi-disant magnanimité et de ne pas croire à leur ridicule victoire dite définitive.

Mais pour revenir au sentiment hyperbolique et égocentrique si bien caractérisé par M. Coppola, nous devons dire que nous avons aussi maintes fois constaté que les Français avaient un penchant à considérer les peuples étrangers comme des peuples de moindre valeur et comme leur étant de beaucoup inférieurs. Les Hongrois qui ont fait un séjour plus ou moins prolongé en France, ont souvent eu l'occasion de se persuader qu'on en prenait un peu haut avec eux et qu'on ne les tenait bons qu'à être exploités. Les commis-voyageurs retraités et les anciens marchands d'éponges ou de vin dont nous avons parlé, se considéraient, par contre, comme des êtres providentiels désignés pour éduquer les Hongrois lorsqu'ils les honoraient de leur visite. La plupart de ceux qui mêlent leurs voix au concert de hurlements dont est accompagné la campagne de presse contre la Hongrie, avaient beau se complaire dans le rôle d'apôtres de la « civilisation » en venant chez nous, ils n'en étaient pas moins les agents de la politique revancharde française et du panslavisme russe. C'est surtout au courant de cette guerre que nous avons pu percer à jour les intentions qui se cachaient derrière leur activité déployée au nom de la « civilisation ».

Le « sentiment hyperbolique et égocentrique de leur supériorité » n'a pas permis à ces Français de voir les choses telles qu'elles étaient et n'a fait que rendre encore plus crasse leur ignorance de tout ce qui ne se rapportait pas à leur cher moi. Ils croyaient nous éblouir par leur bavardage politico-littéraire en cherchant à préparer le terrain pour le grand jour où, le conflit mondial déchaîné, ils précipiteront sur notre monarchie leur allié, « le colosse russe » et leurs frères latins, les Italiens et les Valaques. Et maintenant ils sont irrités de voir que nous ne faisons pas leur jeu. De là les sorties violentes de MM. Pichon, Hanotaux et consorts, car nous ne voulons pas nous abaisser à nommer les *minora gentium* qui signent

des articles et des brochures où notre pays est malmené et condamné à mort. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que nous trouvons grotesques toutes ces menaces dictées par une furie impuissante et que les projets amicaux des publicistes français de nous livrer à la merci des Slaves et des Roumains, ne nous effraient point. Mais nous devons retenir qu'à cette heure tragique de l'Europe, la politique française a adopté le mot d'ordre de la destruction de la Hongrie.

DIPLOMATE.

---

---

## CHRONIQUE DE LA GUERRE

---

Budapest, 10 novembre 1916.

La grande offensive des Franco-Anglais sur la Somme, engagée avec une supériorité numérique écrasante et avec un puissant matériel de guerre, peut être considérée comme échouée. Les «victoires» qu'ont remportées les Alliés au cours de ces combats sanglants, se réduisent à quelques succès locaux s'exprimant en gains de terrain tout-à-fait insignifiants. Nulle part, les Franco-Anglais n'ont réussi à enfoncer les lignes ennemies et s'ils comptent continuer ces opérations, ils ont toutes les chances de perdre peu à peu l'avantage du nombre sur lequel est basé la «victoire mathématique». Car leurs pertes ont été énormes.

La reprise du fort de Douaumont dans le secteur de Verdun a valu une nouvelle «victoire» aux Français: on se rappelle, en effet, qu'ils essayèrent de nous persuader que «la victoire» était aussi de leur côté quand ils l'ont perdu. Ces Allemands ne sont pas si noirs qu'on les représente: ils permettent à leurs adversaires de remporter autant de victoires qu'il leur plaît; il y a seulement que toutes ces «victoires» ne changent rien à la situation militaire.

La grande offensive russe, elle aussi, n'a modifié que très peu l'aspect général de la guerre. Cependant, déclanchée simultanément avec l'offensive de la Somme, celle-là était aussi entreprise dans le but d'amener une décision, c'est-à-dire d'assurer la «victoire définitive». Mais ni l'une, ni l'autre n'a abouti: il n'y a que les pertes effroyables en effectifs et en matériel qui sont communes aux Franco-Anglais et aux Russes. Cependant, les mouvements de contre-offensive de

notre côté ont été plus vifs et plus forts sur le front russe que sur le front franco-anglais; aussi avons-nous arraché aux Russes plus d'une position que ceux-ci ont cherché à tenir avec le dernier désespoir.

Les Italiens, ça ne compte pas. A lire leurs journaux qui font carillonner les merveilleux exploits de l'armée italienne, on croirait que s'ils ne sont pas encore entrés à Vienne, ils ont du moins libéré les provinces «irrédimées». Or, il n'en est rien. Les compatriotes de M. Boselli, si fertiles en projets de partager notre monarchie, se trouvent à peu près là où ils étaient — il y a longtemps déjà. Il est vrai qu'ils ont pénétré en Épire; c'est une coutume invétérée des ententistes d'être victorieux là où il n'y a pas d'ennemi; les Italiens, sous ce rapport aussi, sont restés fidèles à leurs glorieux alliés. Leur dernière offensive avait pour objectif Trieste; il est peut-être inutile de faire remarquer qu'ils sont aujourd'hui aussi loin de cette ville convoitée que le premier jour de leur guerre sacro-sainte.

C'est en Roumanie que se concentre l'intérêt du grand drame européen. Tout le monde admet que la partie qui se joue dans les Balkans peut avoir une influence décisive sur la guerre. Aussi les victoires réelles remportées par Falkenhayn sur le front de Transylvanie et par Mackensen dans la Dobroudja, ont-elles eu l'effet d'autant de coups de foudre dans le camp de nos ennemis. «Au secours des Roumains», criait M. Hervé, le même qui avait déjà appelé au secours des Serbes — et l'on sait avec quel succès. Jusqu'à présent, les renforts russes arrivés en toute hâte ne se sont pas montrés assez forts pour opposer une digue aux opérations énergiques de nos généraux. Chassés de Transylvanie, battus dans la Dobroudja, les Russo-Roumains s'efforcent maintenant de contenir le choc formidable des soldats hongrois, autrichiens, allemands, turcs et bulgares, mais si nous ne nous trompons, les Valaques n'échapperont pas au châtement qu'ils ont mérité par leur félonie.

Il est intéressant de constater que nos adversaires se cassent la tête pour deviner les projets ultérieurs de Falkenhayn et de Mackensen. Prédéal, Constantza et Cernavoda au

pouvoir des Germano-Bulgares, que vont faire leurs généraux ? Voilà le problème qui inquiète les stratèges alliés. « Au sud de Brassó, les Austro-Allemands ont réussi à s'emparer de Prédéal et à se glisser ainsi dans la vallée de la Prahova, que suit la ligne de chemin de fer la plus directe qui relie ensemble Bucarest et Sinaïa, ces deux pôles de la vie roumaine dans la molle douceur des saisons paisibles. C'est certainement un accident fâcheux, dont le bruit retentira et se répercutera d'autant plus que les lieux et les noms des lieux sont plus familiers, associés à de plus agréables souvenirs ; mais qu'il faut se défendre de prendre trop au noir, et qui peut n'être qu'un accident. Prédéal, il est vrai, est la première station, l'amorce roumaine du chemin de fer de Sinaïa à Bucarest ; mais ce n'est pas Bucarest, et ce n'est même pas Sinaïa, qui en est à une vingtaine de kilomètres ; et au-dessous de Sinaïa, il y a encore une quarantaine de kilomètres avant de déboucher dans la plaine, juste aux environs de Ploiesci (ou Plœchti) où la ligne de la Prahova s'embranché à la grande ligne de Moldavie, véhicule de la puissance russe.

« Tout dépend de ce que Falkenhayn, s'il a les moyens de s'enfoncer et de pénétrer jusque là, — et en mettant, pour les Alliés, les choses au pis, quoique le dernier mot ni même le mot le plus fort ne soient pas dits, — trouvera devant lui lorsqu'il débouchera dans la plaine ; écrivons plutôt, au conditionnel : de ce qu'il trouverait, lorsqu'il déboucherait.

« Nous n'en savons pas beaucoup plus sur le parti auquel s'arrêteront et le plan qu'auront adopté nos alliés. Mais il n'est pas interdit de supposer que, si Mackensen eût résolu de passer le Danube à Cernavoda, ce serait déjà fait, et qu'il n'eût pas tant différé, pour être sûr de pouvoir le passer sur un pont, faute de quoi il serait exposé à ne point le passer du tout. L'eût-il franchi, eût-il trouvé le pont intact, qu'il irait peut-être, si les viaducs ont été coupés et les chaussées détruites, s'enlizer dans la bordure de marais qui sextuple la largeur du Danube et qui n'est ni la terre ni l'eau. En fût-il sorti, qu'il serait toujours à plus de cent cinquante kilomètres de Bucarest. La jonction avec Falkenhayn se fait plus aisément en imagination que dans la réalité. Mais

Mackensen veut-il la faire, et que veut-il faire? Veut-il construire par le Sud la deuxième branche de l'étau à broyer la Roumanie, que Falkenhayn forge par le Nord? Veut-il acculer les Russo-Roumains dans le coude, dans l'angle aigu formé par le Danube, de Galatz à ses multiples bouches, les adosser à une nappe infranchissable, les y chamberer, afin de les prendre, comme à ce jeu de dames où le pion, poussé dans le coin, ne peut plus bouger? Mais le terrain n'est pas uni comme un damier; il va montant de 100 à 300 mètres; dominé de là-haut, c'est le maréchal lui-même qui pourrait être longtemps immobilisé; et, au surplus, les Russes ont jeté des ponts vers Reni. A-t-il voulu tout simplement, ainsi qu'il l'aurait déclaré, en se retranchant au point le plus étranglé du quadrilatère, garantir la Bulgarie d'une attaque par la Dobroudja, et s'attacher sa fidélité, toujours équivoque ou avide, en lui jetant incontinent un bon morceau? Mais alors, que ferait-il, avec les Bulgares aux dents aiguës? Dessinerait-il de loin, et malgré toutes les barrières interposées, une menace contre Odessa? Ou bien se retournerait-il contre l'armée de Salonique?» (1)

Le temps se chargera de répondre bientôt à toutes ces questions.

Le grand événement du mois a été la constitution de la Pologne indépendante: l'empereur d'Autriche-Hongrie et l'empereur d'Allemagne ont, par des manifestes solennels, ressuscité à une nouvelle vie le royaume de Pologne et jeté les bases définitives du futur État. Nous croyons pouvoir revenir sur ce sujet dans un article spécial; cette fois nous nous bornons à faire remarquer que ce sont les puissances centrales qui ont commencé par réaliser le programme des Alliés: la libération des peuples opprimés.

HISTORICUS.

(1) *Chronique de la quinzaine*, par M. Charles Benoist (*Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> novembre 1916, pp. 234, 237, 238).

## Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

Budapest, VI, Andrásy-ut 8 (propriété de l'établissement).

Président de l'Association: le comte Aladár Széchenyi. Vice-Président: le comte Thomas Erdődy. Direction: Président: baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévy.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont partagés entre les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie au profit des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, les assurances de trousseaux pour filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

**POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.**

## MERCUR

SOCIÉTÉ ANONYME  
DE BANQUE

Budapest, V, Fűrdő-utca 3.  
Capital social: 10,000.000 Couronnes.

Téléphone: 32-72, 42-74, 176-72,  
162-70, 176-71, 176-73.

Dépôts d'argent sur livrets et comptes de chèques. — Lettres de crédit et mandats sur tous les marchés. — Renseignements et procédure gratuits en matière de cautions militaires, matrimoniales. — Escompte et encaissement de Lettres de change. — Comptes-courants. — Comptes de chèques. — Comptes de virements.

Répond à toutes les demandes de renseignements touchant les opérations de banque.

Hors  
Concours.



16  
Médailles d'or.



Vins fins mousseux hongrois.

## LOUIS FRANÇOIS ET C<sup>o</sup>.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

**CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.**

Marque exquise:

## TRANSYLVANIA SEC.



# REVUE DE HONGRIE

## *Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE*

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le C<sup>te</sup> ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, C<sup>te</sup> ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, C<sup>te</sup> MARC WICKENBURG, Bon JULES WLISSICS, C<sup>te</sup> JEAN ZICHY

*GUILLAUME de HUSZÁR, Directeur-Gérant.*

*Mente hungarica,  
Verbo gallico.*

## SOMMAIRE:

|  |    |
|--|----|
| I. — <b>FRANÇOIS-JOSEPH I<sup>er</sup> †</b> .....   | 1  |
| II. — SOLIDARITÉ D'INTÉRÊTS ENTRE L'ALLEMAGNE<br>ET LA HONGRIE, par M. le comte Jules Andrásy,<br>ancien Ministre, Député..... | 3  |
| III. — LA GUERRE MONDIALE ET LA PAIX FUTURE,<br>par M. Fr. Du Bois .....   | 34 |
| IV. — EN ATTENDANT «LA VICTOIRE DÉFINITIVE».<br>— <i>Vers la paranoïa</i> , par Diplomate .....                                | 51 |
| V. — LES NEUTRES ET LA TERREUR ENTENTISTE,<br>par X. ....  | 56 |
| VI. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par Historicus .....   | 61 |

**BUDAPEST,**  
I., TIGRIS-UTCA 6.

**(En vente chez tous les libraires.)**

VIENNE, GEROLD & CIE. — BERLIN (SW 48), BERNHARD STAAR. — LEIPSIK, GUSTAV FOCK.  
MUNICH, SUCC. ULRICH PUTZE. — BRUXELLES, RAMLOT. — LA HAYE, BELINFANTE FRÈRES.  
AMSTERDAM, FEIKEMA. — ROTTERDAM, KRAMERS. — BERNE, A. FRANCKE. — GENÈVE, PH. DÜRR.  
ZURICH, C. M. EBELL. — BÂLE, WEPF, SCHWABE ET CIE. — LAUSANNE, JEAN BIEDERMANN.  
STOCKHOLM, C. E. FRITZE. — COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — MADRID, FERNANDO FÉ.  
BARCELONE, VERDAGUER. — ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH.  
CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL. — SMYRNE, ABAJOLI.  
NEW-YORK, G. E. STECHERT & CIE. — BUENOS-AYRES, C. M. JOLY ET CIE.

# CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

| <b>Budapest—Vienne—Zurich—Bern</b> |                   |   |             |
|------------------------------------|-------------------|---|-------------|
|                                    | 200<br><u>620</u> | d. Budapest Ouest..... a.<br>a. Vienne (Marchegg) d.  | —<br>—      |
|                                    | 205<br><u>640</u> | d. Budapest Est. .... a.<br>a. Vienne Ostb.(Bruck) d. | 140<br>910  |
|                                    | 740<br>710        | d. Vienne Westb. .... a.<br>a. Innsbruck ..... d.     | 735<br>730  |
|                                    | 800<br>315        | d. Innsbruck ..... a.<br>a. Buchs ..... d.            | 1020<br>344 |
|                                    | 334<br>626        | d. Buchs ..... a.<br>a. Zurich ..... d.               | 146<br>1142 |
|                                    | 655<br>915        | d. Zurich ..... a.<br>a. Bern ..... d.                | 800<br>500  |
|                                    | 920<br>1125       | d. Bern ..... a.<br>a. Lausanne ..... d.              | 440<br>225  |
|                                    | 1143<br>105       | d. Lausanne ..... a.<br>a. Genève ..... d.            | 210<br>100  |

| <b>Zurich—Luzern</b> |                   |  |             |
|----------------------|-------------------|--|-------------|
|                      | 645<br><u>755</u> | d. Zürich ..... a.<br>a. Luzern ..... d. | 1042<br>928 |

| <b>Buchs—St.-Maurice</b> |                   |   |            |
|--------------------------|-------------------|---|------------|
|                          | 344<br><u>910</u> | d. Buchs..... a.<br>a. St.-Maurice ..... d. | 146<br>850 |

| <b>Budapest—Sofia—Constantinople</b> |             |  |  |              |
|--------------------------------------|-------------|--|--|--------------|
|                                      | 1155<br>617 | d. Budapest Ouest ... a.<br>d. Zimony ..... d.         |  | 610<br>1110  |
|                                      | 726<br>820  | a. Sofia ..... d.<br>d. Sofia ..... a.                 |  | 1128<br>1040 |
|                                      | 755<br>422  | d. Kuleliburgas ..... d.<br>a. Constantinople ..... d. |  | 1141<br>300* |

| <b>Budapest—Fiume</b> |            |   |  |                           |
|-----------------------|------------|---|--|---------------------------|
|                       | 710<br>228 | d. Budapest..... a.<br>d. Zagrab ..... d. |  | 645<br>831                |
|                       | 850<br>730 | a. Fiume ..... d.                         |  | 905<br>209<br>1255<br>810 |

| <b>Budapest—Oderberg—Berlin</b> |              |  |  |             |
|---------------------------------|--------------|--|--|-------------|
|                                 | 650*<br>1233 | d. Budapest Ouest..... a.<br>d. Zsolna..... d.   |  | 940<br>351  |
|                                 | 650*<br>253  | d. Zsolna..... d.<br>d. Oderberg ..... d.        |  | 1120<br>502 |
|                                 | 327<br>523   | d. Oderberg ..... d.<br>d. Breslau ..... d.      |  | 345<br>130  |
|                                 | 628<br>952   | d. Breslau ..... d.<br>a. Berlin Friedr. Str. d. |  | 1024<br>426 |

| <b>Budapest—Cologne—Bruxelles</b> |                   |  |             |
|-----------------------------------|-------------------|--|-------------|
|                                   | 930<br><u>550</u> | d. Budapest Ouest..... a.<br>a. Vienne Ostb. (Marchegg) d. | 710<br>1125 |
|                                   | 710<br>1248       | d. Vienne Westbahn... a.<br>a. Passau ..... d.             | 1110<br>548 |
|                                   | 125<br>450        | d. Passau ..... a.<br>a. Nurnberg..... d.                  | 415<br>1250 |
|                                   | 943<br>509        | a. Francfort ..... d.<br>a. Cologne ..... d.               | 805<br>1228 |
|                                   | 805<br>129        | d. Cologne ..... a.<br>a. Bruxelles..... d.                | 1013<br>414 |

| <b>Budapest—Vienne—Munich—Strassburg</b> |                   |   |  |             |
|--|-------------------|---|--|-------------|
|  | 920<br><u>550</u> | d. Budapest Ouest. .... a.                        |  | 1120<br>658 |
|  | 650<br>1124       | a. Vienne (Marchegg) d.                           |  | 710<br>1125 |
|  | 710<br>127        | d. Vienne Westb. .... a.<br>a. Salzbourg ..... d. |  | 545<br>1230 |
|  | 555<br>215        | d. Salzbourg ..... a.                             |  | 515<br>420  |
|  | 615<br>500        | d. Munich ..... d.                                |  | 420<br>940  |
|  | 915<br>525        | d. Munich ..... a.                                |  | 140<br>850  |
|  | 945<br>1253       | a. Strassburg ..... d.                            |  | 126<br>522  |

| <b>Berlin—Amsterdam—La Haye</b> |             |   |  |             |
|---------------------------------|-------------|---|--|-------------|
|                                 | 917<br>1020 | d. Berlin Friedr.-Str. a.<br>a. Amsterdam..... d. |  | 800<br>751  |
|                                 | 807<br>1109 | a. La Haye ..... d.                               |  | 611<br>1258 |

| <b>Berlin—Rotterdam</b> |             |   |  |             |
|-------------------------|-------------|---|--|-------------|
|                         | 827<br>1022 | d. Berlin Fr.-Str. .... a.<br>a. Rotterdam ..... d. |  | 952<br>856  |
|                         | 917<br>1058 | a. Rotterdam ..... d.                               |  | 611<br>1252 |

| <b>Berlin—Copenhagen</b> |            |   |            |
|--------------------------|------------|---|------------|
|                          | 800<br>723 | d. Berlin Stett. Bhf.... a.<br>a. Copenhagen ..... d. | 58<br>1015 |
| via Warnemünde-Gjedser   |            |   |            |

| <b>Berlin—Stockholm—Christiania</b> |             |  |            |
|-------------------------------------|-------------|--|------------|
|                                     | 800<br>849  | d. Berlin Stett. Bhf.... a.<br>a. Stockholm ..... d. | 958<br>830 |
| via Warnemünde-Gjedser              |             |  |            |
|                                     | 800<br>1200 | d. Berlin..... a.<br>a. Christiania..... d.          | 958<br>545 |
| via Warnemünde-Gjedser              |             |  |            |

## FRANÇOIS-JOSEPH I<sup>er</sup> †

Le vénérable et auguste vieillard qui présida pendant plusieurs décades aux destinées de la monarchie austro-hongroise : François-Joseph I<sup>er</sup> est mort à Schönbrunn, le 21 novembre 1916, cinq minutes après 9 heures du soir.

Le conflit mondial, le plus formidable qui ait été déchaîné depuis que le Soleil éclaire la Terre, donne un relief saisissant à la disparition de ce grand monarque, qui fut en même temps un grand homme. Il a vu s'effondrer tout un monde pour assister, l'œil mourant, à la naissance d'une Europe nouvelle qui est en train de surgir de l'océan baigné du sang versé par des générations entières. Son long règne est, pour ainsi dire, un pont qui devait conduire l'humanité, d'un passé vermoulu, vers un temps meilleur, riche en promesses splendides. Il lui avait été encore donné de voir que la monarchie dont il était le plus grand homme d'État, était assez puissante pour résister aux assants acharnés d'ennemis qui s'étaient ligués contre elle, mais il ne lui a pas été permis de concourir à l'avènement de la paix victorieuse...

Tant qu'il y aura une Hongrie, elle sera toujours profondément reconnaissante à ce bon et sage Nestor, car l'État hongrois assis sur des bases nou-

velles ou, si l'on peut dire, européennes, est son œuvre. C'est lui, François-Joseph I<sup>er</sup> qui, depuis qu'il a ceint la couronne de Saint-Étienne, est devenu le constructeur le plus actif de l'édifice de notre vie nationale. La Hongrie moderne, son évolution économique et culturelle, ne saurait être séparée de son règne, si fertile en bienfaits pour tous les peuples de l'Autriche-Hongrie. Grâce à sa protection et à son appui, la nation hongroise put, en toute indépendance, se développer et devenir en même temps un soutien du trône, un pilier de la situation mondiale de la Monarchie en Europe. Et la guerre actuelle que nous menons avec une vigueur qui a forcé l'admiration de nos ennemis mêmes, prouve que, grâce à la haute autorité du défunt souverain, l'Autriche-Hongrie peut à bon droit jouer le rôle de grande puissance à côté de ses alliés et amis.

Gloire éternelle à François-Joseph !

Celui qui succédera à l'admirable monarque dont nous pleurons la mort, peut être sûr de l'amour respectueux de ses peuples si la Providence lui inspire de régner dans l'esprit de François-Joseph I<sup>er</sup>. Tout indique que le nouveau roi qui a déjà fait ses preuves de chef d'armée sur les champs de bataille et qui a gagné le cœur de tous ses sujets par sa bonté et sa magnanimité vraiment royales, sera un digne et glorieux représentant de cet esprit qui a fait la conquête des peuples de l'Autriche-Hongrie.

Le roi est mort, vive le roi !

Vive Charles IV, roi de Hongrie.

---

---

## SOLIDARITÉ D'INTÉRÊTS ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA HONGRIE

---

Comme les Allemands et les Magyars appartiennent à des races différentes, qu'ils n'ont ni le même tempérament, ni le même caractère, ni la même histoire, et que la Hongrie a été plus d'une fois forcée de défendre son existence et sa constitution contre le germanisme envahissant, il y eut des époques où l'opinion publique était résolument anti-allemande chez nous et manifestait ouvertement son hostilité à l'égard du peuple qui cherchait à l'opprimer. Ceci excitait contre nous l'opinion publique en Allemagne, où l'on était d'autant plus disposé à voir en nous des ennemis que la Hongrie ne possédant pas de représentation diplomatique en propre, il n'existait guère de rapports directs entre les deux pays. Il y a longtemps que nous ne sommes plus des facteurs assez puissants et assez indépendants de l'histoire universelle pour que l'étranger daigne s'occuper un peu sérieusement des affaires de Hongrie, et quand il le fait, il ne les voit le plus souvent que par les yeux de nos ennemis. En Allemagne, on nous connaissait si peu que Bismarck même, sur la fin de sa vie, écrivait dans ses *Mémoires* que les Allemands ne devaient pas se fier aux Magyars qui méprisent les Souabes établis dans le pays et font encore souvent jouer par les tziganes l'air de « Dieu, que les Allemands sont canailles ! » Or, il n'existe pas en Europe deux peuples de race et de traditions différentes dont la communauté d'intérêts soit aussi évidente et ait pris une forme aussi visible dans les faits de l'histoire que les Germains et les Magyars, et l'Allemagne ne saurait avoir de plus sûre alliée que la Hongrie, si elle veut bien avoir confiance en nous. Bismarck semble avoir vécu jusqu'à la fin de ses jours

sous l'impression que lui fit la Hongrie où il voyagea vers le milieu du siècle dernier, alors que nous luttions contre une oppression marquée au coin du germanisme et que le patriotisme hongrois éclatait en manifestations contre tout ce qui est allemand. Mais ces temps sont passés et l'objet de notre haine n'est plus la nation allemande, mais les suppôts de l'absolutisme qui tentaient de nous asservir sous le couvert du germanisme, et parmi lesquels il y avait autant d'Italiens, de Tchèques et d'Espagnols que d'Allemands. Aujourd'hui, l'Allemagne n'est nulle part plus admirée que chez nous. La culture allemande a toujours été la plus rapprochée de la nôtre. Parmi les langues étrangères, c'est l'allemand qui est le plus répandu en Hongrie. Quand même les Allemands ne nous connaissent pas, les Magyars, comme petite nation, ont, par nécessité, étudié à fond l'Allemagne et l'esprit allemand : or, les connaître, c'est les apprécier. Nos sympathies pour l'Allemagne sont devenues encore plus vives au cours de cette guerre, aujourd'hui qu'aux sentiments d'admiration que nous éprouvions pour le peuple allemand se joignent les glorieux et tragiques souvenirs du sang versé et des luttes soutenues en commun. Et qu'on sache bien que plus ce peuple sera un objet de haine et de calomnies, plus nous l'aimerons, parce que nous n'ignorons pas que la plupart des accusations qu'on lui jette à la face sont dictées par l'envie et la jalousie.

Mais en dehors des raisons de sentiment, les peuples allemand et magyar sont liés par des intérêts vitaux. Cette alliance repose sur le fait que leurs pays sont assez proches pour que le sort de l'un ne puisse être indifférent à l'autre et, d'autre part, qu'ils n'ont pas assez grand besoin l'un de l'autre pour que l'un d'eux ait intérêt à faire la conquête de son voisin.

Le sol de la Hongrie, que nous avons arrosé de notre sang et que délimitent les Carpathes, semble prédestiné à former un État unifié et indépendant. Au point de vue géographique, la Hongrie ne fait point partie intégrante des régions du haut Danube qui forment l'empire d'Allemagne, de sorte que les Allemands n'ont pas dû aspirer à faire la conquête de notre pays. Des intérêts d'ordre militaire ne les poussaient non plus contre la Pannonie comme contre les régions du Nord-Est habitées par des peuplades slaves et dont aucune frontière naturelle ne les séparait. Le peuple qui habitait l'ancienne

Germanie n'avait pas absolument besoin de franchir les Carpathes et pouvait se contenter d'entretenir avec nous ces rapports de diverses natures qui s'établissent nécessairement entre les provinces limitrophes de deux pays. D'autre part, le peuple établi en Pannonie n'avait non plus intérêt à s'étendre vers l'Occident. Géographiquement, c'est plutôt vers l'Orient que vers l'Occident et le Nord que la Hongrie est ouverte. L'Allemagne et la Hongrie étant voisines, il s'ensuit que chacun des deux pays a intérêt à ce que l'autre ne soit pas habité par une population hostile, mais ni l'un ni l'autre n'est non plus poussé, en raison de sa situation géographique, à étendre sa domination sur son voisin.

La situation des deux pays en regard des peuples voisins ne met nécessairement non plus la Hongrie et l'Allemagne en opposition. Bien au contraire, c'est la cause que la politique hongroise a toujours eu la tendance à rester passive à l'Occident ou à y chercher un appui, et à être active à l'Orient, tandis que la politique allemande avait intérêt à attirer à elle la Hongrie, qui avait rompu avec l'Orient, et à la protéger contre lui. Pour résumer les enseignements d'un voisinage millénaire, on peut dire que l'Allemagne n'a jamais eu intérêt à ce que l'ancienne Pannonie soit occupée par n'importe lequel de nos rivaux plutôt que par les Magyars. Depuis mille ans, notre place n'aurait pu être prise que par un peuple dont le voisinage eût été plus préjudiciable à l'Allemagne que le nôtre, car la Hongrie constitue du côté de l'Est le dernier rameau de cette communauté de culture et de religion dont la race germanique est un des principaux représentants, et si elle avait succombé dans la lutte, sa place eût été prise par des populations gravitant vers l'Orient. Les Allemands ne pouvaient non plus s'établir en maîtres entre le Danube et la Tisza, car, en raison de sa situation géographique, chaque fois que l'Allemagne profitant de circonstances momentanées, tentait de s'étendre vers la vallée du Danube, tous les intérêts menacés se liguèrent contre elle, de sorte qu'elle devait s'estimer satisfaite de ne pas nous trouver dans les rangs de ses ennemis.

L'hégémonie et les ambitions exagérées des peuples germaniques ont pu être parfois un danger pour l'indépendance de la Hongrie, et si elle a échappé au péril, c'est que les Allemands n'avaient pas un intérêt vital à étendre leur domina-

tion du côté de l'Orient. La Hongrie ne pouvait étendre la sienne vers l'Occident plus civilisé, plus puissant, et si nous prîmes part quelquefois aux luttes que les peuples s'y livraient, c'était uniquement en suite de complications momentanées, tandis que nous étions obligés de maintenir constamment notre influence sur nos voisins de l'Est si nous ne voulions pas y voir dominer des influences hostiles. Le danger pour la Hongrie venait toujours de cette puissance orientale dont la victoire était aussi une menace pour les pays allemands, de sorte que le plus souvent nous nous appuyions sur eux tout en leur servant de rempart. Nos luttes dans la vallée du Danube au cours du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècle ont servi la cause de l'Allemagne tout comme les batailles que nous avons livrées au pied des Carpathes au XX<sup>e</sup> siècle. L'énorme disproportion numérique exclut toute possibilité de rivalité entre les peuples allemand et magyar, de sorte que nous ne saurions avoir pour les Allemands les sentiments de haine et de jalousie que les Anglais et les Français nourrissent pour le germanisme. Les conflits entre les Allemands et les Hongrois n'ont jamais eu pour cause une opposition irréductible d'intérêts vitaux des deux peuples, mais provenaient uniquement de fautes, d'ambitions individuelles, des passions du moment, et ils ont fait le plus souvent autant de mal à un peuple qu'à l'autre. Par bonheur, les deux voisins finissaient toujours par se reconnaître solidaires l'un de l'autre et, dans les grandes crises, conformaient leur conduite à cette vérité.

Cela dit, nous allons faire l'historique des rapports germano-magyars et montrer la communauté d'intérêts qui, avec une rigueur logique, a présidé à plus d'une grande évolution de notre histoire, joue un si grand rôle dans cette guerre et est riche de promesses pour l'avenir de notre nation. Cette tâche est d'ordre historique et politique, car pour comprendre le présent il faut connaître le passé qui éclaire aussi l'avenir, lequel n'en est que la suite logique; et cette tâche nous l'assumons d'autant plus volontiers que, par ces temps de haines et de passions déchaînées, nous sommes heureux de nous occuper de cette grande force constructive qu'est la solidarité des peuples.

A notre arrivée dans le pays, tous nos instincts nous poussaient contre l'Allemagne. De tous nos voisins, c'était le plus

riche ; c'est là qu'on pouvait faire le plus de butin, c'est l'empereur d'Allemagne qui était à la tête de ce monde chrétien dont nous, païens, étions les ennemis naturels.

La vallée du Danube était la route naturelle pour notre cavalerie. Nous fîmes d'abord beaucoup de mal aux Allemands, mais, en somme, l'établissement des Magyars en Pannonie n'a pas eu de conséquences fâcheuses pour l'Allemagne, comme le fait justement observer le grand historien Ranke.

La contrée dont nous avons fait la conquête n'était pas terre allemande comme au temps de l'invasion des Huns, mais elle appartenait à des Slaves et à des Bulgares, de sorte que notre établissement ne s'est pas effectué au préjudice de la race germanique. Nous lui avons même rendu service en attaquant, au moment où elle était en lutte avec Arnolphe, roi de Rome, la Grande-Moravie, qui comprenait alors la Moravie, la Bohême ainsi qu'une partie de la Hongrie et de la Pologne d'aujourd'hui. Et ç'a été surtout un grand bonheur pour l'Allemagne que ce soient les Magyars qui ont occupé les portions de la Grande-Moravie au Sud des Carpathes, car un État slave sur les deux versants de cette chaîne de montagnes et s'étendant de la mer du Nord à la Slavonie, avec les peuples slaves de la grande plaine russe et des montagnes de la presqu'île balkanique pour voisins, aurait pu influencer d'une manière néfaste le développement ultérieur des peuples germaniques.

Le fait le plus important peut-être de toute notre histoire c'est que, lorsque nous adoptâmes la religion chrétienne, notre premier roi, Saint-Étienne, ne se tourna pas vers Byzance, mais vers Rome, faisant par là son entrée dans cette société à la tête de laquelle était l'empereur d'Allemagne, sinon en qualité de chef du monde germano-latin, mais comme son premier dignitaire laïque et son souverain le plus puissant. De ce fait, nous rompîmes avec ce monde oriental auquel nous avions appartenu jusqu'alors et contre lequel nous nous sommes faits les défenseurs du monde occidental. C'est là l'événement qui, depuis lors, donne à notre politique son orientation, qui nous lie à cette Allemagne, notre proche voisine, dont nous sommes devenus l'avant-garde vers le Sud-Est. C'est ce qui fait que nous avons toujours eu intérêt à nous appuyer sur elle, tout en conservant notre individualité nationale et notre

indépendance comme État, et à veiller à ce que l'Orient prochain n'évolue pas dans un sens contraire mais conforme aux intérêts de l'Occident. Cette circonstance que la papauté était assujettie au pouvoir d'Othon II au moment où nous entrâmes dans le monde chrétien, provoqua d'abord de graves conflits et mit sérieusement en péril notre indépendance, parce que l'empereur se considérait comme le véritable dispensateur des couronnes. Or Saint-Etienne, notre premier roi, n'avait voulu faire acte de sujétion à aucun empereur du monde en adoptant le christianisme. Il voulait devenir un membre autonome de la famille chrétienne d'Occident, et était animé de cet esprit d'indépendance qui est le propre de toute nation douée de vitalité comme l'est, Dieu merci, le peuple magyar. Les empereurs d'Allemagne remportèrent d'abord quelques succès, mais éphémères, car c'est la manière de voir de Saint-Étienne qui finit par l'emporter. Les empereurs allemands furent poussés dans d'autres directions par des intérêts supérieurs et nous conservâmes notre indépendance. Dès sa fondation, l'État hongrois rendit à l'Occident, et en particulier à l'Allemagne sa voisine, le service de repousser ou d'établir sur son propre territoire plus d'une peuplade barbare et de représenter dans les Balkans les intérêts du christianisme d'Occident vis-à-vis du génie de l'Orient ou de Byzance. Mais nous aussi avons retiré des avantages du voisinage de l'Allemagne, car, ainsi que Saint-Étienne l'avait déjà fait, plusieurs de ses successeurs attirèrent chez nous des colons allemands dont la haute culture, les capacités de travail et la valeur militaire profitèrent au pays, et le fait que nous y représentions la civilisation occidentale et la force germanique rehaussa notre prestige en Orient. En dehors de cette action latente réciproque, le sort des deux voisins se trouva de nouveau uni par suite d'un événement d'importance considérable : c'est lorsque, après la mort du dernier des Babenberg tombé dans une bataille contre les Magyars, le premier des Habsbourg et le roi de Bohême, le puissant Ottokar, entrèrent en compétition pour la possession de l'Autriche et qu'on put de nouveau se demander si l'Est de l'empire germanique resterait allemand ou deviendrait slave. Alors fut conclue entre le premier des Habsbourg et l'avant-dernier roi de la maison d'Árpád cette alliance dont le texte contient ces paroles prophétiques : « chacun des contractants fera siens les intérêts

de l'autre et partagera son sort en bien comme en mal», vérité que les événements ont plus d'une fois écrite en lettres de sang dans l'histoire de leurs successeurs et qui est encore plus manifeste aujourd'hui qu'au XIII<sup>e</sup> siècle. Après la victoire de Marchfeld (1278) remportée avec l'aide de nos vaillants aïeux, se groupa autour des Habsbourg cette partie de l'empire d'Allemagne qui devait plus tard partager avec la Hongrie la tâche de défendre l'Occident.

Il va de soi que notre prince en agissant ainsi n'avait alors en vue que des nécessités momentanées, mais cette politique était conforme à nos intérêts permanents tout en servant la cause de l'Allemagne, car nous eussions eu tout à perdre à voir s'élever entre elle et nous une puissance parente des peuplades habitant la grande plaine russe et qui sont devenues dans la suite les puissants États de l'Europe orientale, et l'Allemagne gagna aussi au triomphe des Habsbourg et du germanisme en Autriche. Ainsi se confirma à nouveau que l'Allemagne avait tout avantage à avoir pour voisine la Hongrie, et nous l'Allemagne.

Puis les deux pays n'eurent plus guère pendant quelque temps d'action l'un sur l'autre dans le domaine politique. Mais le péril turc rendit de nouveau manifeste leur communauté d'intérêts. Si l'Allemagne avait retiré le plus gros profit de la victoire de Marchfeld et la Hongrie seulement un avantage indirect, en tant qu'une puissance slave ne s'était pas substituée à une puissance allemande sur ses frontières occidentales, cette fois c'est nous qui avons en premier lieu besoin de l'alliance allemande. A peine le péril turc fut-il devenu menaçant que nous nous mîmes d'instinct à prendre nos rois parmi les princes régnants d'Allemagne, un Sigismond de Luxembourg, un Albert de Habsbourg, un Ladislas de Habsbourg, puis les Jagellons Wladislas et Louis. Nous avons besoin du secours allemand à cette époque, parce que les Turcs nous étaient supérieurs en force matérielle, qu'ils étaient nos ennemis naturels en raison de leur fanatisme antichrétien et que nous leur barrions la route de l'Occident. C'est aussi pourquoi l'Allemagne aurait eu tout intérêt à venir à notre secours, si elle l'avait pu. Elle aurait défendu ses frontières sur notre sol. Mais, par malheur, au XV<sup>e</sup> siècle, lorsque nous eûmes pour la première fois besoin de l'aide de l'Occident, l'Alle-

magne était aussi en décadence et incapable de se défendre elle-même. C'est précisément sous le règne de ce Sigismond de Luxembourg qui devait nous procurer l'appui de l'Allemagne que l'Ordre teutonique, abandonné de son pays, perdit avec la bataille de Tannenberg (1410) le boulevard de l'Allemagne du côté de l'Orient et que commença la nouvelle poussée slave dont le résultat final, c'est-à-dire la domination russe sur les anciennes provinces allemandes de la Baltique, n'a été remis en question et de nouveau à Tannenberg que par Hindenburg, le héros germanique des temps modernes, grâce aux communs efforts du peuple allemand tout entier. Les Magyars unis aux Allemands furent impuissants à arrêter le Turc. Nous sentions bien que c'est dans les Balkans qu'il fallait parer d'avance au danger en rattachant ces pays au monde occidental, mais malgré d'héroïques efforts nous n'y réussîmes pas complètement ; nous ne parvînmes pas à sauver l'indépendance des princes balkaniques et nous dûmes nous retirer de la lutte sans avoir rempli notre mission. La puissance turque se rapproche de plus en plus ; Constantinople tombe. L'étoile des Magyars se lève de nouveau sous un de nos grands rois nationaux Mathias Hunyadi, mais ce prince ne réussit pas à s'entendre avec l'empereur Frédéric, et c'est en vain que, pour gagner à la Hongrie l'appui de la chrétienté d'Occident, il entreprit de faire la conquête de l'Autriche et de la Bohême et brigua la couronne impériale. L'Allemagne et la Hongrie portèrent plus tard la peine d'avoir, en partie par suite de leurs dissentiments, manqué l'occasion de refouler les Turcs. Nous perdîmes une partie de notre pays et nous nous trouvâmes tellement affaiblis que nous ne pûmes plus nous maintenir avec nos seules forces ; d'autre part, les marches orientales de l'Allemagne furent ouvertes aux invasions et c'est ainsi que Soliman, allié au roi très chrétien, put pousser ses armées jusque sous les murs de Vienne, de sorte que l'Europe centrale fut obligée, comme aujourd'hui, de faire front en même temps à l'Orient et à l'Occident.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, après la victoire turque de Mohács, il devint nécessaire, dans l'intérêt commun de l'Allemagne et de la Hongrie, de créer des liens plus solides entre les deux peuples et de rendre à l'Europe chrétienne le boulevard que les Magyars ne pouvaient plus défendre à eux seuls. Voilà pour-

quoi les Hongrois élurent rois des Habsbourg qui, régnant déjà sur plusieurs provinces et pays voisins, devinrent de ce fait assez puissants pour arrêter l'avance turque. Mais bien que ce nouvel arrangement fût le fruit de la solidarité constante des deux peuples, les différents pays et provinces de la maison de Habsbourg continuèrent à vivre de leur vie à eux en suivant chacun ses impulsions propres. Les rapports entre les États des Habsbourg n'étaient pas basés sur une reconnaissance réciproque des intérêts allemands et magyars, mais on cherchait à concilier par une centralisation nécessaire l'intérêt européen, qui est aussi l'intérêt de la dynastie et de ses différents États, avec celui des divers parties de la Monarchie, et en particulier de la Hongrie, qui est la conservation de son individualité propre, de son existence comme État indépendant. C'est pourquoi nous ne nous étendrons pas sur l'évolution historique de la monarchie des Habsbourg ; nous relèverons seulement le fait que, si des tentatives de germanisation et de centralisation eurent lieu à diverses époques, si les Magyars, à l'encontre de leurs traditions et de leur intérêt constant, firent parfois alliance avec l'Orient pour la défense de leur indépendance menacée et si des symptômes de germanophobie se manifestèrent, ces conflits et ces symptômes provenaient de la violence des luttes, parfois inévitables, que se livrent les forces contraires pour trouver leur équilibre définitif, et non point d'un antagonisme entre Allemands et Magyars. La solidarité germano-magyare n'en subsista pas moins malgré toutes les discordes et les effets s'en firent sentir au delà des frontières de l'Autriche. Elle trouva son expression dans le fait que les Magyars n'élurent pas roi Ferdinand d'Autriche parce qu'il régnait sur les provinces allemandes voisines et sur la Bohême, mais aussi parce qu'il était le frère de Charles-Quint et que, par suite, il n'incarnait pas seulement à leurs yeux l'idée de solidarité découlant des rapports de voisinage, mais celle de la communauté d'intérêt avec l'Allemagne entière. Cette solidarité trouve aussi son expression dans le fait que les princes et les chevaliers allemands combattirent plus d'une fois en Hongrie pour la chrétienté, et que les exploits des Zrinyi et des Szondy profitèrent aussi bien à l'Allemagne qu'à notre patrie. L'idée de cette solidarité est si claire qu'elle s'impose le plus souvent à l'opposition magyare même, qui ne cherche

des alliés en Orient qu'en cas d'absolue nécessité et préfère, en général, s'appuyer sur l'Allemagne.<sup>(1)</sup>

Le plus beau fruit de cette solidarité fut la reprise de Bude (1686) après 150 ans de domination turque et la libération de la Hongrie. A cette campagne prirent part tous les éléments sur l'aide desquels les Hongrois avaient compté en élisant Ferdinand I<sup>er</sup>, toutes les forces de l'Allemagne dont disposaient les Habsbourg, l'armée des provinces héréditaires et les troupes des princes du Saint-Empire. L'Allemagne nous rendit un ser-

(1) Jean Szapolyai, le roi élu par le parti qui s'appuyait sur l'Orient, rechercha aussi l'alliance allemande. Il était en rapports avec les adversaires allemands des Habsbourg, ainsi le prince Wittelsbach de Bavière qui aspirait au trône de Bohême. En 1527, il entama des pourparlers avec la Ligue de Souabe et en 1532 avec celle de Smalkalden, en vue d'une action commune contre l'ennemi commun. Notre plus grand homme d'État et patriote à cette époque, Martinuzzi, dit frère Georges, attendait de Charles-Quint la libération du territoire, et sa politique tendait à rétablir l'unité du royaume avec l'appui de l'Allemagne. Boesckay, premier prince de Transylvanie, le défenseur de la Constitution hongroise et de la liberté de religion, l'initiateur et le plus heureux représentant de la politique d'opposition à la maison d'Autriche, fit alliance avec l'Empire germanique et voulait placer la Constitution hongroise et la liberté de religion sous la garantie des États d'Allemagne. Une des cordes à l'arc de Gabriel Bethlen était l'alliance avec l'Allemagne protestante qu'il soutint de ses armes pendant la guerre de Trente ans. C'est pour consolider ces liens qu'il chercha à se faire recevoir électeur du Saint-Empire et qu'il prit femme dans la maison de Brandebourg. D'autres fois, il s'efforçait de gagner l'appui des forces militaires de l'Allemagne au prix d'un compromis avec les Habsbourg. C'est dans ce but qu'il rechercha la main d'une archiduchesse d'Autriche et dressa, en qualité de commandant en chef des armées du roi, un plan de campagne contre les Turcs. Georges Rákóczy désirait que le protestantisme allemand identifiât sa cause avec celle des protestants hongrois, et il intervint dans la guerre de Trente ans afin d'avoir le droit de réclamer, à la paix générale, la garantie des Puissances pour la Constitution hongroise et la liberté de religion. François Rákóczy II, le champion le plus populaire de l'opposition nationale, offrit la couronne de Hongrie à un Wittelsbach de Bavière, prouvant ainsi que la politique d'opposition magyare n'avait rien d'anti-allemand. Lorsque la politique de centralisation de Joseph II réveilla en Hongrie les aspirations à l'indépendance, les mécontents demandèrent un candidat au roi de Prusse. Celui-ci leur proposa le duc de Weimar, l'illustre ami de Goethe. La tentative avorta, mais les patriotes s'efforcèrent constamment à cette époque d'obtenir la garantie du roi de Prusse pour notre Constitution. Lorsque la révolution de 1848 éclata, la volonté de la nation se manifesta immédiatement en faveur d'une alliance avec l'Allemagne, qui s'efforçait alors de créer son unité nationale. Le système politique que Louis Kossuth envisageait avant d'avoir été entraîné par les circonstances dans une lutte à vie et à mort, était une union personnelle avec l'empire allemand uni à l'Autriche. Ce projet d'union avait si bien fait son chemin que le Parlement de Francfort se déclarait pour une alliance avec la Hongrie (22 juillet 1848). En 1866, c'est avec l'aide de l'armée prussienne que Klapka voulait conquérir l'indépendance de la Hongrie. En un mot, la puissance et le voisinage de l'Allemagne sont des facteurs si importants de la politique hongroise que l'opposition et les partisans de l'indépendance complète eux-mêmes recherchaient le plus volontiers l'appui de ce pays.

vice signalé, mais elle profita aussi largement de la victoire remportée en commun, car les Turcs étaient déjà sous Vienne et l'Europe centrale se trouvait dans une situation critique, obligée qu'elle était de se défendre sur le Rhin contre les Français et dans la vallée du Danube contre les Osmanlis. Ainsi fut encore une fois mise en évidence la communauté d'intérêts de l'Allemagne et de la Hongrie qui fait que chaque fois que nous combattons pour nos alliés nous servons aussi notre propre cause.

Et aussi vrai que les conflits qui éclatèrent au XVII<sup>e</sup> siècle entre la nation magyare et la dynastie par suite des tentatives de centralisation que faisait celle-ci n'étaient point causés par des oppositions d'intérêts entre les Allemands et les Hongrois, les luttes entre Habsbourg et Hohenzollern au XVIII<sup>e</sup> siècle ne venaient non plus d'un antagonisme germano-magyar. Elles n'avaient aucun contre-coup sur les relations entre Allemands et Hongrois ; elles ne provenaient point d'un antagonisme entre les peuples de l'Autriche et de l'Empire germanique : c'étaient des luttes entre des princes et des peuples allemands pour l'hégémonie en Allemagne. Nous autres Magyars ne portons pas la moindre responsabilité pour ces luttes. A cette époque la Hongrie n'avait pas son mot à dire pour ce qui touchait à l'orientation de la politique étrangère. Elle avait des droits, mais elle était incapable de les faire valoir. Nous ne connaissions que des intérêts de clocher. La politique étrangère de la dynastie ne tenait nul compte des intérêts hongrois et allait même parfois à l'encontre. Il eût été dans notre intérêt, immuable et manifeste malgré les changements apportés par les siècles, d'émanciper, comme l'ancienne monarchie hongroise en avait mission, les peuples balkaniques de l'influence de l'Orient pour les rattacher au monde occidental et, afin de mener à bien cette politique, d'entretenir de bons rapports avec les principaux États allemands voisins. Nous n'avons pris qu'une part passive aux luttes que des princes se livraient pour la suprématie en Allemagne ; nous nous bornions à fournir des soldats qui se battaient bravement pour le roi de Hongrie, mais nous ne descendions point dans l'arène comme nation libre de faire comme elle voudrait. Et la preuve que les Magyars sentent fort bien quel est leur intérêt, c'est que dès qu'ils eurent de nouveau le droit d'émettre leur avis sur la politique géné-

rale, ils prirent immédiatement parti pour l'alliance allemande. Ce qui montre le mieux combien on se trompe en croyant que nous haïssons les Allemands, c'est qu'en 1848, au milieu de l'enthousiasme général lorsque la nation put faire entendre sa voix, le premier acte des chefs du parti national arrivé au pouvoir fut d'envoyer un salut au peuple allemand, leur première pensée de contribuer à la création de l'unité allemande et de faire alliance avec elle. Les deux Chambres du premier Parlement hongrois élu par le peuple se prononcèrent en faveur de l'alliance allemande dans la première adresse qu'elles votèrent. La Chambre basse déclara, le 3 août 1848, « qu'elle voulait vivre en bonne amitié et en alliance intime avec les Allemands », et la Chambre haute, le 17 août, « qu'elle voulait être, en étroite union avec les peuples de la Grande-Allemagne, le rempart de la civilisation ».

Selon l'expression de Bismarck, « l'épisode » de Kossuth lui laissa l'impression que nous n'étions point des alliés sûrs pour l'Allemagne ; or c'est précisément dans ce pays que Kossuth voyait l'allié naturel de la Hongrie. Le 11 juillet 1848, dans un de ses plus célèbres discours où il exposait ses vues sur la politique extérieure, il dit que « l'Angleterre ne prendra notre défense que là et dans la mesure où elle y trouvera son intérêt, que la France est loin, et que la Pologne, qui comptait sur elle, n'est plus ». Passant à l'Allemagne, il dit : « La libre nation magyare et la libre nation allemande sont appelées à entretenir d'étroits rapports d'amitié et à monter ensemble la garde sur la civilisation de l'Occident ». Kossuth recherchait une entente avec les Allemands à l'intérieur de la Monarchie même. Lorsque le Parlement de Vienne refusa, le 22 septembre, de recevoir la députation du Parlement hongrois, Kossuth dit que ce refus ne pouvait venir que de ce que le Parlement de Vienne n'était pas allemand, mais slave dans sa majorité. « Si le Reichstag autrichien était allemand, il est impossible qu'il eût repoussé la main que nous lui tendions. » Et Kossuth disait aussi que la dynastie des Habsbourg ne pourrait se maintenir si l'Autriche cessait d'être un État allemand.

Mais l'influence magyare s'évanouit de nouveau complètement après l'écrasement de la révolution, et la rivalité avec la Prusse redevint le principe directeur de la politique autrichienne.

Le Compromis de 1867 marque un tournant dans l'histoire des rapports germano-magyars. L'importance capitale en consiste dans le fait que la solidarité des deux peuples trouve sa consécration dans la politique de la monarchie austro-hongroise. Cette solidarité s'était manifestée jusqu'ici dans la politique du royaume de Hongrie lorsqu'il était encore indépendant, puis dans celle de l'opposition magyare après que notre pays eut perdu toute influence réelle sur la gestion des affaires de grande importance. En 1848, c'est encore cette solidarité qui poussa les Magyars à se mettre directement en rapports avec l'Allemagne en passant par-dessus l'Autriche. Depuis le Compromis de 1867, la Hongrie ne fait plus de politique séparée, mais tend à influencer celle de la monarchie austro-hongroise, ce qui est tout naturel, puisque ledit Compromis concilie l'existence d'une Hongrie indépendante avec les intérêts de la Monarchie comme grande puissance, qu'il a rendu communes les Affaires étrangères, gérées jusqu'alors par un ministre autrichien peu soucieux des intérêts de la Hongrie et a placé ce dycastère sous le contrôle constitutionnel des deux Parlements. La caractéristique de cette nouvelle époque, c'est que la Hongrie est en mesure d'exercer sur l'orientation de la politique étrangère de la Monarchie une action conforme à nos intérêts vitaux.

En substance, notre ligne politique n'a guère dévié de l'ancienne, car la situation est à peu près la même qu'autrefois. Il est vrai que l'ennemi qui nous menace du côté de l'Orient n'est plus la Turquie, mais la Russie, le pays qui adoptait la religion de l'empire d'Orient au moment où nous nous rattachions à l'Église d'Occident, et qui, après sept siècles d'impuissance et de querelles intestines, s'est, depuis Pierre I<sup>er</sup>, jeté de tout son poids sur l'Orient. Mais l'Orient sous cette nouvelle forme nous est peut-être plus redoutable encore que l'ancien et le conflit est inévitable. Le moscovitisme nous est peut-être plus dangereux que les Osmanlis ne l'avaient été, car, tandis que les Turcs ne s'attaquaient pas à notre cohésion intérieure, le moscovitisme, par les armées spirituelles du panslavisme et de l'orthodoxie, agit comme un dissolvant sur une partie de nos populations, et il est beaucoup moins probable que nous pourrions recouvrer notre indépendance après un triomphe de la Russie que nous n'avons réussi à raffermir l'État hongrois après la domination turque. Or ce conflit est aussi fatal que

l'était celui avec la Turquie alors que le monde musulman possédait l'offensive en Europe, car nous barrons aujourd'hui la route au moscovitisme comme nous la barrions autrefois au turquisme. La Hongrie constitue le principal obstacle entre Moscou et Constantinople, objet des ambitions russes. Il est vrai que la Russie peut communiquer avec les Balkans par voie de terre en empruntant le territoire roumain, mais la Roumanie est une base bien étroite pour une action russe dans la presqu'île, et en outre peu sûre flanquée qu'elle est du bastion de la Transylvanie. Les Russes ont fait plus d'une fois l'expérience que leur position dans les Balkans était intenable lorsque la Transylvanie pouvait servir de base d'opérations à une armée ennemie. En 1770, lorsqu'après les victoires de Catherine II, une armée russe s'avança pour la première fois sur le Bas-Danube pour aller dicter la paix à Constantinople, Marie-Thérèse, d'accord avec Kaunitz et Joseph II, résolut, au cas où les Russes s'avanceraient vers Andrinople, d'envoyer aussitôt une armée sur le Danube pour leur couper la retraite. Les Russes n'osèrent pas poursuivre leur marche en avant et s'arrangèrent avec nous aux dépens de la Pologne. Pendant la guerre de Crimée, une concentration de troupes austro-hongroises en Transylvanie força la Russie à renoncer définitivement à son entreprise dans les Balkans. Elle dut renoncer à cueillir les fruits de ses victoires de 1876/7 sur les Turcs, en partie parce que la Transylvanie menaçait la ligne de retraite des troupes russes opérant au sud du Balkan, et c'est aussi, en partie, pour la même raison qu'une révision radicale du traité de San-Stefano put avoir lieu à Berlin. La situation géographique de notre pays nous met fatalement en opposition avec le moscovitisme ; et une délimitation des sphères d'influence dans les Balkans n'aurait pu le satisfaire, car plus la Russie progressait vers le Sud, moins elle pouvait permettre à ses rivaux d'occuper une si forte position sur ses derrières. La situation de la Russie dans la presqu'île ne pouvait être regardée comme assurée tant que de Transylvanie nous étions à même de couper ses communications ; or nous ne pouvons abandonner la Transylvanie, ce boulevard de la nation pour lequel nous verserions notre dernière goutte de sang s'il le fallait. Un partage n'aurait donc fait que retarder le conflit, qui aurait fatalement éclaté lorsque la Russie nous aurait complète-

ment encerclés et aurait été à même de mobiliser tout le Balkan contre nous, mais n'aurait pas mis fin à l'antagonisme entre le panrussisme et la Hongrie. Cet antagonisme et la menace moscovite forcèrent les Magyars à user de toute leur influence pour que la Monarchie se désintéresse des affaires d'Allemagne et tourne toute son attention et toutes ses forces sur l'Orient où se décidera notre sort, à faire une politique propre à y contrebalancer l'influence russe et à attirer les peuples balkaniques dans la sphère d'intérêts de l'Occident. Cette politique n'était pas nécessairement antirusse, elle était seulement opposée à une extension exagérée de l'influence russe dans les Balkans, mais elle était nécessairement germanophile, car sans l'alliance allemande une politique orientale active eût été impossible.

Un fait d'importance plus considérable encore, c'est le rétablissement des bons rapports entre la Monarchie et l'Allemagne après la guerre de 1866. Or ce rapprochement est dû à l'influence de l'élément magyar qui n'avait pas pris part de cœur et d'âme à la lutte, dont la solution donnée à la crise allemande n'avait blessé au vif ni l'amour-propre ni les sentiments et n'avait pas lésé les intérêts, alors que les Allemands d'Autriche, aujourd'hui les partisans naturels et les plus résolus de l'alliance allemande, étaient encore sous l'impression des sentiments d'amertume que la défaite avait excités dans les âmes. L'alliance allemande ne pouvait renaître à la vie que grâce à l'influence de l'élément magyar tout à fait étranger à l'ancienne politique d'une Grande-Autriche. Nous croyons ne pas être guidé par un sentiment d'amour filial, mais de simple justice en relevant ici le fait que cette nouvelle orientation de la politique austro-hongroise est l'œuvre d'Andrássy qui avait le sentiment de la mission de notre peuple. Tout jeune député encore, Andrássy disait en 1848 dans un discours-programme que, « tout en maintenant notre nationalité et notre indépendance, nous devons vivre en solidarité avec le pays qui est un foyer de civilisation, le peuple qui compte parmi ses inventions la poudre à canon et l'imprimerie, auxquelles l'esprit humain est redevable de ses plus belles victoires ». Arrivé au pouvoir, il resta persuadé que l'Autriche-Hongrie ne pouvait remplir sa mission historique qu'en pratiquant, de concert avec l'Allemagne, une politique active en Orient. Andrássy eut, pour la première fois, l'occasion de s'occuper de la question

allemande dans le domaine de la politique intérieure lorsque, peu après la conclusion de l'Accord, la situation à laquelle l'élément germanique a droit en Autriche faillit être compromise par la politique du premier-ministre Hohenwarth à l'égard des Tchèques. Andrassy prit position contre les projets de Hohenwarth, et c'est à l'intervention de la Hongrie que les Allemands d'Autriche doivent de ne pas avoir été mis dans une situation d'infériorité qui eût rendu difficile le rétablissement des bonnes relations avec l'empire d'Allemagne et imprimé une direction funeste à l'évolution intérieure de l'Autriche. Andrassy pensait avec raison que l'intérêt des Allemands est le même dans le sein de la Monarchie et exige d'eux qu'ils s'unissent à nous non contre les autres races, mais en vue de consolider la situation du pays comme grande puissance et de pratiquer la seule politique étrangère conforme à ses intérêts. A peine le problème allemand fut-il résolu à l'intérieur qu'il se posa sur le terrain de la politique extérieure. Beust avait fait le Compromis avec la Hongrie avec l'arrière-pensée de prendre sa revanche de Königgrätz à l'aide de la Hongrie réconciliée. Lorsque la guerre franco-allemande éclata, il jugea le moment venu de réaliser son projet. Mais Andrassy mit l'influence magyare au service des idées de neutralité, et François-Joseph, faisant taire des sentiments bien naturels et avec un rare empire sur soi-même, lui donna raison. Et cette attitude d'Andrassy n'était point motivée par des sympathies individuelles, elle était si conforme au sentiment national qu'elle reçut l'approbation de nos hommes politiques les plus éminents, et en particulier de Coloman Tisza, le chef le plus populaire de l'opposition et qui devint plus tard premier-ministre. Les Magyars facilitèrent ainsi la victoire à l'Allemagne en contribuant à circonscrire le conflit franco-allemand et à en faire un duel entre les deux voisins. L'alliance rendue de la sorte possible devait aussi être réalisée par un Hongrois, Andrassy, qui accepta en 1872 le portefeuille des Affaires étrangères avec l'intention bien arrêtée d'effectuer un rapprochement avec l'Allemagne. La tâche n'était pas aisée. Beaucoup de personnes se méfiaient de Bismarck, et non sans cause. On ne pouvait oublier qu'il s'était montré naguère l'ennemi le plus acharné des Habsbourg et de l'Autriche. Avec sa connaissance du cœur humain, Andrassy avait reconnu que Bismarck était

foncièrement honnête et qu'il ne trompait que ceux qui tentaient de le duper. Le caractère allemand lui inspirait confiance, il se fiait à sa franchise, à son honnêteté. Il savait qu'une fois que de bons rapports se seront établis, la communauté des intérêts effacera bien vite les mauvais souvenirs et jettera les bases d'une alliance solide. Il ne se trompait point, et je pense que personne ne sera exposé à des déceptions qui fonde sur l'honnêteté allemande, s'il est lui-même de bonne foi. La conclusion d'une alliance avec l'Allemagne ne pouvait avoir lieu qu'au prix d'un rapprochement avec la Russie, qui était son alliée. Or ce rapprochement n'était pas impossible. La Russie ne pensait pas alors que le moment fût venu de mettre la main sur Constantinople, terme de ses ambitions en Orient, ou c'est du moins ce que Gortschakoff déclara à Andrassy. A cette époque, le programme du gouvernement russe était la protection et l'émancipation des peuples chrétiens, avec l'arrière-pensée qu'ils ne seront indépendants que de nom, qu'ils deviendront les instruments de sa volonté et lui serviront d'avant-garde pour la conquête de Constantinople. Toutefois notre politique pouvait s'accorder avec celle de la Russie, parce que la cause des chrétiens des Balkans était aussi la nôtre et que nous ne pouvions permettre que la Russie prenne seule en main leurs justes griefs. De plus, nous avions le ferme espoir que, lorsque les peuples balkaniques seront un jour émancipés, les aspirations à l'indépendance et le sentiment national l'emporteront sur l'influence russe que ses exigences et sa soif de domination finiront par affaiblir chez eux. Ainsi, quoique les buts visés fussent différents, nous pûmes néanmoins nous mettre d'accord avec la Russie relativement à la politique à suivre en Orient, et de cet accord sortit l'Alliance des Trois-Empereurs qui devait préparer les voies à la Double-Alliance. Mais la Russie viola sa parole et, après sa victoire sur la Turquie, conclut une paix contraire à nos conventions. Bismarck se posa en médiateur, mais la Russie sentant qu'elle ne pouvait compter sur lui, finit par céder. Elle rendit Bismarck responsable de l'échec subi au congrès de Berlin et se détourna de l'Allemagne. Comme Bismarck le dit plus tard dans un de ses discours, les sentiments germanophobes des cercles dirigeants en Russie constituaient une menace de guerre, et le projet de démission d'Andrassy lui faisait craindre l'existence d'un accord secret entre la Rus-

sie et l'Autriche au préjudice de l'Allemagne. C'est pourquoi Bismarck se décida à faire un choix entre les deux anciens amis de l'Allemagne, à s'arranger avec nous et à signer le traité d'alliance dans les termes que nous désirions, surtout en vue d'une défense commune contre la Russie.

La preuve la plus éclatante que cette alliance est due à notre initiative, c'est qu'elle a été conclue dans la forme proposée par l'homme d'État hongrois, que la démission du ministre hongrois des Affaires étrangères y a mis le sceau, qu'elle a été saluée avec enthousiasme non seulement par le gouvernement, mais par les chefs de l'opposition Apponyi et Szilágyi, et que l'immense majorité des hommes politiques hongrois y est restée fidèle jusqu'à nos jours. Il va de soi que cette politique ne pouvait obtenir un succès complet que parce qu'elle était aussi conforme aux intérêts de la dynastie et de l'Autriche qu'à celui de la Hongrie, lesquels sont tellement identiques qu'Andrássy, tout Magyar qu'il était, avait pu devenir le successeur des Kaunitz et des Metternich sans courir le risque d'entrer en conflit avec sa conscience.

L'Autriche avait aussi à l'origine pour mission de défendre l'empire d'Allemagne contre ses ennemis d'Orient. Telle fut la raison d'être du pouvoir des Babenberg. Les Habsbourg, en ceignant la couronne de Hongrie, purent trouver dans la politique magyare traditionnelle la continuation de l'ancienne politique de l'Autriche. En défendant, puis délivrant enfin la Hongrie, ils remplissaient aussi l'antique mission de l'Autriche. Eugène de Savoie avait la claire vision des vastes perspectives d'avenir qui s'ouvriraient pour l'Autriche si les Habsbourg réussissaient à continuer la politique traditionnelle des anciens rois de Hongrie. Par malheur, ils furent empêchés par les affaires d'Occident de cueillir tous les fruits de leur victoire. Lorsque nous nous trouvâmes en face du péril russe au lieu du péril turc, les principaux hommes d'État de l'Autriche furent unanimes à reconnaître que l'autorité de la dynastie, sa grande mission historique seraient compromises, si le moscovitisme venait à réaliser ses ambitions dans les Balkans, et que le péril ne pouvait être écarté qu'avec l'aide de la nation allemande tout entière. Lorsque Catherine II eut étendu son influence sur la Pologne et menacé de détruire la puissance turque, Kaunitz, le plus grand homme d'État que l'Autriche ait eu,

prévit que s'il n'arrêtait pas les progrès de la Russie, elle deviendrait sur deux fronts limitrophe de la Monarchie et que ce péril ne pouvait être écarté qu'avec le concours de la Prusse. Quoique Kaunitz se proposât avant tout de terrasser Frédéric II qui avait enlevé la Silésie à l'Autriche, il était tellement pénétré du sentiment des dangers que l'avance russe faisait courir à son pays qu'il se montra disposé à modifier sa politique et à s'entendre avec la Prusse. En 1770, il écrivit au roi de Prusse : « L'Impératrice-Reine ne donnera jamais son consentement à ce qu'une armée russe franchisse le Danube, ou que la cour de Pétersbourg fasse des acquisitions territoriales qui rendent la Russie limitrophe de la Hongrie, de sorte que l'union de la Prusse avec l'Autriche soit la seule digue qu'on puisse opposer aux flots de ce torrent débordé qui menace d'inonder toute l'Europe. » Par malheur, Kaunitz ne réussit pas à faire prévaloir ses vues. La Prusse était encore trop détestée à Vienne. D'ailleurs Kaunitz retourna bientôt à son ancienne politique. Joseph II, le plus capable des protagonistes couronnés de l'impérialisme autrichien, avait aussi conscience du péril dont le menaçait l'expansion russe, mais il avait tant d'autres ambitions et il tenait tellement à abaisser la Prusse qu'il rechercha l'alliance russe et, pour parer au danger de l'expansion russe, ne trouva pas d'autre moyen que d'agrandir ses États. Cette politique mena au partage de la Pologne et à une tentative de partage de la Turquie. Joseph II eut un jour l'intuition que nous aurions tout avantage à faire alliance avec la Prusse ; c'est alors qu'il écrivit à Kaunitz que « l'intérêt le plus réel des monarchies autrichienne et prussienne consiste et consistera dans leur union et qu'aucun avantage momentané ne vaudrait la perte de leur amitié, pour laquelle on pourrait renoncer à toute autre ». Toutefois ces vues prophétiques ne purent avoir raison des haines et des jalousies que l'ambition de Frédéric avait fatalement excitées à Vienne. Metternich voyait aussi le péril russe et, quoiqu'il eût surtout en vue le triomphe du légitimisme et du conservatisme en Europe, politique pour laquelle l'alliance russe lui était d'un précieux secours, il fit néanmoins ce qui était en son pouvoir pour sauver la Turquie et faire obstacle à l'expansion russe dans les Balkans. Il exposait un des fondements de sa politique lorsqu'il écrivait en 1833 à un de ses ambassadeurs : « L'Empereur est

bien décidé à ne pas permettre que la Russie fasse des conquêtes en Turquie.» Metternich était aussi pour une alliance avec l'Allemagne. Il cherchait à gagner à ses idées l'Allemagne du Sud et même la Prusse. Il écrivait en 1814 : « La Prusse et l'Autriche sont des alliés naturels, car c'est seulement en unissant leurs forces qu'elles seront capables d'opposer une digue à de nouvelles ambitions russes et françaises. » Paroles prophétiques auxquelles les événements actuels ont donné raison. Le grand homme de guerre autrichien Radetzky voyait aussi la menace russe, et écrivait en 1828 que la Russie était sans conteste le plus dangereux voisin pour l'Autriche, et que dans notre pays même, tout le long de la frontière depuis la Bukovine à la Croatie, en passant par la Transylvanie, le Banat et l'Esclavonie, il existait un parti russophile puissant, composé de Grecs, d'Illyriens, d'Arméniens, de Serbes et de Valaques unis à la Russie par des liens de race ou de religion, et que si la Russie n'a pas encore toutes leurs sympathies, elle pourra les gagner dans la suite des temps.

C'est pour ces raisons que Radetzky estimait que l'Autriche ne saurait permettre à la Russie d'avoir une influence prépondérante en Serbie, de faire la conquête des Balkans et de nous prendre ainsi entre deux feux. Il tenait la consolidation de notre situation militaire dans la presqu'île pour plus importante que la possession de la Galicie, à laquelle, en cas de guerre victorieuse contre la Russie, il serait même prêt à renoncer dans l'intérêt d'un rétablissement du royaume de Pologne.

Ainsi la politique représentée par l'élément magyar pouvait se réclamer de quelques-unes des traditions de l'ancienne Autriche et elle est devenue, après le naufrage de leurs ambitions sur l'Allemagne et l'Italie, la seule politique raisonnable, la seule politique possible des Habsbourg et de l'Autriche. C'est le mérite et la gloire impérissables de notre souverain d'avoir reconnu cette vérité et d'y avoir conformé sa politique, malgré ses sentiments personnels et les difficultés du début.

Mais pour que cette politique réussît, il fallait que notre alliance avec l'Allemagne répondît également aux intérêts de nos alliés. Nous n'avons pas besoin de rappeler que l'Allemagne du Sud, et en particulier la Bavière avec la maison de Wittelsbach, ont toujours eu depuis le congrès de Vienne une politique commune avec l'Autriche et sentent combien

l'alliance autrichienne leur est nécessaire. Nous n'exagérons point en affirmant que l'Allemagne en inaugurant son nouveau système d'alliances n'a fait que continuer l'ancienne politique bavaroise. La Prusse s'était efforcée de réaliser ses projets sur l'Allemagne par l'élimination de l'Autriche. Mais au plus fort de la lutte, avant même que le nouvel empire eût été fondé, Bismarck pensait déjà à une alliance avec nous et il en préparait les voies en refusant, après Königgrätz, d'annexer des territoires autrichiens, de même qu'il facilita la constitution de l'unité allemande en ne touchant pas à la Bavière. Bismarck reconnaissait que les intérêts vitaux de l'Allemagne seraient compromis si la monarchie des Habsbourg venait à tomber en pièces ou si à la suprématie magyare sur les régions comprises entre le Danube et la Tisza venait se substituer celle d'éléments plus accessibles à l'influence russe. Malgré tout son scepticisme et ses méfiances, il savait qu'il n'existe pas de combinaison qui puisse offrir de meilleure défense pour les frontières orientales de l'Allemagne que l'Autriche-Hongrie, car on ne saurait se figurer une autre alliance que tant de circonstances contribuent à fortifier comme la nôtre : en Autriche, consanguinité, communauté de civilisation, sentiment d'appartenance à une même race, vieux de mille années et remontant aux temps légendaires, pour citer les propres paroles de Bismarck ; en Hongrie, communauté d'intérêts reconnue dès longtemps et ayant donné de beaux résultats. Homme d'État, il sentait que la conquête des provinces allemandes d'Autriche ne donnerait jamais à l'empire d'Allemagne la force qu'il peut puiser dans la Monarchie dualiste. C'est pourquoi le grand chancelier proclamait bien haut qu'un Allemand de bon sens ne saurait souhaiter l'annexion de l'Autriche, parce que les dix millions d'Allemands d'Autriche rendent un plus grand service à l'Allemagne en lui assurant l'alliance d'un empire de 50 millions d'âmes qu'en introduisant des germes de discorde dans l'empire allemand. Ce qui met bien en lumière cette vérité, c'est le projet plus d'une fois mis en avant de nos ennemis de donner, en cas de victoire, l'Autriche allemande à l'Allemagne comme ferment de décomposition.

Mais l'accord avec l'Allemagne touchant les rapports avec la Russie était plus difficile à réaliser. L'immense empire

russe dans le voisinage de l'Allemagne, dont il est limitrophe depuis le partage de la Pologne, était pour elle un danger, mais non le plus pressant de tous. Il est sûr que malgré l'énorme influence de l'esprit allemand, ou peut-être en partie à cause de cette influence, le peuple russe a toujours manifesté de l'antipathie pour l'Allemagne, et qu'il voyait dans l'Allemand le représentant toujours odieux de l'influence étrangère. L'action qu'exercent les Allemands sur la vie publique russe et la supériorité de l'Allemagne sur la Russie, malgré son immense étendue et le chiffre de sa population, excitaient généralement des sentiments de haine, d'envie, de jalousie contre les Allemands. C'était fatal : le plus puissant représentant de la race slave ne pouvait nourrir d'autres sentiments pour la race germanique si différente sous tous les rapports et dont il devait subir l'influence. Frédéric le Grand avait déjà reconnu le péril que cachait cette animosité instinctive du peuple russe. Il comparait ce dernier à un lion apprivoisé, chez lequel les instincts du carnassier peuvent à chaque instant se réveiller. En 1771, il écrivait que la Russie a des prétentions qu'aucun État ne saurait tolérer et qu'il commettrait une grosse faute en prêtant la main à l'agrandissement d'un État qui pourrait devenir un dangereux voisin pour l'Europe entière.

Ce grand homme d'État prévoyait qu'il serait un jour forcé de s'entendre avec l'Autriche pour faire obstacle au rapide accroissement de la puissance russe, laquelle menace de tout submerger. Frédéric II était néanmoins obligé de s'appuyer sur la Russie. En butte à l'hostilité intransigeante de l'Autriche alliée à la France, il ne voulait cependant pas être forcé de rechercher l'alliance de l'Angleterre, en laquelle il n'avait pas confiance. C'est particulièrement dans les circonstances présentes qu'il est curieux de connaître le jugement de Frédéric sur l'Angleterre et les Anglais, preuve que les peuples conservent pendant des siècles les principaux traits distinctifs de leur caractère. Voici ce que Frédéric écrivait en 1755 : « S'imaginent-ils peut-être que le monde entier, négligeant son propre intérêt, est tenu de prendre la défense de leur maudit pays ? Les Anglais veulent que je me contente de la gloire de leur avoir sauvé le Hanovre. » Instruit par de nouvelles expériences, cet homme de génie écrivait encore plus tard : « A la conclusion de la paix, l'Angleterre sacrifie ses alliés à ses

intérêts.» Voilà pourquoi il était obligé de cultiver l'alliance russe, sans laquelle il se trouverait isolé en Europe et dans la même situation qu'à l'époque de la guerre de Sept ans dont il disait en 1782 : « On n'échappe que par miracle à un danger comme celui que je courus alors. On doit tout faire pour en prévenir le retour. »

L'homme d'État qui présidait alors aux destinées de l'Allemagne nouvelle ne voulait non plus rompre avec la Russie. Le pays qui avait été battu dans la guerre de Crimée et ne l'avait emporté qu'à grand'peine sur la Turquie en 1877, n'était pas à ses yeux un péril imminent et il espérait, en maintenant l'alliance russe, isoler la France, l'éternelle ennemie de l'Allemagne. Il ne voyait pas d'un œil indifférent les progrès de la Russie, mais il se reposait sur les Puissances occidentales pour mettre un terme à ses empiètements et estimait que ce n'était pas l'affaire de l'Allemagne. Notre alliance lui était plus sympathique, mais il ne voulait pas choisir entre les deux. Quand il fut pourtant obligé de faire avec nous une alliance défensive contre la Russie, il ne regarda point la Double-Alliance comme une solution définitive, mais s'efforça de préparer les voies à un nouvel accord avec Pétersbourg et de reconstituer l'Alliance des Trois-Empereurs. Après 1880, il exerça constamment sur nous une forte pression afin que notre politique ne contrecarrât pas celle de la Russie en Bulgarie. Il avait en vue un partage des sphères d'influence dans les Balkans, de sorte que la nôtre fût prédominante en Serbie et celle de la Russie en Bulgarie. Bismarck déclarait net que si l'Autriche-Hongrie outrepassait ces justes limites pour assouvir ses ambitions et entraînait en guerre avec la Russie, l'Allemagne ne serait pas tenue de lui venir en aide.

Mais cette alliance, avec l'interprétation qu'il lui donnait, ne pouvait être le dernier terme de l'évolution. Les événements ont suivi leur cours. Une guerre entre la Russie et nous ne devait pas nécessairement éclater, mais il était fatal que l'acte signé en 1879 eût pour conséquence la substitution de l'alliance austro-allemande à celle des Trois-Empereurs. Notre alliance était aussi la seule sur laquelle l'Allemagne puisse compter ; elle dépassait de beaucoup les cadres d'une alliance de cabinet et devait déployer de plus grands effets ayant reçu la sanction de la grande majorité des deux peuples intéressés. L'alliance

russe était toujours douteuse, car elle ne reposait que sur les vues politiques de quelques personnalités. Le moscovitisme, conquérant d'instinct et de traditions, ne s'accordait point avec le conservatisme nécessaire de la politique allemande et la confiance mutuelle qui régnait autrefois entre les Hohenzollern et les Romanoff et sur laquelle reposait l'alliance des deux pays, était ébranlée depuis le congrès de Berlin et le traité de 1879, et ne pouvait plus jamais être entièrement rétablie.

La Double-Alliance qui présentait toutes les conditions de durée ne devait pas être compromise pour une réédition de l'Alliance des Trois-Empereurs, laquelle d'ailleurs n'aurait pu durer que tant que la question d'Orient ne serait pas rouverte, ce qui ne pouvait tarder, car les Balkans contenaient encore beaucoup de matières inflammables depuis le traité de Berlin. On comprend les efforts de Bismarck pour rester également en bons termes avec la Russie et l'Autriche-Hongrie, mais au cas où la question d'Orient eût été remise sur le tapis, il lui aurait été impossible de tenir la balance égale entre ses deux alliés, dont les vues étaient diamétralement opposées. Il en avait fait l'expérience. C'est en vain qu'après 1870 il s'était abstenu de prendre notre parti dans certains litiges relatifs à la question d'Orient, qu'il s'était conduit au congrès de Berlin de manière à mériter, comme il le dit plus tard, le plus élevé des ordres russes : le courroux de la Russie se retournait toujours en premier lieu contre lui et l'Allemagne. De tout ce que nous faisons on en rendait responsable l'Allemagne, dont le rapide essor excitait partout la jalousie, exception faite de la Hongrie. La Russie procédait à des armements contre l'Allemagne. Bismarck fut contraint de conclure avec nous une alliance dont la pointe était dirigée contre la Russie. Après 1880, lorsque la question d'Orient se posa à nouveau, Bismarck eut beau appuyer les prétentions de la Russie qui voulait avoir la haute main sur les affaires de Bulgarie, les Russes s'en prirent encore à l'Allemagne. Comme le cabinet de Berlin ne contrecarrait pas notre politique et restait notre allié, il y eut une nouvelle explosion de haine contre l'Allemagne. C'est alors, en 1880, que Bismarck a prononcé à l'adresse de la Russie ces fameuses paroles que l'Allemagne entière salua de cris d'enthousiasme : « Nous autres Allemands craignons Dieu et rien autre au monde ». Cette situation creusait néces-

sairement un fossé toujours plus profond entre la Russie et l'Allemagne et rendait probable que Bismarck, malgré lui et ses principes, se rangerait de notre parti si une nouvelle crise balkanique venait à éclater. En s'obstinant à faire l'honnête courtier entre la Russie et nous, il n'aurait fait que s'aliéner la Russie encore davantage et, chez nous, l'alliance allemande ne serait pas devenue le roc inébranlable sur lequel a échoué plus tard la politique d'encerclement d'Édouard VII. La politique selon laquelle l'Allemagne ne devait pas chercher à arrêter la poussée russe en Orient était en opposition directe avec cet autre principe fondamental de la politique allemande proclamé plus d'une fois par Bismarck lui-même et qu'il formulait en 1888 en ces termes : « Nous ne pourrions nous passer longtemps d'une Autriche indépendante et forte ». Or le triomphe des ambitions russes aurait amené la décomposition de la Monarchie et sa dépendance de la Russie ; l'Allemagne se serait trouvée dans la dangereuse situation de n'avoir pour voisins que des peuples à qui elle faisait obstacle, que des désirs de revanche, la soif de conquête, des aspirations à la suprématie, la gloriole, la voix du sang poussent tous contre elle, et d'assister à l'affaiblissement progressif du seul voisin qui ne la jalouât point. D'ailleurs plus l'Allemagne devenait puissante, plus son industrie et son commerce étaient florissants, mieux elle s'apercevait que les jalousies grandissaient autour d'elles dans la même mesure que sa puissance, et qu'elle se trouvait moralement isolée au milieu d'un monde ennemi. L'Allemagne avait donc un intérêt direct à ne pas permettre à sa trop puissante voisine de mettre la main sur Constantinople et lui fermer les Détroits. Plus l'Allemagne était prospère, plus elle avait d'ennemis et plus il lui importait de ne pas pouvoir être coupée de l'Asie centrale et de l'empire turc avec lequel elle entretenait des relations d'amitié. Plus l'Allemagne devenait puissante, plus sa politique devait s'inspirer des vœux qui poussaient toutes les grandes puissances d'Europe à ne pas permettre que Byzance tombe aux mains d'un grand État conquérant de nature, vœux dont s'étaient inspirés les empereurs romains aussi bien que les Napoléon, les Pitt et les Palmerston. Ce sont elles qui ont prévalu dans la sage politique de Guillaume II, le « nouveau cours ». C'est ainsi qu'est née cette parfaite communauté de vœux sur le terrain de la politique étrangère

qui fait que nous avons donné notre appui à l'Allemagne à Algé-  
siras et qu'elle nous a prêté le sien lors de la crise bosniaque.

Cette solidarité politique nous a profité à l'un comme à l'autre en mettant toutes les forces du bloc au service de chacune des parties. Elle constitue aussi un progrès dans le domaine des rapports entre les nations, car c'est la première fois que la possibilité d'une guerre est exclue, moralement du moins, entre deux États tout à fait indépendants l'un de l'autre, et l'on peut espérer que les bienfaits de la paix, à laquelle la constitution de grands États a été plutôt favorable, s'étendront aussi au territoire de nations qui ne sont pas unies par des traités d'alliance.

Nos ennemis voudraient rendre l'alliance des empires centraux responsable de la guerre actuelle. Ils crient que le nouveau traité diffère foncièrement de celui qu'avait signé Bismarck, que, par sa politique agressive en Orient et ses visées sur les colonies des autres, elle a rendu impossible le maintien de la paix. Nous ne voulons pas réfuter point par point cette assertion : cela nous mènerait trop loin ; nous dirons seulement que le tout n'est qu'une calomnie, car l'alliance n'a jamais eu un caractère agressif, et ne menaçait pas plus la situation mondiale et l'existence de l'Angleterre que celles de la Russie ou de la France ; quant à l'Italie elle lui a même rendu des services. Mais nous devons nous étendre un peu sur l'assertion suivant laquelle ce serait la politique du « nouveau cours » qui aurait forcé la Russie à entrer dans le sentier de la guerre.

Pour commencer, on a grandement tort d'opposer à la politique actuelle la haute autorité de Bismarck. L'Allemagne ne s'est pas mise en opposition avec la tradition bismarckienne en prenant parti pour nous dans notre démêlé avec la Serbie. C'est Bethmann-Hollweg qui aurait failli à cette politique, s'il ne nous avait pas aidés à déjouer les menées serbes contre la sécurité, l'intégrité de notre pays, à soustraire la Serbie à l'influence russe. Bismarck disait bien haut que ce pays appartenait à notre sphère d'influence. Il connaissait fort bien le rôle qu'a la situation géographique sur la formation et la désagrégation des États, et il n'ignorait point quelles causes d'humiliation et d'affaiblissement ce serait pour nous, si Belgrade, en avant-poste de Pétersbourg, pouvait poursuivre impunément sa politique d'agression à notre égard. Le Congrès

présidé par le chancelier de fer a placé la Bosnie et l'Herzégovine sous notre autorité exclusive. Quand la politique panslave s'attaquait à la situation que Bismarck nous avait fait reconnaître dans les Balkans ou à notre intégrité territoriale, il prenait toujours notre défense. En revanche, il faut bien reconnaître que «le nouveau cours» n'a pas les mêmes idées que Bismarck pour ce qui touche à Constantinople. Mais il faut être bien hardi pour oser prétendre que Bismarck se fût aussi peu soucie de Constantinople en 1914 que vers 1890. Bismarck dit dans ses *Mémoires* que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne doivent pas se mettre entre les Détroits et la Russie, que c'est, comme dans le passé, l'affaire de l'Angleterre, de la France et de l'Italie, que la défense de nos intérêts en sera facilitée si la Russie entre un jour en conflit avec l'Europe occidentale. Mais serait-il aujourd'hui du même avis en voyant le changement de front de la politique des puissances susdites, qui laissent les mains libres à la Russie pour prix de son adhésion au partage de l'Asie et de l'Afrique ? Il reconnaîtrait, lui aussi, que si nous ne l'en empêchions pas, la Russie se rendrait définitivement maîtresse des Détroits et pourrait barrer à l'Allemagne la route de l'Asie au moment où il lui faut toujours plus de nouveaux débouchés pour son industrie et son commerce. Bismarck ne croyait pas au triomphe final de la Russie en Orient, et pensait que les Puissances occidentales sauraient bien y faire obstacle. N'est-il pas probable qu'il eût changé de politique en voyant les changements qui se sont opérés dans celle des États occidentaux ? Bismarck dit dans ses *Mémoires* que plus la Russie fait de conquêtes en Orient, plus grosse est la part des dépouilles de la Turquie qui doit revenir à l'Autriche-Hongrie. Aujourd'hui trouverait-il encore avantageux pour notre pays un partage des Balkans dont les peuples ont tellement pris conscience de leurs droits et de leur force ? Nous conseillerait-il encore aujourd'hui de conquérir dans la presqu'île assez de territoires pour contrebalancer l'avance russe autour de Constantinople, alors que l'annexion de peuples jusqu'ici indépendants serait une cause de faiblesse pour l'Autriche-Hongrie et accroîtrait sa population d'éléments germanophobes par nature ? Bismarck conseillerait-il aujourd'hui à cette Allemagne nouvelle dont la production industrielle et le commerce ont fait de si étonnants progrès

grès depuis 1890 et dont la route la plus sûre pour communiquer avec les autres continents passe par la presqu'île balkanique et Constantinople, Bismarck conseillerait-il encore aujourd'hui à cette Allemagne nouvelle d'assister les bras croisés au partage des Balkans par les Puissances qui dominent déjà sur les continents, les mers, détiennent les détroits les plus importants et que la haine de l'Allemagne a unies contre elle ? Il est probable que Bismarck ferait aujourd'hui une politique mondiale en rapport avec l'accroissement de la puissance allemande depuis 30 ans. Lui, qui a commencé sa carrière politique comme junker et avait uniquement en vue la grandeur de la Prusse, il s'est fait, le moment venu, l'incarnation vivante des aspirations de l'Allemagne à l'unité ; lui, qui, tant qu'il le fallut, travailla par le fer, le sang et pratiqua une politique de révolutionnaire, une fois son but atteint il s'est fait l'apôtre infatigable d'une politique de conservation et de défense vis-à-vis de l'étranger ; lui, qui était pour un conservatisme rigide à l'intérieur, il a introduit le suffrage universel et inauguré une politique sociale toute nouvelle quand il le jugea nécessaire dans l'intérêt de l'unité nationale ; ce Bismarck, aujourd'hui que l'expansion économique de l'Allemagne a pris un si prodigieux essor, aurait certainement pris en main la défense des nouveaux intérêts nationaux comme celle de tout autre intérêt national rompant ainsi avec le passé. Les événements l'avaient déjà forcé à suivre à l'égard de la Russie une route différente de celle qu'il s'était proposé de suivre. Notre route est la continuation de celle sur laquelle Bismarck s'est engagé le premier, bien que ce ne fût pas son intention à l'origine ; qui oserait affirmer que les circonstances qui ont obligé ce grand politique à faire le premier pas dans cette voie ne l'auraient pas forcé à continuer ? Le chancelier Metternich était un plus grand homme d'État qu'on ne le pensait après sa chute, mais il s'était inféodé à un régime et n'aurait jamais pu faire une autre politique qu'une politique conservatrice. Bismarck n'était pas un de ces hommes ; tous les régimes politiques qui pouvaient contribuer à la grandeur de l'Allemagne lui étaient bons. Ce n'était point un de ces doctrinaires qui se vantent de ne jamais changer. Il travaillait, apprenait toujours et conformait sa conduite à la vie qui évolue, aux circonstances qui changent sans cesse. Le seul principe

dont il ne dévia jamais, c'était de faire toujours la politique exigée par l'intérêt de son pays dans telle ou telle situation donnée. Qui sait ce que ferait ce vaste génie s'il vivait encore parmi nous ? Nul ne pourrait le dire, car il est impossible de connaître l'opinion que les grands hommes disparus se seraient faite touchant une situation qui s'est créée depuis leur mort, de sorte que cette opinion ne saurait influencer sur les déterminations que les hommes d'État d'aujourd'hui sont obligés de prendre. Une génération ne saurait rejeter les responsabilités sur l'autre. Chacune pâtit des fautes qu'elle a commises ou recueille les fruits de sa sagesse. Chaque époque a ses problèmes qu'elle doit résoudre à ses risques et périls, sous sa propre responsabilité, n'ayant d'autre guide que sa conscience, sa compréhension des choses. La connaissance du passé, la mentalité et l'exemple des grands hommes d'État nous sont extrêmement utiles, car nous devons travailler aussi consciencieusement, avec le même courage, le même sentiment de notre responsabilité. Nous profitons aussi des expériences qu'ils ont faites, parce que leurs idées et leurs convictions nous aident à comprendre les grands intérêts permanents des peuples, mais Bismarck ne s'est pas arrêté au point de la route où Frédéric II a fait halte, et ne s'est pas efforcé de faire en tout comme lui : au contraire, tout en profitant des leçons du passé, il faisait toujours ce qu'en conscience, dans les circonstances connues de lui seul, il estimait le plus profitable pour son pays. C'est ainsi que nous devons agir nous aussi : notre respect pour le grand Allemand nous en fait une obligation.

Il n'est pas vrai non plus que la Russie ait été forcée de faire la guerre et d'encourager la propagande panserbe parce que l'Allemagne avait fait sienne notre politique balkanique et rompu avec les vieilles traditions de l'Alliance des Trois-Empereurs. Bien au contraire, si l'Allemagne avait agi autrement, il est probable que la politique de conquêtes de la Russie aurait précipité plus tôt le monde dans la guerre. Voyons un peu comment les événements se sont succédé. Le contrat de réassurance de Bismarck avec la Russie expire en 1892 et n'est pas renouvelé. En 1898, Guillaume II fait son voyage d'Orient considéré comme un acte d'hostilité contre la Russie. En 1899, les Allemands obtiennent la concession du chemin de fer de Bagdad et, néanmoins, après ces prétendus actes inamicaux,

il s'opère entre la Russie et les États de la Double-Alliance un rapprochement plus intime peut-être qu'à n'importe quel moment depuis la guerre de Crimée. La Russie tourne toutes ses forces d'expansion vers l'Extrême-Orient, la Mandchourie. La convention de Mürzsteg (1903) l'oblige à agir de concert avec nous. Il est donc impossible que la Russie ait inauguré une politique agressive dans les Balkans, parce l'Allemagne avait pris nettement position à nos côtés. La vérité est qu'elle cherchait des compensations et des succès ailleurs, parce qu'elle avait reconnu que ses visées ambitieuses sur les Balkans étaient irréalisables. Elle est revenue à ses anciens projets, à cette politique qui devait mener à la guerre mondiale, lorsque l'Angleterre eut changé de place sur l'échiquier politique et commença à montrer de l'hostilité vis-à-vis de l'Allemagne. Seule la politique balkanique a toujours eu les sympathies du peuple russe, et aussitôt que l'Angleterre, qui jusqu'à ces derniers temps s'était opposée à l'avance russe vers les Détroits, eut changé de politique, les ambitions traditionnelles des foules russes reprirent le dessus, car elles n'avaient désarmé pour un temps que parce que l'Allemagne avait pris résolument position dans la question d'Orient. Dès que le cabinet de Pétersbourg pensa que le moment était venu de réaliser ses anciens projets, qu'il put croire que la coalition des envieux et des ennemis de l'Allemagne était plus forte que nous, il prit les aspirations panserbes sous sa protection, quoiqu'il sût parfaitement par l'échec réitéré de ses propositions de partage depuis Kaunitz et les déclarations que nous avons faites à ce sujet, ainsi que par sa connaissance de la situation géographique et ethnographique, que ces aspirations conduisaient à un conflit armé. La Russie n'est donc point partie en guerre parce que nous l'y avons provoquée, que nous exercions sur elle une pression trop forte, mais bien parce que cette pression avait faibli et que le peuple russe croyait les conjonctures favorables à la réalisation de ses ambitions les plus chères.

Pour conclure, la politique de la Hongrie lui a été et lui est encore dictée par des lois aussi précises, aussi immuables que celles de la nature, dont on ne saurait impunément s'écarter. La sagesse politique a pour tâche de conformer à ces lois éternelles les exigences passagères du moment présent. Ces lois présidaient aux destinées du royaume de Hongrie lorsqu'il

était encore indépendant, elles ont créé la monarchie austro-hongroise, qui se trouve aujourd'hui dans son ensemble dans la même situation géographique, sous l'influence des mêmes facteurs moraux et ethniques que ceux auxquels elle doit sa naissance. Le résultat de cette évolution est l'alliance qui, dans la guerre actuelle, fait preuve d'une force telle que le monde n'en avait pas encore vu.

Nous devons conserver pour l'avenir ce précieux legs du passé en l'accroissant sans cesse. Aujourd'hui que le souvenir des luttes soutenues en commun nous unit plus étroitement qu'autrefois, que nous ne trouverons point après la guerre d'alliés plus sûrs que nous le sommes l'un pour l'autre, qu'on a vu par l'exemple de l'Italie ce que valent les accords de cabinet qui n'ont pas de racines dans les cœurs : cette alliance que rien ne saurait remplacer, car elle est née d'intérêts constants et communs aux deux États aussi bien dans le passé que dans le présent, il faut la rendre plus étroite encore. Nous ne craignons pas que cette alliance en se fortifiant compromette la paix universelle. Nous avons déjà payé dans les luttes sanglantes d'aujourd'hui l'impôt du sang que les grandes transformations historiques exigent ordinairement. Notre victoire donnera à celle-ci la force d'un fait accompli. Quand nos envieux s'apercevront qu'ils ne sont pas de force à se mesurer avec nous, notre immense amour de la paix joint à cet esprit que Bismarck caractérisait en disant que « le Germain trouve sa satisfaction dans la conscience de ce qu'il vaut, qu'il n'a nul besoin de gloire, de domination, de prérogatives, qu'il se suffit à lui-même », ces deux facteurs, disons-nous, assureront dans l'avenir la paix universelle comme ils en étaient la sauvegarde tant que notre volonté dirigeait le cours des événements et que la multitude de nos ennemis ne leur avait pas fait illusion sur leur force réelle. Les fruits de la victoire avec la paix du monde et le rétablissement de la solidarité humaine ne pourront être assurés que par la consolidation de l'alliance essentiellement conservatrice et pacifique qui a remporté la victoire, par l'organisation d'une Europe centrale où les droits de souveraineté et les frontières actuelles des États contractants seront respectés.

Comte JULES ANDRÁSSY.

---

## LA GUERRE MONDIALE ET LA PAIX FUTURE

---

Les défenseurs de l'Entente en prennent un peu trop à leur aise avec l'enchaînement des faits qui ont précédé et déterminé la guerre mondiale. La liaison entre causes et effets leur importe peu. Pour arriver aux conclusions voulues, ils combinent les prémisses en conséquence. Ils détachent un événement de l'ensemble et sans tenir compte de ses tenants et aboutissants sur le terrain historique, ils l'adaptent isolément aux besoins de leur cause. Hors de ce qu'ils se sont mis dans la tête de savoir mieux que d'autres, ils ne veulent rien apprendre. Leur crédo ne supporte ni discussion, ni contestation. Dans les articles qu'ils écrivent, dans les discours qu'ils prononcent reviennent toujours les mêmes refrains : militarisme allemand qui aurait rendu la guerre inévitable, coup de violence de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie qui aurait déchaîné le conflit général, humeur belliqueuse de l'empereur Guillaume qui aurait attendu un moment propice pour attaquer par surprise, parfaite innocence d'Édouard VII qui n'aurait jamais songé à mettre l'Europe en feu, mais seulement à assurer par une coalition ad hoc la défense du continent contre les visées menaçantes de l'Allemagne, ainsi de suite. Cette thèse qui devait dès le premier jour blanchir l'Entente de tout noir dessein, a réussi à prendre dans le monde combien d'esprits à l'hameçon de son ingénieuse argumentation ! Et pourtant, si on les regarde de près, en se souciant de la vérité pure, les choses sont un peu différentes de ce que les milieux ententistes et leurs avocats en pays neutres veulent qu'elles soient. Demandons ici en passant à M. Isvolsky s'il se rappelle peut-être (il aurait, il est vrai, intérêt à l'oublier) la scène qu'il fit à Vienne, bien des semaines avant l'an-

nexion de la Bosnie, à un correspondant officiel russe qui avait, dans sa candeur de journaliste honnête, communiqué télégraphiquement à Pétersbourg un article de journal viennois attestant le désir de l'Autriche-Hongrie de vivre en paix avec la Russie, « Comment, s'était écrié le ministre (il était à cette époque-là ministre des affaires étrangères), nous devons faire croire chez nous juste le contraire et vous faites un coup pareil ! » Le pauvre garçon qui n'était pas dans le secret des expédients ententistes, ne tarda pas à être révoqué pour avoir agi en conscience. C'était bien vrai, la consigne était déjà alors d'incriminer en tout et partout les puissances centrales. Et elle fut, cette consigne, strictement observée au cours des années qui suivirent. Au moment où la guerre éclata, M. Isvolsky leva le masque pour laisser échapper ce cri du cœur : C'est ma guerre. Mais ce mouvement de sincérité dura l'espace d'une seconde et la consigne, reprenant ensuite de plus belle, eut vite fait de revêtir la forme d'une censure rigoureuse, inflexible, impitoyable. Il fallait, n'est-ce pas ? en rejetant tous les torts du côté de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, attiser l'humeur belliqueuse parmi les populations de l'Entente. Il fallait en même temps inculquer la germanophobie dans les pays neutres. Et de fait, une grande partie du monde, ignorant les dessous de la politique internationale, vit bien le geste de l'empereur Guillaume déclarant la guerre, mais ne sut pas que ce geste ne faisait que parer le coup qui allait être porté par l'adversaire . . .

\*

Commençons par jeter un coup d'œil sur le passé. Le 1<sup>er</sup> octobre 1895, le général Cadorna, père du chef de l'état-major italien, écrivait : « Les amis de la paix devraient seconder mieux qu'ils n'ont l'habitude de faire, le maintien de la Triple-Alliance, car celle-ci est de nature exclusivement défensive et elle refrène au moins l'avidité d'une puissance qui manifeste depuis 1870 des intentions agressives en vue d'une revanche. » En vérité, bien que l'idée de cette revanche eût existé en France déjà depuis l'année en question, le danger d'une guerre générale ne commença à menacer l'Europe qu'à partir du jour où fut conclue l'alliance franco-russe. Non pas, assurément, que le danger apparût surtout du côté français, mais le tsar

Alexandre III, bouillant de haine contre l'Autriche-Hongrie qui barrait la route à son plan de placer les Balkans sous la tutelle russe, ouvertement hostile à l'Allemagne qui montait de pied ferme la garde aux côtés de son alliée, avait tendu la main à la République à la seule fin de réduire à l'impuissance le bloc austro-hongro-allemand ou de le briser par les armes et d'aller ensuite de l'avant dans la réalisation de ses projets balkaniques. Qui sait, s'il avait encore vécu, quels malheurs auraient déjà fondu à cette époque lointaine sur le continent ? Que s'était-il dit dans ces fameuses entrevues de Fredensborg en Danemark où, chaque été, au moment des vacances, l'autocrate de Pétersbourg se rencontrait avec son beau-frère, le prince de Galles et M. Isvolsky, ministre de Russie à Copenhague ? Déjà alors, ce dernier était considéré à bon droit, en raison de ses tendances ultra-panslavistes, comme un diplomate dangereux pour la paix générale. Dans un précédent article, j'ai rappelé ce que le prince Lobanoff, ambassadeur de Russie à Vienne, disait à un publiciste, lors de la mort d'Alexandre III. Il n'est pas inutile de le répéter ici. «C'est depuis longtemps, déclarait le diplomate russe, mon rêve de voir l'Autriche-Hongrie et la Russie améliorer leurs rapports et trouver un terrain d'entente à propos des Balkans. Il dépendra du nouveau tsar qu'il en soit ainsi ou non. Tant qu'il saura se soustraire à l'influence de certains de nos diplomates, notamment de M. Isvolsky, qui visent à englober la péninsule balkanique dans la sphère d'influence russe, tout ira pour le mieux. Le jour où, comme son père, il se laisserait dominer par eux, la lutte entre les deux pays reprendrait plus vive que jamais... Je redoute surtout M. Isvolsky. Peut-être aurez-vous une fois l'occasion de constater que j'avais raison !»... Fort heureusement, Nicolas II ne marcha pas tout d'abord sur les traces de son père. Sous l'influence bienfaisante de ce même prince Lobanoff qui avait toute sa confiance et dont il fit son ministre des affaires étrangères, il se laissa gagner à l'idée d'une entente austro-russe qui devait frayer la voie à une collaboration loyale des deux puissances dans les Balkans, et l'alliance franco-russe, au lieu de continuer à menacer la paix du continent, ne devait servir qu'à la raffermir, en garantissant la stabilité de l'équilibre européen. Néanmoins le souvenir d'un passé récent commandait de la prudence. Si le futur Édouard VII n'avait à ce moment-

là pas encore voix au chapitre dans les questions de politique générale, sa germanophobie qui dérivait autant de rancunes personnelles que de sentiments chauvins existait déjà, et à l'effet de la faire prévaloir et partager deçà et delà, il savait employer habilement le crédit qu'il possédait auprès de certaines cours et de certains gouvernements. Il s'ensuivait qu'il ne laissait pas d'inspirer pour le jour où il aurait posé la couronne sur sa tête, de l'inquiétude à ceux qui pouvaient à bon droit se considérer comme ses adversaires à venir. D'autre part, M. Isvolsky que le nouveau cours des choses en Russie avait rélégué dans l'ombre, était fondé à espérer, parce qu'il connaissait la faiblesse de caractère du nouveau tsar, que son heure reviendrait et il se promettait de prendre un jour largement sa revanche. Du fait qu'au début de son règne, Nicolas II se posa en pacifiste, ne découlait pas la certitude que tout danger de complications était écarté à jamais. L'Allemagne se tint sur ses gardes, l'Autriche-Hongrie également et bien leur en prit. On essaya de divers moyens, notamment à la deuxième conférence de la Haye, pour leur lier les mains en ce qui concernait leur défense, mais elles se regimbèrent, comme c'était incontestablement leur droit. Cela, certains pacifistes ne l'ont pas oublié et tout en décernant un brevet d'innocence à Édouard VII et en faisant le silence sur le militarisme infiniment plus dangereux d'autres pays, ils crient au militarisme allemand, parce qu'ils veulent à tout prix et contre l'évidence des faits, le rendre responsable de la guerre.

\*

N'en déplaise à ceux qui persistent à soutenir le contraire, Édouard VII est monté sur le trône avec la ferme volonté d'encercler et d'anéantir l'Allemagne. Il ne s'agissait pas pour lui de punir cette dernière de l'attitude qu'elle avait jugé nécessaire de prendre à la deuxième conférence de la Haye, mais bel et bien de réaliser un plan que son esprit vindicatif et chauvin avait couvé des années et des années et qui avait déjà, à n'en pas douter, fait l'objet des entretiens de Fredensborg. S'il avait pu recevoir la couronne encore du vivant d'Alexandre III, on aurait vu comment les événements se seraient précipités déjà alors. On ne tiendra jamais assez compte de l'ascendant funeste qu'il avait réussi à prendre sur quantité

d'hommes d'État étrangers, germanophobes comme lui, à l'effet de poser les jalons de son encerclement de l'Allemagne. Après son long noviciat d'héritier, insensible qu'il était aux malheurs qu'une guerre générale déchaînerait sur le monde, il lui tardait de pouvoir savourer les fruits de ses efforts, en contemplant de Londres l'incendie qui serait allumé par ses soins autour des puissances centrales et se propagerait jusqu'au cœur des deux pays. Comme l'écrivait fort justement un Français de France, M. Bertourieux, dans son volume : *la Vérité*, paru à Genève au printemps dernier : « Par châtement de la divine Providence, il mourut sans avoir atteint son but, mais sa disparition prématurée allège peu la responsabilité qui pèse sur sa mémoire. » . . . Il est fort peu probable que, sans le roi Édouard avec qui il avait lié partie depuis le temps de Fredensborg, M. Isvolsky fût arrivé à dominer l'esprit faible de Nicolas II et que celui-ci eût consenti à déchirer comme un chiffon de papier le traité austro-russe qui devait assurer pour longtemps la tranquillité dans les Balkans et en Europe et sur lequel François-Joseph comptait pour terminer ses jours en paix. Dans une lettre à un publiciste suédois, écrite le 3 mars 1914, le comte Witte, ce grand homme d'État russe disparu si mystérieusement et pour cause au cours de la guerre, ne craignit pas de dire : « Si je me suis efforcé en 1905 de rapprocher l'Allemagne et la France sous les auspices de la Russie, c'est que j'avais devant les yeux le danger certain que l'Angleterre faisait déjà courir à la paix européenne. Le rêve des chauvins russes et français d'ouvrir la campagne contre Berlin et Vienne ne pouvait se réaliser qu'avec l'appui officiel de Londres où l'on aspirait déjà depuis longtemps à asservir l'Allemagne à l'aide de la Russie et de la France, pour ensuite asservir ces dernières à leur tour. L'Angleterre est notre principale ennemie, comme elle a toujours été l'ennemie de chaque grande puissance jalouse de sa liberté. Je redoutais déjà en 1905 que nos aventuriers politiques (lisez entre autres Isvolsky) nous jetteraient dans les bras de l'Angleterre et pourraient rendre, de ce fait, inévitable une conflagration mondiale. C'est seulement pour cette raison qu'en septembre 1905 je refusai de me rendre à Windsor, comme on me le proposait, et qu'aussi longtemps que je demeurai en fonctions, je repoussai toute combinaison politique venant du côté anglais. Ce n'est qu'en 1907 que la Russie, grâce à

MM. Isvolsky, Sazonoff et Benckendorff, perdit son indépendance politique et devint un simple manœuvre entre les mains de son patron anglais...» Les événements qui suivirent, justifèrent en tout point les craintes exprimées par l'éminent homme d'État russe. Combien de fois le gouvernement allemand dut-il attirer — sans que cela servît à rien, il est vrai — l'attention de MM. Asquith, Grey et Haldane sur les dangers résultant pour la paix générale du fait que la France et la Russie pouvaient compter, dans chaque crise européenne, sur l'appui absolu de l'Angleterre. Dans la crise bosniaque en particulier, ne vit-on pas cette dernière faire son possible pour mettre obstacle à une solution pacifique? ... Plaçons une bonne fois dans son véritable jour cette question de l'annexion. A-t-on oublié que la politique balkanique de la Russie, secondée ouvertement par le roi Pierre dès son avènement, visait à la création d'une grande Serbie et que cette grande Serbie devait être formée de morceaux découpés dans les États voisins, notamment de la Bosnie et de l'Herzégovine? Or, n'est-ce pas? on n'aurait rien trouvé à redire à l'accaparement par la Serbie de ces deux provinces sur lesquelles elle invoquait des droits inadmissibles et périmés depuis cinq cents ans. Mais la transformation logique et parfaitement justifiable par l'Autriche-Hongrie d'un état de fait en état de droit faisait pousser les hauts cris. Tout le tollé d'indignation soulevé venait moins, il est vrai, de ce que l'Autriche-Hongrie s'était approprié les provinces en question que de ce qu'elle avait pris les devants sur la Serbie. Ce qui était défendu à l'une, devait être un peu plus tard permis à l'autre. L'Entente soutenait cette étrange conception du droit, parce qu'elle en avait besoin pour arriver à encercler les puissances centrales. Et à qui, dans ce cas spécial, l'encerclément devait-il surtout profiter? Moins à la Serbie qui n'était qu'un instrument de la Russie qu'à la Russie elle-même. Depuis longtemps, cette dernière s'appliquait à croiser et à barrer la route naturelle entre l'Europe centrale et Constantinople et à ouvrir à son propre essor politique une voie transversale la reliant avec l'Adriatique. Le fameux débouché qu'elle réclamait pour la Serbie sur la côte albanaise, devait en réalité être pour elle-même, la Russie, le point d'aboutissement de son expansion vers le sud-ouest, une sorte de Vladivostok de l'Occident. Dominé par son idée,

le gouvernement de Pétersbourg projetait la formation d'une Grande-Serbie qui fût toute à sa dévotion et par le moyen de laquelle il pût à la fois élever au seuil des Balkans un mur contre l'Autriche-Hongrie et écarter celle-ci de l'Adriatique. La réalisation d'un tel plan eût indéniablement entraîné la fin de la monarchie des Habsbourg comme grande puissance... Au moment de l'affaire marocaine, la presse française avait reconnu formellement la similitude entre la situation de l'Autriche-Hongrie vis-à-vis des Balkans et celle de l'Algérie vis-à-vis du Maroc. La même analogie n'existe-t-elle pas avec la situation des États-Unis vis-à-vis du Mexique? Or, il est très aisé de se figurer ce que les États-Unis feraient, si un grand État ou un autre, moins directement intéressé qu'eux aux destinées du Mexique, s'avisait de placer celui-ci à leurs dépens sous sa propre influence.

\*

Abrégeons et passons à la guerre mondiale. L'encercllement des puissances centrales, tel qu'Édouard VII l'avait rêvé, était en grande partie achevé. Le traité de Bucarest, préparé de longue main par l'Entente, devait servir à fermer hermétiquement les Balkans à l'influence austro-hongro-allemande. Isvolsky avait pris à son compte le plan balkanique d'Alexandre III et sir Edward Grey s'était fait le fidèle exécuteur des volontés de son feu roi. Tous deux, ils avaient recruté, au cours des années, sur presque tout le pourtour des puissances centrales, les auxiliaires influents dont ils avaient besoin : à Paris, Poincaré qui devait à la protection russe son élévation à la présidence de la République, à Belgrade Pachitch, à Athènes Venizélos, à Bucarest Take Jonesco, Filipesco, Bratiano, à Bruxelles et à Rome des intrigants de coulisses, tous, n'est-ce pas? des gens qui apparaîtront moins aux yeux de la postérité comme des hommes d'État clairvoyants et patriotes que comme des démagogues ambitieux et dangereux. Bref, grands rôles et rôles secondaires étant soigneusement distribués, il ne restait plus qu'à attendre le moment propice pour lever le rideau sur la pièce. A Paris et à Londres, il est vrai, on jugeait prudent de ne pas se presser outre mesure. M. Bertourieux a dit bien vrai dans les lignes suivantes : « Si le gouvernement français n'a pas déclaré la guerre spontanément, du moins

l'a-t-il très volontiers acceptée. Elle répondait à ses vœux secrets. Elle était le but d'une coalition dont il faisait partie depuis fort longtemps. Enfin, elle aurait été provoquée par lui un peu plus tard si des causes extérieures ne l'avaient pas amenée auparavant. Nos gouvernants ont été trompés dans leurs prévisions par la promptitude du conflit. Ils le croyaient proche, mais non pas imminent. Ils ne se jugeaient pas encore assez prêts à la lutte quoi qu'ils eussent déjà décidé d'attaquer bientôt. . . . A Pétersbourg, au contraire, on faisait voir des impatiences. Faut-il rappeler encore ce que le ministre de la guerre de Russie déclarait en 1913 à un grand industriel tchèque qui voulait lui faire ses offres en vue de la mise en adjudication de fournitures militaires : « En Autriche, nous ne ferons pas de commandes pour un heller. Inutile d'insister. La guerre avec l'Autriche-Hongrie est inévitable. Nous la préparons déjà depuis des années et nos armements sont complètement prêts. Le conflit éclatera à la première occasion. L'Autriche-Hongrie doit être anéantie. Nous ne pouvons la tolérer plus longtemps. Elle est sur notre chemin. » (*Hlas*, grand journal tchèque de Brünn.) . . . Depuis longtemps, on se berçait dans la capitale russe de l'illusion qu'il se manifestait de part et d'autre en Autriche-Hongrie des tendances séparatistes et qu'un changement de règne y donnerait le signal du démembrement. Une illusion comme tant d'autres que l'Entente a fait entrer, à ses propres dépens, comme des faits positifs dans ses calculs d'avenir. Or, lorsque tout à coup en avril 1914, François-Joseph tomba sérieusement malade, on jugea qu'en raison de son grand âge, ses jours étaient comptés. Il n'en fallut pas davantage pour qu'aussitôt le rouleau russe fût mis en mouvement. Des extrémités orientales et méridionales de l'empire des tsars, des troupes commencèrent à être mobilisées pour être dirigées vers la frontière occidentale. Le fait a été certifié par des officiers russes capturés dans la suite et par des diplomates neutres accrédités en Russie. On se figurait — l'illusion aidant — que les choses marcheraient d'elles-mêmes . . . à condition toutefois que l'archiduc-héritier François-Ferdinand qui passait pour un homme à poigne et parfaitement à même de dominer, le cas échéant, la situation et d'empêcher la dislocation de la mosaïque austro-hongroise, fût écarté encore à temps du chemin. L'attentat de

Sarajevo rentrait, à n'en pas douter, dans les combinaisons de la diplomatie russe. Preuve en est un brouillon écrit de la main de feu M. de Hartwig, ministre de Russie à Belgrade. Il ressort à l'évidence de ce document, découvert récemment dans les archives serbes, qu'on attendait déjà depuis plusieurs jours à Pétersbourg la nouvelle du fait accompli. L'assassinat était une nouvelle manifestation de ce terrorisme que la Serbie officielle exerçait depuis des années, de connivence avec la Russie, pour pousser l'Autriche-Hongrie à bout et la provoquer à la guerre. Quoi d'étonnant que pour le coup la mesure fût comble ? Outre qu'il avait parfaitement le droit de demander le châtiment des instigateurs du crime sur territoire serbe, le gouvernement austro-hongrois était d'autant plus fondé à exiger qu'une enquête judiciaire fût ouverte et menée à Belgrade sous son propre contrôle, qu'il pouvait se réclamer d'un précédent. En 1868, le prince régnant de Serbie, Michel Obrénovitich, fut assassiné dans le parc de Topschider, non loin de la capitale serbe. Il s'agissait d'un complot politique et ceux qui l'avaient tramé, se tenaient cachés au sud de la Hongrie. Le gouvernement serbe pria le gouvernement de Budapest d'autoriser plusieurs de ses fonctionnaires à s'associer à la justice hongroise pour rechercher les coupables et faire les poursuites d'usage... et la demande fut accordée sur-le-champ.

La Russie tira les conséquences logiques de son encouragement des Serbes à la résistance, mais, pour sauver les apparences, elle s'appliqua à cacher son jeu et à suivre la consigne. Un Serbe qui avait jusqu'aux derniers jours de Nisch tenu un emploi important aux côtés du président du conseil Pachitch, a publié, après avoir fait sa soumission à l'Autriche-Hongrie, des révélations intéressantes dans une revue viennoise : « Le gouvernement serbe, a-t-il écrit, et presque tous les milieux du pays étaient d'avis que les conditions de l'ultimatum venu de Vienne devaient être acceptées sans réserve. Le prince héritier Alexandre qui faisait fonction de régent, déclarait expressément qu'il ne restait à la Serbie qu'à s'incliner devant les desiderata austro-hongrois et qu'à s'engager désormais dans une nouvelle voie... car les choses devraient changer de cours... Mais tout à coup le 25 juillet ces dispositions se modifièrent. Dans la nuit était arrivé un télégramme par lequel le tsar faisait savoir solennellement qu'il n'abandonnerait pas la Serbie et

qu'il avait ordonné la mobilisation générale. Ce télégramme se trouve dans le Livre bleu serbe et dans le premier Livre orange russe. Pourtant, présenté comme il l'est dans les deux Livres, il a dû être falsifié, car il ne porte dans aucun d'eux la date du 24, mais celle du 27 et il n'y fait pas la moindre allusion à la mobilisation russe... » C'était tout simple, n'est-ce pas ? On falsifiait une date... on falsifiait un texte... Le tour était fait et le monde informé comme on entendait qu'il le fût. On obéissait une fois de plus à la consigne, à cette fameuse consigne qui, ensuite, fut si strictement observée lorsqu'en France, on représenta la mobilisation russe comme une conséquence de la mobilisation allemande, au lieu du contraire qui était la vérité, lorsque la presse française escamota — par ordre, naturellement — le mémoire justificatif austro-hongrois qui n'eût pas manqué de produire une impression favorable, lorsque sir Edward Grey, au lieu de suivre le sage conseil donné par M. Buchanan, ambassadeur d'Angleterre à Pétersbourg, d'obliger la Russie à rapporter son ordre de mobilisation, menaça l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, pour les intimider, de l'entrée éventuelle de l'Angleterre dans la guerre aux côtés de ses alliés, lorsque le même Grey fit en conseil des ministres et à la chambre le silence sur les ouvertures conciliantes du prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne. L'expédient ententiste réussissait à merveille ; partout les esprits s'y laissaient prendre. On forçait d'un côté la main aux puissances centrales pendant que de l'autre, on s'ingéniait à les représenter comme les perturbatrices de la paix.

Bien que la succession des faits, dans leur enchaînement rigide, éclate aux yeux de tous ceux qui veulent voir, l'Entente, toujours fidèle à la consigne, n'en persiste pas moins à disposer ses prémisses suivant les besoins de ses conclusions. D'un côté elle tronque, de l'autre elle ajoute. Encore dernièrement en France, le *Bulletin des armées* qui tire à un nombre immense d'exemplaires, donnait un exemple instructif de ce travail d'adaptation. Dans un article très-habilement composé, la Serbie est représentée comme la nation la plus innocente du monde (*sic*), à laquelle nul reproche ne peut être adressé. Pas un mot sur ses menées sourdes et provocatrices qui s'étaient poursuivies depuis des années sous le patronage de la Russie et avec la complicité de hauts fonctionnaires, d'officiers et de

comités quasi reconnus d'utilité publique... On lit que la Serbie aurait montré la plus grande condescendance pour les conditions posées par l'ultimatum austro-hongrois et cela sur les conseils de modération de la France, de l'Angleterre et de la Russie. Pas un mot, et pour cause, sur le fameux télégramme du tsar qui, en enhardissant les Serbes à faire résistance, mit véritablement le feu aux poudres... L'Allemagne, quant à elle, est accusée de n'avoir rien fait pour retenir son alliée, mais de l'avoir au contraire encouragée à aller de l'avant. Or, le contraire est vrai... Il est question de la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie, de la mobilisation austro-hongroise, de l'envoi de régiments de cavalerie austro-hongrois à la frontière de Galicie. Pas un mot sur la mobilisation partielle que la Russie avait décrétée déjà dès le mois d'avril en Asie Centrale et dans le Caucase. L'article raconte avec une candeur stupéfiante que la Russie, en raison des dangers que lui faisaient courir les puissances centrales, dut prendre des précautions et que l'Allemagne voulut l'en empêcher et, n'y parvenant pas, lui déclara la guerre, à elle la pacifique Russie... Oui, c'est ainsi que s'écrit l'histoire dans les milieux ententistes. Quoi ! le triomphe de la consigne !

\*

Il serait impossible de parler de la paix future sans tenir compte des enseignements découlant des faits qui ont précédé et déterminé la guerre. Des positifs, bien entendu, dans leur enchaînement indéniable et non pas de ceux que l'Entente arrange à son gré, en vue de ses conclusions nécessaires. Or, ce que nous venons de voir atteste, sans que le moindre doute puisse subsister, qu'il y a eu effectivement encerclement de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie et que le plan conçu par le roi Édouard visait à serrer les deux puissances toujours de plus près pour enfin les attaquer par surprise. En s'acharnant, contre toute évidence, à vouloir soutenir le contraire, l'Entente ne changera rien à la réalité des choses. Un pacifiste belge écrivait dernièrement : « Il est vrai que l'Allemagne a pu croire qu'elle était encerclée... et l'on pourrait de ce fait lui accorder jusqu'à un certain point les circonstances atténuantes... » A pu croire !... oui, voilà ce qui se dit du côté ententiste, après que l'encerclement s'est effectué au su et au

vu de tout le monde, sans que le souverain anglais se soit jamais caché de ses desseins. Lorsque Édouard VII séjourna à Marienbad en 1908, on parlait ainsi dans son entourage : « L'Angleterre a une tradition qu'elle suit fidèlement et cette tradition consiste à empêcher qu'aucune puissance de l'Europe ne devienne prépondérante. Il y a cent ans, c'était le tour de la France, aujourd'hui, c'est celui de l'Allemagne . . . La guerre viendra certainement. Quand ? — peut-être dans cinq, peut-être dans dix ans — peut-être plus tard encore. Et cette guerre sera telle et de si longue durée que tous les États du continent en seront considérablement affaiblis. Quant à nous, nous nous en ressentirons à peine et nous pourrons ensuite poursuivre tout à notre aise la politique mondiale qui nous conviendra, sans nous préoccuper de l'Allemagne et de la France qui ne seront plus en état de nous barrer le chemin. » Sir Edward Grey ne dit-il pas quelque chose d'approchant quand il déclara le 3 août 1914 devant le parlement : « Nous, avec notre flotte qui est à même, à ce que je crois, de protéger notre commerce, nos côtes et nos intérêts, nous aurons à peine plus à souffrir, en prenant part à la guerre que si nous demeurions en dehors . . . » Non, mille fois non, l'Allemagne n'a pas fait que croire qu'elle était encerclée, mais elle savait pertinemment, et le monde entier aussi, qu'elle l'était et que le cercle formé autour d'elle se rétrécissait toujours davantage. Le traité de Bucarest qui avait couronné les guerres balkaniques machinées par l'Entente en vue d'un but déterminé, qu'était-ce autre chose qu'un solide verrou tiré sur l'Orient balkanique pour assujettir le nouveau statu quo nécessité par l'encercllement ? Non pas une Serbie, ni une Roumanie indépendante, mais la Serbie de Pachitch, l'homme de la Russie, et la Roumanie de Take Jonesco, l'homme de l'Angleterre, avaient cimenté une alliance pour former un large mur de séparation entre l'Europe centrale et la péninsule balkanique, isoler la Turquie de l'Allemagne et réduire la Bulgarie à sa plus simple expression en même temps qu'à l'impuissance. Après que la paix de Bucarest eut mis le point final à une phase de l'encercllement, l'attentat de Sarajevo en ouvrit une nouvelle et c'était, cette nouvelle phase, la phase définitive au cours de laquelle devait s'effectuer de toutes parts sur un mot d'ordre l'étranglement de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Menacées dans leur propre

existence, les deux puissances durent tout à coup faire front à la coalition formée contre elles. Force leur fut, comme elles étaient en état de légitime défense, de se jeter de plusieurs côtés pour rompre le cercle avant qu'il fût trop tard. L'Allemagne fit d'abord irruption en Belgique où le danger était imminent pour elle. Après tous les arrangements passés par l'Angleterre avec des dirigeants belges complaisants, arrangements reconnus et avoués par des Anglais eux-mêmes, eût-elle agi autrement qu'elle eût tout simplement signé sa condamnation à mort. Puis, le cercle fut rompu à l'est où les Russes furent refoulés et au sud où le contact fut repris avec la Bulgarie et la Turquie. Relevons en passant la différence entre l'action allemande en Belgique et l'action franco-anglaise en Grèce. En Belgique, les Allemands ont rompu le cercle et ils avaient bien le droit de le faire puisque c'était la condition sine qua non de leur salut. En Grèce, l'Entente s'acharne à vouloir reformer le cercle qui a été brisé dans les Balkans par les puissances centrales avec l'aide de la Bulgarie. Le roi Albert de Belgique avait piétiné, avant la guerre, la neutralité de son pays, en épousant sous cape la cause de l'encerclement. Le roi Constantin veut rendre la neutralité à la Grèce, en refusant de ratifier l'ancienne politique ententiste de Venizélos... De quel côté sont les agresseurs, de quel côté ceux qui ne font que se défendre? Soyons donc à la fin des fins de bonne foi et voyons les choses comme elles sont en réalité.

Tout cela considéré en toute impartialité, comment pourrait-on se rallier à ceux qui réclament une paix ramenant le statu quo ante? Passe encore pour ceux à qui il importerait peu qu'après la conclusion de la paix, la guerre continuât à l'état latent ou se poursuivît sur le terrain économique, mais on doit s'étonner que des pacifistes sincères et sérieux puissent formuler une pareille demande. Le retour au statu quo ante, que serait-ce d'autre que la reconstitution du cercle avec la réapparition des dangers de guerre et de l'horizon chargé d'orages du passé? Pourrait-il vraiment, ce statu quo ante, être agréé comme condition préalable de la paix, par les puissances centrales dont l'unique souci est d'être préservées à l'avenir de toutes menaces d'encerclement? Cela n'implique nullement de leur part des intentions annexionnistes, mais elles songent avant tout à créer un état de choses qui leur garantisse

une paix durable... Du reste, indépendamment des périls que la situation d'avant la guerre couvait pour toutes deux, son rétablissement ne serait-il pas une pure injure au droit des gens, aux vrais principes de la liberté et de l'équité? Pourrait-on vraiment désirer le retour à Belgrade de la dynaste Karagéorgiévitich qui n'a fait, du premier au dernier jour onze ans durant, que prêter les mains à des crimes? Pourrait-on sérieusement souhaiter la rentrée en scène de M. Pachitch qui avait foulé aux pieds le droit à l'indépendance du peuple serbe pour faire de celui-ci un vassal politique de la Russie? « Je suis convaincu, me disait, il y a quelque 20 ans, feu M. Garaschanine, l'un des rares hommes d'État serbes qui aient fait preuve d'un coup d'œil juste et d'un patriotisme éclairé, que si un jour ou l'autre nous devons suivre les suggestions russophiles de Pachitch, ce serait notre perte... » Pourrait-on reprendre aux Polonais et aux Flamands l'autonomie que la guerre leur a apportée? Pourrait-on demander, en ce qui concerne la Bulgarie, qu'elle fût frustrée de territoires macédoniens qui lui reviennent historiquement de droit (les préliminaires de paix à San-Stefano en 1878 en faisaient foi) et que le cercle qu'elle a brisé, se refermât sur elle? Ne se rappelle-t-on pas que, dans les dernières années avant la guerre, pendant que la Serbie confinait encore à la Roumanie, celle-ci se prêtait de bonne grâce (on sait pourquoi aujourd'hui) à maintenir la communication entre les deux foyers panslavistes les plus dangereux pour la paix générale : Pétersbourg et Belgrade... Supposons par impossible que le retour au statu quo ante s'effectue dans les Balkans. Que se passerait-il dans ce cas-là? Nous nous retrouverions en présence de l'état de choses résulté du coup monté contre la Bulgarie et l'Europe centrale et que la paix de Bucarest avait consacré, au défi de tout droit. Or, l'équité ne demanderait-elle pas que l'on remontât encore plus haut et que l'on rétablît le statu quo d'avant la guerre balkanique?

Quand on veut appliquer le droit, on ne doit pas s'arrêter à mi-chemin. Pourquoi la Turquie de 1912 aurait-elle pu être dépouillée de ses provinces macédoniennes et la Serbie devrait-elle être maintenant remise en possession d'une partie de ces provinces qu'elle avait occupée au plus pendant deux ans?

De telles considérations auront, c'est à craindre, peu de valeur et de poids pour ceux des pacifistes — ils sont malheureusement nombreux — que leur penchant prononcé pour l'Entente prive d'un esprit libre et indépendant. Ils raisonnent, ces juges-là, à la façon du pacifiste belge : « L'Allemagne a pu croire qu'elle était encerclée... Or, elle ne l'était pas... Donc, elle a rompu un cercle imaginaire. » Partant de là, ils accusent les puissances centrales d'avoir, sous prétexte de briser un cercle qui n'existait pas, eu des vellétés de conquêtes, ils rejettent sur elles la responsabilité de la guerre et réclament, pour les punir, le retour au statu quo ante. Bien plus, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie étant à leurs yeux les coupables, ils demandent qu'elles soient désarmées pour être mises hors d'état de récidiver... Cela fait, à les croire, ce sera l'avènement de l'âge d'or et ils élaborent en conséquence leur programme d'une paix durable : désarmement, création d'un tribunal d'arbitrage international à la juridiction duquel tous les États seraient tenus de se soumettre, etc., etc.... Autant de beaux, de forts beaux projets auxquels chaque pacifiste sincère devrait donner son adhésion s'ils étaient d'une réalisation possible. Malheureusement, ce ne sont *pour le moment* (j'appuie sur ces trois mots afin de repousser l'accusation déjà portée contre moi que je combattrais l'idéal des pacifistes), oui, ce ne sont pour le moment que de vains rêves parce que ceux qui les caressent, obéissent à la fameuse consigne plutôt que de regarder impartialement en face la réalité des faits... Lorsque le monde, il y a vingt et quelques années, croyait voir, en même temps que le progrès marchait à grands pas, l'âge d'or poindre à l'horizon, Édouard VII et M. Isvolsky avaient déjà décidé à Fredensborg de le retenir dans l'âge de fer... et maintenant que ce dernier, plus terrible que jamais, se prolonge, sans qu'on en puisse prévoir la fin, la paix ne pourra, après son retour, se fonder jusqu'à nouvel ordre que sur l'application du vieil adage : *Si vis pacem, para bellum*... Il est vrai que dans l'attente d'un avenir meilleur, il sera toujours possible de préparer le terrain en conséquence. Et comment le préparer si ce n'est en amenant les peuples à se connaître mieux, à se comprendre mieux, à modifier la conception de leurs devoirs réciproques et en agissant surtout sur une certaine presse et sur une certaine littérature pour

qu'elles servent d'instruments de paix et non plus d'instruments de guerre.

Le *Anti Oorlog Raad* à la Haye a bien voulu me comprendre parmi ceux qu'il a consultés sur les différents points du programme dont il poursuit la réalisation. Je lui ai répondu en toute franchise et voici notamment comment j'ai jugé le point suivant : « *La politique étrangère sera soumise à un contrôle efficace du Parlement.* » « Ce serait très beau si c'était possible. Or, l'expérience des dix dernières années fait malheureusement craindre que ce sera impossible. A quoi servirait le contrôle d'un parlement si le peuple dont il reflète les aspirations et dont il n'est que trop souvent l'esclave, était influencé par la presse du pays dans le sens belliqueux ? A quoi servirait ce même contrôle si le peuple était informé, au gré de ses gouvernants, d'une façon contraire à la réalité des faits ? On cite généralement l'Angleterre et la France comme des pays où l'opinion publique a une influence décisive. Si c'était vrai, comment s'expliquer le fait que, bien que le peuple français dans son ensemble visât à la paix et que le 80% de la presse anglaise, avant l'entrée en guerre de sir Edward Grey, eût pris parti pour l'Autriche-Hongrie contre la Serbie, un mot des dirigeants suffit, des deux côtés de la Manche, pour retourner d'un jour à l'autre cette fameuse opinion qui, à ce qu'on assure, conduirait les deux pays ? . . . On a vu ce qui s'est passé en Serbie. Pendant des années, les journaux de Belgrade ont jeté de l'huile sur le feu, en se répandant en invectives contre l'Autriche-Hongrie, en insultes grossières contre sa dynastie et son gouvernement. Leurs sorties violentes ne manquaient jamais de trouver de l'écho en Russie et en France et — ce qui allait de soi — la presse austro-hongroise ne pouvait s'empêcher de riposter sur un ton courroucé. Il s'ensuivait en Europe des polémiques irritantes qui n'étaient pas précisément propres à favoriser le maintien de la paix. Dans ces conditions-là, à quoi eût pu servir en Serbie le contrôle du parlement ?

Avant de songer à établir un tel contrôle, il faudrait, à mon avis, songer à engager la presse dans des voies nouvelles pour l'amener à exercer une action non plus préjudiciable, mais favorable à la paix. Il ne serait pas mauvais de créer à cet effet une loi spéciale qui délimitât le droit d'écrire sur le terrain international. Cette loi serait élaborée non par des

gens appartenant au métier journalistique, mais par des hommes d'État, des diplomates, des pacifistes qui se soucieraient avant tout des intérêts généraux de l'humanité. En vue de sa mise en vigueur, on instituerait à la Haye une cour permanente à laquelle pourraient avoir recours, le cas échéant, les États qui seraient fondés à se plaindre d'articles et de livres publiés à l'étranger. La liberté de la presse est évidemment un bien très précieux, mais il ne faut pas qu'elle puisse être à même de mettre en péril cet autre bien infiniment plus précieux qu'est la paix.»

« Les journaux devraient être réduits aux Petites Affiches », avait dit Napoléon I<sup>er</sup>. Nous n'irons pas jusque-là. Il suffira, à notre avis, que la presse soit placée sous une juridiction efficace qui l'empêche de continuer, après le retour de la paix, à semer la méfiance entre les peuples. Commençons par la désarmer et l'autre désarmement viendra avec le temps. Tant que, dans les pays de l'Entente, sera tolérée en pleine paix la publication d'articles et de livres qui discutent le démembrement de l'Allemagne et les meilleurs moyens de l'effectuer, tant qu'on y considérera comme légitimes les prétentions des Russes, Italiens et Serbes sur des morceaux du territoire austro-hongrois, on ne saura s'étonner que les puissances centrales organisent leur défense de telle sorte qu'elles ne soient pas prises au dépourvu. Si d'un côté doit prévaloir le principe de *la force primant le droit*, c'est bien le moins que de l'autre soit appliqué celui de *la force défendant le droit*.

Oui, à la presse de commencer ! Elle peut jouer un beau, un grand, un noble rôle. Quand elle aura cessé d'attiser le chauvinisme dans certains pays et d'alimenter les haines entre les nationalités et les races, l'apaisement s'effectuera peu à peu de lui-même dans les esprits et la nouvelle ère, si ardemment désirée par les pacifistes sincères, montera lentement sur l'horizon. Mais, en attendant que la bonne entente se soit faite parmi les hommes, la paix revenue — c'est à craindre — devra continuer à s'appuyer sur la force armée . . . Ce ne sera pas sur commande, ce ne sera pas en un jour que le monde passera de l'âge de fer à l'âge d'or.

FR. DU BOIS.

---

## EN ATTENDANT „LA VICTOIRE DÉFINITIVE“

— *Vers la paranoïa.* —

---

De temps en temps nous lisons dans la presse adverse des articles où, après avoir développé le thème archiconnu de la « victoire sûre et certaine », l'on s'ingénie à inventer des humiliations pour les vaincus. Nous avons l'impression que les insuccès ne font qu'aggraver l'état d'esprit des journalistes alliés et, si les signes d'une aliénation mentale étaient déjà manifestes dans ce qu'ils écrivaient auparavant, leurs élucubrations récentes révèlent les ravages d'une véritable paranoïa.

Lorsque la Roumanie est entrée en lice, les organes de la Quadruplice ont été unanimes à prédire — la quantième fois déjà depuis le commencement de la guerre ! — l'éroulement imminent de l'Austro-Allemagne. Il y eut à cette occasion une véritable renaissance des phrases idiotes comme celles-ci sur ce qu'il y avait à faire : « il faut d'abord écraser la Bulgarie », ou « Sarrail doit marcher tout droit sur Sofia », ou bien « il faut isoler la Turquie pour que celle-ci se trouve réduite à demander la paix » etc. Même après les défaites sanglantes infligées aux Valaques, les journalistes adverses ne cessaient de divaguer sur les opérations à exécuter dans les Balkans comme s'ils tenaient à faire accroire à tout le monde que ce Sarrail était un mauvais garçon qui ne voulait pas anéantir les Bulgares pour prendre de revers Constantinople, et que ces autres mauvais garçons Falkenhayn et Mackensen avaient infiniment tort de ne pas se conformer aux plans stratégiques élaborés par les patriotards de la presse franco-anglaise.

Mais n'anticipons pas sur l'importance des événements actuels et jetons un coup d'œil sur l'évolution « historique » de l'idée fixe de la « victoire définitive ». Analysons avec le sérieux que peut comporter ce sujet grotesque, les espérances ententistes, tour à tour détruites par la cruelle réalité sans ébranler en quoi que ce soit la foi dans cette « victoire définitive » qui était fondée sur elles.

Nous nous rappelons bien que lors de la marche des Allemands sur Paris, les Anglais avaient déjà déclaré que la chute de la capitale française ne dirait rien, car même après la prise de Bordeaux, on continuerait à lutter jusqu'à la « victoire définitive ». Vint le « miracle » de la Marne. Les Français qui ne marchandent pas la gloire lorsqu'il s'agit d'eux-mêmes, célèbrent cet événement comme une victoire éclatante ; mais en réalité, celle-ci n'a eu pour effet que d'enrayer l'invasion germanique. Nous ne voulons pas rabaisser l'importance d'un tel succès, mais nous ne pouvons nous empêcher de sourire lorsque nous lisons les commentaires ronflants où l'on prétend que sur la Marne « l'Allemagne fut vaincue par la France ». D'abord l'Allemagne avait à combattre sur plusieurs fronts et, par conséquent, elle ne pouvait engager contre les Français qu'une partie de ses forces, et si dans la bataille de la Marne les héros alliés n'étaient pas encore trois contre un, comme aujourd'hui, il n'en est pas moins vrai que déjà, à cette occasion mémorable, ce n'est pas l'Allemagne qui luttait contre la France, mais seulement une partie de l'armée germanique contre toute l'armée française, renforcée encore par des contingents belges et anglais . . .

Cependant les Alliés avaient beau se pâmer devant le « miracle de la Marne », la croyance à la « victoire définitive » était avant tout basée sur les faits d'armes qu'on attendait des Russes. Les Anglais qui devaient tirer l'épée pour la protection de la Belgique « violée », avaient toujours fait entrer en compte l'immense réservoir d'hommes de la Russie lorsqu'ils escomptaient « l'agression de l'Allemagne » ; de même les Français. En répartissant les rôles que les membres de l'Entente cordiale auraient à jouer, c'était avant tout le colosse russe qui était chargé de remporter « la victoire ». Nous n'avons pas encore oublié le « rouleau compresseur » ou l'« avalanche russe » qui devait tout emporter. Après les effroyables dé-

faites qu'ont subies en 1915 les armées du tsar en Pologne, en Galicie, en Bukovine, les prophéties stupides sur «les chevaux cosaques qui henniront bientôt vers la plaine hongroise» ont disparu pour faire place à l'apologie d'un autre événement décisif : l'intervention de notre allié italien. Désormais c'était l'armée de l'Italie parjure qui devait assurer la «victoire définitive» de la civilisation, du droit et de la sainteté des traités. On sait ce qu'il en fut. Les glorieux soldats de Victor Emmanuel piétinent sur place aujourd'hui comme au commencement de leur guerre sacrée, car la prise de Goritz et les quelques kilomètres qu'ils ont gagnés au prix de sacrifices immenses, sont loin d'influencer en quoi que ce soit l'issue du grand conflit...

Mais la «victoire définitive» n'en restait pas moins «certaine». Le rouleau russe ébréché devait être remonté et mis en activité ; en outre, l'Angleterre a pris la résolution d'introduire «le militarisme prussien» : le colosse russe «redivivus», pourvu d'un puissant matériel de guerre et l'armée britannique nouvellement créée furent considérés comme les deux facteurs dont l'entrée en scène devait inmanquablement briser la résistance «faiblissante» de l'Austro-Allemagne. La grande offensive de Brousiloff et les combats acharnés des Franco-Anglais sur la Somme ont donc été engagés en vue de la «victoire définitive» : aussi les journalistes ententistes ne cessaient-ils de nous assurer que cette fois le coup décisif allait être frappé... Il n'en fut rien. Non seulement ces opérations de grande envergure n'ont abouti à aucun résultat appréciable, mais le dernier atout des Alliés qu'ils ont joué en poussant à la guerre «le noble pays» des Roumains, leurs réserva la plus amère des déceptions.

Ce bilan sommaire des échecs ententistes est loin d'être complet, ainsi nous n'avons pas mentionné la fameuse retraite des Dardanelles, de même que nous n'avons pas non plus enregistré quelques-unes des soi-disant «victoires» de nos adversaires. Car ils prétendent encore avoir «vaincu» les Allemands sur l'Yser, à Verdun, etc. Mais nous avons déjà dit à propos de la bataille de la Marne, ce que nous pensions de pareilles «victoires». Même en admettant que c'en soit une que de résister aux efforts offensifs de l'ennemi, on ne saurait nier que les

puissances centrales ont à leur actif des « victoires » d'un caractère autrement « positif ».

Nos ennemis font mine de mépriser la « carte de guerre », mais ce mépris n'est aucunement en rapport avec la joie exubérante qu'ils laissent éclater lorsqu'ils peuvent enregistrer une avance de quelques mètres ou la prise d'un petit village quelconque. Si le terrain gagné ne signifie pas grand'chose au point de vue de la « victoire définitive », pourquoi diable poussent-ils des cris de triomphe à propos du moindre lopin de terre qu'ils réussissent à enlever ? Et s'il n'en est pas ainsi — et nous ne croyons pas qu'il en soit ainsi — comment osent-ils tromper leurs peuples en leur prédisant toujours la défaite irrémédiable des Puissances centrales, maîtresses de la Belgique, de la Pologne, de la Serbie, du Monténégro, et bientôt — de la Roumanie ?

Et puis, regardons un peu le revers de la médaille ententiste et envisageons les chances d'une « victoire définitive » du point de vue des Puissances centrales. Ce qui saute aux yeux tout d'abord, c'est que les Alliés ne sont presque jamais parvenus à reprendre ce qu'ils ont une fois perdu. Nous qui avons dû évacuer des territoires très considérables sous la poussée moscovite, nous avons été à même de déloger l'ennemi même de positions aussi fortifiées que Przemysl. Ou, pour citer un exemple récent, voyez ce que Falkenhayn a fait en Transylvanie : en moins de deux mois, les Valaques ont été battus, chassés et toute une province déblayée. Citez-moi quelque chose d'analogue accompli dans le camp des maniaques de la « victoire définitive » ! Et notez bien qu'en opposant cette impuissance ententiste aux actions couronnées de succès et d'un caractère « positif », si l'on peut ainsi dire, des Puissances centrales, nous laissons encore hors de compte des opérations comme celles de Mackensen en Serbie et, dernièrement, dans la Dobroudja et en Roumanie. En voilà des offensives modèles : leur résultat fut l'anéantissement d'armées entières et l'occupation de pays entiers !

Si, après tout cela — et par là nous revenons à notre point de vue initial — nous lisons encore dans les journaux franco-anglo-italiens-russes-welsches que les Alliés se proposent de « démembler » l'Autriche-Hongrie (à propos d'un discours de M. Bissolati, le *Times* concluait à la nécessité de « détruire »

notre monarchie pour arriver à une paix durable !<sup>(1)</sup> ; de « museler » l'Allemagne (le *Temps*, figurez-vous, le *Temps* veut « museler » l'Allemagne — pauvre fou, aidez plutôt à sauver votre pays ruiné et trompé !) ; de fonder « une Grande-Serbie » et « une Grande-Roumanie » ; de « punir la Bulgarie » — nous ne pouvons que crier à la camisole de force,

Du reste, tout en exhalant leur folie inguérissable, les Hanotaux et consorts en viennent parfois à dire involontairement la vérité. Ainsi, il y a quelque temps, un journal ententiste publiait un article intitulé : *La victoire malgré tout*. Personne n'aurait pu mieux définir ce qu'il y a de foncièrement tragique dans l'idée fixe de la « victoire définitive », car personne n'aurait pu exprimer d'une façon plus lumineuse que l'étoffe de la « victoire définitive » de nos adversaires était en réalité tissée de défaites continuelles. « Il est vrai que nous sommes toujours battus, mais nous serons quand même victorieux » — voilà comment on pourrait résumer le raisonnement de l'individu qui a inventé la formule citée. Et, un autre journal ententiste n'écrivit-il pas à propos des victoires remportées en Roumanie que celles-ci signifiaient plutôt un affaiblissement de l'Allemagne et qu'on serait en droit de dire que les Allemands « reculent de victoire en victoire » ?

Oui, oui, Monsieur, et vous avancez de défaite en défaite — vers la paranoïa.

(1) Aujourd'hui encore, la Serbie inexistante et l'Italie impuissante se disputent certains territoires appartenant à l'Autriche-Hongrie ! Oui, oui, des polémiques très sérieuses sont engagées à ce sujet dans des grands journaux, comme le *Times*, le *Temps*, le *Figaro*, le *Secolo*, etc. — Le discours prononcé récemment par M. Trépoff, président du Conseil des ministres russes, à l'ouverture de la Douma, est aussi un produit de la paranoïa inguérissable. M. Trépoff devait être placé dans le même asile d'incurables que le ministre anglais, Henderson, qui déclarait naguère que « l'Allemagne savait déjà qu'elle était battue. »

DIPLOMATE.

---

## LES NEUTRES ET LA TERREUR ENTENTISTE

---

Au courant de cette guerre, les Alliés ont forgé une arme puissante du mensonge et de la calomnie ; leurs journaux ont fini par rendre suspecte la vérité elle-même, quand il leur arrivait parfois de la dire. La tromperie la plus impudique de la Quadruple consistait à proclamer hautement qu'elle luttait pour le droit, la civilisation et l'indépendance des petites nations. Si l'on compare les exercices oratoires et épistolaires des hommes d'État ententistes avec les actes qu'ils commettent ou font commettre, on reste frappé de stupeur, et pour trouver l'explication de cette contradiction, il faut avoir recours à la psychopathie.

Nous n'avons pas encore oublié que c'est à propos de la violation de la soi-disant neutralité belge que les ententistes ont fait retentir aux quatre coins du monde leurs cris d'indignation et que c'est à propos des soi-disant « atrocités allemandes » que le génie diffamatoire de la presse franco-anglaise-américaine a battu le plus haut record. La grotesque mégalomanie qui s'est emparée des Alliés est cause de ce qu'en pesant leurs propres actes, ils emploient une mesure totalement différente de celle dont ils usent lorsqu'il s'agit de juger les actions de l'ennemi. Car existe-t-il un seul paragraphe du droit des gens que les Tartuffes névropathes de l'Entente n'aient déjà foulé aux pieds ? Et, cependant, comme si de rien n'était, ils continuent à étourdir le monde de leur vacarme et vont répétant qu'ils sont les champions désintéressés de la justice et qu'ils poursuivent leur guerre pour la liberté de l'Europe, de l'Asie, des États-Unis d'Amérique — de la planète Mars, etc.

Nous n'avons pas l'intention de prendre au sérieux tous ces cas relevant de l'aliénation mentale, mais nous ne pouvons nous empêcher d'examiner d'un peu plus près la façon dont est interprétée la « neutralité » par nos adversaires selon les

besoins de leur guerre de brigandage qu'ils ont l'audace de qualifier de « sacro-sainte ».

Commençons par les États-Unis d'Amérique. La pauvre petite Entente qui n'est composée que de dix États (hélas ! j'en passe encore), tous obligés de se défendre contre les vellétés de conquête des puissances centrales, ne reçoit de l'Amérique que des munitions, de l'argent, des vivres, des avions et — des hommes. Oh, pas beaucoup ! Seulement quelques régiments de volontaires, mais qu'est-ce que cela signifie auprès de l'écrasante supériorité numérique de l'Austro-Allemagne et de ses complices ? M. Wilson ne fournit donc aux Alliés que les choses nécessaires à la poursuite de la guerre, mais ne met-il pas une lenteur désobligeante à défendre aux sous-marins boches de commettre leurs actes de « piraterie » (dans la langue spéciale des apaches c'est ainsi qu'on désigne les exploits de la marine allemande) ? Les Alliés sont donc mécontents de lui, oui, très mécontents !

Il y a cependant des gens qui pensent que l'Amérique devrait protester contre le blocus de l'Angleterre tendant à affamer les populations civiles de l'Austro-Allemagne — et de la Belgique, de la Serbie et de la Pologne : petites nations qui ont bénéficié de la protection militaire des Alliés pour jouir maintenant de leurs bienfaits sur le terrain économique. Mais les gens qui professent de telles opinions, ne sont pas versés dans les secrets de la casuistique des spécialistes américains en droit maritimo-terrestre. Quoi ! Prétendraient-ils que les États-Unis interdissent l'exportation des munitions ou, du moins, qu'ils ne l'autorisassent qu'au cas où le commerce avec les empires centraux serait aussi rétabli ? Une telle énormité ne compromettrait pas seulement la neutralité de l'Amérique, mais irait à l'encontre du bon sens, et c'est tout dire : elle lèserait les droits sacrés des Alliés qui représentent la justice, la civilisation et l'humanité . . .<sup>(1)</sup>

Mais laissons la grande république d'outre-mer pour tourner nos regards vers un petit pays également neutre : la Grèce.

(1) Ce qu'il faut entendre par la protection des petites nations, fut illustré d'une manière éclatante par l'attitude des États-Unis dans la question des Antilles. Le gouvernement du Danemark se vit obligé de proposer au Parlement danois la vente de ces Iles à l'Amérique. « Nous ne pouvions faire autrement », dit le ministre des finances danois, faisant allusion à la forte pression exercée par les États-Unis. « L'Amérique tient à prendre possession de ces Iles et nous ne sommes pas en état de lui résister. Il vaut mieux céder que de provoquer un conflit où nous ne gagnerions rien. » Ceci se passe de tout commentaire.

Nous nous rendons compte de l'insuffisance de notre vocabulaire pour caractériser d'une façon convenable les procédés qu'ont employés les défenseurs des petites nations à l'égard de l'infortuné roi des Hellènes. C'est inouï, mais c'est un fait que Constantin ose résister aux irrésistibles. « Nous sommes si beaux, si généreux, si victorieux, nous luttons pour les plus hauts idéals de l'humanité, notre force est immense et vous nous méprisez ? — ainsi déclament les Franco-Anglais et le roi a beau leur répondre : « Mon peuple ne veut pas la guerre, je tiens à rester neutre » — ils ne cessent de protester de leur amitié, de leur amour, de leur esprit de sacrifice, de leur . . . que sais-je ? — pour la Grèce. N'étaient-ce des cerveaux détraqués, nous qualifierions d'infâmes les agissements de ces champions « malgré tout » de l'« hellénisme », mais comme toute manifestation ententiste doit être jugée d'un point de vue pathologique, nous nous contentons de dire que la neutralité de la Grèce n'est pas violée ; elle est seulement traitée d'une façon qui répond à l'esprit de tolérance et de liberté des défenseurs des petites nations. N'en est-il pas ainsi ?

La neutralité italienne ou bien la neutralité roumaine étaient pour plaire aux Alliés ; les rois d'Italie et de Roumanie étaient de grands monarques. Mais la neutralité de la Grèce et le roi des Hellènes ? Trahison ! Traître ! Les puissances « protectrices » (*difficile et satiram non scribere !*) de la Grèce devaient recourir à la force pour sauver les intérêts supérieurs de l'humanité, c'est-à-dire des Alliés. Il ne faut donc pas s'étonner que des bandits faisant irruption dans un pays étranger ne se conduisent pas autrement que le font les ententistes en territoire grec. L'attitude de la Quintuple ou Sextuple Entente à l'égard de l'hellénisme est encore significative à ce point de vue qu'elle jette une lumière rétrospective, si l'on peut dire, sur la « neutralité belge », car il est facile de se représenter quelle aurait été cette neutralité, si les Allemands ne s'étaient pas avisés de la violer. Les Boches avaient seulement eu le tort de s'identifier avec les modernes chevaliers du Graal et de s'imaginer qu'il leur était permis d'agir comme à ces élus de la Providence . . .

L'Angleterre qui s'est toujours distinguée par son altruisme et par sa douceur pour les peuples opprimés (voir, par exemple, les Irlandais) semble encore être mécontente de la Suède. Ce pays entend interpréter loyalement la neutralité ; il a osé dire

à la fière Albion : « Le gouvernement royal de Suède est incontestablement seul juge des moyens légitimes de maintenir ses droits ». A-t-on jamais entendu pareil langage ? Les nobles Alliés qui — vous ne le savez que trop — luttent pour une cause sacro-sainte, en doivent être naturellement scandalisés. Un journal ententiste, pardon ! neutre, le *Journal de Genève* <sup>(1)</sup> n'a-t-il pas écrit à ce propos : « La Suède a élevé la voix dans la question des relations postales (euphémisme welsche pour : vol des courriers postaux) . . . La Suède agit en conformité avec le droit formel . . . Mais la question qui intéresse tous les neutres est de savoir si l'on peut pratiquer juridiquement la neutralité, sans se préoccuper aucunement des conséquences politiques de cette pratique . . . Pour les belligérants, la solidarité morale des neutres n'est pas comme pour ces derniers un vain mot . . . La Suède, qui pourrait jouer un rôle éminent dans l'Europe de demain aurait mieux à faire qu'à défendre des paragraphes de Neutralité. Elle devrait s'appliquer à garder intacte sa virginité morale. » Le morceau est beau, n'est-ce pas ? Et savez-vous pour qui elle devrait s'appliquer à garder sa virginité morale ? Pour les Alliés, qui sont si malmenés, si délaissés, si pauvres qu'ils ont besoin de l'appui de tout le monde. L'innocente Septuple ou Octuple Entente, inférieure en nombre et en ressources à l'Austro-Allemagne, ne peut donc pas admettre qu'il y ait un pays qui ne se soumet pas aveuglément à ses injonctions. « Dans une lutte de la civilisation contre le crime, la neutralité est, au moins, un délit » <sup>(2)</sup> — voilà l'idée qu'on se fait en France de la neutralité, fût-elle la plus « bienveillante » du monde. Il est facile de s'imaginer après cela l'impression que doit produire sur l'esprit ententiste une attitude correcte comme celle de la Suède. Et à quoi attribuer tout cela ? Au vent de folie qui ne cesse de souffler dans les pays ententistes. Il semble, en effet, que les peuples y soient devenus candides au point de croire réellement qu'ils luttent pour la « civilisation », contre le « crime » ! Allemands, Autrichiens, Hongrois, Turcs, Bulgares : quelques centaines de millions d'hommes ont beau crier qu'il s'agit de tout autre chose, ils n'en démordent point et persistent à rabâcher les phrases

<sup>(1)</sup> 19 septembre 1916.

<sup>(2)</sup> *L'esprit public en France pendant la guerre*, par William Martin (*Revue Suisse*, N° 249, p. 428).

ridicules qu'on leur a fourrées dans la tête. Il n'est même pas impossible que la presse ententiste, la mieux organisée du monde, ne parvienne à leur faire accroire que le « crime » de Sarajevo pèse aussi sur notre conscience . . .

Mais pour revenir à la terreur qu'exercent les Alliés sur les neutres, il sera peut-être instructif de citer l'exemple de la Suisse. Fidèle à son programme de protéger les petites nations, l'Entente rédemptrice emploie à l'égard de ce pays tous les procédés vexatoires dont elle est coutumière. « Nous sommes *nous* », disent les Alliés, et « tout nous est permis : les peuples qui agissent dans un sens contraire à nos intérêts, sont sacrilèges ». Aussi pour entraver le commerce de la Hollande et des pays scandinaves n'ont-ils pas reculé devant les pires infamies. Et en se mêlant dans les affaires de tous ces États, ils sont toujours partis de l'idée fixe que leur tyrannie implacable est justifiée par la noblesse qui est soi-disant à la base de toutes leurs actions. C'est sans doute aussi pour cette raison qu'ils ont empêché d'aboutir les négociations économiques entre la France et la Suisse. On serait presque en droit d'en conclure à une attitude peu amicale de ce dernier pays à l'égard de la cause sacro-sainte des Alliés. Mais qu'arrive-t-il en réalité ? Lisez les journaux français paraissant en Suisse et vous vous rendrez compte que la démente ententiste s'y étale presque plus nauséabonde que dans la presse franco-anglaise-américaine.<sup>(1)</sup> Mon Dieu, en voilà une jolie neutralité ! Elle l'est à tel point qu'elle choque beaucoup de citoyens romands eux-mêmes qui sont d'un tempérament plus calme. Mais, comme le gouvernement suisse fait tout son possible pour garder loyalement la neutralité du pays, l'Entente crie à l'injustice . . . Elle est probablement d'avis que le peuple de la petite Suisse devrait se faire massacrer pour l'amour des monomanes furieux de l'innombrable coalition ententiste.

Nous n'avons esquissé que quelques scènes de la farce sinistre jouée par les défenseurs modernes de la « neutralité », et si l'on était enclin à nous taxer d'exagération, nous dirions qu'en réalité la terreur ententiste se manifeste d'une façon plus brutale encore . . .

## X.

<sup>(1)</sup> Les citations empruntées à des publications suisses que nous avons faites plus haut, l'attestent suffisamment.

---

## CHRONIQUE DE LA GUERRE

---

10 décembre 1916.

Aucun événement de quelque importance sur les théâtres de guerre soi-disant «de premier ordre» : dans la Somme, autour de Verdun, en Champagne, à Ypres, si le canon n'a pas cessé de gronder, on ne signale néanmoins pas d'actions d'infanterie ; sur le front occidental, de Riga à Pinsk, on n'assiste pas non plus à de opérations qu'on pourrait qualifier de grande envergure ; sur le front italien, il arrive ce qui y arrivait toujours : à en croire les Italiens, ils «avancent», c'est-à-dire ils piétinent sur place, comme il y a six mois, un an, dix-huit mois . . .

Comme depuis quelques semaines déjà, tout l'intérêt de la guerre se concentre actuellement vers la Roumanie où, selon l'avis des critiques militaires des deux parties belligérantes, la décision pourrait tomber. Mais que voyons-nous ? A mesure qu'approche l'heure apocalyptique de la défaite complète des Roumains et des Russes qui sont arrivés en toute hâte à leur secours, les journaux ententistes ont de plus en plus recours à leur ancienne tactique coutumière qui consiste à nier la portée décisive des opérations qui se déroulent à leur désavantage.

Il ne sera peut-être pas inutile de citer à l'appui de ce que nous avançons quelques passages d'un article qui a paru dans *La Semaine Littéraire* de Genève. Tout le monde sait que les journaux et revues welsches sont plus ententistes que ceux des Franco-Anglais eux-mêmes ; l'opinion d'un organe de la presse suisse est donc hautement caractéristique de l'esprit qui anime nos adversaires. Voici ce que dit dans la feuille mentionnée M. Abel Bonnard dans sa «revue politique» :

«L'entrée en ligne de la Roumanie ouvrait de vastes espoirs. On avait tant parlé de «l'unité d'action sur l'unité de front» ! Comment admettre que M. Bratiano, dont l'ha-

bileté était proverbiale, ait fait attendre si longtemps pour partir à faux. S'il intervenait enfin, c'est que «l'heure roumaine» était venue. Il ne s'était sûrement pas borné à stipuler quels avantages la victoire apporterait à son pays; il avait, c'était plus pressant, fixé les voies et moyens de la victoire. Sûrement, l'offensive de Sarrail allait sortir enfin de la phase préparatoire. Sûrement une grande armée russe était toute prête à traverser le territoire roumain pour régler le compte des Bulgares. Autrement M. Bratiano ne se serait pas jeté dans la fournaise.

Et la victoire des Roumains pouvait dénouer la guerre. Elle rétablirait les communications directes entre la Russie et ses alliés d'occident. Elle mettrait les Bulgares et, par contre-coup, les Turcs hors de combat. Elle ouvrirait la route de Constantinople aux Russes et la fermerait aux Allemands. Elle rendrait la Serbie aux Serbes, le Monténégro aux Monténégrins. Elle permettrait une offensive directe contre la Hongrie. Sans raisonner à la Pyrrhus, on pouvait compter que l'intervention nouvelle éliminerait tous les auxiliaires de l'Allemagne, laissant à l'année prochaine le soin d'en finir avec ce colosse.»<sup>(1)</sup>

«Alors, tandis que l'arrière-automne 1915 avait vu l'horrible spectacle de la Serbie et du Monténégro écrasés sans secours de leurs puissants alliés, par un amalgame d'Allemands, d'Austro-Hongrois, de Bulgares et de Turcs, l'arrière-automne 1916 nous montrerait la Roumanie subissant le même sort. Son intervention lui a valu une animosité féroce. Elle ne peut espérer aucun quartier. Elle sera dévastée, pillée, détruite hommes et biens. On voit les Bulgares et les Allemands affirmer que les Roumains se sont montrés cruels dans la Dobroudja, tandis que dans son discours du trône, Ferdinand de Cobourg les traite de scélérats, de traîtres et de parjures!»<sup>(2)</sup>

«Si la victoire des Roumains pouvait être décisive, on n'en pourrait pas dire autant de leur défaite. Certes elle serait douloureuse et aurait de très fâcheuses répercussions morales et matérielles. Elle exalterait encore l'Allemagne où on exploite les victoires avec une virtuosité éclatante, même quand ce sont des défaites, rappelez-vous la rencontre navale du Skagerrack(?!) Elle donnerait aux neutres, par un quatrième exemple, suivant ceux de la Belgique, de la Serbie et du Monténégro, l'idée que la Quadruple-Entente abandonne à leur sort fatal les petits peuples qui se déclara-

<sup>(1)</sup> Vous n'avez même pas encore commencé «d'en finir» avec ce colosse!

<sup>(2)</sup> Nous, de notre part, nous avons dit qu'ils étaient «des champions désintéressés du droit, de la liberté et de la civilisation» — tout comme les Anglais, les Français, les Russes et les Italiens. — *La Rédaction.*

rent en sa faveur. Elle serait un triomphe pour le roi de Grèce et aurait comme contre-coup probable l'évacuation de Salonique, où les Allemands ne manqueraient pas d'installer une station de sous-marins qui agiraient dans toute la Méditerranée et aux abords du canal de Suez. La Roumanie étant un pays riche et plantureux, sa conquête offrirait à l'Allemagne des ressources d'ordre financier, économique et alimentaire, qui lui permettraient de prolonger la lutte.

Mais ce ne serait pas la fin. Ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie, ni l'Italie, ne se verraient, par la défaite des Roumains, contraintes de lâcher la partie. Elles auraient perdu l'occasion de remporter un grand succès plutôt qu'elles n'auraient subi un échec direct. L'issue de la guerre en serait retardée, mais elle continuerait dans des conditions empirées pour l'Entente en raison des motifs que j'ai dits ; empirées aussi quelque peu pour l'Allemagne, qui n'aurait pas écrasé la Roumanie sans laisser dans les Carpathes et sur les bords du Danube des monceaux de cadavres et verrait ses effectifs réduits d'autant.

Les ressources de la Quadruple-Entente sont supérieures à celles de l'Allemagne et des États qui se sont enchaînés à elle. Il est visible que l'empire de Guillaume II garde la supériorité d'un commandement unique, gage d'une action plus rapide, plus résolue et plus prévoyante. Néanmoins, la victoire des Impériaux, même s'ils écrasent la Roumanie, reste chose invraisemblable. En se prolongeant la guerre ne peut qu'accentuer la disproportion entre les deux groupes d'États aux prises. Par l'Angleterre, la Quadruple-Entente est assurée de garder la suprématie maritime et la supériorité économique et financière. Par la Russie, elle est certaine de conserver la supériorité des effectifs. L'Italie n'est jusqu'ici que légèrement atteinte et la France déploie une constance, une gaieté, un élan, un héroïsme dans l'épreuve que l'éclatant fait d'armes de Douaumont vient encore de mettre au jour.

La victoire restera finalement, malgré toutes les fautes, à la cause du droit, de la loyauté internationale et de la dignité humaine, à moins que... pourquoi ne dirions-nous pas l'angoisse qui pèse sur beaucoup... à moins que le gouvernement russe ne fasse défection et n'abandonne ses alliés.»

Nous nous permettrons de faire à cet article les observations que voici : Le secours des Russes n'a pas empêché Falkenhayn et Mackensen de battre impitoyablement les Roumains, d'occuper toute la Valachie et de faire tomber Bucarest ; jusqu'ici, les armées allemandes, austro-hongroises, bulgares et turques ont déjà fait plus de 100.000 prisonniers sans parler des tués et blessés : vous pouvez vous imaginer ce qu'il reste encore de l'armée roumaine. Pour ce qui est des «ressources supérieures» de la Quadruple-Entente, nous

ne voulons pas les nier; mais deux années et demie de guerre ont suffisamment démontré que la victoire est à ceux qui savent utiliser leurs ressources, quoique moindres. Prolonger la guerre, cela, oui, est dans le pouvoir des adeptes de «la cause du droit de la loyauté internationale et de la dignité humaine», comme l'auteur de l'article cité dénomme avec beaucoup d'humour les Alliés, mais obtenir la victoire par des phrases sonores et rabâchées mille fois, cela non! En prolongeant la guerre, les maniaques incurables de «la victoire» ne font qu'obliger les Allemands et leurs alliés de les battre tous chacun à son tour.

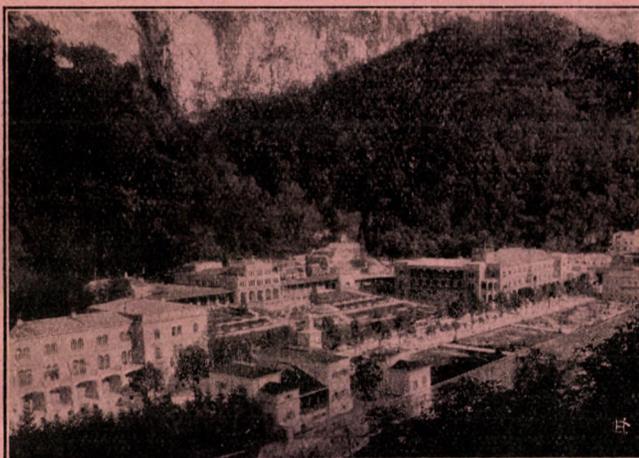
Une preuve du changement dans l'esprit des peuples qui croyaient encore aux déclamations mensongères de la Quadruple-Entente, nous est offerte par l'attitude de la Grèce. Ce pays, tout le monde le sait, avait été très favorable à la cause des Alliés, mais les agissements fomentés par l'agent payé de l'Entente, M. Vénizélos, et les violations de toutes les principes du droit international dont les Franco-Anglais se sont rendus coupables, ont enfin poussé à bout la patience des Hellènes qui osèrent enfin résister, l'arme à la main, à leurs «protecteurs» intolérables. Les journaux alliés eux-mêmes sont obligés de reconnaître que ce n'est pas seulement le roi Constantin, mais tout son peuple qui ne voulaient et ne veulent pas de la guerre; exaspérés par les procédés vexatoires de l'Entente, il n'est cependant pas impossible qu'ils descendent dans l'arène pour défendre leur liberté contre leurs bourreaux qui ne sont autres que les défenseurs de l'indépendance des petites nations!

M. Trépoff, le nouveau président du Conseil des ministres russes, vient de déclarer que la Russie luttera jusqu'à la «victoire définitive» et jusqu'à «l'épuisement complet» de l'Allemagne. Très bien, Trépoff, c'est comme ça que doit parler un ministre du tsar! Ne vous laissez pas rebuter par les défaites de vos armées et par la sombre situation intérieure de votre sainte patrie: lutez jusqu'au bout et ne lâchez prise que lorsque «la victoire complète» sera acquise à la Russie et à ses alliés: il suffit de le dire pour y arriver. Vous avez aussi annoncé au monde émerveillé, ô Trépoff, qu'en 1915 la France, l'Angleterre, l'Italie ont eu la générosité de vous attribuer Constantinople et les Détroits. Pour vous donner une preuve de notre magnanimité, nous nous permettons de vous offrir encore la planète Saturne avec tous ses satellites.

HISTORICUS.

---

*Le Directeur-Gérant,*  
GUILLAUME DE HUSZÁR.



## BAINS DE HERKULES

BAINS THERMAUX ET VILLÉGIATURE DE L'ÉTAT, situés dans le comitat de Krassószörény, à 168 mètres d'altitude, dans la pittoresque vallée de CSERNA, au milieu de montagnes boisées, s'élevant jusqu'à 1200 mètres de hauteur ; à 20 minutes de la station des chemins de fer de l'État. SOURCES NATURELLES SALÉES ET SULFUREUSES A 56° CELSIUS. LES BAINS SALÉS SONT EXCELLENTS contre la faiblesse générale, l'anémie, la neurasthénie, les affections des reins, de la vessie, les scrofules, le gonflement des glandes ; LES BAINS SALÉS ET SULFUREUX sont très efficaces contre la goutte, les rhumatismes articulaires et nerveux, et contre l'ichorie. Eau de table excellente. TRAITEMENT HYDROTHÉRAPIQUE. PISCINE. EAU DE RÉGIME. CURSALON DE PREMIER ORDRE. Climat très tempéré, magnifique végétation. — Saison : commencement mai, l'établissement est en partie ouvert toute l'année. PRIX MODÉRÉS. Pour renseignements s'adresser à la DIRECTION ROYALE HONGROISE DES BAINS, HERKULESFÜRDŐ (HONGRIE).

### HORAIRE DES TRAINS

|       |       |                    |             |                             |      |       |      |      |
|-------|-------|--------------------|-------------|-----------------------------|------|-------|------|------|
| 9.40  | 2.40  | 11.30 <sup>*</sup> | Dép. ... .. | Budapest-Ouest              | Arr. | 12.50 | 1.30 | 6.35 |
| 6.53  | 12.34 | 8.29               | Arr. ... .. | Herkulesfürdő               | Dép. | 3.45  | 3.24 | 8.55 |
| 10.15 | —     | —                  | Dép. ... .. | Budapest-Ouest <sup>†</sup> | Arr. | 7.15  | —    | —    |
| 9.25  | —     | —                  | Arr. ... .. | Báziás                      | Dép. | 4.15  | —    | —    |
| 10.—  | —     | —                  | Dép. ... .. | Báziás <b>Bateau</b>        | Arr. | 2.10  | —    | —    |
| 3.10  | —     | —                  | Arr. ... .. | Orsova <b>Bateau</b>        | Dép. | 6.—   | —    | —    |
| 3.15  | 6.05  | 8.16               | Dép. ... .. | Orsova                      | Arr. | 1.00  | 1.42 | —    |
| 3.45  | 6.44  | 8.55               | Arr. ... .. | Herkulesfürdő               | Dép. | 12.31 | 1.45 | —    |

<sup>\*</sup> Express.

<sup>†</sup> Entre Budapest et Báziás Wagons-Lits.



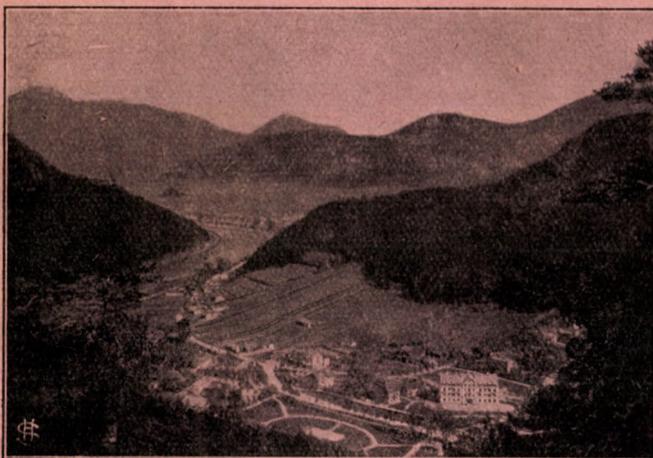
# TÁTRALOMNICZ

STATION D'ÉTÉ ET D'HIVER POUR CURES D'AIR, au milieu d'immenses forêts de sapins, situé à 848—1030 mètres au-dessus du niveau de la mer. **Air des glaciers très fortifiant et vivifiant. Traitement hydrothérapeutique moderne.** Hôtel *Palota*, modèle de confort moderne, ascenseur, hall magnifique, salle à manger luxueuse, salle de lecture, nombreuses villas particulières, terrains à prix modérés. Vue splendide sur la vallée de Poprád et sur les glaciers. Musique, concerts, représentations artistiques, bals, **excursions sur les montagnes, courses de chevaux, chasse, tennis. Sports d'hiver.** Saison d'été: du 15 mai au 15 septembre. Saison d'hiver: du 15 décembre à fin février, bains de soleil, sans brouillard. — Pour notice s'adresser à la **DIRECTION, TÁTRALOMNICZ (HONGRIE).**

## HORAIRE DES TRAINS

|       |           |                   |      |       |
|-------|-----------|-------------------|------|-------|
| 10.45 | Dép. .... | Budapest-Est      | Arr. | 6.50  |
| 4.04  | Arr. .... | Kassa (Ránkfűred) | Dép. | 1.10  |
| 4.10  | Dép. .... | Kassa             | Arr. | 1.00  |
| 6.30  | Arr. .... | Poprádfelka       | Dép. | 10.33 |
| 6.47  | Dép. .... | Poprádfelka       | Arr. | 9.27  |
| 7.35  | Arr. .... | Tátralomnicz      | Dép. | 8.45  |

Entre Budapest et Tátralomnicz Wagons-Lits.



# FENYŐHÁZA

**Bain thermal et villégiature de l'État, dans le comitat de Liptó, dans la vallée du Fáttra, à 450 mètres au-dessus du niveau de la mer, au milieu de montagnes couvertes de forêts de sapins, 6 hôtels modernes appartenant à l'État, nombreuses villas particulières, terrains à prix très modérés. Excellente eau de table. Conduites d'eau, canalisation et éclairage électrique. Saison : du 15 mai à fin octobre. Traitement hydrothérapeutique moderne, bains de sapins, de sel et d'acide carbonique. Station de chemin de fer, poste, télégraphe et téléphone. Recommandé contre les troubles de l'alimentation, l'anémie, la chlorose, la goutte, les affections des appareils respiratoires et les maladies nerveuses. Pour renseignements s'adresser : Au bureau royal hongrois de Surveillance des Bains, Fenyőháza (Hongrie.)**

## HORAIRE DES TRAINS

|      |      |                   |      |      |       |      |
|------|------|-------------------|------|------|-------|------|
| 7.05 | 5.55 | Dép. Budapest-Est | Arr. | 7.10 | 9.50  | 9.15 |
| 1.47 | 4.25 | Arr. Ruttka       | Dép. | 8.30 | 11.24 | 2.43 |
| 2.30 | 4.42 | Dép. Ruttka       | Arr. | 7.50 | 7.57  | 2.28 |
| 3.04 | 5.27 | Arr. Fenyőháza    | Dép. | 7.01 | 7.14  | 1.56 |



# VIZAKNA

BAINS DE SEL DE L'ÉTAT, Comitat de Alsó-Fehér, à 424 mètres au-dessus du niveau de la mer, sur la ligne des chemins de fer de l'État Nagy-szeben-Kiskapus. Surpassant de beaucoup en résultats thérapeutiques les bains de Aussee, Gmunden, Ischl, Reichenhall et Nauheim. Bains dans 6 grands lacs salés contenant 30% de sel. **Établissement moderne de bains chauds** nouvellement construit. Appartements meublés à l'hôtel du Trésor, dans les maisons particulières et hôtels de la ville. Poste, télégraphe et téléphone. — Pour renseignements s'adresser: **Au bureau royal hongrois de Surveillance des Bains, Vizakna (Hongrie).**

## HORAIRE DES TRAINS

|      |       |       |                      |      |      |       |
|------|-------|-------|----------------------|------|------|-------|
| 7.20 | 2.00  | 12.20 | Dép. ... .. Budapest | Arr. | 7.40 | 6.40  |
| 6.20 | 12.59 | 9.44  | Arr. ... .. Kiskapus | Dép. | 6.56 | 1.00  |
| 7.10 | 2.28  | 11.20 | Dép. ... .. Kiskapus | Arr. | 6.15 | 12.33 |
| 8.42 | 3.34  | 12.33 | Arr. ... .. Vizakna  | Dép. | 5.14 | 11.37 |

## UNGARISCHE ALLGEMEINE CREDITBANK.

# KUNDMACHUNG.

Die Aktionäre der **Ungarischen Allgemeinen Creditbank** werden für Samstag, den **23. Dezember 1916**, vormittags 10 Uhr, zu der in Budapest im Lokale der Bank (V., József-tér 3) abzuhaltenden

**ausserordentlichen Generalversammlung**  
eingeladen.

### Gegenstände der Beratung:

1. Antrag der Direktion betreffs Erhöhung des Aktienkapitales.
2. Antrag der Direktion betreffend die Modalitäten der Ausübung des den Aktionären zustehenden Bezugsrechtes.

3. Änderung der Art. 7, 8, 9, 10, 13, 16, 22, 24 und 31 der Statuten und dementsprechend Richtigstellung der in den Art. 23, 25, 42, 50 und 53 enthaltenen Artikelbezugnahmen.

Jeder Aktionär ist in der Generalversammlung zu einer Stimme für je *zwanzig* hinterlegte Aktien berechtigt.

Die stimmberechtigten Aktionäre werden hiemit eingeladen, *vierzehn* Tage vor dem für die Versammlung festgesetzten Tage ihre Aktien samt Kupons

in *Budapest* bei der Zentrale der Ungarischer Allgemeinen Creditbank (V., Dorottya-utca 5.), sowie bei ihren Filialen (IV., Egyetem-utca 11., V., Berliini-tér 9. und VII., Károly-körút 3.),

in *Brassó, Debreczen, Fiume, Győr, Kassa, Keeskemét, Nagyvárad, Pécs, Pozsony, Szabadka* und *Temesvár* bei den Filialen der Gesellschaft, in *Wien* bei der K. k. priv. Oesterreichischen Credit-Anstalt für Handel und Gewerbe, oder bei dem Bankhause S. M. v. Rothschild,

in *Berlin* bei der Direction der Disconto-Gesellschaft oder bei dem Bankhause S. Bleichröder, oder schliesslich

in *Frankfurt a/M.* bei der Direktion der Disconto-Gesellschaft zu hinterlegen.

Den Aktien ist ein vom Einreicher gefertigtes Verzeichnis beizugeben.

Ueber die hinterlegten Aktien erhält der Einreicher eine Bestätigung. Nach der Generalversammlung werden die Aktien nur gegen Rückstellung dieser Bestätigung ausgefolgt.

Die Legitimationskarte wird in Budapest bei der Zentrale des Institutes unmittelbar bei der Hinterlegung, bei den Filialen des Institutes, sowie in Wien, Berlin und Frankfurt a/M. acht Tage vor der Generalversammlung eingehändigt.

Wünscht ein Aktionär sein Stimmrecht durch einen anderen stimmberechtigten Aktionär auszuüben, so hat er die betreffende Vollmacht auf der Rückseite der Legitimationskarte auszustellen und zu unterschreiben.

Budapest, 23. November 1916.

**Die Direktion.**

# 6%-os magy. kir. adómentes állami járadékkölcsön. 5½%-os magy. kir. adómentes állami pénztárjegykölcsön. (Ötödik hadi kölcsön.)

Az 1912. évi LXIII. t.-cz. 17. §-a alapján a miniszterium felhatalmaztatott, hogy a hadi szükségletek fedezésére szükséges összegeket addig, amíg azok a törvényhozás útján meg nem állapíttatnak, az elkerülhetetlen szükség mérvéig előlegezhesse és azok megszerzése iránt hitelművelet útján intézkedhessék.

E felhatalmazás alapján ezennel **6%-kal kamatozó adómentes állami járadékkölcsön** és **5½%-kal kamatozó adómentes állami pénztárjegykölcsön** bocsátatik ki.

A kibocsátás összege a megtartandó nyilvános aláírás eredménye alapján fog megállapíttatni.

A kibocsátásra kerülő járadékkölcsönkötvények és állami pénztárjegyek, ugyanugy mint az eddigelé kibocsátott hadikölcsönkötvények, gyámoltak és gondnokoltak pénzeinek elhelyezésére alkalmasak.

A kamatok, éppugy mint visszafizetés alkalmával a kölcsönkötvényeknek, illetve állami pénztárjegyeknek tőkeértéke, minden fennálló és a jövőben behozandó magyarországi adó, bélyeg és illeték levonása nélkül fizettetnek ki.

Az esedékes szelvények és állami pénztárjegyek, valamint az esetleg felmondott kötvények költségmentesen beváltatnak:

**Budapesten:** a magyar királyi központi állampénztárnál,

a m. kir. postatakarékpénztárnál,

**a magyar korona országainak területén:**

valamennyi királyi állampénztárnál és adóhivatalnál,

azonkívül további intézkedésig:

**Budapesten:** a Magyar Általános Hitelbanknál,

a Pesti Hazai Első Takarékpénztár Egyesületnél,

a Pesti Magyar Kereskedelmi Banknál,

a Magyar Leszámitoló- és Pénzváltó Banknál,

az 1898: XXIII. t.-cz. alapján alakult Országos Központi Hitelszövetkezetenél,

valamint a m. kir. pénzügyminiszterium által erre a célra a magyar korona országai területén vagy azonkívül kijelölendő helyeken.

**A 6%-os állami járadékkölcsön bemutatóra szóló járadékkölcsönkötvényei 50, 100, 1.000, 5.000 és 10.000 koronás címletekben fognak kiállíttatni.**

A kötvények 1916. november 1-től kezdődőleg évi 6%-kal, minden év május 1-én és november 1-én lejáró félévi utólagos részletekben kamatoztatnak, az első szelvény tehát 1917. május 1-én esedékes.

**Az 5½%-os állami pénztárjegykölcsön bemutatóra szóló állami pénztárjegyei 2.000, 5.000, 10.000 és 50.000 koronás címletekben fognak kiállíttatni.**

Az állami pénztárjegyek 1916. október 1-től kezdődőleg évi 5½%-kal, minden év április 1-én és október 1-én lejáró félévi utólagos részletekben kamatoztatnak az első szelvény 1917. április 1-én válik esedékessé.

Az aláírás történhetik az alább megjelölt aláírási helyek bármelyikénél

## 1916. évi november 23-tól december 22-ig bezárólag

terjedő határidőben a szokásos hivatalos órákban.

Aláírási helyekül szolgálnak: a magyar korona országai területén levő összes kir. állampénztárak és adóhivatalok, a m. kir. postatakarékpénztár és az összes kir. postahivatalok, mint a m. kir. postatakarékpénztár közvetítő hivatalai, az Osztrák-magyar bank budapesti főintézete, valamint a magyar korona országai, továbbá Bosznia és Hercegovina területén levő fiókjai és lublini kirendeltsége, az 1898: XXIII. t.-cz. alapján alakult Országos Központi Hitelszövetkezet, továbbá

a Magyar Általános Hitelbank,

a Pesti Hazai Első Takarékpénztár Egyesület,

a Pesti Magyar Kereskedelmi Bank,

a Magyar Leszámitoló- és Pénzváltó Bank,

az Egyesült Budapesti Fővárosi Takarékpénztár,

a „Hermes” Magyar Általános Váltóüzlet Részvénytársaság,

a Magyar Agrár- és Járadékbank Részvénytársaság,

a Magyar Bank és Kereskedelmi Részvénytársaság,

a Magyar Jelzálog Hitelbank,

a Magyar Országos Központi Takarékpénztár,

a „Mercur” váltóüzleti részvénytársaság, stb.